Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 18 décembre 2024

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

12 – Orientation

12.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG23 0205. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG23 0205. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.003 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM23 0447. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1245978009

Accorder un contrat à Techniparc (9032-2454 Québec inc.) pour l'entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard de 2025 à 2027, avec 2 options de prolongation d'une année chacune - Dépense totale de 422 789,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20673 (1 soumissionnaire)

20.002 Entente

CE *Service de l'Espace pour la vie , Insectarium* - 1245399003

Approuver le projet d'entente de service de recherche d'une durée de 3 ans entre la Ville de Montréal et le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour l'identification d'arthropodes par l'Insectarium de Montréal pour une somme de de 166 100 $ plus les taxes applicables, le cas échéant / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant

20.003 Entente

CE *Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés* - 1245326010

Approuver l'entente entre le ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal, pour une durée d'une année, renouvelable automatiquement, concernant l'accès direct, par le Service de police de la Ville de Montréal, à certains renseignements contenus dans le système des dossiers administratifs correctionnels

20.004 Subvention - Contribution financière

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1246924001

Accorder un soutien financier de 50 000 $ à la Fondation Héritage Montréal, pour la réalisation de diverses activités de sensibilisation et de diffusion en patrimoine, pour la période 2024-2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

20.005 Subvention - Contribution financière

CE *Direction générale , Bureau des relations internationales* - 1244834002

Accorder un don de 70 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge afin de contribuer à l'aide humanitaire au Moyen-Orient

20.006 Subvention - Contribution financière

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1247408002

Accorder une contribution financière de 64 850 $ à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal pour la réalisation du projet « Plan d'affaires et étude de conception pour le Centre d'innovation en technologies propres » / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.007 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction développement_programmes et activités* - 1245970001

Accorder un soutien financier de 40 000 $, pour l'année 2024, à La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour la réalisation de la 34e édition du « Mois de l'histoire des Noirs » prévue en février 2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

20.008 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1244742001

Accorder un soutien financier de 30 000 $ à Écoscéno afin de lui permettre de poursuivre son rôle d'organisme pivot en mutualisation pour le secteur culturel montréalais / Approuver un projet de convention à cet effet

20.009 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.010 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1247956005

(AJOUT) Accorder un soutien financier de 300 000 $ au Carrefour d'innovation bioalimentaire pour le démarrage de ses activités et l'accompagnement d'entreprises bioalimentaires pour la période 2025, 2026 et 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.011 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de l'Espace pour la vie* - 1246157007

Consentir à l'utilisation et à l'enregistrement des marques de commerce « Tempo » et « Tempo Craft Tonic Water & Design » par l'entreprise G&W Distilling Inc.

30.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'évaluation de rendement insatisfaisant d'un fournisseur. En vertu du paragraphe 7.2 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1249964002

Accepter le don de livres de Bertrand Dumont pour la bibliothèque du Jardin botanique de Montréal / Autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à Bertrand Dumont d'une valeur totale de 3 985 $

30.004 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de l'Espace pour la vie , Insectarium* - 1245399002

Accepter le don de Phylliidae de la collection Stéphane Le Tirant d'Alexandra Le Tirant pour l'Insectarium de Montréal / Autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à Alexandra Le Tirant d'une valeur totale de 53 214,56 $

30.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.006 Administration - Déplacements / Frais de séjour et de représentation

CE *Service du greffe* - 1240843008

Ratifier la dépense de 411,09 $ relative au déplacement de madame Valérie Plante, mairesse de Montréal, du 12 au 18 novembre 2024, à Rio de Janeiro (Brésil), dans le cadre du Sommet des maires Urban 20

30.007 Administration - Déplacements / Frais de séjour et de représentation

CE *Service du greffe* - 1240843009

Ratifier la dépense de 246,56 $ relative au déplacement de madame Valérie Plante, mairesse de Montréal, du 25 au 26 novembre 2024, à Québec, pour participer à la Table Québec-municipalités

30.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.009 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Saint-Léonard , Direction des services administratifs* - 1243574012

Modifier le budget de la Ville, pour l'année 2025, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), volet budget de fonctionnement, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Saint-Léonard, de l'aide financière de 484 500 $ provenant du ministère de la Sécurité publique, dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 »

30.010 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains* - 1245412009

Autoriser le remboursement des dépenses au montant de 513 370,06 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Lachine, pour les travaux de XO Construction inc. à la Vieille Brasserie de Lachine (CA 19 0304) et de Carrelage de Montréal inc. au Centre communautaire Saint-Pierre, dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale / Retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

30.011 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains* - 1245412010

Autoriser le remboursement des dépenses au montant de 152 330,44 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Lachine, pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par Groupe Marchand Architecture & Design inc., pour la démarche des Quartiers inclusifs et résilients / Retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

30.012 Budget - Virement / Annulation de crédits

CE *Outremont , Daa Qualité de vie* - 1249203010

Autoriser un virement budgétaire de 272 328 $ en provenance du Service de la culture vers l'arrondissement Outremont en 2025 pour la réalisation de la programmation culturelle 2024-2025 de la Corporation du Théâtre Outremont

30.013 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.014 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.015 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe* - 1249298006

(AJOUT) Modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, C. c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, d'une subvention de 267 400 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « Agent-es pivot »

30.016 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1248109003

(AJOUT) Autoriser le remboursement des dépenses au montant 876 104,30 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Montréal-Nord, pour la réfection de la toiture de l'aréna Rolland, dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale (maintien d'actifs)

30.017 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CM *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1248994015

Approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool du Bain Mathieu et des permis de réunion de Musique Moonshine et d'Exposé Noir dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent

40.002 Règlement - Urbanisme

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1248845007

Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement PIIA-2022-55-3 de la Ville de Kirkland

60 – Information

60.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 29
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 3
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 4

CE : 12.001

2024/12/18 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.002

2024/12/18 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.003

2024/12/18 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1245978009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Techniparc (9032-2454 Québec inc.) pour l'entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard de 2025 à 2027, avec 2 options de prolongation d'une année chacune - Dépense totale de 422 789,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20673 (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :
1. d'accorder au seul soumissionnaire Techniparc (9032-2454 Québec inc.), ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard de 2025 à 2027, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 422 789,57 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20673;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Techniparc (9032-2454 Québec inc.);

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-12-03 13:42

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245978009**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Techniparc (9032-2454 Québec inc.) pour l'entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard de 2025 à 2027, avec 2 options de prolongation d'une année chacune - Dépense totale de 422 789,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20673 (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le contrat en cours pour l'entretien et les réparations des terrains sportifs du Complexe sportif Claude-Robillard (CSCR) se terminant le 15 novembre 2024, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports souhaite octroyer un nouveau contrat pour une durée de trois ans, pour les années 2025, 2026 et 2027 (la saison d'entretien s'étend annuellement du 15 avril au 15 novembre).
L'appel d'offres public 24-20673 a été publié dans le quotidien Le Devoir et dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) le 9 septembre 2024. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 10 octobre 2024, soit 31 jours après le dépôt, 1 addenda a été publié. Les soumissions sont valides pendant les 120 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 7 février 2025 :

Numéro	Date de publication	Nature de l'addenda	Impact sur le prix
Addenda 1	30 septembre 2024	Ajout de précisions au devis technique	oui

Conformément aux clauses de l'appel d'offres, il est recommandé d'octroyer le contrat au seul soumissionnaire conforme, soit Techniparc (9032-2454 Québec Inc.)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0331 - 21 mars 2022 Accorder un contrat à 9032-2454 Québec inc. (Techniparc) pour l'entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard, d'une durée de trois saisons estivales (avril à octobre), pour une somme maximale de 429 689,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18935 (1 soum.)

CE21 0149 - 24 février 2021 Exercer la deuxième année d'option de prolongation pour une période d'un an, soit du 1er avril 2021 au 31 mars 2022 et autoriser une dépense additionnelle de 113 860,32 $, taxes incluses, pour l'entretien des terrains sportifs du

complexe sportif Claude-Robillard, dans le cadre du contrat accordé à 9032-2454 Québec inc., portant également le nom de Techniparc (CE18 0326), majorant ainsi le montant total du contrat de 341 580,95 $ à 455 441,27 $, taxes incluses

CE20 0475 - 8 avril 2020 Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois, soit du 1er avril 2020 au 31 mars 2021, et autoriser une dépense additionnelle de 113 860,32 $, taxes incluses, pour l'entretien des terrains sportifs du Complexe sportif Claude-Robillard, dans le cadre du contrat accordé à 9032-2454 Québec inc., portant également le nom de Techniparc, (CE18 0326), majorant ainsi le montant total du contrat de 227 720,63 $ à 341 580,95 $, taxes incluses, et d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

DESCRIPTION

Le mandat prévoit l'entretien courant des plateaux sportifs extérieurs (terrains de base-ball, terrain de volley-ball, terrain de soccer naturel et terrain de soccer/football/rugby synthétique, piste d'athlétisme) du CSCR à compter du 15 avril jusqu'au 15 novembre, pour les années 2025 à 2027.

JUSTIFICATION

Résultats de l'appel d'offres :

Nombre de preneurs	3	100 %
Nombre de soumissions reçues	1	33,33 %
Nombre de soumissions jugées non conformes	0	
Raison de la non-conformité	n/a	

SOUMISSION CONFORME	**PRIX SOUMIS**	**AUTRES (Contingences et variation de quantités)**	**TOTAL**
Techniparc (9032-2454 Québec Inc.)	**422 789,57 $**		**422 789,27 $**
Dernière estimation réalisée	447 371,39 $		447 371,39 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	24 581,82 $		24 581,82 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 5 %		- 5 %

Les validations requises pour vérifier que l'entreprise recommandée ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes ont été réalisées. Le contractant recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et est en conformité avec le Règlement sur la gestion contractuelle.

Une évaluation de rendement sera réalisée à la fin du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat s'élève à 422 789,57 $, taxes incluses, réparti comme suit :

Coûts annuels (taxes incluses)	2025	2026	2027
Entretien des terrains sportifs	121 097, 42 $	133 353, 47 $	137 354,08 $
Besoins prévisionnels	10 328,20 $	10 328,20 $	10 328,20 $
Montant total annuel	131 425,62 $	143 681,67 $	147 682,28 $
Montant total du contrat 2025-2027			**422 789,57 $**

Les crédits requis pour ce dossier sont disponibles dans la base budgétaire de la Division de la gestion des installations sportives.

Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

L'appel d'offres prévoit un maximum de deux (2) prolongations d'une année chacune pour un montant total de 295 364,56 $, taxes incluses, soit 147 682,28 $ pour chaque année (le contrat ne prévoit aucune clause d'indexation de prix pour l'ensemble des années de prolongation du contrat; par conséquent, les prix de l'année 3 seront appliqués).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (priorités 19 et 20).
Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'inciter à une vie active et sportive, d'offrir un réseau d’infrastructures durables et de qualité et d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs. Il concorde avec l’orientation du plan afin que la population puisse s'approprier les espaces publics et puisse se déplacer sans contrainte et de manière sécuritaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus ou le report de cet octroi de contrat aurait d'importantes répercussions sur l'accès sécuritaire aux plateaux sportifs extérieurs du CSCR. L'image de la Ville pourrait également être affectée si les terrains ne sont pas entretenus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication, en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

15 avril 2025 : Début du contrat
15 novembre 2027 : Fin du contrat

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Erika Liliana AMADOR BONILLA)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon OSTIGUY
regisseur(-euse)

Tél : 514-872-2940
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-12

Geneviève FRAPPIER
Cheffe de division - gestion des installations (dir. sports)

Tél : -
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE

Directeur

Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2024-12-03

directeur(-trice) de service - grands parcs, verdissement et mont-royal
Tél : - -
Approuvé le : 2024-12-03

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245978009
Unité administrative responsable : *SGPMRS, Direction des sports, Division de la gestion des installations sportives*
Projet : Accorder un contrat à Techniparc (9032-2454 Québec Inc.), pour l'entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard de 2025 à 2027, avec possibilité d'un maximum de 2 prolongations d'une année chacune - Dépense totale de 422 789,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20673 (1 soumissionnaire)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins* *Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *19-Que les athlètes puissent utiliser des plateaux sportifs extérieurs de qualité, sécuritaire et qui répondent aux besoins de leur pratique sportive.* *20- Faire rayonner Montréal comme une métropole du sport sur les scènes montréalaises, québécoises, canadiennes et internationales grâce à la qualité de ses plateaux sportifs .*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion**			**x**
b. **Équité**			**x**
c. **Accessibilité universelle**			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1245978009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Accorder un contrat à Techniparc (9032-2454 Québec inc.) pour l'entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard de 2025 à 2027, avec 2 options de prolongation d'une année chacune - Dépense totale de 422 789,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20673 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20673 - PV.pdf 24-20673 Détenteur_Cahier_Charges.pdf 24-20673 Intervention.pdf

24-20673 TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Erika Liliana AMADOR BONILLA
Agente d'approvisionnement niveua II

Tél : 514-000-0000-

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Hicham ZERIOUH
Chef de section Service de l'approvisionnement
Tél : 438-505-1138
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20673 — No du GDD : 1245978009

Titre de l'appel d'offres : Entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 9 - 9 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 10 - 10 - 2024

Ouverture faite le : 10 - 10 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 30 - 9 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 31 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 2 - 2025

Date d'échéance révisée : 7 - 2 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9032-2454 QUÉBEC INC. Techniparc	$ 422 789,57	√	

Information additionnelle

Trois (3) firmes ont acheté les documents d'appel d'offres. Deux(2) firmes se sont désistées. Raison de non-participation: reçu 1 :
-Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre Soumission dans le délai alloué;
Aucun autre formulaire de non-participation n'a été retourné et ce malgré une relance.

Préparé par : Erika Amador — Le 13 - 11 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20673

Agent d'approvisionnement
Erika Amador

Conformité	Oui

							Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de période	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
	1	Entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard	1	forfaitaire	1	367 723,05 $	367 723,05 $	422 789,58 $
Total (9032-2454 QUÉBEC INC. Techniparc)							**367 723,05 $**	**422 789,58 $**

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

English
Nous joindre

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20673
Numéro de référence: 20001137
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

3 résultats **Résultats 1 à 3**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
◯ 178001 CANADA INC. 9771 rue Waverly Montréal QC CAN H3L2V7	Non diffusé	Nick Luongo Téléphone: 5143812986 Courriel: nicky@groupenicky.com	**Transaction: (20050843)** 2024-09-11 13:53	20017134 - 24-20673 Add 01 Q/R Devis 2024-09-30 à 15:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
NJE sécurité inc. 2663 rue allard Montréal QC CAN H4E2L7 https://njesecurite.com	Non diffusé	Justus Tshisungu Tshisungu Téléphone: 5145697670 Courriel: info@njesecur.com	**Transaction: (20056667)** 2024-09-19 14:41	20017134 - 24-20673 Add 01 Q/R Devis 2024-09-30 à 15:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9032-2454 QUÉBEC INC. 1355 Boulevard Pitfield Montréal QC CAN H4S1G3 https://www.techniparc.ca	Non diffusé	Martin Theolis Téléphone: 5143360660 Courriel: info@techniparc.ca	**Transaction: (20051863)** 2024-09-12 14:18	20017134 - 24-20673 Add 01 Q/R Devis 2024-09-30 à 15:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245978009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Accorder un contrat à Techniparc (9032-2454 Québec inc.) pour l'entretien des terrains sportifs du complexe sportif Claude-Robillard de 2025 à 2027, avec 2 options de prolongation d'une année chacune - Dépense totale de 422 789,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20673 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1245978009 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-19

Valérie LAVIGNE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1245399003

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Insectarium , Division collection entomologique et recherche
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'entente de service de recherche d'une durée de 3 ans entre la Ville de Montréal et le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour l'identification d'arthropodes par l'Insectarium de Montréal pour une somme de de 166 100 $ plus les taxes applicables, le cas échéant / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'entente de service de recherche d'une durée de trois ans entre la Ville de Montréal et le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour l'identification d'arthropodes par l'Insectarium de Montréal pour une somme de de 166 100 $ plus les taxes applicables, le cas échéant;

2. d'autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel correspondant et autoriser le service de l'Espace pour la vie à affecter ce montant pour la réalisation du projet identification d'arthropodes par l'Insectarium de Montréal, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-12-08 18:17

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245399003**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Insectarium , Division collection entomologique et recherche
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'entente de service de recherche d'une durée de 3 ans entre la Ville de Montréal et le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour l'identification d'arthropodes par l'Insectarium de Montréal pour une somme de de 166 100 $ plus les taxes applicables, le cas échéant / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant

CONTENU

CONTEXTE

Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs du Québec (MELCCFP) sollicite l'expertise de l'Insectarium de Montréal pour le déploiement et l'avancement du projet de réseau de suivi de l'évolution de la biodiversité face aux changements climatiques (ci-après nommé "Suivi BdQc"), réalisé dans le cadre du Plan de mise en œuvre pour une économie verte 2024-2029 du Gouvernement du Québec. Ce projet repose sur un réseau à grande échelle de parcelles permanentes de suivi de la biodiversité et a comme objectif de mieux comprendre les changements dans certains écosystèmes et communautés animales et végétales. Il vise également à favoriser la collaboration entre différents partenaires afin de mieux suivre l'évolution des changements climatiques et à améliorer la diffusion d'informations sur la biodiversité pour mieux sensibiliser la population.
Par ce projet d'entente, le MELCCFP recherche en particulier une expertise pour prendre en charge les échantillons d'insectes (et autres arthropodes) et l'identification de groupes ciblés - principalement des coléoptères de la famille des Carabidae et des araignées. L'Insectarium possède ces expertises et est déjà un collaborateur au projet Suivi BdQc, entre autres pour la mise en place des protocoles de suivi de la diversité des insectes et autres arthropodes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le MELCCFP offre à l'Insectarium de Montréal un contrat de service totalisant 166 100$ avant taxes s'échelonnant sur trois ans. Les principaux services livrés par l'Insectarium seront :

- Réaliser le tri et dénombrer les invertébrés du sol dans les échantillons pour les données récoltées dans les pièges fosses des sites de forêts et de toundra en 2025 et 2026 et séparer les spécimens par grands groupes taxonomiques.

- Identifier les espèces de carabes récoltées dans les pièges fosses des sites de forêts et de toundra en 2025 et 2026.
- Identifier les espèces d'araignées récoltées dans les pièges fosses des sites de forêts et toundra en 2024, 2025 et 2026.
- Participer à la récolte de certains invertébrés et autres indicateurs du suivi BdQc dans les communautés nordiques via son programme des Sentinelles du Nunavik
- Développer une unité d'expertise pour l'identification taxonomique afin de regrouper les ressources de différents partenaires de façon efficiente.

Les services s'échelonneront jusqu'à la fin de l'été 2027.

JUSTIFICATION

Ce mandat s'inscrit dans la mission de recherche de l'Insectarium de Montréal, qui possède l'expertise, la collection scientifique et les espaces de laboratoires nécessaires pour effectuer les travaux. Il vise par ailleurs à la protection des espèces et des habitats. Le montant du contrat participera au montage financier visant à créer un poste temporaire d'assistant-entomologiste. La personne recrutée travaillera également sur des projets Insectarium, dont la mise sur pied d'un Réseau d'expertise regroupant différents partenaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel de dépenses de fonctionnement de 166 100 $ plus les taxes applicables, le cas échéant, couvert par l'entente avec le MELCCFP, est requis. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.
Ce montant additionnel provenant de l'entente avec le MELCCFP couvrira différentes dépenses de fonctionnement liées au projet mentionné ci-dessus entre 2024 et 2027, notamment des ressources humaines auxiliaires.

Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville, compte tenu des budgets additionnels équivalents de revenus et de dépenses. Ce montant devra par conséquent être transféré au budget de fonctionnement du service de l'Espace pour la vie (Insectarium - division collection entomologique et recherche).

Étant donné qu'il s'agit d'une prestation service en contrepartie d'un paiement, les taxes doivent être perçues et seront de ce fait facturées au MELCCFP.

Les versements par le MELCCFP se feront comme suit:

- un 1er versement de 10 000 $, plus taxes applicables, le cas échéant, à la signature de l'entente;
- un 2e versement de 15 100 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, avant le 1er mars 2025 sur présentation d'une facture détaillée précisant le livrable 1 et suivant la remise des livrables correspondants;
- un 3e versement de 4 500 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, avant le 15 septembre 2025 sur présentation d'une facture détaillée précisant le livrable 2 et suivant la remise des livrables correspondants;
- un 4e versement de 21 300 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, avant le 15 janvier 2026 sur présentation d'une facture détaillée précisant le livrable 3 et suivant la remise des livrables correspondants;
- un 5e versement de 37 200 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, avant le 1er mars 2026 sur présentation d'une facture détaillée précisant le livrable 4 et suivant la remise des livrables correspondants;
- un 6e versement de 7 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, avant le 15 septembre 2026 sur présentation d'une facture détaillée précisant le livrable 5 et suivant la remise des livrables correspondants;

- un 7e versement de 24 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, avant le 15 janvier 2027 sur présentation d'une facture détaillée précisant le livrable 6 et suivant la remise des livrables correspondants;
- un 8e versement de 40 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, avant le 1er mars 2027 sur présentation d'une facture détaillée précisant le livrable 7 et sur remise des livrables correspondants;
- un 9e versement de 7 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, avant le 15 septembre 2027 sur présentation d'une facture détaillée précisant le livrable 8 et suivant la remise des livrables correspondants.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue aux priorités Montréal 2030, notamment:

- 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision; en développant davantage notre expertise et notre capacité de participer à des projets portant sur la biodiversité urbaine.
- 16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international; le développement d'un réseau d'expertise en identification des arthropodes nécessitera la fédération de différents intervenants - universitaires, institutions montréalaises, gouvernement provincial.

La grille d'analyse figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les montants reçus dans le cadre de cette entente participeront à un montage financier permettant l'embauche d'un assistant-entomologiste temporaire, qui pourra également travailler sur des dossiers prioritaires de l'Insectarium, dont l'élaboration d'un Réseau d'expertise dont l'objectif est de faciliter le développement et la rétention d'expertise en identification d'arthropodes. Aussi, l'Insectarium a contribué à l'élaboration du programme Suivi BdQc et le succès du programme reste une priorité. Sans cette entente, l'Insectarium ne pourra réaliser ce projet qui contribue à la sauvegarde des espèces et des habitats au Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BELANGER)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sidney RIBAUX, Direction générale
Michele PICARD, Service de la culture
Jean THERRIEN, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julia MLYNAREK
entomologiste

Tél : 5142651871
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-29

Maxim LARRIVEE
directeur(-trice) de l'insectarium

Tél : 438 992-4386
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice de service - espace pour la vie
Tél : 438 923-4305
Approuvé le : 2024-12-06

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245399003

Unité administrative responsable : Service de l'Espace pour la vie , Insectarium , Division collection entomologique et recherche

Projet :. Approuver le projet d'entente de service de recherche d'une durée de trois ans entre la Ville de Montréal et le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour l'Identification d'arthropodes par l'Insectarium de Montréal pour une somme de de 166 100 $ avant taxes et autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant / Approuver un projet de convention à cet effet

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le projet va permettre de monitorer la biodiversité dans une perspective de protection des espèces et des habitats. Il permettra également de mieux comprendre les impacts des changements climatiques sur la biodiversité et ainsi nous informer sur les mesures adaptatives souhaitables. (priorité 2)

Un objectif secondaire du projet vise à développer un réseau d'expertise en identification des arthropodes fédérant le MELCCFP, l'Insectarium de Montréal, ainsi que plusieurs autres partenaires impliqués dans le maintien de collections entomologiques dans le but de développer et de maintenir cette expertise taxonomique (priorité 16)

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245399003

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Insectarium , Division collection entomologique et recherche
Objet :	Approuver le projet d'entente de service de recherche d'une durée de 3 ans entre la Ville de Montréal et le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour l'identification d'arthropodes par l'Insectarium de Montréal pour une somme de de 166 100 $ plus les taxes applicables, le cas échéant / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente entente de services entre la Ville de Montréal et le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) est approuvée quant à sa validité et à sa forme. Cette entente prévoit la fourniture d'une prestation de services par la Ville de Montréal en faveur du MELCCFP.

FICHIERS JOINTS

2024-12-03-Entente_Recherches_villemtl_PEV 3411_finale VISÉE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BELANGER
Avocate - Division du droit contractuel
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-04

Ariane BELANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Division du droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

3 décembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE DE SERVICES DE RECHERCHE

Identification taxonomique des échantillons d'invertébrés du sol dans les sites forestiers du Réseau de suivi de la biodiversité (3.4.1.1-3a)

NUMÉRO DU CONTRAT :

ENTRE :

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DE LA FAUNE ET DES PARCS, M. Benoit Charrette, pour le gouvernement du Québec, représenté par M. Jacob Martin-Malus, sous-ministre adjoint à la biodiversité, à la faune et aux parcs dûment autorisé en vertu de la *Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs* (RLRQ, c. M-30.001) et du *Décret concernant les modalités de signature de certains documents du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs* (RLRQ, c. M-30.001, r.1), dont les bureaux d'affaires sont situés au 675, boulevard René-Lévesque Est, 30e étage, Québec (Québec) G1R 5V7, dûment autorisé à agir aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après appelé le « **Ministre** »

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

ci-après appelée le « **Prestataire de services** »

ATTENDU QUE le gouvernement a approuvé le Plan pour une économie verte 2030 (ci-après le « **PEV 2030** ») à titre de politique-cadre sur les changements climatiques ainsi que son plan de mise en œuvre; que l'article 15.1 de la *Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs* (c. M-30.001) prévoit qu'est institué le Fonds d'électrification et de changements climatiques (ci-après appelé le « **FECC** »), et que ce fonds est affecté au financement, dans le respect des principes, des orientations et des objectifs établis dans la politique-cadre sur les changements climatiques, de toute mesure visant la lutte contre les changements climatiques, notamment au moyen de l'électrification;

ATTENDU QUE la présente entente est un volet clé pour l'action A4-010 du Plan de Mise en œuvre pour une économie verte 2024-2029, à travers l'action c'est-à-dire déployer un réseau de suivi de l'évolution de la biodiversité face aux changements climatiques (ci-après appelé le « **Suivi BdQc** »). Ce suivi permet d'anticiper les effets des changements climatiques présents et futurs sur la faune et la flore, en inventoriant des indicateurs de biodiversité, en évaluant les modifications aux assemblages d'espèces et aux écosystèmes et, par la suite, en vérifiant ou générant des scénarios de déplacement des niches climatiques pour certaines espèces. Le but est de pouvoir réagir en matière de protection d'habitats et de gestion durable des ressources biologiques;

ATTENDU QUE la présente entente a pour objectif général d'assurer l'identification taxonomique des invertébrés récoltés dans le cadre du Suivi BdQc. Différents insectes et autres invertébrés sont en effet mesurés dans chacun des écosystèmes suivis étant donné leur rapidité de réponses aux changements. La taxonomie de

certains groupes demande le travail d'experts, notamment pour les araignées et les carabes;

ATTENDU QUE le Prestataire de services, plus particulière le Service de l'Espace pour la vie (Direction de l'Insectarium)**,** dispose d'une expertise en identification taxonomique pour les invertébrés;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DE L'ENTENTE

1.1 La présente entente consiste à mandater le Prestataire de services à réaliser des expertises de tri et d'identification d'invertébrés pour les années 2025, 2026 et 2027. Le mandat confié au Prestataire de services dans le cadre de la présente entente vise également à supporter le Suivi BdQc dans la collecte d'échantillons en régions éloignées, notamment via le programme de Sentinelles du Nunavik, coordonné par le Service de l'Espace pour la vie, Direction de l'Insectarium, du Prestataire de services qui fait la récolte d'insectes dans les communautés nordiques avec la participation de jeunes autochtones.

Le Prestataire de services aura la charge de développer une unité d'expertise pour l'identification d'invertébrés dans le cadre du Suivi BdQc, principalement les carabes et les araignées. Cette entente permettra également de valoriser les données du Suivi BdQc à l'Insectarium et au Service de l'Espace pour la vie du Prestataire de services.

1.2 Plus spécifiquement, le mandat confié au Prestataire de services dans le cadre de la présente entente vise à **:**

A- réaliser le tri et dénombrer les invertébrés du sol dans les échantillons pour les données récoltées dans les pièges fosses des sites de forêts et de toundra en 2025 et 2026 et séparer les spécimens par grands groupes taxonomiques;

B- identifier les espèces de carabes récoltées dans les pièges fosses des sites de forêts et de toundra en 2024, 2025 et 2026;

C- identifier les espèces d'araignées récoltées dans les pièges fosses des sites de forêts et toundra en 2024, 2025 et 2026;

D- participer à la récolte de certains invertébrés et autres indicateurs du Suivi BdQc dans les communautés nordiques à travers le support du programme des Sentinelles du Nunavik;

E- développer une unité d'expertise pour l'identification taxonomique afin de regrouper les ressources de différents partenaires de façon efficiente (hors FECC).

1.3 Le Ministre retient les services du Prestataire de services qui accepte de réaliser le mandat qui lui est confié en vertu de l'article 1 dans l'objectif de fournir au Ministre, des données sur les invertébrés récoltés pour le Suivi BdQC. Le mandat confié au Prestataire de services est plus amplement décrit à l'annexe 2.

2. INTERPRÉTATION

2.1 DÉFINITIONS

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions ci-dessous qui apparaissent dans l'entente signifient :

« Frais directs » : frais directement liés à la réalisation du mandat confié (salaires, traitements et avantages sociaux, bourses à des étudiants), aux équipements, au matériel et aux services facturés, de même qu'aux déplacements;

« Frais indirects » : frais généraux, comprenant généralement les frais liés aux services administratifs de même que les frais liés aux espaces de recherche;

« Livrables » : désigne les rapports de recherche, les données techniques de même que les travaux réalisés en application de l'entente dans le cadre de l'exécution du mandat confié et réalisé par le Prestataire de services.

2.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties sur l'objet qui y est prévu et toute autre entente relative au même objet qui n'y est pas reproduite est réputée nulle et sans effet.

Le préambule et les annexes 1 et 2 à l'entente en font partie intégrante et les parties reconnaissent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre les annexes et l'entente, cette dernière prévaudra.

2.3 TRIBUNAL COMPÉTENT

L'entente est régie par le droit applicable au Québec et tout litige découlant de son application, de son exécution ou de son interprétation doit être porté devant le tribunal compétent de la province de Québec, dans le district judiciaire de Québec.

3. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Le Ministre, aux fins de l'application de l'entente, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne M. Jacob Martin-Malus, sous-ministre adjoint à la biodiversité, à la faune et aux parcs pour le représenter.

Le Prestataire de services, aux fins de l'application de l'entente, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne le Directeur de l'Insectarium au Service de l'Espace pour la vie ou son représentant dûment autorisé pour le représenter.

Tout remplacement de représentant doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre partie dans les meilleurs délais. Un tel avis doit être transmis par le biais d'un mode de communication qui permet de prouver sa réception.

4. DURÉE DE L'ENTENTE

L'entente entre en vigueur à la date de sa signature et prendra fin lorsque les parties ont complètement exécuté leurs obligations respectives, mais au plus tard le 15 octobre 2027, sous réserve de l'application des dispositions de la clause 9 ci-après.

Survivront à la fin de l'entente, les clauses qui, expressément ou par leur nature, devraient continuer à produire leurs effets, notamment la clause « Responsabilité du Prestataire de services » et la clause « Propriété matérielle et droits d'auteur ».

5. OBLIGATION DU MINISTRE

Le Ministre s'engage à transmettre au Prestataire de services les informations et documents nécessaires à la réalisation du mandat confié et assurer au Prestataire de services sa pleine collaboration aux fins de l'exécution de ses obligations en vertu de la présente entente.

6. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE DE SERVICES

Le Prestataire de services s'engage à :

a) réaliser l'ensemble des services et des Livrables plus amplement décrits à l'annexe 2;

b) respecter les lois et règlements en vigueur au Québec, applicables à l'exécution du mandat confié;

c) collaborer avec le Ministre dans le cadre de l'exécution du mandat confié et à tenir compte de toutes les instructions et recommandations du Ministre relativement à la façon de réaliser le mandat confié, étant entendu que le Prestataire de services demeure maître des moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses obligations dans le cadre de la présente entente;

d) fournir au Ministre, sur demande, tout document ou renseignement pertinent qu'il peut raisonnablement exiger afin de vérifier le respect des obligations qui incombent au Prestataire de services dans le cadre de la présente entente;

e) produire au Ministre, au plus tard le 1er mars de chaque année, un bilan d'étapes faisant état de la progression du mandat confié et produire un rapport sur l'utilisation de la rémunération reçue, de même que la base de données en lien avec le rapport de recherche annuel au plus tard le 15 septembre de chaque année;

f) éviter toute situation de conflit d'intérêts, notamment celui d'une de ses ressources ou d'une personne qui est liée au Prestataire de services.

Si une telle situation se présente, le Prestataire de services doit immédiatement en informer le Ministre qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au Prestataire de services comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier l'entente.

7. RÉMUNÉRATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT

7.1 RÉMUNÉRATION

Le Ministre s'engage à verser au Prestataire de services une rémunération d'un montant maximal de cent soixante-six mille cent dollars (166 100 $), auquel s'ajoute, le cas échéant, le montant correspondant aux taxes de vente applicables, conformément aux modalités de paiement prévues ci-après.

Cette rémunération couvre les Frais directs et inclut les Frais indirects de 15 % encourus par le Prestataire de services dans le cadre de l'exécution du mandat confié.

7.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

En contrepartie de l'exécution des obligations par le Prestataire de services, la rémunération sera payable au Prestataire de services conformément à l'annexe 2 comme suit :

- un premier versement de dix mille dollars (10 000 $), plus les taxes applicables, le cas échéant, à la signature de l'entente par les parties;

- un deuxième versement de quinze mille cent dollars (15 100 $), plus les taxes applicables, le cas échéant, suivant la transmission d'une facture détaillée précisant le livrable 1 et suivant la remise des Livrables correspondants, lesquels devront être transmis avant le 1er mars 2025;

- un troisième versement de quatre mille cinq cents dollars (4 500 $), plus les taxes applicables, le cas échéant, suivant la transmission d'une facture détaillée précisant le livrable 2 et suivant la remise des Livrables correspondants, lesquels devront être transmis avant le 15 septembre 2025;

- un quatrième versement de vingt et un mille trois cents dollars (21 300 $), plus les taxes applicables, le cas échéant, suivant la transmission d'une facture détaillée précisant le livrable 3 et suivant la remise des Livrables correspondants, lesquels devront être transmis avant le 15 janvier 2026;

- un cinquième versement de trente-sept mille deux cents dollars (37 200 $), plus les taxes applicables, le cas échéant, suivant la transmission d'une facture détaillée précisant le livrable 4 et suivant la remise des Livrables correspondants, lesquels devront être transmis avant le 1er mars 2026;

- un sixième versement de sept mille dollars (7 000 $), plus les taxes applicables, le cas échéant, suivant la transmission d'une facture détaillée précisant le livrable 5 et suivant la remise des Livrables correspondants, lesquels devront être transmis avant le 15 septembre 2026;

- un septième versement de vingt-quatre mille dollars (24 000 $), plus les taxes applicables, le cas échéant, suivant la transmission d'une facture détaillée précisant le livrable 6 et suivant la remise des Livrables correspondants, lesquels devront être transmis avant le 15 janvier 2027;

- un huitième versement de quarante mille dollars (40 000 $), plus les taxes applicables, le cas échéant, suivant la transmission d'une facture détaillée précisant le livrable 7 et suivant la remise des Livrables correspondants, lesquels devront être transmis avant le 1er mars 2027;

- Un neuvième versement de sept mille dollars (7 000 $), plus les taxes applicables, le cas échéant, suivant la transmission d'une facture détaillée précisant le livrable 8 et suivant la remise des Livrables correspondants, lesquels devront être transmis avant le 15 septembre 2027.

Après vérification et acceptation des Livrables, le Ministre verse la rémunération due au Prestataire de services dans les trente (30) jours suivant la transmission de toute facture détaillée et des Livrables correspondants.

Le Ministre se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des demandes de paiement déjà acquittées.

8. PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE ET DROITS D'AUTEUR

8.1. PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE

Toute version originale des Livrables réalisés par le Prestataire de services en vertu de l'entente deviendra la propriété entière et exclusive du Ministre suivant leur remise par le Prestataire de services qui pourra en disposer à son gré, sous réserve des dispositions relatives au droit d'auteur ci-après.

Le Ministre autorise toutefois le Prestataire à conserver une copie de tous les Livrables qu'elle pourra utiliser en tout temps et librement dans le cadre de l'exercice de ses droits d'auteur.

8.2. DROITS D'AUTEUR

8.2.1 Droits de propriété intellectuelle et droits d'auteur

Tous les droits de propriété intellectuelle, incluant les droits d'auteur, à l'égard des Livrables réalisés par le Prestataire de services en vertu de la présente entente demeurent la propriété du Prestataire de services qui consent toutefois au Ministre la licence prévue au sous-paragraphe 8.2.2.

8.2.2 Licence

Le Prestataire de services accorde au Ministre une licence sur les Livrables. Cette licence sera transférable et irrévocable, lui permettant d'octroyer des sous-licences à des tiers et de reproduire, adapter, publier, communiquer au public par quelque moyen que ce soit, traduire, exécuter ou présenter en public les Livrables réalisés en vertu de l'entente, pour toutes fins jugées utiles par le Ministre dans le cadre de ses activités.

Cette licence est accordée sans limite territoriale et sans limite de temps.

Toute considération financière se rapportant à cette licence de droits d'auteur est incluse dans la rémunération prévue à la clause 7.

8.2.3 Garanties

Le Prestataire de services garantit au Ministre qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser le présent mandat et, notamment, d'accorder une licence de droit d'auteur et se porte garant envers le Ministre contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de cette garantie.

Le Prestataire de services s'engage à indemniser le Ministre contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de cette garantie.

9. SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DU MANDAT

Le Ministre pourra en tout temps suspendre, en totalité ou en partie, l'exécution du mandat. Pour ce faire, il devra aviser le Prestataire de services par écrit cinq (5) jours avant la date prévue pour la suspension.

Le Prestataire de services devra cesser sa prestation de services prévue à l'entente à la date prévue dans l'avis et prendre toutes les mesures nécessaires pour conserver en bon état les travaux déjà effectués. Le Prestataire de services s'engage à respecter toute directive du Ministre à cet effet.

Dans les cinq (5) jours suivant la réception d'un avis écrit du Ministre à cet effet, le Prestataire de services devra reprendre et poursuive sa prestation de services, conformément aux dispositions de l'entente, à l'exception du délai d'exécution qui prolongera automatiquement d'une période égale à la durée de la suspension de la fourniture de services la durée de l'entente conformément à la clause 4.

Le Prestataire de services n'aura droit à aucune indemnité pour les dommages qu'il pourrait subir en raison de la suspension de l'exécution du mandat.

10. RÉSILIATION

Le Ministre peut, sur avis écrit au Prestataire de services énonçant le motif, résilier l'entente lorsque :

a) le Prestataire de services fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de l'entente;

b) le Prestataire de services lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;

c) il est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles le mandat a été confié.

S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe a), le Prestataire de services devra remédier au défaut énoncé dans le délai prescrit à l'avis et en aviser le Ministre; à défaut de quoi l'entente sera résiliée à l'expiration du délai prescrit dans cet avis, lequel équivaut à une mise en demeure.

S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe b) ou c), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par le Prestataire de services.

Le Prestataire de services aura alors droit aux frais, aux déboursés et aux sommes représentant la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de la résiliation de l'entente, conformément à celle-ci, sans autre compensation ni indemnité que ce soit, et ce, à la condition qu'il remette au Ministre tous les livrables déjà effectués au moment de la résiliation que ceux-ci soient finalisés ou non. Si le Prestataire de services avait obtenu une avance monétaire, il devra la restituer dans son entier.

Dans les cas prévus aux paragraphes a) ou b), le Prestataire de services sera par ailleurs responsable de tous les dommages subis par le Ministre du fait de la résiliation de l'entente.

Le Ministre se réserve également le droit de résilier l'entente sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation. Pour ce faire, le Ministre doit adresser un avis écrit de résiliation au Prestataire de services. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le Prestataire de services.

Le Prestataire de services aura alors droit aux frais, aux déboursés et aux sommes représentant la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de résiliation de l'entente, conformément à celle-ci, sans autre compensation ni indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tous profits escomptés.

11. RESPONSABILITÉ DU PRESTATAIRE DE SERVICES

Le Prestataire de services sera responsable de tout dommage causé par lui, ses employés, agents ou représentants dans le cours de l'exécution de l'entente, y

compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu de l'entente.

Le Prestataire de services s'engage à indemniser le Ministre contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne en raison de dommages ainsi causés.

12. COMMUNICATIONS

Tout avis, instruction, recommandation ou document exigé en vertu de l'entente doit, pour être valide et lier les parties, être donné par écrit et transmis par un moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis, aux coordonnées suivantes :

Le Ministre

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre
les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
À l'attention de : Anouk Simard
880, chemin Sainte-Foy, Québec (Québec) G1S 4X4
Courriel : anouk.simard@envrionnement.gouv.qc.ca
Téléphone : 418 627-8694 #707383

Le Prestataire de services

Ville de Montréal
Espace pour la vie, Insectarium de Montréal
À l'attention de : Maxim Larrivée
4581, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1X 2B2
Courriel : maxim.larrivee@montreal.ca
Téléphone : 438 992-4386

Tout changement d'adresse ou de représentant désigné ci-dessus doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre partie dans les dix (10) jours précédant ce changement.

13. MODIFICATION DE L'ENTENTE

Toute modification au contenu de l'entente devra faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut en changer la nature et en fera partie intégrante.

14. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Si un différend survient au cours de l'exécution du mandat ou sur l'interprétation de l'entente, les parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution permettant de régler à l'amiable ce différend et à considérer de faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche d'une telle solution.

15. QUALITÉ DU FRANÇAIS

Les ressources affectées à l'exécution de l'entente devront être en mesure de communiquer adéquatement en français, tant verbalement que par écrit.

S'il y a lieu, le Prestataire de services doit s'assurer que les documents qu'il produit sont rédigés dans un français de bonne qualité, correctement orthographié et présenté dans le style approprié à la nature du document.

Lorsque requis, le Prestataire de services doit traduire, à ses frais, les documents qu'il produit afin de respecter l'obligation contenue à la présente clause.

À défaut par le Prestataire de services de s'acquitter de cette obligation, à la satisfaction du Ministre, le Prestataire de services devra lui rembourser les frais encourus pour la révision linguistique du document et pour sa traduction, le cas échéant. Le Ministre doit donner, au préalable, un avis écrit de dix (10) jours au Prestataire de services afin qu'il remplisse lui-même son obligation.

16. VÉRIFICATION

Les demandes de paiement découlant de l'exécution de l'entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le Ministre ou par toute personne ou organisme dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés.

17. CESSION

Les droits et les obligations contenus à l'entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite et préalable du Ministre.

18. ENGAGEMENT FINANCIER

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, c. A-6.001).

19. CHERCHEUR PRINCIPAL

La chercheuse principale désignée pour coordonner l'exécution du mandat confié au Prestataire de services est Julia Mlynarek, Entomologiste pour l'Insectarium de Montréal

Le Prestataire de services doit obtenir l'autorisation préalable du Ministre avant de procéder au remplacement du chercheur principal.

Dans un tel cas, le Ministre peut, soit :

a) refuser le changement, s'il juge que le chercheur principal proposé n'a pas les compétences nécessaires pour occuper ce poste et réaliser le mandat, et obliger le Prestataire de services à poursuivre le mandat avec le chercheur principal initialement désigné; à défaut de quoi l'entente sera résiliée par le Ministre selon les modalités prévues à la clause « Résiliation »; ou

b) accepter le changement, s'il juge que le chercheur principal proposé a les compétences nécessaires pour occuper ce poste et réaliser le mandat et si le Prestataire de services assume le transfert de connaissances.

Aux fins de la réalisation du mandat confié, le Prestataire de services s'engage à respecter les exigences suivantes concernant le personnel :

a) il doit fournir le personnel professionnel et technique ou tout autre personnel requis pour réaliser adéquatement le mandat;

b) il doit s'assurer que le personnel scientifique effectuant les travaux possède les connaissances et l'expérience requises.

20. EXEMPLAIRES DE L'ENTENTE

L'entente peut être signée en plusieurs exemplaires dont chacun, une fois signé et transmis à l'autre partie, constitue un original et dont l'ensemble constitue une seule et même entente.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente et l'ont signé aux dates indiquées ci-dessous :

Le Ministre

Date	Jacob Martin-Malus, sous-ministre adjoint à la biodiversité, à la faune et aux parcs

Le Prestataire de services

Date	Domenico Zambito, greffier adjoint

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le ____e jour de _____ 2024 (Résolution CE _____).

Annexe 1 - Guide sur les communications publiques pour les projets découlant du Plan pour une économie verte 2030

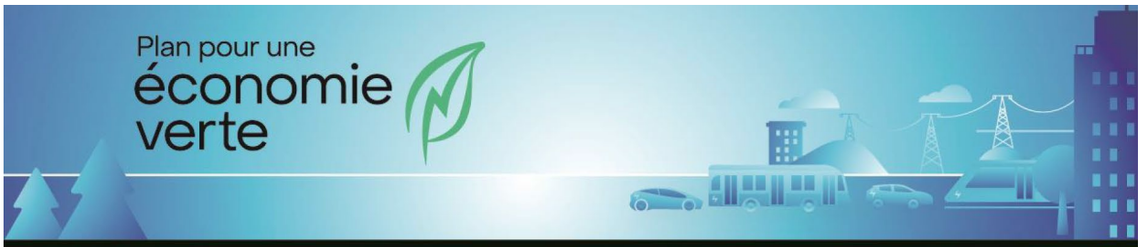
Guide sur les communications publiques à l'intention des bénéficiaires d'une aide financière découlant du Plan pour une économie verte 2030

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030), votre projet ou votre événement a reçu un soutien financier gouvernemental, par l'entremise du Ministères des forêts, de la faune et des parcs (MFFP). En contrepartie, vous vous engagez à accorder une visibilité au gouvernement du Québec dans la réalisation de vos actions de visibilité publique.

Ce guide expose de l'information utile en ce qui concerne les communications entourant l'objet de l'aide financière.

Dans ce document :

- Normes graphiques entourant l'identité visuelle du PEV 2030 et de la signature gouvernementale
- Aide-mémoire (selon les divers outils de communication)



NORMES GRAPHIQUES

Identité visuelle du Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030)

Guide à l'intention des bénéficiaires d'une aide financière découlant du Plan pour une économie verte 2030

L'identité visuelle du PEV 2030 doit toujours être accompagnée du Québec drapeau.

VERSION COULEUR

PEV

VERT	NOIR
CMYK : 70-0-60-0	**CMYK :** 50-50-50-100
RGB : 65-185-140	**RGB :** 0-0-0

QUÉBEC DRAPEAU

NOIR	BLEU
CMYK : 0-0-0-100	**CMYK :** 100-55-0-0
RGB : 0-0-0	**RGB :** 0-108-183

Plan pour une économie verte Québec

VERSION NOIR ET BLANC

Utiliser seulement le noir.
Aucuns tons de gris.

NOIR

Plan pour une économie verte Québec

VERSION RENVERSÉE

Utiliser l'identité visuelle renversée sur un fond coloré foncé et sur un fond noir. L'identité visuelle renversée doit être blanche, ne pas utiliser de tons de gris ou d'autres couleurs.

Plan pour une économie verte Québec

2

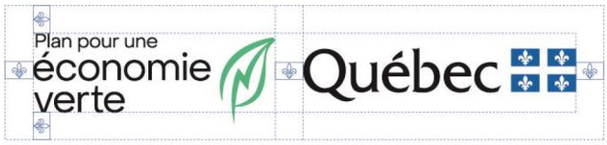
SIGNATURE Plan pour une économie verte (PEV) NORMES GRAPHIQUES

ZONE DE PROTECTION MINIMALE

Afin d'assurer une mise en valeur convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique. La largeur de cette zone de protection correspond à celle du rectangle étalon*.

* Dimensions correspondant à celles de l'un ou l'autre des quatre rectangles ornés d'une fleur de lys qui constituent le drapeau de la signature.

Une version avec une disposition à la verticale est disponible pour les situations où l'espace pour placer les signatures à l'horizontale n'est pas suffisant.





APPLICATION MINIMALE

En aucun cas la hauteur du drapeau ne doit être inférieure à 5,5 mm pour les imprimés (19 pixels pour le Web).



EXEMPLES D'UNE MENTION DES PARTENAIRES À L'INTÉRIEUR D'UN DOCUMENT OU D'UNE PAGE WEB





Note : L'identité du PEV 2030 doit mener à l'adresse suivante : www.quebec.ca/gouv/politiques-orientations/plan-economie-verte/.

Aide-mémoire

Tous les outils de communication doivent être transmis pour approbation préalablement à leur diffusion.

Les demandes doivent être transmises au MFFP à l'adresse courriel suivante : anouk.simard@mffp.gouv.qc.ca

Événement public	• Informer le MFFP, dans un délai de 15 jours ouvrables, de tout événement public lié au projet financé. Si le contexte s'y prête, inviter le ministre du MFFP à prendre la parole lors d'événements publics et protocolaires liés au projet. Ces invitations doivent être envoyées directement aux cabinets du ministre. • À moins d'indication contraire, un événement public doit faire l'objet d'un communiqué de presse.
Communiqué de presse	• Mentionner le soutien financier du gouvernement du Québec dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030. Si le financement découle d'un programme spécifique, ce dernier doit également être précisé. Exemple 1 : « Le projet est financé par le gouvernement du Québec dans le cadre d'ÉcoPerformance, un programme découlant du Plan pour une économie verte 2030. » Exemple 2 : « [Nom du projet] est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec dans le cadre du programme ÉcoPerformance, qui découle du Plan pour une économie verte 2030. » • Offrir la possibilité au ministre du MFFP, ainsi qu'au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (à titre de ministre responsable de la coordination du PEV 2030), d'inclure une citation à l'intérieur d'un communiqué concernant le lancement, l'inauguration ou des étapes clés du projet. • **Ne pas utiliser l'identité visuelle du PEV 2030.**
Communication écrite et visuelle (site Web, document imprimé, présentation, vidéo, etc.)	• Mentionner le soutien financier du gouvernement du Québec dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030. Si le financement découle d'un programme spécifique, ce dernier est également précisé (voir l'exemple précédent). • L'identité visuelle du PEV 2030 doit paraître de la manière spécifiée à la section « Normes graphiques de l'identité visuelle du PEV 2030 » du présent document.

	Voici des exemples de documents où l'utilisation de la signature visuelle s'applique : dépliant, brochure, feuillet informatif, pancarte, affiche, oriflamme, banderole, programme d'événement, publicité, site Web, billets (lorsque l'espace le permet). Le MFFP demande aux bénéficiaires de placer les visuels qu'il détermine dans une position et une taille qui reflètent l'importance de sa contribution. Certaines particularités s'appliquent selon l'importance du soutien financier prévu dans l'entente : • Si le gouvernement du Québec est le seul partenaire financier, l'identité visuelle du PEV 2030 doit occuper une place privilégiée. • Si le gouvernement du Québec est le principal partenaire financier parmi d'autres partenaires, l'identité visuelle du PEV 2030 doit être mise en évidence. Sa position doit refléter l'importance de l'appui accordé : elle doit être soit le premier élément à gauche d'une séquence de logos horizontale, soit le premier en haut d'une séquence verticale. • Pour le Web, un lien cliquable devra être placé sur l'identité visuelle du PEV 2030 et dirigera vers la page Web suivante : www.quebec.ca/gouv/politiques-orientations/plan-economie-verte/.
Communication orale (radio, discours, etc.)	• Mentionner verbalement le soutien financier du gouvernement du Québec dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030. Préciser le nom du programme, le cas échéant.
Stratégie médias sociaux	• Utiliser le mot-clic (hashtag) #PEV. • Associer les messages aux comptes du MFFP : • Facebook : @ForetsFauneParcs • Twitter : @MFFP_Quebec • Instagram : @mffpquebec
Affichage (pancarte, écriteau, panneau fixe, plaque permanente, etc.)	• Le MFFP peut mettre en place une affiche indiquant sa contribution financière à un projet. **Important** : l'annonce de financement doit avoir eu lieu au préalable. • Le MFFP est responsable de la logistique entourant la production d'un panneau. • L'identité visuelle du PEV 2030 doit paraître de la manière spécifiée à la section « Normes graphiques de l'identité visuelle du PEV 2030 » du présent document.

	• Si possible, les affiches doivent être intallées 30 jours avant le début du projet et retirées 30 jours après la date de fin du projet. Elles doivent être visibles durant toute la durée du projet. • Toute plaque permanente devra comprendre la signature gouvernementale (Québec drapeau) et faire état de la participation du gouvernement du Québec par la mention « Ce projet est financé par le gouvernement du Québec. » **L'identité visuelle du PEV 2030 ne doit pas être utilisée dans ce cas.**
Demandes médias	• Le bénéficiaire répond aux demandes médias relatives à son projet et s'engage à respecter les exigences en lien avec la visibilité.
Outils de communication diffusés à l'extérieur du Québec	• Utiliser la mention « Ce projet est réalisé grâce à la participation financière du gouvernement du Québec. » • Utiliser la signature du gouvernement du Québec (Québec drapeau) dans le respect de ses normes graphiques. **L'identité visuelle du PEV 2030 ne doit pas être utilisée dans ces cas.**

Annexe 2 – Description détaillée du mandat

1. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES LIVRABLES

Livrable 1 : 25 100$, dont 10 000$ remis à la signature et le reste prévu le 1er mars 2025
- C1. Base de données et spécimens identifiés pour 90% des échantillons d'araignées récoltés dans les pièges en 2024 (environ 34 sites).
- D1. Récoltes d'échantillons terrain par les Sentinelles du Nunavik lors de travaux en soutien au Suivi BdQc dans le nord à l'été 2024 (600$)
- E1. Rédaction d'un document et d'un plan de réalisation pour l'établissement d'une cellule d'expertise en taxonomie (6000$ budget hors FECC).

Livrable 2 : 4 500$ prévu le 15 septembre 2025
- C2. Base de données et spécimens identifiés pour 10% restant des échantillons d'araignées récoltés dans les pièges en 2024 (environ 4 sites restants).
- D2. Récoltes d'échantillons terrain par les Sentinelles du Nunavik lors de travaux en soutien au Suivi BdQc dans le nord à l'été 2025.

Livrable 3 : 21 300$ prévu le 15 janvier 2026
- A1. Remise des données et des échantillons triés dans les différentes fioles pour l'année 2025 et les échantillons triés.

Livrable 4 : 37 200$ prévu le 1er mars 2026
- B1. Base de données et spécimens identifiés pour 90% des échantillons de carabes récoltés dans les pièges en 2025 (environ 37 sites).
- C3. Base de données et spécimens identifiés pour 90% des échantillons d'araignées récoltés dans les pièges en 2025 (environ 37 sites).

Livrable 5 : 7000$ prévu le 15 septembre 2026
- B2. Base de données et spécimens identifiés pour 10% restant des échantillons de carabes récoltés dans les pièges en 2025 (environ 5 sites restants).
- C4. Base de données et spécimens identifiés pour 10% restant des échantillons de carabes récoltés dans les pièges en 2025 (environ 5 sites restants).
- D3. Récoltes d'échantillons terrain par les Sentinelles du Nunavik lors de travaux en soutien au Suivi BdQc dans le nord à l'été 2026.

Livrable 6 : 24 000$ prévu le 15 janvier 2027
- A2. Remise des échantillons triés dans les différentes fioles pour l'année 2026 et les échantillons triés.

Livrable 7 : 40 000$ prévu le 1er mars 2027
- B3. Base de données et spécimens identifiés pour 90% des échantillons de carabes récoltés dans les pièges en 2026 (environ 40 sites).
- C5. Base de données et spécimens identifiés pour 90% des échantillons d'araignées récoltés dans les pièges en 2026 (environ 40 sites).

Livrable 8 : 7000$ prévu le 15 septembre 2027
- B4. Base de données et spécimens identifiés pour 10% restant des échantillons de carabes récoltés dans les pièges en 2025 (environ 5 sites restants).
- C6. Base de données et spécimens identifiés pour 10% restant des échantillons de carabes récoltés dans les pièges en 2025 (environ 5 sites restants).
- D4. Récoltes d'échantillons terrain par les Sentinelles du Nunavik lors de travaux en soutien au Suivi BdQc dans le nord à l'été 2027.

2. MODALITÉS D'EXÉCUTION ET GESTION DE L'ENTENTE

Exigences relatives à l'exécution du mandat :

A- Réaliser le tri et dénombrer les invertébrés du sol les échantillons pour les données récoltées dans les pièges fosses des sites de forêt et de la toundra en 2025 et 2026.

Réaliser le tri et le dénombrement des invertébrés récoltés dans 40 à 50 sites à raison de 16 pots d'échantillons correspondants 8 pièges fosses par site et 2 récoltes. Le temps estimé est estimé à 55 minutes par pot. Pour chaque site, les spécimens devront être placés dans différentes fioles attribuées à leur groupe taxonomique : araignées, carabes, fourmis, coléoptères, collemboles, opilions, myriapodes et autres espèces (une fiole par groupe taxonomique). Certaines fioles seront remises aux taxonomistes pour l'identification. Les données devront être compilées dans le format adéquat (gabarit Excel).

B- Identifier les espèces de Carabes récoltées dans les pièges fosses des sites de forêts et de la toundra en 2024, 2025 et 2026.

Réaliser l'identification à l'espèce des carabes, opilions et myriapodes sur les 38 à 50 sites annuels de suivi récoltés en 2024, 2025 et 2026 à raison en moyenne de 10h par site. La saisie du dénombrement devra être effectuée dans Excel selon le formulaire prévu à cet effet. Des étiquettes devront aussi être réalisées pour bien identifier les échantillons.

C- Identifier les espèces d'araignées récoltées dans les pièges fosses des sites de forêts et de la toundra en 2024, 2025 et 2026

Réaliser l'identification à l'espèce des araignées sur les 38 à 50 sites annuels de suivi récoltés en 2024, 2025 et 2026 à raison en moyenne de 13h par site. La saisie du dénombrement devra être effectuée dans Excel selon le formulaire prévu à cet effet. Des étiquettes devront aussi être réalisées pour bien identifier les échantillons.

D- Participer à la récolte de certains invertébrés et autres indicateurs du Suivi BdQc

Réaliser certains échantillonnages au Nunavik par les sentinelles du Nunavik, des étudiants qui sont déjà embauchés et formés par l'insectarium pour récolter des insectes.

E- Développer une unité d'expertise pour l'identification taxonomique afin de regrouper les ressources de différents partenaires de façon efficiente (hors FECC).

Rédaction d'un document et d'un plan de réalisation pour la mise en commun des ressources de différents partenaires qui pourraient permettre le maintien d'une équipe stable en taxonomie.

Pour les échantillons récoltés par le Ministre, les pots triés et les fioles identifiées demeurent la propriété du Ministre et seront stockés selon sa convenance et les modalités convenues. Le mandat peut exiger l'envoi de matériel entre le Ministre et le Prestataire de Service et les modalités devront être déterminées pour assurer la sécurité des échantillons.

Tout document produit devra inclure la signature visuelle du PEV et être conforme aux exigences de présentation (Annexe 1). Tout déplacement ou frais de communication supplémentaire associé à la présente entente devra être préalablement approuvé avant de pouvoir être fait et facturé au MELCCFP.

3. ÉTAPES ET ÉCHÉANCIER

Les Livrables sont évalués en fonction du temps estimé pour réaliser les différents travaux d'identification.

4. LIEU DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Pour la réalisation de son mandat, le Prestataire de services travaillera majoritairement dans les laboratoires de L'Insectarium de Montréal.

5. ÉQUIPEMENT (logiciels ou composantes, appareils…) nécessaire ou mis à la disposition du Prestataire de services :

Aucun matériel spécifique n'est fourni.

6. RAPPORTS D'ÉTAPES :

Les rapports d'étapes consistent au bilan des échantillons effectués et les données correspondantes.

Rencontres entre le Ministre et le Prestataire de services :

Le rapport ou le bilan demandé dans les différents Livrables est un compte rendu sommaire des heures effectuées en fonction des échantillons réalisés, justifiant le nombre d'heures travaillées.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245399003

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Insectarium , Division collection entomologique et recherche
Objet :	Approuver le projet d'entente de service de recherche d'une durée de 3 ans entre la Ville de Montréal et le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour l'identification d'arthropodes par l'Insectarium de Montréal pour une somme de de 166 100 $ plus les taxes applicables, le cas échéant / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV 1245399003 - MELCCFP.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Agente comptable analyste
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-06

Sabiha FRANCIS

Tél :
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1245326010

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Projet :	-
Objet :	Approuver l'Entente entre le ministre de la sécurité publique et la Ville de Montréal, pour une durée d'une (1) année, renouvelable automatiquement, concernant l'accès direct, par le Service de police de la Ville de Montréal, à certains renseignements contenus dans le système des dossiers administratifs correctionnels

Il est recommandé au Comité exécutif :

1. d'approuver l'entente entre le ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal, pour une durée d'une (1) année, renouvelable automatiquement, concernant l'accès direct, par le service de police de la Ville de Montréal, à certains renseignements contenus dans le système des dossiers administratifs correctionnels;

2. d'autoriser le Directeur du service de police de la Ville de Montréal à signer l'entente au nom de la Ville de Montréal.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-12-02 13:59

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245326010**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Projet :	-
Objet :	Approuver l'Entente entre le ministre de la sécurité publique et la Ville de Montréal, pour une durée d'une (1) année, renouvelable automatiquement, concernant l'accès direct, par le Service de police de la Ville de Montréal, à certains renseignements contenus dans le système des dossiers administratifs correctionnels

CONTENU

CONTEXTE

Le ministère de la Sécurité publique et la Ville de Montréal sont des organismes publics visés par l'article 3 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1).
Par ailleurs, les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique (Services correctionnels) et un corps de police peuvent échanger tout renseignement, y compris un renseignement personnel, relatif à une personne confiée aux Services correctionnels, sans le consentement de la personne concernée dans les cas prévus à l'article 18.1 de la *Loi sur le système correctionnel du Québec* (RLRQ, c. S-40.1) dont pour prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois.

Aussi, le paragraphe 3) du deuxième alinéa de l'article 59 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, prévoit qu'un organisme public peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer un renseignement personnel à une personne ou à un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, si le renseignement est requis aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec.

Également, l'article 67 de la Loi sur l'accès prévoit qu'un organisme public peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer un renseignement personnel à toute personne ou tout organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le Service de police de la Ville de Montréal SPVM désire bénéficier, aux fins de l'application de certaines lois, d'un accès direct à certains renseignements contenus dans la banque de données du système de gestion des dossiers administratifs correctionnels « DACOR » ou tout autre système qui se substituera à ce dernier.
Le présent dossier vise donc à approuver l'Entente entre le Ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal, pour une durée d'une (1) année, renouvelable automatiquement, concernant l'accès direct, par le service de police de la Ville de Montréal (SPVM), à certains renseignements contenus dans la banque de données du système DACOR ou son substitut.

JUSTIFICATION

Le SPVM a pour mission, en vertu de l'article 48 de la *Loi sur la police* (RLRQ, c. P-13.1), de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique, de prévenir, détecter ou réprimer le crime et, selon leur compétence respective, les infractions aux lois ou aux règlements pris par les autorités municipales, et d'en rechercher les auteurs.
Certains renseignements colligés dans la banque de données correctionnelle sont nécessaires aux corps de police, particulièrement le SPVM, afin de respecter les devoirs et obligations qui leur sont imposés par la loi, notamment aux fins de l'application du *Code criminel* (L.R.C. (1985), c. C46), et de ses lois connexes, des lois statuaires fédérales, provinciales et des règlements municipaux.

L'accès à certains renseignements contenus dans la banque de données du système DACOR est nécessaire pour permettre notamment au SPVM de :

- déterminer si une personne possède un dossier administratif correctionnel et connaître toutes les informations rattachées au dossier;
- prendre connaissance des différentes informations et précisions de la sentence globale d'une personne contrevenante.

L'accès direct à certains renseignements contenus dans le système DACOR permet donc au SPVM de remplir et faciliter sa mission, et ce, dans le cadre de *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 par les engagements, inclusion, équité et accessibilité universelle.
Il s'arrime avec 2 grandes orientations du plan stratégique (solidarité, équité et inclusion / innovation et créativité), et ce, en assurant la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

L'accès direct, par SPVM, à certains renseignements contenus dans le système DACOR vise une meilleure sécurisation des communautés en luttant contre le crime et la violence armée. Elle contribuera à la préservation du sentiment de sécurité de la population montréalaise en plus d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La signature de l'Entente relative au présent dossier décisionnel est nécessaire afin de permettre l'accès direct à certains renseignements contenus dans le système DACOR.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie BEAUCHESNE
chef(fe) de section - soutien general

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-02

Julie BEAUCHESNE
chef(fe) de section - soutien general pour Jean-Nicolas Nault, I/C, DSP.

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Cedric COUTURE
directeur(-trice) adjoint(e) au spvm
Tél : 514-280-8500
Approuvé le : 2024-12-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fady DAGHER
directeur(-trice) de service - police
Tél :
Approuvé le : 2024-12-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1245326010]*
Unité administrative responsable : *[Module Missions internationales et services affaires]*
Projet : *[Approuver l'Entente entre le Ministre de la sécurité publique et la Ville de Montréal, concernant l'accès direct, par le SPVM, à certains renseignements contenus dans le système des dossiers administratifs correctionnels (DACOR)]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, 'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous;* *19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *8 – L'accès direct, par SPVM, à certains renseignements contenus dans le système DACOR vise une meilleure sécurisation des communautés en luttant contre le crime et la violence armée.* *19 - Le prêt de service des trois (3) ressources policières du SPVM à la SQ, viendra préserver le sentiment de sécurité de la population montréalaise en plus d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

ENTENTE CONCERNANT L'ACCÈS
DIRECT À CERTAINS RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LE SYSTÈME
DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS CORRECTIONNELS

ENTRE

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,
pour et au nom du gouvernement du Québec,
agissant par monsieur Marc Croteau, sous-ministre ;

ci-après appelé le « MINISTRE »

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Fady Dagher directeur, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 22; ;

ci-après appelée la « VILLE »

ATTENDU QUE le ministère de la Sécurité publique et la VILLE sont des organismes publics visés par l'article 3 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), ci-après appelée « Loi sur l'accès » ;

ATTENDU QUE le Service de police de la VILLE désire bénéficier, aux fins de l'application de certaines lois, d'un accès direct à certains renseignements contenus dans la banque de données du système de gestion des dossiers administratifs correctionnels « DACOR » ou tout autre système qui se substituera à ce dernier ;

ATTENDU QUE les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique (Services correctionnels) et un corps de police peuvent échanger tout renseignement, y compris un renseignement personnel, relatif à une personne confiée aux Services correctionnels, sans le consentement de la personne concernée dans les cas prévus à l'article 18.1 de la *Loi sur le système correctionnel du Québec* (RLRQ, c. S-40.1) dont pour prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois ;

ATTENDU QUE le paragraphe 3) du deuxième alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès prévoit qu'un organisme public peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer un renseignement personnel à une personne ou à un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, si le renseignement est requis aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 48 de la *Loi sur la police* (RLRQ, c. P-13.1), les corps de police, ainsi que chacun de leurs membres, ont pour mission de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique, de prévenir, détecter ou réprimer le crime et, selon leur compétence respective, les infractions aux lois ou aux règlements pris par les autorités municipales, et d'en rechercher les auteurs ;

ATTENDU QUE l'article 67 de la Loi sur l'accès prévoit qu'un organisme public peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer un renseignement personnel à toute personne ou tout organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec ;

ATTENDU QUE certains renseignements colligés dans la banque de données correctionnelle sont nécessaires aux corps de police afin de respecter les devoirs et obligations qui leur sont imposés par la loi, notamment aux fins de l'application du *Code criminel* (L.R.C. (1985), c. C46), et de ses lois connexes, des lois statuaires fédérales, provinciales et des règlements municipaux ;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de permettre, à des personnes autorisées du Service de police de la VILLE de Montréal (ci-après appelé « Corps de police »), l'accès direct à certains renseignements contenus dans la banque de données du système DACOR ou son substitut.

2. PORTÉE DE L'ENTENTE

L'accès à certains renseignements est nécessaire pour permettre au Corps de police de :

2.1 déterminer si une personne possède un dossier administratif correctionnel ;

2.2 connaître à quel endroit est inscrite une personne sous la responsabilité des Services correctionnels ;

2.3 connaître les établissements de détention, sous la responsabilité des Services correctionnels, pour lesquels une personne a été hébergée et connaître la durée incluant les dates de cet hébergement ;

2.4 connaître les dates de permission de sortir et de libération conditionnelle d'une personne inscrite dans un établissement de détention ;

2.5 connaître les dates et lieux de comparution qui apparaissent à l'agenda d'une personne inscrite dans un établissement de détention ;

2.6 prendre connaissance des différentes informations et précisions de la sentence globale d'une personne contrevenante ;

2.7 connaître les demandes d'interventions liées à la probation, la feuille de route historique correctionnel liée aux conditions en milieu ouvert d'une personne contrevenante ;

2.8 connaître le déroulement d'une ordonnance d'emprisonnement avec sursis d'une personne contrevenante et avoir accès aux manquements, suspensions et révocations liées à ce sursis.

3. INTERROGATION ET PANORAMAS AUTORISÉS

Les panoramas du système DACOR auxquelles auront accès les personnes autorisées du Corps de police sont :

- repérer un dossier ;
- consulter la feuille de route ;
- repérer une demande de comparution ;
- consulter une demande de comparution ;
- produire la liste des sorties et retours réalisés par un contrevenant ; repérer une permission de sortir ;
- consulter la sentence (vue d'ensemble des sentences) ;
- repérer une demande d'intervention ;
- consulter une demande d'intervention en milieu ouvert ;
- consulter les conditions de surveillance en milieu ouvert ;

- repérer un manquement ;
- consulter un manquement ;
- consulter un résumé du contrevenant (indicateurs de suicide, etc.) ;
- repérer les suspensions de sursis ;
- consulter le résumé et la suspension de sursis ;
- consulter le nombre de victimes (permet de connaître le nom de l'intervenant et d'identifier qu'il y a plus d'une victime).

4 RENSEIGNEMENTS RENDUS DISPONIBLES

Les renseignements rendus disponibles sont énumérés à l'annexe 1 de la présente entente.

5 MODALITÉS D'ACCÈS OCTROYÉES

5.1 Fréquence

Selon les modalités d'accès octroyées, le Corps de police accède au système DACOR seulement lorsque nécessaire à l'exercice de ses fonctions, et ce, afin de consulter un dossier précis.

5.2 Mécanisme

Le Corps de police accède aux données du système DACOR à partir des liens octroyés à l'ordinateur central, et ce, par l'entremise du réseau informatique du ministère de la Justice, tel que décrit à l'annexe 2.

6 CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION

6.1 Confidentialité

Les parties s'engagent à respecter les dispositions de la Loi sur l'accès et de tout règlement afférent en vigueur durant toute la durée de l'entente afin de préserver le caractère confidentiel des renseignements personnels accessibles dans le cadre de la présente entente et de prendre tous les moyens afin d'en assurer la protection durant leur cycle de vie.

Les renseignements ne sont consultés et utilisés que par les personnes autorisées dans l'exercice de leurs fonctions pour les fins déterminées à l'entente et conformément aux dispositions des lois applicables.

Toute communication des renseignements visés dans la présente entente à de tierces personnes ou à d'autres organismes publics par le corps policier doit être faite en conformité avec les lois applicables.

Les parties s'engagent à collaborer mutuellement à toute vérification ou enquête par un organisme autorisé qui s'avère nécessaire pour s'assurer du respect de la confidentialité des renseignements et pour le contrôle de leur utilisation durant leur cycle de vie.

6.2 Sécurité

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) implante les mesures de sécurité destinées à contrôler les accès aux panoramas autorisés du système DACOR.

L'accès aux renseignements inscrits dans les panoramas mentionnés à l'article 3 de la présente entente est octroyé via le code d'identification personnel fourni par le ministère de la Justice permettant ainsi l'accès à l'ordinateur central (voir le processus à l'annexe 2).

Le Corps de police s'engage à informer le MSP de tout manquement aux mesures de sécurité, de tout évènement portant atteinte au caractère confidentiel des

renseignements ou de tout problème lié à l'accès à un renseignement ou à un document que le MSP a transmis dans le cadre de la présente entente.

6.3 Sécurité périphérique

Le Corps de police prend les dispositions pour que l'accès au système DACOR soit accessible uniquement aux personnes désignées au premier paragraphe de la partie B, annexe 1, et qu'ils ne soient pas visibles par des personnes extérieures au Corps de police.

6.4 Personnel autorisé

Le Corps de police s'assure que seules les personnes qui font partie des groupes de personnes qui apparaissent à la section B de l'annexe 1 auront l'autorisation d'accès au système DACOR.

6.4.1 Contrôle des accès

Le Corps de police doit obligatoirement procéder à la révision de la liste des personnes autorisées de façon biannuelle. De plus, lors d'un retrait des accès à la suite d'un changement du statut d'emploi de la personne autorisée, un congédiement ou toute raison faisant qu'une personne ne doit plus avoir accès au système DACOR doit être transmis dès que connu au MSP.

6.5 Destruction

Le Corps de police s'assure que, conformément à l'article 73 de la Loi sur l'accès, les renseignements personnels recueillis par les personnes autorisées sont détruits, sous réserve de la *Loi sur les archives* (RLRQ, c. A-21.1) ou du *Code des professions* (RLRQ,c. C-26), lorsque l'objet pour lequel ils ont été recueillis est accompli.

7. RESPONSABILITÉS

7.1 Exactitude des renseignements

Le Corps de police qui accède aux renseignements visés à l'article 4 de la présente entente et contenus dans la banque de données du système DACOR convient que le MSP qui les lui fournit ne peut, en aucun cas, être tenu responsable des dommages résultant de l'utilisation d'un renseignement inexact ou incomplet. Toutefois, le MSP s'assure de répondre à son obligation prévue à l'article 72 de la Loi sur l'accès qui est de veiller à ce que les renseignements personnels qu'il conserve soient à jour, exacts et complets.

7.2 Modification

Toute modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fera partie intégrante.

7.3 Suspension ou résiliation

Advenant un manquement qui le justifie, le MSP peut, à son gré et sans délai, suspendre ou résilier en tout temps l'application de la présente entente en expédiant, à cet effet, un avis à la VILLE.

8. DISPOSITIONS DIVERS

8.1 Personnes responsables

Les personnes responsables de l'application de la présente entente sont les suivantes :

Pour le MSP :

Madame Amélie Marcheterre
Directrice générale
Direction générale aux programmes, au conseil et à l'administration
2525, boulevard Laurier
Tour du Saint-Laurent, 11e étage
Québec (Québec) G1V 2L2

Pour la Ville de Montréal :

Monsieur Fady Dagher
Directeur du Service **de police** de la Ville de Montréal
1441, rue Saint-Urbain, 9e étage
Montréal (Québec) H2X 2M6

8.2 Gestion opérationnelle

La gestion opérationnelle relative à l'accès au système DACOR doit être assumée par un responsable ou mandataire désigné du Corps de police. Les responsabilités de cette personne se limitent à maintenir la communication et informer le MSP des problématiques qui pourraient survenir, et ce, de façon sporadique lorsque la situation le nécessite. Elle est aussi la référence du Corps de police quant aux documents et processus d'accès, voir les annexes 2 et 3.

8.3 Formation technique

Selon les modalités déterminées par le MSP, ce dernier fournira un guide d'utilisation afin de permettre la navigation dans les différents panoramas.

8.4 Avis d'adresse

Tout avis ou courrier relatif à la présente entente doit être expédié aux adresses suivantes :

Ministère de la Sécurité publique
Sous-ministériat des services correctionnels
Bureau de la sous-ministre associée
Tour du Saint-Laurent
2525, boulevard Laurier, 5e étage
Québec (Québec) G1V 2L2
Téléphone : 418 646-6777, # 11098
Par courriel sécurisé : SMSC-BSMA@msp.gouv.qc.ca

OU

Service de police de la Ville de Montréal
Monsieur Fady Dagher
Directeur
1441, rue Saint-Urbain, 9e étage
Montréal (Québec) H2X 2M6
Téléphone : 514-280-2005

8.5 Annexes

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante. La VILLE reconnaît en avoir reçu une copie, les avoir lues et consent aux normes et aux conditions qui y sont énoncées. En cas de conflit entre les annexes et la présente entente, cette dernière prévaudra.

9. DISPOSITIONS FINALES

9.1 Durée

La présente entente est d'une durée d'un an. Elle est renouvelée automatiquement chaque année, à moins que l'une des parties ne transmette à l'autre partie, au moins 90 jours avant la date de son renouvellement, un avis écrit l'informant de son intention de ne pas renouveler l'entente.

9.2 Entrée en vigueur

La présente entente entre en vigueur à la date de la dernière signature.

(Signatures sur la page suivante)

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé

À Montréal, ce e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Fady Dagher
Directeur du Service de police de la Ville de Montréal

MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

À Québec, ce e jour de 2024

Amélie Marcheterre
Directrice générale aux programmes, au conseil et à l'administration
Sous-ministériat des services correctionnels du Québec

ANNEXE 1

A) LISTE DES RENSEIGNEMENTS RENDUS ACCESSIBLES

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
DE-AB-RS	REPERER UNE PERMISSION DE SORTIR	Permet de repérer une sortie pour permission de sortir du contrevenant	• Numéro de dossier du contrevenant • Date de naissance du contrevenant • Nom et le prénom du contrevenant • Prénom de la mère • Date/heure demandée de sortie • Date/heure prévue de début de la permission de sortir • Date/heure prévue du retour de la permission de sortir S'il y a lieu • Date/heure effective de la première sortie • Date/heure effective du dernier retour • L'indicateur de sortie en cours • L'indicateur de révocation • L'indicateur de cessation • Motif de la permission de sortir	Objet 2,4 pour repérer

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
DE-DC-RS	REPERER UNE DEMANDE DE COMPARUTION	Permet d'obtenir la liste des demandes de comparution d'un contrevenant	• Numéro de dossier du contrevenant • Nom et prénom du contrevenant • Date de naissance • Prénom de la mère • Date de comparution • Date et heure prévues de sortie • Date et heure prévues de retour • Date et heure effectives de sortie • Date et heure effectives de retour	Objet 2,5 de façon sommaire pour un contrevenant

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
DE-DC-CC	CONSULTER UNE DEMANDE DE COMPARUTION	Permet de consulter les informations concernant une demande de comparution	• Numéro de dossier unique • Date de naissance • Nom et prénom du contrevenant • Prénom de la mère • Numéro du système dactyloscopique • Date de demande • Date de comparution • Chambre d'audience • Heure d'audience • Nom et prénom du responsable de la demande • Code et nom de l'établissement responsable de la comparution • Code et nom du lieu de séjour pour comparution • Code et nom de l'établissement externe • Date prévue de sortie de l'établissement externe • Raison de la comparution • Commissaire aux incendies ou • Coroner ou • Assistance au directeur et code municipalité ou • Numéro de cause greffe ou • Numéro de cause municipale • Lieu de la comparution • Greffe / Municipalité • Indicateur de témoin pour comparution • Indicateur de présence requise • Date et heure prévue de sortie • Date et heure prévue de retour • Date et heure effective de sortie • Date et heure effective de retour	Objet 2,5 de façon précise

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
DE-DS-RS	REPERER UNE DEMANDE DE SORTIE DIVERSE	Permet d'obtenir la liste des demandes de sortie diverse d'un contrevenant	• Numéro de dossier du contrevenant • Nom et prénom du contrevenant • Date de naissance • Prénom de la mère • Date de demande • Date et heure prévues de sortie • Date et heure prévues de retour • Date et heure effectives de sortie • Date et heure effectives de retour • État de la demande • Motif de sortie	Objet 2,4 de façon sommaire pour un contrevenant
DE-GS-CX	CONSULTER LE CARDEX DU CONTREVENANT	Permet de consulter le cardex du contrevenant, c'est-à-dire un résumé des informations les plus pertinentes sur le contrevenant (ex: sentence globale)	• L'identification du contrevenant • Son inscription présente • La cellule qu'il occupe • La sortie en cours à l'agenda • La prochaine sortie prévue à l'agenda • Statut – -la prochaine audience avec la CQLC – son dernier calcul de sentence – l'exécution de la dernière suspension de libération conditionnelle – son classement- s'il y a lieu, le groupe criminalisé auquel est affilié ou appartient	Objets 2,1/2,2/2,3 et 2,6

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
DE-IC-RD	REPERER UN DOSSIER	Permet de repérer le dossier d'un contrevenant à partir de son nom et de son prénom	Affiche tous les dossiers dont le nom et le prénom ressemblent, phonétiquement parlant, au nom et prénom spécifiés par l'utilisateur. De plus, pour chaque dossier, le prénom de la mère ainsi que la date de naissance sont affichés. Si le dossier informatique d'un dossier est archivé, il y a un « O » dans la colonne appropriée	Outil de recherche pour repérer et assurer à l'intervenant de l'unicité du dossier ciblé.

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
DE-TS-CS	CONSULTER LA SENTENCE	Présente la sentence globale du contrevenant (différentes causes et chefs qui, ensemble, forment une seule sentence)	• la date de début de sentence • la date d'admissibilité à la PS • la date d'admissibilité à la LC • la date de libération probable (DLP) • la date de sentence complétée • s'il y a eu au moins une révocation ou cessation de LC, la date de la dernière révocation ou cessation • le nombre de jours de liberté illégale • le nombre de jours de la période en appel • le nombre de jours de bon temps perdus • le nombre de jours de bon temps accumulables • le nombre de jours de sentence globale • le nombre de jours à purger à la date de calcul- le total des acomptes et paiements reçus • le solde à payer des amendes • le solde à payer des frais • le solde à payer des amendes en vertu du C.P.P. (Code de procédure pénale) • le solde total à payer	Objet 2,6 de façon détaillé

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
PR-CI-CD	CONSULTER UNE DEMANDE D'INTERVENTION (probation,surpris, travaux communautaires autres)	Permet de repérer la demande d'intervention précédemment identifiée et d'afficher les informations	• le numéro de dossier unique • le nom et prénom • la date de la demande d'intervention • le type d'intervention • la date de réception de la demande • le numéro de séquence du sursis • la date de début de l'ordonnance • la durée de l'ordonnance • la date de fin de l'ordonnance • les codes, nom et prénom de l'intervenant principal au dossier • les codes, nom et prénom de l'intervenant secondaire à la demande • l'indicateur (O/N) de délinquance spécifique pour: – délinquance sexuelle – violence conjugale1 • l'indicateur (O/N) d'intervention consécutive aux sursis en cours	Objet 2,7

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
PR-CI-CS	CONSULTER LES CONDITIONS DE SURVEILLANCE	Permet de consulter les conditions de surveillance de probation, de sursis, de services communautaires, d'absence temporaire ou de libération conditionnelle	• Le numéro de dossier unique du contrevenant • le nom et le prénom du contrevenant • la date de la demande d'intervention • le numéro de séquence du sursis • pour chaque condition (12 conditions simples au maximum) : – le code de condition – la description de la condition •si la condition 02 est présente : – le nombre de rencontres – la fréquence – la date de début de rencontre – la date de fin de rencontre.	Objet 2,7 et objet 2,8

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
PR-CI-RD	REPERER UNE DEMANDE D'INTERVENTION	Permet de repérer les demandes d’intervention ainsi que toutes les demandes d’évaluations correctionnelles du contrevenant en ordre de date de demande	• le numéro de dossier unique du contrevenant • la date de naissance du contrevenant • le nom et le prénom du contrevenant • le prénom abrégé de la mère • le numéro d'affichage • la date de demande • le numéro de séquence du sursis • le type de demande • le libellé abrégé de la demande • la date de début de surveillance: • la date d'échéance • la date de fermeture • le bureau de probation se rapportant au dossier • l'intervenant en probation	Objet 2,7 et objet 2,8 j outil de repérage en ordre de date afin de faciliter le traitement de l'information

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
PR-IC-CC	CONSULTER LE CONTREVENANT	Permet de consulter l'adresse, les alias, le statut social, la scolarité, les indicateurs de suicide et l'emploi du contrevenant	• Numéro de dossier • Date de naissance du contrevenant • Sexe • Nom et prénom du contrevenant • Le prénom abrégé de la mère • Adresse du contrevenant (no civique, no app., rue, ville et son code, province et son code, pays et son code, état et son code, code postal et no de téléphone) • Nom et prénom de la mère et du père • Décès des parents • Alias (nom, prénom, date de naissance et prénom de la mère) • Le message informatif GEI-058 lorsque le dossier physique du contrevenant a été archivé	Objet 2,1 et Objet 2,2. Permet de s'assurer de l'unicité du dossier ciblé

PR-IC-CF	CONSULTER LA FEUILLE DE ROUTE	Permet de consulter la situation présente du contrevenant, son historique correctionnel et de sentence en MF et en MO.	• le nom et prénom du contrevenant • le prénom abrégé de la mère • le numéro de dossier • la date de naissance • le ou les codes de repérage actuels • le bureau en milieu ouvert où sont les demandes (EV ou IN) • le type d'évaluation (EV) • l'intervenant responsable de la demande d'évaluation • la date de réception de la demande d'évaluation • la date d'échéance de la demande d'évaluation • l'état particulier de la demande (produit/non produit) • le type d'intervention (IN) • l'intervenant responsable • la date de début de surveillance • la date de fin prévue de surveillance • l'état particulier du dossier d'intervention (actif/latence/etc.) • la date et l'heure de manquement • la date de suspension en surveillance de libération conditionnelle ou • la date de suspension en surveillance de permission de sortir • la date de démarche de manquement en surveillance de probation (IN) pour les demandes d'intervention autres que les surveillances de sursis ou • la date et l'heure du manquement du sursis • l'établissement de détention • la date d'entrée du contrevenant • la date de libération probable • la date d'expiration légale • le statut du contrevenant • le motif d'inscription s'il est en permission de sortir •date/heure du début de la sortie •date/heure de fin prévue de la sortie l•e lieu de séjour •la date d'exécution de la suspension de LC ou de la PS •l'établissement de détention	Objet 2,6 et objet 2,7. De plus permet une vision globale qui permet la bonne compréhension du cheminement du contrevenant

			•la date de libération probable •la date d'expiration légale •le statut du contrevenant •l'état particulier (motif de liberté illégale) Si une audience prévue à la C.Q.L.C. •la date d'admissibilité du contrevenant •le bureau de C.Q.L.C. •la date et le type d'audience •le type de libération concernée par l'audience (LC, LJ ou PSPLC)	

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
PR-IC-RD	REPERER UN DOSSIER	Permet de repérer le dossier d'un contrevenant à partir de son nom et prénom lorsque le numéro de dossier n'est pas connu.	Afiiche tous les dossiers dont le nom et le prénom ressemblent, phonétiquement parlant, au nom et prénom spécifiés par l'utilisateur. De plus, pour chaque dossier, le prénom de la mère ainsi que la date de naissance sont affichés. Si le dossier informatique d'un dossier est archivé, il y a un « O » dans la colonne appropriée	Outil de recherche pour repérer et assurer à l'intervenant de l'unicité du dossier ciblé.

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
PR-SI-CM	CONSULTER UN MANQUEMENT	Permet de repérer un manquement d'une demande d'intervention et afficher les informations relatives au manquement	• le numéro de dossier unique • la date de naissance • les nom et prénom • le prénom abrégé de la mère • la date d'entrevue présuspension • la date de rapport spécial • la date de suspension • la date de rapport post-suspension • l'indicateur "à la demande du contrevenant" • Pour chaque condition de surveillance: – la description – leur indicateur (O/N) de manquement – la date d'exécution de la suspension – la décision du Milieu ouvert – la date de cette décision – la décision de la CQLC – la date de cette décision	Objet 2,8

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
PR-SI-RD	REPERER UNE DEMANDE D'INTERVENTION	Permet de repérer les demandes d'intervention ainsi que toutes les demandes d'évaluations correctionnelles du contrevenant en ordre de date de demande	• le numéro de dossier unique du contrevenant • la date de naissance du contrevenant • le nom et le prénom du contrevenant • le prénom abrégé de la mère • le numéro d'affichage • la date de demande • le numéro de séquence du sursis • le type de demande • le libellé abrégé de la demande • la date de début de surveillance: • la date d'échéance: • la date de fermeture • le bureau de probation se rapportant au dossier: • l'intervenant en probation	Objet 2,7

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
PR-SI-RM	REPERER UN MANQUEMENT	Permet d'afficher la liste des manquements pour une demande d'intervention donnée	• Numéro de dossier unique • Date de naissance • Nom et le prénom • Prénom abrégé de la mère • Code de type de la demande • Libellé abrégé du type de la demande d'intervention • Date de la demande d'intervention • Numéro séquentiel du sursis	Objet 2,7 et 2,8 de façon ciblé
PR-SI-CR	CONSULTER LE RESUME DES SURSIS	Présente une vue d'ensemble de tous les sursis en cours pour un contrevenant	• Numéro de dossier unique • Date de naissance • Nom et prénom • Prénom abrégé de la mère • Date de demande d'intervention • Numéro séquentiel du sursis • Date d'entrée en vigueur du sursis • L'état actuel du sursis • Nombre de jours de sursis prévu • Date de fin prévue du sursis • Indicateur du calcul incomplet	Objet 2,8 de façon globale pour un contrevenant

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
PR-SI-CS	CONSULTER UNE SUSPENSION DE SURSIS	Permet d'afficher les informations relatives à la suspension	• Numéro de dossier unique • Date de naissance • Nom et prénom • Prénom abrégé de la mère • Date de suspension • Provenance de la date de suspension • Date de fin prévue de suspension • Provenance de la date de fin prévue	Objet 2,8 pour le volet suspension spécifiquement

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
PR-SI-RS	REPERER LES SUSPENSIONS DE SURSIS	Permet d'obtenir la liste des suspensions de sursis et des sentences de détention et permet de sélectionner une suspension de sursis	• Numéro de dossier unique • Nom et prénom du contrevenant • Date de naissance • Prénom de la mère • Date de suspension • Provenance de la date de suspension • Date de fin prévue de la suspension • Provenance de la date de fin prévue de la suspension • Date de début de la sentence de détention • Date de fin de la sentence de détention • Provenance de la date de fin de la sentence de détention	Objet 2,1 et objet 2,2 relation avec l'objet 2,8 afin d'avoir une vision cohérente du sursis et de l'incarcération

Panorama DACOR	Titre du panorama	Descriptions du panorama	Champs présents	Lien avec la section 2 Portée de l'entente
PR-IV-CN	CONSULTER NOMBRES VICTIMES A INFORMER NON SAISIS	Permet de consulter les nombres de victimes dans plusieurs suivis d'informations aux victimes	• Numéro de dossier • Nom et le prénom • Date de début de sentence • Nombre de victimes à informer • Nombre de victimes à exclure • Nombre de victimes injoignables • Nom et le prénom du responsable de la mise à jour du suivi • Date et l'heure de mise à jour du suivi	Donne une information pertinente quant au nombre de victmes et du nom de l'intervenant correctionnel au dossier si nécessaire

B) GROUPE DE PERSONNES AUTORISÉES À AVOIR ACCÈS AU SYSTÈME DACOR ET SES RENSEIGNEMENTS

1. Accès au système DACOR - Personnel civil

Certains employés ciblés au sein du Corps de police, dont la fonction est de rechercher l'information demandée par les policiers dans le but de documenter des dossiers.

2. Accès au système DACOR - Policiers

Les policiers du Corps de police dans le cadre de l'application de la loi et leurs interventions relativement à leur mission.

C) GESTION OPÉRATIONNELLE DU SYSTÈME DACOR

Ministère de la Sécurité publique

La gestion opérationnelle du système DACOR est assumée par l'équipe du pilotage correctionnelle au ministère de la Sécurité publique.

Corps de police

La gestion opérationnelle est assumée au renseignement criminel, ainsi qu'à la détention et mandats du Corps de police.

Annexe 2

SCHÉMA ACCÈS AU SYSTÈME DACOR POUR LES CORPS POLICIERS MUNICIPAUX

1- L'utilisateur fait une requête à son gestionnaire pour obtenir ces accès au système DACOR

↓

2- Le gestionnaire remplit et signe le formulaire *Demande d'accès au système DACOR*
Dans tous les corps policiers municipaux sauf le SPVM, le gestionnaire envoie le formulaire à la Sécurité Informatique du Ministère de la Justice (sst@justice.gouv.qc.ca). Les formulaires du SPVM sont envoyés à leur propre sécurité informatique (Securite.Informatique@SPVM.QC.CA) qui eux transfèrent le formulaire à la Sécurité Informatique du Ministère de la Justice (sst@justice.gouv.qc.ca)

↓

3- À la réception du formulaire, l'employé de la Direction de la sécurité des actifs informationnels de la Direction générale des technologies de l'information (DGTI) du ministère de la Justice du Québec (MJQ) fait la programmation nécessaire pour le plumitif et crée un numéro d'identifiant dans le dictionnaire des usagers. Il transmet le formulaire à ACCES-DACOR, soit à la Direction du soutien aux opérations et à l'administration (DSOA), division du pilotage.

↓

4- Le pilote d'ACCES-DACOR de la DSOA s'assure que les informations inscrites dans le formulaire sont complètes et qu'elles correspondent au courriel reçu. Il ajoute l'identifiant et le nom de l'utilisateur dans les fichiers Excel ainsi que dans le système DACOR. Il termine la configuration de l'identifiant en octroyant les accès selon les ententes signées. Un courriel de confirmation d'octroi des accès est envoyé à la DGTI du MJQ

↓

5- L'employé de la Direction de la sécurité des actifs informationnels de la DGTI du MJQ envoie un courriel à l'utilisateur avec son identifiant et son mot de passe DACOR. Chaque utilisateur est responsable de l'utilisation de son identifiant et de son mot de passe et s'engage à assurer la confidentialité des renseignements auxquels il a accès.

Note: *Chaque corps policiers est responsable de réaliser préalablement des enquêtes de sécurité sur les employés pour lesquels il demande l'accès au système DACOR*

Annexe 3

Sécurité publique Québec

Sous-ministériat des services correctionnels

Demande d'accès au système DACOR
Corps policiers

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'UTILISATEUR	
Nom :	Prénom :
Titre ou fonction :	Téléphone : - , poste
Corps policier (en toutes lettres)	
Direction, service, division, section ou autre (en toutes lettres)	
Adresse complète du lieu de travail :	
Ville :	Code postal :

SECTION 2 – ACTION SUR LES PRIVILÈGES D'ACCÈS AU SYSTÈME DACOR	
☐ Octroi	Identifiant complet : (incluant lettres et chiffres)
☐ Annulation	

SECTION 3 – PRÉCISIONS
Inscrire toute information pertinente à la demande.

SECTION 4 – DÉCLARATION DE L'UTILISATEUR
En tant qu'utilisateur du système DACOR, je suis responsable de l'intégrité, de la sécurité de l'information ainsi que des activités qui résultent de l'usage de mon identifiant et de mon mot de passe. Je m'assure de la confidentialité des renseignements auxquels j'ai accès.
Date : - - Signature de l'utilisateur — AAAA–MM–JJ

SECTION 5 – IDENTITÉ ET SIGNATURE DE L'APPROBATEUR*		
L'approbateur atteste que la personne mentionnée à la section 1 du présent formulaire, a la qualité pour consulter l'information et que celle-ci est nécessaire à l'exercice de ses fonctions.		
Nom :	Prénom :	Téléphone : - , poste
Titre ou fonction :		
Date : - - Signature de l'approbateur — AAAA–MM–JJ		

* L'approbateur doit être un gestionnaire, une personne en autorité ou un répondant désigné (si employé par les services correctionnels).

Acheminer le formulaire dûment rempli et signé :

Corps policiers municipaux : à l'adresse courriel sst@justice.gouv.qc.ca

Sureté du Québec : à l'adresse courriel accescrpq@surete.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1246924001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à la Fondation Héritage Montréal, pour la réalisation de diverses activités de sensibilisation et de diffusion en patrimoine, pour la période 2024-2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à la Fondation Héritage Montréal, pour la réalisation de diverses activités de sensibilisation et de diffusion en patrimoine, pour la période 2024-2025;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-12-03 11:10

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246924001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à la Fondation Héritage Montréal, pour la réalisation de diverses activités de sensibilisation et de diffusion en patrimoine, pour la période 2024-2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Fondé en 1975, Héritage Montréal est un organisme à but non lucratif qui œuvre à promouvoir et protéger le patrimoine architectural, historique, naturel et culturel du grand Montréal. Au cœur d'un vaste réseau de partenaires, Héritage Montréal agit par l'éducation et la représentation pour faire connaître, mettre en valeur et préserver l'identité et les spécificités du patrimoine de Montréal.
Héritage Montréal élabore et met en œuvre un programme d'activités annuel de sensibilisation, tels les tours guidés d'architecture, et a mis en ligne la plateforme Memento. En plus de s'adresser au grand public, ces activités de sensibilisation visent également la clientèle scolaire. Héritage Montréal a aussi développé des outils didactiques pour faire connaître le patrimoine des quartiers aux jeunes Montréalaises et Montréalais. Cet organisme joue un rôle important de soutien auprès des autres organismes œuvrant en patrimoine à Montréal. Il organise des événements lors de la Journée internationale des monuments et des sites et anime des groupes de travail et comités, permettant une contribution active à la réflexion et à la diffusion en matière de conservation du patrimoine. Héritage Montréal offre aussi un programme de sensibilisation à la rénovation de qualité ciblant les propriétaires et visant à mettre en valeur le patrimoine en tenant compte des particularités des différents quartiers montréalais.

Héritage Montréal collabore également à la préparation de l'Opération patrimoine Montréal, confirmant ainsi son rôle de partenaire stratégique de la Ville, tout en contribuant fortement à faire de cet événement annuel un succès.

Entre 2010 et 2021, la Ville a versé annuellement 25 000 $ à Héritage Montréal pour soutenir son programme d'activités. Pour la période 2023-2024, la Ville a accordé à l'organisme un soutien financier de 25 000 $. La Fondation Héritage Montréal sollicite auprès de la Ville de Montréal une contribution financière pour la réalisation de certaines activités de son programme 2024-2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 2002 (1236924004) - 13 décembre 2023 - Accorder un soutien financier non récurrent

de 25 000 $ pour la période 2023-2024, en provenance du budget de fonctionnement, à la Fondation Héritage Montréal pour la réalisation de diverses activités de sensibilisation et de diffusion en patrimoine.
CE19 0392 (1190464001) - 13 mars 2019 - Accorder un soutien financier totalisant 75 000 $ à la Fondation Héritage Montréal pour la réalisation de son programme d'activités en patrimoine, pour les années 2019, 2020 et 2021.

CM16 1168 (1163751002) - 24 octobre 2016 : Accorder un soutien financier totalisant 75 000 $ à la Fondation Héritage Montréal pour son programme d'activités en patrimoine, pour les années 2016, 2017 et 2018.

CM13 0570 (1133751005) - 17 juin 2013 : Accorder un soutien financier totalisant 75 000 $ à Héritage Montréal pour son programme d'activités en patrimoine, pour les années 2013, 2014 et 2015.

CM10 0690 (1104744001) - 20 septembre 2010 : Accorder un soutien financier totalisant 75 000 $ à Héritage Montréal pour son programme d'activités en patrimoine, pour les années 2010, 2011 et 2012.

DESCRIPTION

La Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire recommande de verser, pour la période 2024-2025, une contribution financière de 50 000 $ à Héritage Montréal pour la réalisation de certaines activités de son programme annuel :

- Opération patrimoine Montréal;
- Journée internationale des monuments et des sites;
- Leçons sur la rénovation – refonte du programme;
- Diffusion du patrimoine – plateforme Memento;
- Production et diffusion de tables rondes virtuelles sur le thème de la requalification;
- Activités du Comité de la Relève (CORE) d'Héritage Montréal;
- Service d'accompagnement et de mobilisation (SAM).

Cette contribution représente environ 6,5 % du budget global de l'organisme. Une copie du programme annuel des activités faisant l'objet du soutien de la Ville ainsi qu'un montage financier sont joints au présent dossier.

L'entente à entériner entre l'organisme et la Ville, pour la période 2024-2025, prévoit que la contribution financière sera remise en deux versements : un premier versement (37 500 $) dans les trente jours de la signature de la convention et un second versement (12 500 $) dans les trente jours de la remise de la reddition de compte finale. Chaque versement est conditionnel à ce que l'organisme ait respecté les conditions établies dans le projet de convention joint au sommaire décisionnel.

JUSTIFICATION

De par son programme d'activités et sa collaboration à la réalisation de l'Opération patrimoine Montréal et d'autres activités liées au patrimoine, Héritage Montréal soutient directement la Ville dans l'atteinte de ses objectifs de sensibilisation et de promotion du patrimoine. Afin de reconnaître cette contribution, la Ville souhaite continuer à soutenir le programme d'activités d'Héritage Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette contribution financière de 50 000 $ sera comptabilisé ainsi :

- 25 000 $ au budget de fonctionnement de la Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire;
- 25 000 $ au budget de fonctionnement du Service de la culture.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Héritage Montréal	2019-2021	2023-2024	Soutien recommandé pour la période 2024-2025
Réalisation de certaines activités du programme annuel	75 000 $ (25 000 $ annuellement)	25 000 $	50 000 $
Pourcentage (%) de la valeur du soutien par rapport au budget global de l'organisme	5,4 %	4,7 %	6,5 %

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette contribution financière permettra de soutenir les activités d'Héritage Montréal qui joue un rôle important auprès des autres organismes œuvrant en patrimoine à Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à la décision. Par ailleurs, conformément au projet de convention (article 4.4.1), l'organisme devra faire état de la participation financière de la Ville dans tous ses programmes, publications et annonces relatifs à la réalisation de son programme d'activités 2024-2025.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève TRÉPANIER, Service de la culture
Valerie BEAULIEU, Service de la culture

Lecture :

Geneviève TRÉPANIER, 28 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jennifer OUELLET
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7050
Télécop. : 514-872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-20

Mathieu PAYETTE-HAMELIN
Chef de section Division du patrimoine

Tél : (514) 261-4656
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Karim CHAREF
chef(fe) de division - amenagement et projets urbains
Tél : - -
Approuvé le : 2024-12-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-12-03

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après- appelée la « **Ville** »

ET : **FONDATION HÉRITAGE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 3575, boulevard Saint-Laurent, bureau 480, Montréal, Québec, H2X 2T7, agissant et représentée par monsieur Robert Turgeon, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription d'organisme de charité : 118923218 RR0001

ci-après- appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'encourager et de promouvoir la protection du patrimoine historique, architectural et paysager comme élément essentiel au développement de Montréal;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci-.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci- n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci- reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après- la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait

directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cinquante mille dollars (50 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux (2) versements :

5.2.1 un premier versement au montant de trente-sept mille cinq cents dollars (37 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de douze mille cinq cents dollars (12 500 $) dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci-.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci-.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après- les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci- et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci- et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci- doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci- convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3575, boulevard Saint-Laurent, bureau 480, Montréal, Québec, H2X 2T7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 6e étage, Montréal (Québec), H2Y 3Y8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

FONDATION HÉRITAGE MONTRÉAL

Par : _____
Robert Turgeon, directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____)

ANNEXE 1

PROJET

ENTENTE ENTRE HÉRITAGE MONTRÉAL

ET LA VILLE DE MONTRÉAL



Ces sept activités au cœur de la mission d'Héritage Montréal font parties de l'entente pour la période 2024-2025 (du 1er juin 2024 au 31 mai 2025)

1. OPÉRATION PATRIMOINE (novembre 2024)

À titre de partenaire fondateur de l'Opération patrimoine Montréal (auparavant Opération patrimoine architectural de Montréal), Héritage Montréal collabore avec la Ville de Montréal pour l'organisation et la préparation de l'ensemble des activités liées (remise des Grands prix)

Principales tâches

- Un représentant d'Héritage Montréal siège au jury et aux autres rencontres portant sur la remise des Grands prix.
- Collaboration à la promotion de la journée Patrimoine en fête et des Grands prix (infolettre, réseaux sociaux, sites web, etc.).
- Présence et participation à la remise des Grands prix

Durée du projet

Ce projet se déroule essentiellement à l'été et à l'automne.

Grands Prix

- Rencontres et jury: juin 2024
- Cérémonie de remise des prix: novembre 2024
- Diffusion : novembre et décembre 2024

Objectifs

- Sensibiliser davantage le public à l'importance de conserver et mettre en valeur le patrimoine montréalais :
- Par la diffusion des activités et du contenu liés aux Grands prix.

Résultats mesurables

Réactions et taux de réponse aux différents outils de communications

2. JOURNÉE INTERNATIONALE DES MONUMENTS ET SITES (JIMS)

La Journée internationale des monuments et des sites (18 avril) a été déclarée en 1983 par l'UNESCO et, depuis 2009, Héritage Montréal organise une activité en lien avec la thématique annuelle afin de contribuer à mieux faire connaître le patrimoine montréalais.

Principales tâches

- À partir de la thématique annuelle, identifier un ou des partenaires pour la présentation d'une activité.
- Logistique, invitation et préparation de l'activité
- Communication, diffusion (infolettre, réseaux sociaux, sites web, etc.)

Durée du projet

Ce projet reprend un calendrier similaire tous les ans.

- Conception de l'activité: décembre/janvier
- Logistique et préparation : février/avril
- Communication : mars/avril
- Présentation : 18 avril ou quelques jours avant ou après.

Objectifs

Par le biais d'une activité conçue sur mesure pour respecter la thématique, faire découvrir une facette inédite du patrimoine montréalais au public.

- Résultats mesurables
- Nombre de participants
- Réactions et taux de réponse aux différents outils de communications

3. LEÇONS SUR LA RÉNOVATION - REFONTE DU PROGRAMME

Depuis 1981, Héritage Montréal organise des Leçons sur la rénovation s'adressant aux propriétaires actuels et futurs. Cette série de 8 conférences avait pour objectif d'enseigner les meilleures pratiques pour l'entretien, la rénovation ou la restauration d'une résidence, quel que soit l'âge ou la personnalité architecturale de celle-ci. Il s'agit d'une opportunité unique de profiter des connaissances de spécialistes de l'habitation pour résoudre les problèmes courants, identifier les causes et solutions ainsi que planifier adéquatement ses projets, et ce dans le respect du patrimoine architectural. Ces conférences ont été présentées à plus de 10 000 participants depuis leur début.

En 2022-2023, nous avons développé une formule complètement virtuelle et ensuite adopté une formule hybride. Cette période a été féconde pour entamer la réflexion d'une mise à jour du programme ainsi que du format pour l'adapter à de nouveaux besoins et rejoindre un plus large public.

Afin d'effectuer cette mise à jour, la saison 2024-2025 prend à nouveau une pause. Le contenu et le format des leçons est en cours de bonification. Pour ce faire, un comité spécial a été mis en place à l'automne 2023 avec une opération d'inventaire et d'archivage du matériel existant. En 2024, une proposition structurante a été réalisée et présentée à l'équipe interne. Cette opération se poursuivra jusqu'en 2025 suite au premier rapport d'orientation qui devra être précisé et développé au cours de l'année 2025.

Principales tâches

Rencontres du comité d'experts pour la refonte du programme

Mises à jour des nouveaux contenus pour la saison 2024-2025 ; Programme pédagogique, identification des ressources pour la plateforme de diffusion, stratégie de financements additionnels pour l'embauche de ressources de coordination et d'experts à la formation.

Durée du projet

Ce projet adopte un calendrier particulier pour l'année 2024-2025 :

- Confirmer le mandat de développement des nouveaux contenus : novembre-décembre 2024
- Développement des nouveaux contenus : janvier à avril 2025

Objectifs

- Rendre accessible les leçons à une plus grand nombre de participants
- Contribuer à conserver et entretenir le patrimoine de proximité et les différents types de propriétés résidentielles montréalaises.
- Sensibiliser les propriétaires à l'importance de conserver les caractéristiques de leur résidence et à effectuer des travaux de qualité selon les typologies d'habitation
- Informer les propriétaires sur les bonnes pratiques et les étapes d'un projet réussi.

4. DIFFUSION DU PATRIMOINE - Plateforme MEMENTO

La plateforme MEMENTO est un outil cartographique collaboratif dédié au patrimoine vulnérable et prometteur. Lancée en septembre 2020, cette plateforme existait dans sa version originale depuis 2015 sous l'appellation H-MTL. Il y a trois ans, Héritage Montréal déployait cette deuxième phase afin d'en démocratiser l'utilisation à l'aide d'une expérience-utilisateur optimisée.

Présentée sous forme de carte, la plateforme est un espace où chacun peut ajouter des alertes citoyennes sur des sites d'intérêt patrimonial et menacés. La plateforme met en lumière les dossiers suivis par Héritage Montréal et propose aux citoyennes et citoyens des informations et outils pour soutenir leurs efforts de mobilisation.

Elle présente aussi des cas de requalification afin de souligner les victoires et réussites : les InspirActions. MEMENTO est un outil de sensibilisation, à la fois fédérateur et collaboratif. Il est alimenté par les citoyens, les organismes locaux et les sociétés d'histoire et de développement, le tout propulsé par Héritage Montréal.

Principales tâches

- Mise à jour, suivi des dossiers et la validation des sites suggérés par le public.
- Consolider la revue de presse associées aux dossiers selon l'actualité
- Traduire et éditer des fiches dans l'une ou l'autre des deux langues

- Diffusion des sites ajoutés et des mises à jour via nos réseaux sociaux et notre infolettre

Durée du projet

En tout temps, selon les mises à jour et les alertes reçues du public.

Objectifs

- Partager au plus grand nombre le mises à jour, les actualités et les sites vulnérables
- Informer le public sur les différentes façons d'agir et de s'informer, faire la promotion (boîte à outils)
- Faire connaître des sites qui ont fait l'objet d'un projet de réhabilitation (InspirActions)

Résultats mesurables

- Statistiques de fréquentation du site web
- Nombre d'alertes citoyennes publiées
- Réactions et taux de réponse aux différents outils de communications

5. PRODUCTION ET DIFFUSION DE TABLE RONDE VIRTUELLES SUR LE THÈME DE LA REQUALIFICATION

Lancées à l'automne 2023, nous avons déjà produit et diffusé trois tables rondes sur ce sujet en 2023-2024. Animées par Dinu Bumbaru et accueillant à chaque fois trois experts sur le sujet, ces tables rondes visent à vulgariser les enjeux et défis associés à la requalification des bâtiments patrimoniaux.

Trois autres tables rondes seront produites à l'hiver et au printemps 2025.

Principales tâches

- Identifier la thématique de chacune des 3 tables rondes;
- Effectuer la recherche;
- Identifier les trois experts;
- Coordonner les allocutions de chacun;
- Animation des tables rondes;
- Diffusion sur nos différentes plateformes.

Durée du projet

De décembre 2024 à mai 2025

Objectifs

Sensibiliser davantage le public à l'importance de conserver et mettre en valeur le patrimoine montréalais à travers des projets ambitieux de requalification

Résultats mesurables

- Nombre de participants
- Réactions et taux de réponse aux différents outils de communications

6. ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LA RELÈVE D'HÉRITAGE MONTRÉAL (CORE)

Raviver la flamme : Nouveau souffle pour les incinérateurs de Montréal - Charrette d'idéation 2024

Pour la troisième édition de son concours d'idéation, Héritage Montréal propose de faire œuvrer la relève sur les défis et les opportunités que représente l'identité urbaine et paysagère de son patrimoine industriel avec la thématique des incinérateurs montréalais.

Conçue dès le printemps 2024 par les membres bénévoles de notre Comité de la Relève, cette Charrette a été lancée à l'été 2024 pour se conclure par la présentation en octobre des finalistes et des gagnants de ce concours ouvert aux jeunes diplômés et professionnels en architecture et en aménagement.

Suite aux succès de cette activité l'AQPI souhaite présenter publiquement les affiches au printemps 2025 à l'Écomusée du fier monde. Cette activité contribue au rayonnement de cette programmation d'idéation et de la mise en valeur des travaux de la relève.

Principales tâches et calendrier (durée du projet)

- Avril-juillet : préparation du concours et de la trousse du participant
- Août : Promotion et inscription
- Septembre : lancement avec les participants (Site des carrières avec la présence de Jean Laberge, division du patrimoine, Ville de Montréal), déroulement du concours, encontre de délibération par le jury externe et lancement du concours pour le prix du public
- Octobre : remise des prix et retour sur l'édition 2024 avec un article de blogue rédigé à cet effet qui est diffusé à nos abonnés des divers réseaux
- Octobre : Diffusion des affiches gagnantes dans le cadre du congrès de l'AQPI à Gatineau
- Décembre-janvier : archivage et diffusion des projets au Catalogue des concours canadiens en architecture
- Printemps 2025 : Présentation des affiches à l'Écomusée du fier monde, une initiative soutenue par l'AQPI

Résultats mesurables

- Nombre de participants au concours
- Nombre de votes du public
- Réactions et taux de réponse aux différents outils de communications

Visites Entretiens

Objectifs

Les Visites Entretiens proposent de découvrir des sites patrimoniaux requalifiés en compagnie des protagonistes de leur préservation et transformation. Elles se veulent interactives et transparentes sur les ficelles du métier. Ces visites exclusives révèlent à la relève les défis et les succès de la requalification de bâtiments patrimoniaux.

Principales tâches et calendrier (durée du projet)

À l'automne 2024, réaliser deux visites guidées par les architectes et les porteurs de projets qui ont réalisés un projet de requalification. La dernière édition s'est tenue en octobre 2024 aux Ateliers de la transition socio-écologique, Ancienne académie Sainte-Anne et une autre initiative du même genre se tiendra au 2025.

- Septembre : Préparation des visites avec les intervenantes
- Octobre : promotion de l'évènement et inscription
- Octobre et novembre : présentation des deux visites et envoi du sondage aux participants
- Janvier 2025: planifier la prochaine visite
- Mars 2025 : Prise de contact avec les intervenants
- Avril-mai 2025 : Promotion et présentation des visites Entretiens

Résultats mesurables

- Nombre de participants aux visites
- Réactions et taux de réponse aux différents outils de communications
- Réponses aux sondages d'appréciation envoyés aux participants

7. SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ET DE MOBILISATION (SAM)

Objectifs

Lancé en 2021 grâce à un financement de trois ans de la Fondation McConnell, ce nouveau Service d'Héritage Montréal offre à des organismes communautaires et culturels de Montréal de les accompagner et de les aider dans leurs projets de requalification de bâtiments patrimoniaux. Ayant déjà accompagné plus de 25 projets depuis 2022, nous prévoyons accompagnés cinq projets qui sont actuellement en marche pour la période 2024-2025.

Principales tâches et calendrier (durée du projet)

Participer à des rencontres de suivi avec les porteurs de projets;

Organiser des rencontres avec d'autres experts afin de répondre à certains besoins spécifiques des porteurs de projets (recherche de financement, expertise comptable, évaluation patrimoniale, médiation avec les citoyens et riverains, plans architecturaux, évaluation de la structure, …);

Faciliter des rencontres avec les professionnels des services de la Ville et/ou des arrondissements ainsi qu'avec des élus;

Résultats mesurables

Nombre de projets accompagnés durant la période.

RAPPORT

Un rapport sera produit pour l'ensemble des sept activités et sera remis au mois de juillet 2025 (couvrant la période du 1er juin 2024 au 31 mai 2025).

BUDGET ANNUEL (par projet)

Opération patrimoine (automne 2024)

Tâches	Coût
Rencontres du jury	1,500$
Communication et diffusion de l'activité et des lauréats	1,000$
	2,500$

Journée internationale des monuments et des sites (printemps 2025)

Tâches	Coût
Planification et réalisation de l'activité	4,000$
Communication et diffusion	1,000$
	5,000$

Leçons sur la rénovation - refonte du programme

Tâches	Coût
Développement de la nouvelle offre des cours	10,000$
	10,000$

Plateforme MEMENTO

Tâches	Coût
Traduction & révision	1,000$

Ajout et mise à jour du contenu	3,000$
Hébergement	1,000$
Communications/diffusion	2,500$
	7,500$

Production et diffusion de table ronde virtuelles sur le thème de la requalification

Tâches	Coût
Idéation et recherche	3,000$
Animation	1,000$
Communications/diffusion	2,500$
Coordination	1,000$
	7,500$

Activités du CoRe (Charrette d'idéation et Visites Entretiens)

Tâches	Coût
Idéation et recherches	5,000$
Coordination du concours (règles et jury)	1,000$
Animation de la soirée de remise des prix	1,000$
Communications/diffusion	3,000$
	10,000$

SAM – Service de mobilisation et d'accompagnement

Tâches	Coût
Rencontres de suivi et de coordination	5,000$
Recherches et montage de projets	2,500$
	7,500$

Total : 50,000$

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que Fondation Héritage Montréal (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1246924001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à la Fondation Héritage Montréal, pour la réalisation de diverses activités de sensibilisation et de diffusion en patrimoine, pour la période 2024-2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1246924001 vf.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

Isabel Olier
Conseillère budgétaire
Service de la Culture

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-29

Yves JACQUES
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-0766

Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1244834002

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un don de 70 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge afin de contribuer à l'aide humanitaire au Moyen-Orient

Il est recommandé :
1. d'accorder un don de 70 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge afin de contribuer à l'aide humanitaire au Moyen-Orient;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la ville centrale.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-12-06 15:10

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1244834002**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un don de 70 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge afin de contribuer à l'aide humanitaire au Moyen-Orient

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la conférence internationale de soutien au Liban, tenue à Paris le 24 octobre dernier, l'Association internationale des maires francophones (AIMF) a lancé un appel à la solidarité. Montréal a décidé d'appuyer cette initiative en contribuant à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour étendre l'aide à l'ensemble du Moyen-Orient, touché par les conséquences du conflit actuel.

Ce soutien s'inscrit dans les principes de solidarité internationale de la Ville de Montréal, permettant de répondre aux besoins humanitaires de manière régionale et inclusive.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0360 - 9 mars 2022 - Accorder un don de 60 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire en Ukraine

CE21 1473 - 18 août 2021- Accorder un don de 60 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire en Haïti suivant l'état d'urgence créé par le séisme du 14 août 2021

CE20 1194 - 12 août 2020 - Accorder un don de 50 000$ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire, à la suite des explosions meurtrières et dévastatrices au Liban le 4 août 2020

DESCRIPTION

La Ville de Montréal souhaite accorder un don de 70 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour soutenir les efforts humanitaires au Moyen-Orient, incluant le Liban. Ces fonds seront utilisés pour :

- Les secours d'urgence ;
- Les efforts de redressement ;
- Le renforcement de la résilience des populations touchées.

La Croix-Rouge, en coordination avec le Croissant-Rouge, assure une intervention rapide dans les zones les plus affectées. Ce geste témoigne de la tradition de solidarité internationale de Montréal et renforce les actions des autorités locales et des organisations internationales.

JUSTIFICATION

La situation actuelle au Moyen-Orient est marquée par une intensification des conflits, entraînant une grave crise humanitaire qui affecte des millions de personnes, notamment au Liban. Les bombardements et violences généralisées ont causé des pertes humaines massives, déplacé des populations vulnérables et exacerbé des conditions déjà précaires.

Un don à La Société canadienne de la Croix-Rouge permet à Montréal de contribuer à ces efforts, tout en soutenant des actions inclusives qui dépassent les frontières du Liban de manière à répondre aux besoins régionaux.

De plus, cette initiative reflète l'engagement de Montréal envers sa communauté, qui compte une importante population issue du Moyen-Orient, et renforce les valeurs de solidarité et de vivre ensemble de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de contribution à d'autres organismes de 70 000 $ sera financé par le Cabinet de la Direction générale. Ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution de la Ville de Montréal permettra de soutenir les interventions de première ligne déjà entreprises par les autorités locales et les organisations internationales.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Frederique BLANDIN FEVRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Seynabou Amy KA
Conseillère en relations internationales

Tél : 438-993-8527
Télécop. : 514-872-6067

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-02

Marie DAIGLE DE LAFONTAINE
Directrice par intérim, Bureau des relations internationales

Tél : 514 291-9979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Notes:/85258B7900658273/RechercheDecInstDouble?OpenFrameset

Tél :
Approuvé le :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1244834002
Unité administrative responsable : Direction générale
Projet : Accorder un don de 70 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge afin de contribuer à l'aide humanitaire au Moyen-Orient/ Autoriser un virement budgétaire de 70 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		***X***	
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1244834002

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Objet :	Accorder un don de 70 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge afin de contribuer à l'aide humanitaire au Moyen-Orient

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1244834002 - Intervention financière.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Frederique BLANDIN FEVRE
Conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-02

Arianne ALLARD
Cheffe de section
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1247408002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 64 850 $ à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal pour la réalisation du projet « Plan d'affaires et étude de conception pour le Centre d'innovation en technologies propres (CITP) » / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1- d'accorder une contribution financière non récurrente de 64 850 $ la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal pour la réalisation du projet « Plan d'affaires et étude de conception pour le Centre d'innovation en technologies propres (CITP) »;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-12-06 08:44

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247408002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 64 850 $ à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal pour la réalisation du projet « Plan d'affaires et étude de conception pour le Centre d'innovation en technologies propres (CITP) » / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

L'innovation en technologies connaît une croissance remarquable : Avec des investissements mondiaux de 2 300 milliards, dont 1,2 milliard au Canada et des niveaux de subventions et d'aides gouvernementales canadiennes inégalés, le secteur des technologies propres est bien établi au Canada avec 2 500 entreprises dont 400 au Québec. D'ailleurs, le Canada affiche 12 entreprises parmi les 100 plus novatrices au monde. Toutefois, les investissements au pays dans le développement technologique sont 2,4 x sous la moyenne des pays de l'OECD, tandis que la commercialisation de la recherche est 3,5 x sous la moyenne mondiale. De plus on dénote un important exode des cerveaux et des startups vers d'autres marchés. Historiquement, le Canada connaît beaucoup de difficultés pour faire le passage de la recherche vers le début de la commercialisation. On dénote un manque d'infrastructures adaptées pour faciliter et accélérer les étapes de mise à échelle et de validation, ce qui résulte en un décalage entre les besoins des éco-entrepreneurs et l'accompagnement standard en lancement d'entreprise. L'École Polytechnique de Montréal propose donc une solution: la création d'un techno-incubateur pour propulser des technologies propres vers la précommercialisation qui permettra de mailler sous la même adresse une expertise R&D appliquée, un soutien technique à la mise à l'échelle, un accompagnement à la commercialisation et au financement. Ainsi une véritable infrastructure à la fine pointe de la technologie sera mise au bénéfice des industriels et des éco-entrepreneurs. Ce centre d'innovation en technologies propres a pour ambition de devenir un tremplin incontournable pour la mise à échelle des innovations en technologies propres issues du tissu académique montréalais et propulser les « licornes des technologies propres » du Québec en connectant les innovateurs et éco-entrepreneurs d'exception aux meilleurs experts R&D et coachs d'affaires.
La vision consiste à apporter des solutions à des enjeux environnementaux via la décarbonation des procédés industriels, le développement de nouvelles technologies pour le recyclage et la valorisation des matières résiduelles par la création d'un Centre d'innovation sur les technologies propres dans un modèle qui contribuera au développement économique de l'ensemble du Québec et renforcera le leadership du Canada, dans la filière des technologies propres (minéraux critiques, filière batterie, économie circulaire). Les impacts attendus

consistent à offrir de la formation pour du personnel hautement qualifié dans des secteurs en forte demande, développer des procédés visant à réduire les gaz à effets de serre, développer des procédés visant à réduire l'utilisation des ressources primaires, créer de nouvelles entreprises dans des domaines à haute valeur ajoutée et contribuer au développement économique et social de l'Est montréalais.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0025 - 28 janvier 2021 - Appel à projets - Consolidation de la chaîne entrepreneuriale en transition écologique. Sensibilisation des étudiants à l'entrepreneuriat et accompagnement à la création d'entreprises dans le secteur des technologies propres, soit un montant de 150 000 $ à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal.

DESCRIPTION

Le projet consiste à financer l'étude de marché, le plan d'affaires et l'étude de conception préliminaire.
Situé au 5600, rue Hochelaga, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, le CITP entend catalyser l'essor de technologies propres dans l'Est de Montréal et dans le reste du Québec en facilitant la maturation de projets qui ont franchi l'étape de la preuve de concept. Il se positionne donc comme un chaînon manquant et un tremplin pour répondre aux enjeux et aux besoins de mise à échelle, de validation et de démonstration technologique à échelle pilote et semi-industrielle (niveaux de maturité 3/4 à 6/7) dans des secteurs porteurs qui ne sont pas adressés par ailleurs. Le centre se démarque par une proposition de valeur unique pour les partenaires privés :

- Une infrastructure préindustrielle de pointe unique au Québec et dans l'Est canadien;
- Des espaces dédiés pour le prototypage et les démonstrations technologiques des partenaires (grands industriels, PME, jeunes pousses);
- une équipe multidisciplinaire d'experts en R&D appliquée combinant les forces d'universités, de Centres de transferts technologiques et de centres de recherche publics partenaires en matière d'innovation;
- un modèle de mutualisation d'infrastructures entre partenaires institutionnels et privés et une approche collaborative des projets

Le projet sera réalisé par un travail de collaboration entre du personnel de Polytechnique attitré au projet (directeur exécutif, équipe de direction de l'aménagement du campus, équipe de direction de l'innovation) et des consultants externes spécialisés en définition de modèle d'affaires et de plan d'affaires, des experts issus de l'industrie et une firme d'ingénierie. En se basant sur les résultats de travaux préliminaires, le projet vise dans un premier temps à affiner et à valider le positionnement dans le marché. Une étude de conception préliminaire sera menée en parallèle pour définir les paramètres pour l'aménagement du bâtiment, les requis opérationnels pour les équipements majeurs et les coûts en capitaux, frais d'opération et l'échéancier des travaux d'implantation. Un exercice de validations sur le marché et de modélisation financière permettra à sélectionner le modèle d'affaires et le modèle de revenu approprié pour un mode de fonctionnement autofinancé.

JUSTIFICATION

La difficulté à faire le passage de la recherche vers le début de la commercialisation est historique au Canada. En effet, le peu de ressources existantes, le manque d'infrastructures adaptées pour faciliter et accélérer le développement de produits qui en sont rendus à un niveau de maturité technologique entre 3 et 7 résulte en un décalage entre les besoins des éco-entrepreneurs et l'accompagnement standard en lancement d'entreprise. Un chaînon manquant est à combler et c'est ce chaînon que veut combler l'École Polytechnique de Montréal. Les impacts attendus sont :

Au Québec

- Accélérer la mise à l'échelle des technologies propres « perturbatrices » (*disruptives*) en soutien aux entreprises québécoises;
- Participer à retenir le savoir-faire technologique et à augmenter le nombre de STARTUPS à succès au Québec;
- FORMER une nouvelle génération de techniciens, chercheurs et ingénieurs avec une expérience dans l'opération d'infrastructures à caractère semi-industriel.

Dans l'Est de Montréal

- Participer à redynamiser le secteur;
- Créer des emplois et un bassin de rétention de l'emploi;
- Laisser un héritage durable en matière d'innovation verte et d'entrepreneuriat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 64 850 $. Les crédits requis sont prévus au budget de fonctionnement du Service du développement économique**.**

Le tableau suivant illustre les soutiens accordés les dernières années aux organismes de ce dossier par la Ville (SDÉ) pour le même ou pour différents types de projet ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	**Projet**	**Soutien accordé (DÉCISIONS ANTÉRIEURES)**	**Soutien demandé 2025**	**Versements**		**Soutien Ville / Global projet**
		2022		**1er versement (2025)**	**2e versement (2025)**	
École Polytechnique de Montréal.	Plan d'affaires et étude de conception pour le Centre d'innovation en technologies propres (CITP)	-	**64 850 $**	**50 000 $**	**14 850 $**	**26,4 %**
	Appel à projets - Consolidation de la chaîne entrepreneuriale en transition écologique. Sensibilisation des étudiants à l'entrepreneuriat et accompagnement à la création d'entreprises dans le secteur des technologies propres.	150 000 $				

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et de l'engagement stimuler l'innovation et la créativité.
Le projet à réaliser est en lien avec l'orientation 16 du Plan stratégique Montréal 2030 innovation et créativité : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Accélérer la mise à l'échelle des technologies propres « perturbatrices » (*disruptives*) en soutien aux entreprises québécoises;

- Participer à retenir le savoir-faire technologique et à augmenter le nombre de STARTUPS à succès au Québec;
- FORMER une nouvelle génération de techniciens, chercheurs et ingénieurs avec une expérience dans l'opération d'infrastructures à caractère semi-industriel;
- Participer à redynamiser le secteur;
- Créer des emplois et un bassin de rétention de l'emploi;
- Laisser un héritage durable en matière d'innovation verte et d'entrepreneuriat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention, et doivent être appliquées par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier 2025 : octroi du contrat
Avril 2025 : fin du contrat

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fiorella NUNEZ CARPIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles MORISSET
Commissaire au développement économique

Tél : 438-826-8598
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-29

Daniel MATHIEU
chef(fe) de division - developpement economique

Tél : 438-400-9712
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique
Tél :
Approuvé le : 2024-12-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2024-12-04

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :
Unité administrative responsable :
Projet :

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** • accélérer le développement et la mise à l'échelle des technologies propres disruptives en soutien aux entreprises québécoises - Propulser les jeunes pousse à succès (« cleantech unicorns ») du Québec • Participer à retenir le savoir-faire technologique et à augmenter le nombre de jeunes pousses à succès au Québec-			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Corporation de l'École Polytechnique de Montréal,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* RLRQ, c. C-38 dont l'adresse principale est le C.P. 6079, succ. Centre-ville Montréal, QC H3C 3A7, agissant et représentée par Olivier Grenier, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 10758 5226 RT001
Numéro d'inscription TVQ : 1006150728

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme université d'enseignement et de recherche en génie au Canada;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne Steves Boussiki Som, Directeur, Direction de la mise en valeur des pôles économiques, Service du développement économique ou son représentant dûment autorisé;

« **Unité administrative** » :	désigne le Service du développement économique de l'arrondissement de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables

et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait

directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **soixante-quatre mille huit cent cinquante dollars (64 850 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en 2 versements :

5.2.1 un premier versement au montant de **cinquante mille dollars (50 000 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de **quatorze mille huit cent cinquante (14 850 $)** dollars dans les 30 jours suivant la remise du rapport final à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (inscrire le montant en lettres – minimum de deux millions) de dollars ((inscrire le montant en chiffres) $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier

les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 août 2025**

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L’Organisme fait élection de domicile au C.P. 6079, succ. Centre-ville Montréal, QC H3C 3A7 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur associé – Innovation et impacts. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint,

Signé à _____

Le 4e jour de décembre 20 24

Corporation de l'École polytechnique de Montréal

Olivier Grenier
Signature numérique de Olivier Grenier
Date : 2024.12.04 22:24:25 -05'00'

Par : _____
Olivier Grenier, Directeur associé – Innovation et impacts

Cette convention a été approuvée par le conseil d'Agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1
PROJET

SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROJET

TITRE DU PROJET

Plan d'affaires et étude de conception pour le Centre d'innovation en technologies propres.

DESCRIPTION DU PROJET

Situé dans l'est de Montréal, le CITP sera axé sur une infrastructure et des équipements qui permettent la validation et la mise à l'échelle de technologies innovantes dans le domaine des technologies propres, conçues pour répondre aux besoins des partenaires industriels, PMEs et jeunes pouces. Le projet consiste en la réalisation

- de l'étude de conception préliminaires pour l'aménagement de l'espace et l'installation des équipements
- d'un premier plan d'affaires

RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS PRÉVUES

Objectifs	Actions à réaliser	Livrables prévus	Indicateurs de suivi	Cibles
Structurer les périmètres des secteurs du CITP et valider les domaines prioritaires du CITP	Définir segments pyrométallurgie et segments connexes Définir autres segments "infra légèrs" Cartographier l'état des segments pyrométallurgie et segments connexes (étude taille de marché Québec/Canada/ Amérique de Nord)	Définition des secteurs prioritaires du CITP (chiffres clés, dynamiques) Secteurs cartographiés (OM, tendance du secteur, acteurs clés) Rapport d'entretiens des acteurs de l'écosystème et d'entreprises sur leurs besoins et constats sur l'écosystème	Des secteurs prioritaires définis et cartographiés. Un rapport d'entretien e l'écosystème sur les besoins des entreprises.	Décembre-Janvier
Affiner et valider le modèle d'affaires du CITP	Documenter les options de modèles d'affaires applicables (BMC) Réaliser un	BMC Benchmark Rencontres partenaires clés Indicateurs avec des cibles potentielles	Un benchmark, des rapports d'entretiens sur les besoins et une modélisation financière.	Décembre-Février

	benchmark initiatives et positionnement dans le marché Identifier et échanger avec les partenaires clés pour le modèle Développer des indicateurs clés Définir et documenter le modèle de revenus Documenter les hypothèses et estimations pour - les dépenses en capitaux pour l'aménagement initial, l'infrastructure de base, l'acquisition des équipements R&D et la maintenance - les coûts opérationnels du centre durant la période de démarrage et durant la période d'opérations Valider le modèle d'affaires sur le marché et valider la viabilité économique via la modélisation financière	Rapport d'entretiens des acteurs de l'écosystème et d'entreprises sur leurs besoins et constats sur l'écosystème, validation des éléments proposés dans le modèle d'affaires Modélisation financière		
Réaliser la conception préliminaire du CITP (implantation)	Segments pyrométallurgie : Déterminer l'échelle de l'installation Schéma d'agencement	Segments pyrométallurgie: Étude de conception Diagrammes blocs Schéma d'agencement	Les segments définis, une étude de conception réalisée, un schéma d'agencement préliminaire, une	Décembre-Janvier

	préliminaire Échéancier et estimation préliminaire des couts Coordination et réalisation des rapport final Segments "infra-légers" et autres espaces non-techniques : Schéma d'agencement préliminaire Échéancier et estimation préliminaire des coûts d'aménagement du bâtiment	préliminaire et revue d'architecture Échéancier niveau 1 Estimation préliminaire des coûts en capital « ordre de grandeur » Estimation préliminaire des coûts d'opération Segments "infra-légers" et autres espaces non-techniques : Schéma d'agencement préliminaire Échéancier niveau 1 Estimation préliminaire des coûts en capital « ordre de grandeur » Estimation préliminaire des coûts d'opération	estimation préliminaire des coûts et les échéanciers niveau 1 réalisés.	
Définir la gouvernance stratégique du CITP et le montage financier	Clarifier les rôles des partenaires clés et leur mobilisation, clarifier la gouvernance stratégique Définir les scénarios de montage financier potentiels	Document de synthèse proposition modèle de gouvernance et partenariats clés Montage financier	Un dpcument synth`ne des propositions de modèle de gouvernance réalisé et un montage financier.	Décembre-Janvier
Structurer le plan d'affaires	Développement et validation du narratif principal Développement du narratif impact mise à disposition d'une nouvelle infra. (rénovation) Structuration des	Plan d'affaires	Un plan d'affaire réalisé.	Décembre-Janvier

	différents contenus pour présenter le plan d'affaires			

BUDGET PRÉVISIONNEL

NOM DE VOTRE ORGANISME	**Polytechnique Montréal**
NOM DU PROJET	**Plan d'affaires et étude de conception du Centre d'innovation en technologies propres**

	Année 1	Année 2	Année 3	Total Budgété
REVENUS				
Subventions/Contributions financières				
Municipales	64850			64850
Provinciales	45000			45000
Fédérales				0
Autres	30000			30000
Sous total (1)	**139850**	**0**	**0**	**139850**
Revenus autonomes				
Apport de l'organisme	85200			85200
Frais d'inscription				0
Dons	20000			20000
Commandites en argent				
Nom du commanditaire 1				0
Nom du commanditaire 2				0
Nom du commanditaire 3				0
Nom du commanditaire 4				0
Commandites en nature				
Nom du commanditaire 1				0
Nom du commanditaire 2				0
Nom du commanditaire 3				0
Nom du commanditaire 4				0
Autres sources de revenus				0
Sous total (2)	**105200**	**0**	**0**	**105200**
Total des produits (sous total 1 + sous total 2)	**245050**	**0**	**0**	**245050**
DÉPENSES				
Salaires et avantages sociaux				
Salaires	55350			55350
Avantages sociaux				0
Sous total (3)	**55350**	**0**	**0**	**55350**
Autres charges directes				

Achat ou location d'équipements				0
Entretien et réparation				0
Honoraires professionnels	189700			189700
Publicité et promotion				0
Sous total (4)	**189700**	**0**	**0**	**189700**
Frais d'administration				
Assurances				0
Déplacements				0
Électricité				0
Fournitures de bureau				0
Frais de représentation				0
Honoraires professionnels				0
Loyer/taxes municipales				0
Télécommunications				0
Intérêts et frais bancaires				0
Autres frais de gestion (5% maximum)				0
Frais de contingence, s'il y a lieu (5% maximum)				0
Sous total (5)	**0**	**0**	**0**	**0**
Total des charges (sous total 3 + sous total 4 + sous total 5)	**245050**	**0**	**0**	**245050**

Informations complémentaires

- Les salaires des dirigeants de l'organisme ne sont pas admissibles.

− Les dépenses reliées aux salaires doivent suivre les barèmes du marché.

− Les revenus et les dépenses doivent s'équilibrer.
− Le cas échéant, les frais de création d'un nouvel organisme ne sont pas admissibles.
− Les frais liés à des rencontres ponctuelles entre employés et partenaires ne sont pas admissibles.

− Les frais de développement des affaires, incluant le salaire de la personne qui y est responsable, ne sont pas admissibles.

DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles

Seules sont admissibles les dépenses **directement liées** à la réalisation du projet. Il peut s'agir : ● des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris); ● des coûts de location d'équipement ou de locaux; ● des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable; ● des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels); ● des frais de déplacement; ● d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doivent être détaillés; ● des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus; ● des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus; ● les dépenses liées à l'achat de certains équipements.	● Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet; ● La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme; ● Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville. ● La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser.

SECTION 2 : REDDITION DE COMPTES

Reddition de comptes	Date de dépôt
Rapport d'étape 1	Au plus tard le **31 mars 2025**
Rapport final	Au plus tard le **31 août 2025**

Les rapports énumérés dans le tableau ci-dessus devront minimalement comprendre les éléments suivants :

1. Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour du tableau Résumé des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisées ainsi que les cibles réelles. L'organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévues n'est pas réalisée ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

Rapport d'étape	Rapport final
•	•

2. Protocole de visibilité

L'Organisme s'engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l'annexe 2.

Rapport d'étape	Rapport final
•	•

3. Données et statistiques

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, la Ville pourrait, à l'occasion, demander à l'Organisme :

- d'autres indicateurs en lien avec le Projet.
- de fournir une liste des bénéficiaires du Projet/Événement, et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d'évaluation.

L'Organisme s'engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

Rapport d'étape	Rapport final
●	●

1. Aspects budgétaires

L'Organisme s'engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été utilisée.

La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l'utilisation des fonds.

Rapport d'étape	Rapport final
●	●

4. Tout autre livrable (ajouter ici tout autre élément que vous voulez exiger dans le cadre du projet)

5. Évaluation du rendement du Projet par l'organisme

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

L'objectif du de l'étude consiste à affiner et valider la proposition de valeur du centre, sélectionner un modèle d'affaires crédible et viable et développer le plan d'implantation et la modélisation financière.

À terme, l'implantation du Centre d'innovation en technologies propres permettra à la ville d'atteindre les objectifs de Mtl 2030 suivants: Accélérer la transition écologique et Stimuler l'innovation et la créativité. Il permettra:

- D'accélérer le développement et la mise à l'échelle des technologies propres disruptives en soutien aux entreprises québécoises
- De propulser les jeunes pousse à succès (« cleantech unicorns ») du Québec;
- De participer à retenir le savoir-faire technologique et à augmenter le nombre de jeunes pousses à succès au Québec

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

Rapport d'étape	Rapport final

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que la **Corporation de l'École Polytechnique de Montréal** (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S’assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l’unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des**

communications de la Ville le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247408002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 64 850 $ à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal pour la réalisation du projet « Plan d'affaires et étude de conception pour le Centre d'innovation en technologies propres (CITP) » / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDÉ- Intervention GDD 1247408002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fiorella NUNEZ CARPIO
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-04

Dominique BALLO
Conseiller budgetaire
Tél :
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1245970001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction développement_programmes et activités , Division planification et coordination des programmes
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 40 000 $, pour l'année 2024, à La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour la réalisation de la 34e édition du « Mois de l'histoire des Noirs » prévue en février 2025, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet - CF-SDIS-24-018

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 40 000 $, pour 2024, à La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs pour la 34e édition du « Mois de l'histoire des Noirs » prévue en février 2025, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement du soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centre.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-12-04 18:59

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1245970001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction développement_programmes et activités , Division planification et coordination des programmes
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 40 000 $, pour l'année 2024, à La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour la réalisation de la 34e édition du « Mois de l'histoire des Noirs » prévue en février 2025, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet - CF-SDIS-24-018

CONTENU

CONTEXTE

Le Mois de l'histoire des Noirs est une initiative importante pour sensibiliser le public, promouvoir l'inclusion et l'égalité et lutter contre le racisme sous toutes ses formes. Le Mois de l'histoire des Noirs offre une occasion de reconnaître les contributions exceptionnelles des personnes noires dans l'histoire, la culture, la science, les arts et d'autres domaines. Mettre en avant le Mois de l'histoire des Noirs encourage la diversité et l'inclusion en soulignant la richesse culturelle apportée par les communautés noires. En 2002, la Ville de Montréal proclamait le mois de février : Mois de l'histoire des Noirs à Montréal (CM02 0003). Dès la première édition, la Ville de Montréal a été l'un des principaux partenaires du comité organisateur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0076 - 17 janvier 2024
Accorder un soutien financier totalisant 60 000 $, pour l'année 2024, pour deux organismes, dont un montant de 40 000 $ à La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs pour la 33e édition du « Mois de l'histoire des Noirs (MHN) », dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale
CE22 0863 - 25 mai 2022
Accorder un soutien financier de 80 000 $ à La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs pour le projet de rassemblement d'organismes communautaires et culturels et d'établissements scolaires autour d'activités de rapprochement des communautés visant à

encourager le dialogue dans le cadre des 31e et 32e éditions, en 2022 et 2023 respectivement, du « Mois de l'histoire de Noirs »
CE20 0396 - 18 mars 2020
Accorder un soutien financier de 80 000 $ à La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs pour le projet de rassemblement d'organismes communautaires et culturels et d'établissements scolaires autour d'activités de rapprochement des communautés visant à encourager le dialogue dans le cadre des 29e et 30e éditions du « Mois de l'histoire des Noirs »

DESCRIPTION

Mettre sur place la 34e édition du Mois de l'histoire des Noirs avec une programmation spécifique, durant le mois de février 2025, qui cherche à valoriser l'apport des personnes noires au développement de la société montréalaise et québécoise, ainsi qu'à réfléchir sur les enjeux sociaux, économiques, culturels, éducatifs et institutionnels qui touchent les communautés noires.
La contribution de la Ville servira à l'impression de plus de 5 000 calendriers pour une distribution à travers le réseau Accès Montréal et les maisons de la culture. Également, cette contribution aidera la promotion active de toute la programmation du Mois de l'histoire des Noirs. Pendant ce mois, la table mettra sur place une riche programmation spécifique en collaboration de différents partenaires communautaires et institutionnels. Cette année, le Mois de l'histoire des Noirs souhaite rejoindre plus de 100 000 personnes, augmentant ainsi la connaissance du public sur les différents sujets qui y seront abordés.

JUSTIFICATION

Le soutien financier aux activités du Mois de l'histoire des Noirs s'inscrit dans les engagements de la Ville visant à favoriser une cohabitation sociale harmonieuse à travers la lutte contre le racisme et les discriminations ainsi que le rapprochement interculturel. Le soutien financier recommandé par la Ville pour l'édition 2025 de l'événement permettra d'augmenter sa visibilité et consolider la notoriété de ce rendez-vous annuel devenu un incontournable chaque année.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 40 000 $, est prévu au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.
Le soutien financier accordé ces dernières années à l'organisme de ce dossier pour le même type de projet se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2024 34e édition - février 2025	Soutien / montant total du projet
		2022	2023	2024		
La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs	« Activités du Mois de l'Histoire des Noirs »	80 000 $	(40 000 $)*	40 000 $	**40 000 $**	9,8 %

(*) Le montant est inclus dans le montant de 80 000 $ accordé en 2022.

MONTRÉAL 2030

Ce projet s'inscrit dans l'Action 18 de Montréal 2030, soit : « Assurer la protection et le

respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce soutien financier respecte les engagements de la Ville inscrits dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités et la Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion et encourage la sensibilisation de la population à la lutte au racisme et à la discrimination.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication se feront en respect du protocole de visibilité de la Ville de Montréal en Annexe 2 de la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourad BENZIDANE
Conseiller en planification

Tél : 597-421-9901
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-27

Jessica LAGACÉ-BANVILLE
directeur(-trice) - interventions territoriales

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Florente DEMOSTHENE
directeur(-trice) de service - diversite et inclusion sociale
Tél : - -
Approuvé le : 2024-12-04

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1245970001***
Unité administrative responsable : ***Service de la diversité et de l'inclusion sociale***
Projet : **Accorder un soutien financier de 40 000 $, pour l'année 2024, à La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour la réalisation de la 34e édition du « Mois de l'histoire des Noirs (MHN) », dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet - CF-SDIS-24-018**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous** **18 - Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire**			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** **Sensibiliser et diminuer les enjeux de racisme sur le territoire montréalais.**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

TableRonde
du Mois de l'histoire des Noir.e.s

La Table du Mois de l'histoire des Noirs
412 - 3680, ave. Jeanne-Mance
Montréal QC
H2X 2K5

Partenariat récurrent historique
40 000$

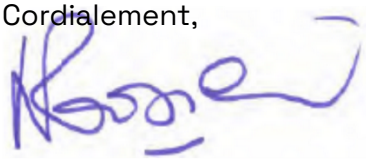
Obligations de la Table :

- S'assurer de faire l'impression de plus de 5000 calendriers pour une distribution à travers le réseau Accès Montréal et les maisons de la culture
- Apposer le logo de la ville sur tous les supports promotionnels papiers
- Faire une promotion active de toute la programmation du Mois de l'histoire des Noirs.
- Soutenir les regroupements d'employé.e.s afrodescendants de la ville
- Participer aux activités prévues par la Ville et ses employé.e.s

Obligations de la Ville:

- Assurer un espace bureau à la Table
- Assurer une soirée d'ouverture à l'Hôtel de Ville précédée d'une signature du livre d'or pour les 12 lauréats choisis annuellement.

Cordialement,



Nadia ROUSSEAU
Directrice générale

Veuillez trouver en bleu les lignes budgétaires
en lien avec notre demande de support financier

MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

		ESTIMATION
	Administration	**28,534.00 $**
Administration	Mission Examen, états financiers,TPS/TVQ	16,212.00 $
	Location Locker	
	Vidéotron	
	Fizz (internet +cellulaire)	1,032.00 $
	Téléphone	
	Frais Bancaires	180.00 $
	Commande de chéques	0.00 $
	Matériel Fournitures de bureau	2,500.00 $
	Mobilier de bureau	2,000.00 $
	Poste	400.00 $
	Assurances	3,700.00 $
	Impôts à payer	300.00 $
	Frais de paie	2,000.00 $
	Ménage local	210.00 $
	Représentations	**3,000.00 $**
	max 5k	
Représentations	été 2024	500.00 $
	automne 2024	500.00 $
	février 2024	1,000.00 $
	printemps 2024	500.00 $
	Transport divers équipe	500.00 $
	Ressources humaines	**166,300.00 $**
Ressources humaines	Direction générale et comptabilité	80,000.00 $
	Coordination communication	28,750.00 $
	Coordination partenariats + projets spéciaux	40,250.00 $
	Couverture sociale: santé et vie	5,000.00 $
	Assistant de bureau	5,000.00 $
	Livraison coursier	500.00 $
	Support Technique	1,000.00 $
	Stagiaire	500.00 $
	Coordination administration compta	5,000.00 $
	Party de Noël	300.00 $
	Communications	**13,100.00 $**
Communications	Relations de presse anglo	3,800.00 $
	Relations de presse franco et communautaire	3,800.00 $
	Relations de presse anglo adjoint	1,300.00 $
	Traduction révision anglo	2,000.00 $
	Traduction révision franco	2,000.00 $
	Infolettres	200.00 $
	Animation médias sociaux 2024	
	Promotion & Marketing	**76,450.00 $**
	Cachet commandites	7,200.00 $
	Achat pub média sociaux Meta	250.00 $
	Achat pub	1,100.00 $

Promotion & Marketing	Rebranding de la Table	0.00 $
	ajustements Siteweb + webmaster	2,000.00 $
	Design siteweb	5,000.00 $
	Hébergement siteweb	600.00 $
	Hébergement site Black Conversation	700.00 $
	Weglo > traduction siteweb	1,000.00 $
	Licences logiciels	200.00 $
	Outils numériques (Typeform, Webflow...)	2,000.00 $
	Artiste Affiche 2024	500.00 $
	Graphisme 2023	5,000.00 $
	Photographe calendrier	2,000.00 $
	Location studio photo/video calendrier	500.00 $
	Montage vidéos lauréats et porte parole	5,800.00 $
	Vidéos lauréats	2,300.00 $
	Impression: calendriers + affiches + cartes postales	**25,000.00 $**
	Abribus	8,000.00 $
	Coeurs verts	2,000.00 $
	Affichage public MHN	5,000.00 $
	Video promo Gala Dynastie	300.00 $
Remboursements	**Remboursements**	**4,150.00 $**
	Déplacement autres	1,000.00 $
	Déplacement Québec	500.00 $
	Déplacement NYC	1,500.00 $
	Déplacement Toronto	1,000.00 $
	Déplacement Ottawa	150.00 $
Lancement	**Lancement**	**16,300.00 $**
	Trophées	1,400.00 $
	MC	550.00 $
	Location salle 1er février	
	Décor salle	**2,500.00 $**
	Planification et branding 1er fev	2,000.00 $
	Traiteur	
	Photographe	550.00 $
	Captation vidéo + prestation audio de l'événement	8,000.00 $
	DJ	500.00 $
	Musique début soirée	500.00 $
	Signes distinctifs CA	300.00 $
Collecte de sang	**Collecte de sang**	**20,300.00 $**
	Location salle	600.00 $
	Traiteur	200.00 $
	Aménagement et animation	15,000.00 $
	Campagne mééidas sociaux et infolettres	2,000.00 $
	Photo et Vidéo	2,500.00 $
Assemblée gé	**Assemblée générale annuelle**	**2,500.00 $**
	Location salle	1,000.00 $
	Traiteur	1,500.00 $
es	**Projet Écoles**	**10,000.00 $**

Projet Éco	Projet Gaspésie	10,000.00 $
Pour les régions	**Pour les régions**	**13,000.00 $**
	Répresentation Rimouski	500.00 $
	Déplacement Québec	1,000.00 $
	Déplacement Gaspesie	1,500.00 $
	Hébergement (3) NYC	10,000.00 $
Conférence de presse	**Conférence de presse**	**3,925.00 $**
	Location salle - frais techniques	1,500.00 $
	Photographe	350.00 $
	Traiteur petit dej	175.00 $
	Captation vidéo	1,700.00 $
	Chant conférence de presse	200.00 $
Black Conversation-E	**Black Conversation-Evènement TD**	**31,800.00 $**
	Evenement clef en main	30,000.00 $
	Les animateurs et panelistes	
	Location de l'espace	
	Assurances	1,800.00 $
Dons	**Dons**	**18,500.00 $**
	39e Antigua Barbuda	1,000.00 $
	Observatoire québécois de la diversité ethnoculturelle	5,000.00 $
	Gala Dynastie	**12,500.00 $**
	Don pour Vues d'AFrique	0.00 $
	Gala BCA 50 ans	0.00 $
	Gala Vision BTW	0.00 $
		MONTANT FACTURE
	TOTAL	**407,859.00 $**

Montréal le 25 novembre 2024

À qui de droit,

La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs existe depuis plus de 30 ans. Nous sommes l'organisme parapluie sous lequel toutes les activités de février à travers le Québec viennent se rallier.

Je me permets de vous écrire au nom de notre organisation pour solliciter votre soutien dans le cadre de la célébration du Mois de l'histoire des Noirs en février 2025. Cet événement annuel revêt une importance particulière, car il permet de mettre en lumière les contributions significatives des personnes d'ascendance africaine à notre société.

Pour cette édition, nous avons prévu une série d'activités et de programmes visant à éduquer, inspirer et célébrer la richesse de l'histoire et de la culture des Noirs. Parmi les événements prévus, nous organiserons des conférences, des expositions artistiques, des projections de films, des ateliers éducatifs et des performances musicales.

Afin de réaliser ces initiatives, nous avons besoin de votre soutien financier. Votre contribution nous permettra de couvrir les coûts de la promotion de la programmation auprès du grand public.

Nous sollicitons donc une subvention de 40 000$ pour nous aider à mener à bien ce projet. Votre soutien serait un témoignage fort de votre engagement en faveur de la diversité et de l'inclusion, et contribuera grandement au succès de cette célébration.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

En vous remerciant par avance pour l'attention que vous porterez à notre demande, nous vous prions d'agréer, l'expression de nos salutations distinguées.

Nadia Rousseau
Directrice générale
Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs

3680 rue Jeanne Mance suite 412
Montréal Qc H2X 2K5
514-282-6336
info@moishistoiredesnoirs.com

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que
(ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

Édition 2024

1. Les incontournables
2. Changements
3. Retour sur le Mois
4. Retombées et finances
5. Au-delà de février

1. INCONTOURNABLES

L'affiche de l'édition 2024, le thème, l'artiste choisi, le photographe, le CA, les portes-parole et les lauréats

MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS
BLACK HISTORY MONTH

Plusieurs nuances, Une Histoire

Many Stories, One History

33E ÉDITION – FÉVRIER 2024
WWW.MOISHISTOIREDESNOIRS.COM



Québec Canada Montréal TableRonde du Mois de l'histoire des Noir.e.s

L'AFFICHE: GARFIELD MORGAN





PHOTO: KEVIN CALIXTE






Conseil d'administration - Board







MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS
BLACK HISTORY MONTH
Fimo Mitchell
English Spokesperson 2024


MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS
BLACK HISTORY MONTH
Tailaire "Tai" Laguerre
Porte-parole francophone 2024



Lauréats - 2024 - Laureates



2. CHANGEMENTS

Les changements majeurs et les avancées organisationnels de la planification et la mise en œuvre de l'édition 2024

NOUVEAUX LOGOS

TableRonde
du Mois de l'histoire des Noir.e.s

TableRonde
du Mois de l'histoire des Noir.e.s

TableRonde
du Mois de l'histoire des Noir.e.s

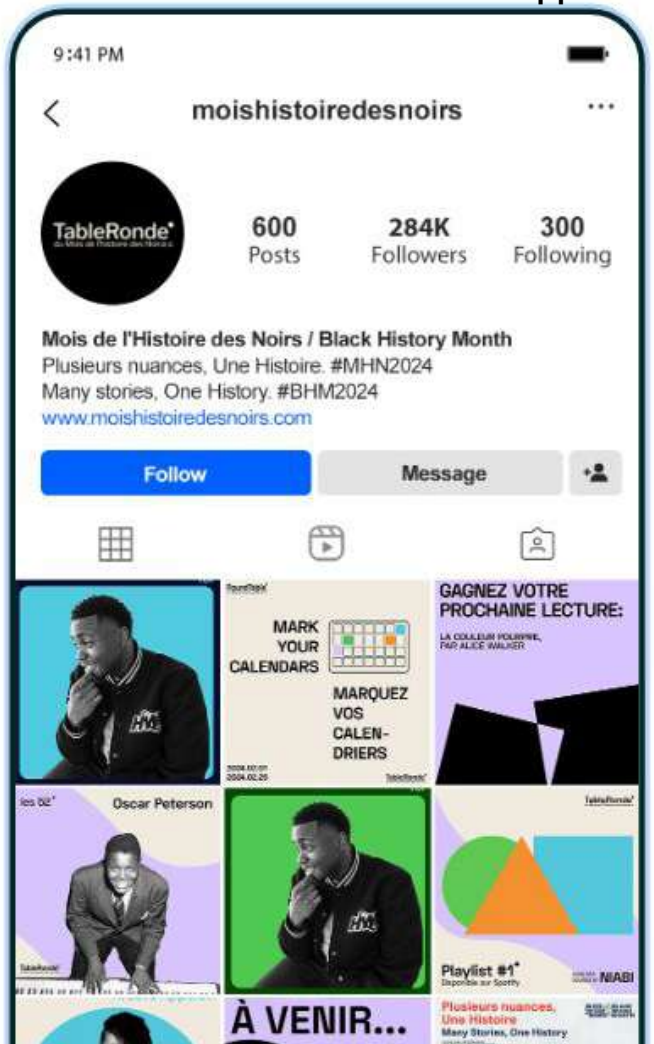
TableRonde
du Mois de l'histoire des Noir.e.s











- REBRANDING DES PLATEFORME DE MÉDIAS SOCIAUX
  - Instagram
  - X
  - Facebook
  - LinkedIn
  - Spotify
- CRÉATION DE NOUVEAUX RÉSEAUX
  - Pinterest
  - TikTok

PORTRAIT DE NOS FOLLOWERS

FACEBOOK

CANADA	81.2%
FRANCE	6.2%
ÉTATS-UNIS	5.2%
HAÏTI	1.4%
SÉNÉGAL	0.7%

66.6% de femmes

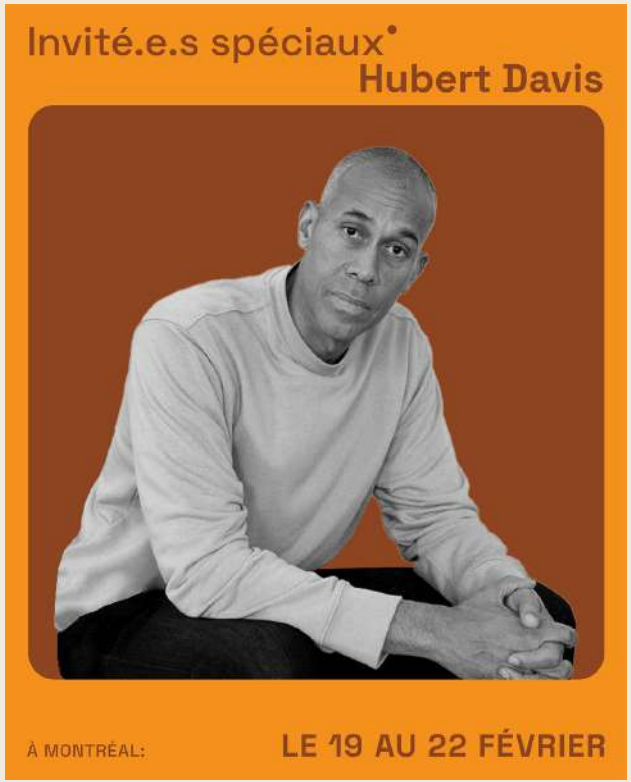
INSTAGRAM

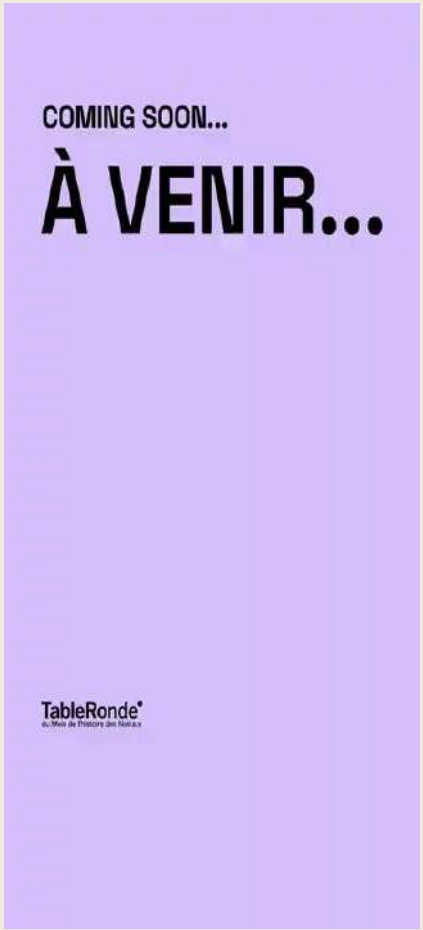
CANADA	83.3%
FRANCE	3.7%
ÉTATS-UNIS	3.2%
HAÏTI	0.9%
GUADELOUPE	0.4%

73.9% de femmes

OUR FOLLOWERS

MEILLEURS COUPS - en février 2024







MEILLEURS COUPS
Au-delà de février

Le 05 février dernier, nos lauréat.e.s signaient le Livre d'Or à l'Hôtel de Ville de Montréal.

•

Throwback to Golden book signing, at Montreal City Hall, on February 5th.

#MHN2024 #BHM2024 #BlackHistoryMonth #BHMCanada #BlackHistoryMonthCanada #CanadaCelebratesBHM #BHM2024Canada #blackhistory #blackhistorymonth #cityhall #montreal



For this 33rd edition of Black History Month, our francophone spokesperson will be content creator and humorist Tailaire Laguerre, best known as "Tai TL" (tai_tl), on social networks, and our English-speaking spokesperson will be Fimo Mitchell , writer, meditation teacher, and host of his wonderful podcast "When the Village meditates"!

–

Pour cette 33e édition du Mois de l'histoire des Noirs, notre porte-parole francophone sera le créateur de contenu et humoriste Tailaire Laguerre, plus connu sous le nom de "Tai TL", sur les réseaux sociaux, et notre porte-parole anglophone sera Fimo Mitchell, écrivain, professeur de méditation, et animateur de son merveilleux podcast "When the Village meditates"!







Présentation de figures historiques afro canadiennes









MISE EN PLACE D'UNE INFOLETTRE HEBDOMADAIRE

47.8%



Taux d'ouverture moyen

4.8%



Taux moyen de clics

En 2024, il y a une volonté de créer des archives, photos et vidéos du Mois de l'histoire des Noirs.







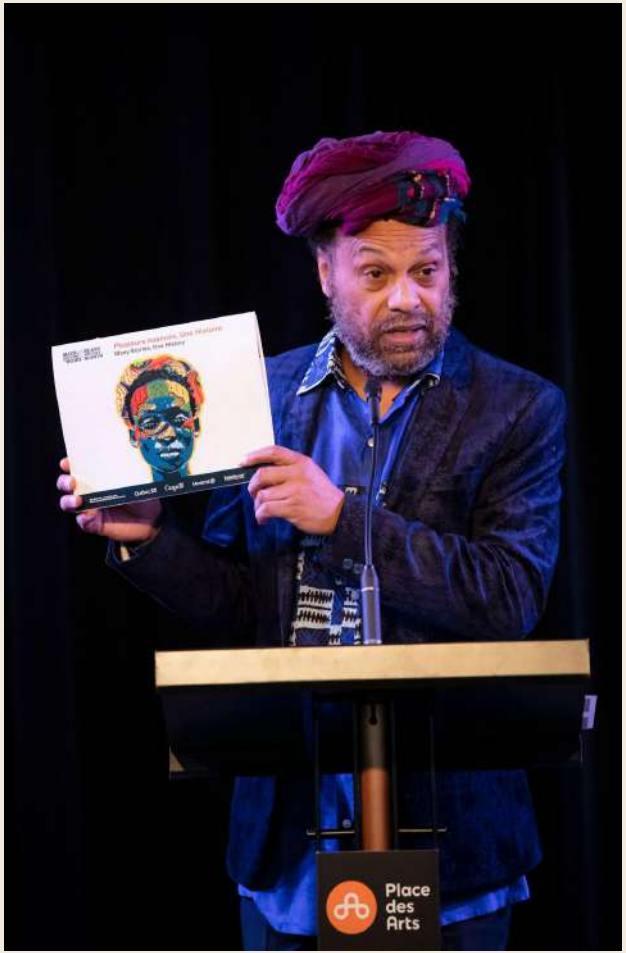






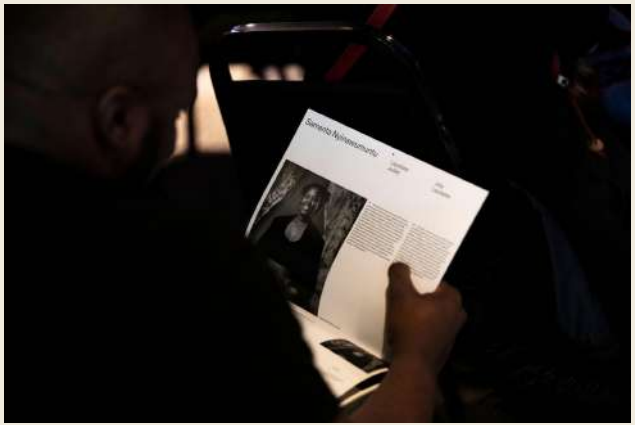
3. RETOUR SUR FÉVRIER

Les événements phares organisés par la Table ronde cette année



Matériel promotionnel

- 8 100 calendriers
- 1005 affiches
- 1000 cartes postales





Programmation à travers tout le Québec

- 18 catégories
- 187 activités
- 224 représentations
- 144 lieux différents

1

Le lancement du Mois, le 1er février



La Table a organisé le lancement du Mois de l'histoire des Noirs pour la 2e année.

2

La signature du livre d'or de la ville de Montréal



Les lauréats ont été accueillis à l'hôtel de ville de Montréal et ont signé le Livre d'or de la Ville.

3

SIRA, d'Apolline Traoré



Présentation du film ***SIRA*** en partenariat avec K Film en lice pour les Oscars en présence de la réalisatrice burkinabè Apolline Traoré à Montréal.

4

Collecte de sang

HÉMA-QUÉBEC



La Table ronde a organisé une collecte de sang en collaboration avec Héma-Québec pour la 14e année consécutive. Cette collecte invite les Afrodescendants du Québec à venir donner du sang et sensibilise le public à l'anémie falciforme

L'Euguélionne

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE À MONTRÉAL
Liberté
Égalité
Fraternité

5

Visibles, Binkady-Emmanuel Hié





Présentation du livre ***Visibles!*** en présence de l'auteur français Binkady-Emmanuel Hié à la librairie Racines, l'Euguélionnes ainsi qu'au Collège Marie de France.

6

Afrodiaspora Global, Dr. Sheila Walker

Présentation du film ***Afrodiaspora Global*** en présence de la réalisatrice et chercheure américaine Sheila Walker, au Musée McCord ainsi qu'à l'université McGill





7

Moi Capitaine



immina films

Présentation du film ***Moi Capitaine***, mis en nomination aux Oscars dans la catégorie meilleur film international.

8

Black Ice, d'Hubert Davis

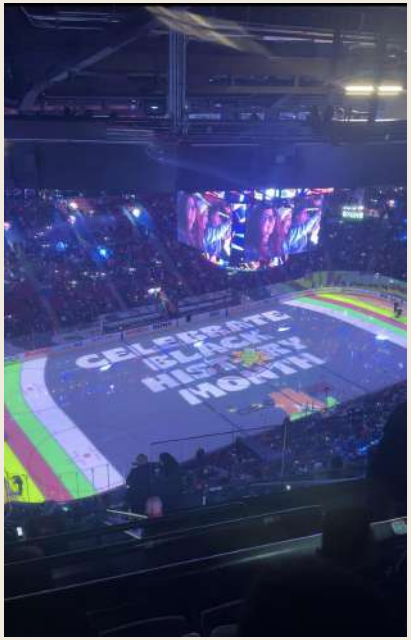


Présentation du film ***Black Ice***, en présence du réalisateur Canadien Hubert Davis

9

Hockey match, Canadiens de Montréal





Organisation d'un match des Canadiens de Montréal en l'honneur du Mois de l'histoire des Noirs.

10

Conversations Noires



LA PROMESSE PRÊTS À AGIR

Organisation de notre évènement Conversations Noires, pour la 6e année consécutive.
Cette année, l'activité s'est déroulée au Livart.

3.2 RETOMBÉES et FINANCES

Conférence de presse: 25 janvier et ses retombées

CINÉMA

Sira, une héroïne africaine, d'Apolline Traoré

La voix des femmes



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

La réalisatrice burkinabè Apolline Traoré, invitée d'honneur du Mois de l'histoire des Noirs

Montreal kicks off Black History Month with soirée



"Great honour," says Fimo Mitchell, one of the 12 laureates being celebrated by the Round Table on Black History Month, a non-profit organization highlighting the accomplishments of leaders within Quebec's Black communities. Swidda Rassy reports.

CityNews Everywhere

News ▾ Video ▾ Weather

Black History Month calendar: May to July laureates

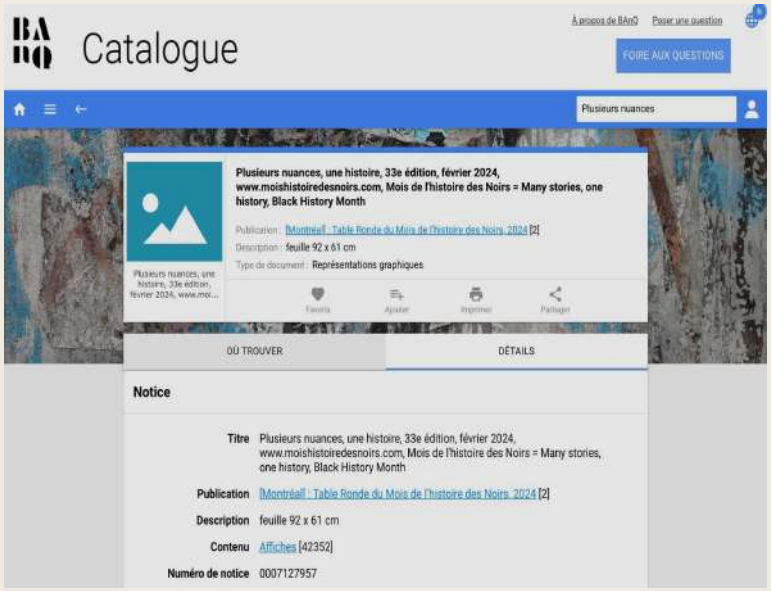


"Trying to serve the whole community," says Samanta Nyinawumuntu, one of the 12 Montrealers featured in the Round Table on Black History Month's 2024 calendar. Today, CityNews introduces viewers to their May to July laureates. Pamela Pagano reports.

By Pamela Pagano
Posted February 27, 2024 9:22 am.
Last Updated February 28, 2024 3:34 pm.

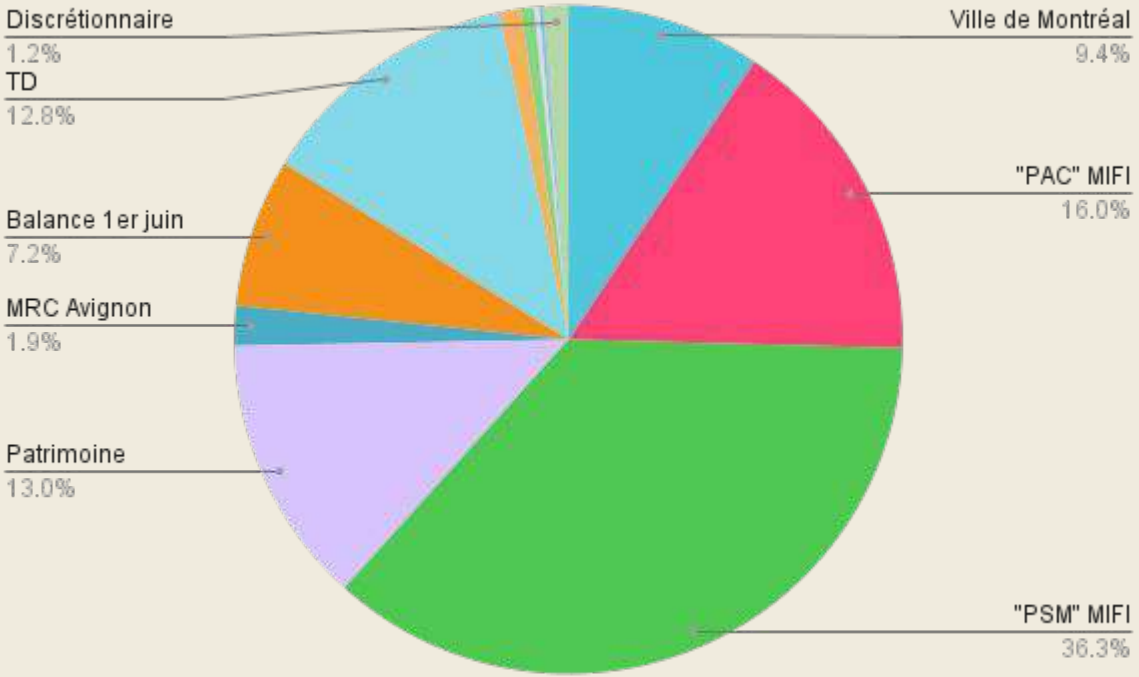
Publicité Sauvage, Archives Nationales et Oriflammes



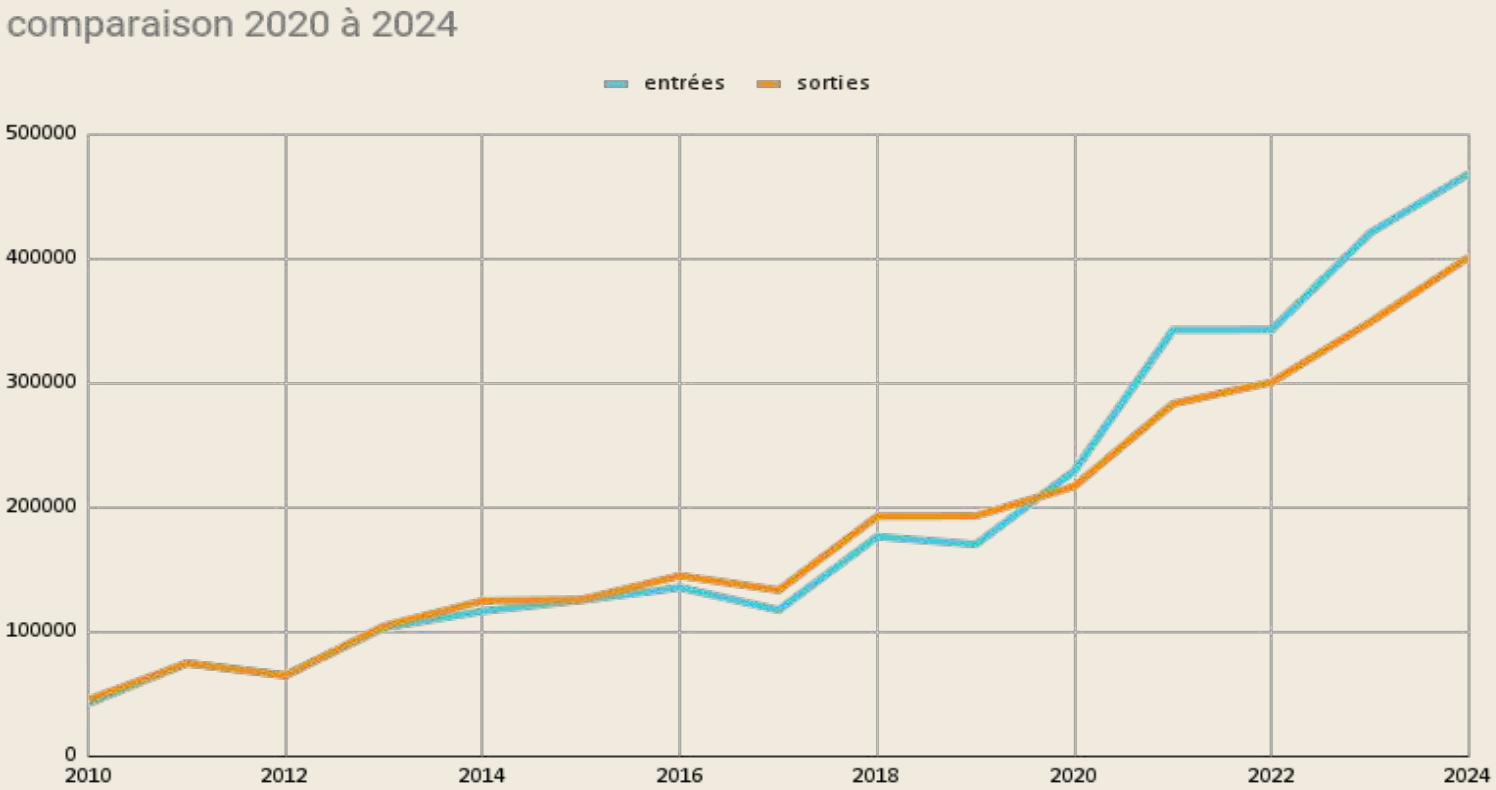




Contributions publiques et privées



Évolution du budget entre 2010 et 2024



4. AU-DELÀ DE FÉVRIER

La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs a planifié un élargissement de la programmation afin de proposer des évènements et activité en dehors du mois de février. L'objectif est de promouvoir l'histoire des afrodescendants au Québec à l'année longue.

1 Mars
Atelier Écoles - Gaspésie

MRC AVIGNON
Desjardins Caisse de la Baie-des-Chaleurs

Ateliers et spectacles dans 2 écoles à Carleton-sur-mer en Gaspésie. Organisation d'un spectacle grand public ainsi qu'une foire alimentaire.





2 Mars

Déplacement - Paris

Repérage de futurs invités du Mois de l'histoire des noirs et participation au Salon du livre africain de Paris.





3 Avril

Genève
UN-PFPAD

Représentation des intérêts des Afrodescendants Québécois à l'international.
Rencontre de l'Ambassadeure et représentante permanente du Canada auprès des Nations Unies.





4

Été

Accompagnement de jeunes afrodescendants de 14 à 20 ans dans la Petite-Bourgogne. Aide avec la prise de parole, et l'organisation d'un spectacle grand public dans le cadre de la Journée de l'émancipation le 1er août.





5

Playlists Spotify

Création de playlist Spotify afin d'atteindre un plus grand public et de faire valoir de la musique créée par des Afrodescendants.





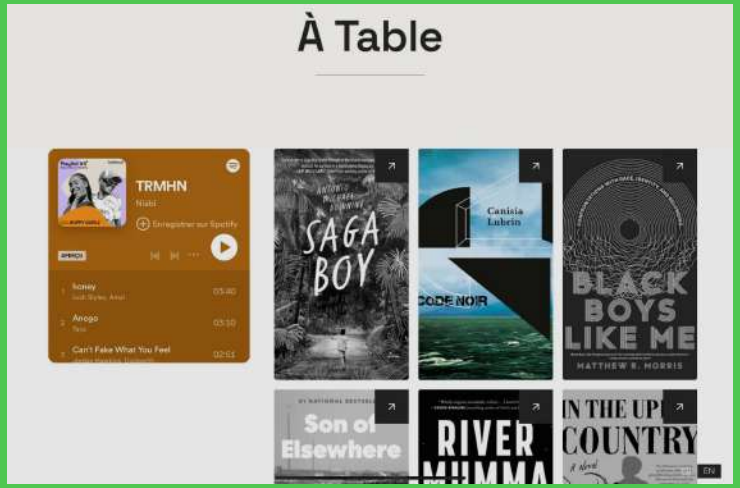


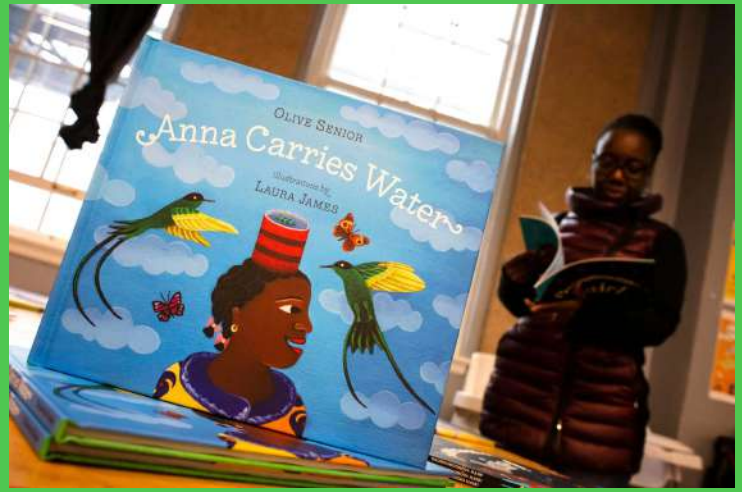
web

6

À Table

Création d'une page de livres sur le site web de la Table ronde qui regroupe tous les livres, sûr et/ou par des Afrodescendants offerts à la Table par des maisons d'éditions canadiennes.





web

Merci!

UQÀM

McGill

Montréal

Immigration, Francisation et Intégration Québec

MASSIMADI

FONDATION PHI

usine C

FESTIVAL AFROPOLITAIN NOMADE

Sommaire | Détail | Tableau GDD

Nom fournisseur | No fournisseur | Unité d'affaires | No résolution | Exercice

				2019	2020	2021	2022	2023	2024
Totaux				**45 000,00**	**40 000,00**	**40 200,00**	**40 000,00**	**36 000,00**	**44 000,00**
Table Ronde Du Mois De L'Histoire Des Noirs	137396	Ahuntsic - Cartierville	CA21 090020	-	-	200,00	-	-	-
		Diversité et inclusion sociale	CE19 0086	45 000,00	-	-	-	-	-
			CE20 0396	-	40 000,00	40 000,00	-	-	-
			CE22 0863	-	-	-	40 000,00	36 000,00	4 000,00
			CE24 0076	-	-	-	-	-	40 000,00

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
GDD 1245970001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 3680, rue Jeanne-Mance #412, Montréal, Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par Michaël Farkas, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ): 1148912794

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme pour promouvoir les activités relatives aux différents aspects de l'histoire des communautés noires dans un esprit privilégiant autant les dimensions historiques que contemporaines ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **quarante mille dollars (40 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en totalité dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention

(ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 mai 2025.

ET

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 680, rue Jeanne-Mance #412, Montréal, Québec, H2X 2K5, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

Par : _____
Michaël Farkas, président

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution CE _____).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245970001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction développement_programmes et activités , Division planification et coordination des programmes
Objet :	Accorder un soutien financier de 40 000 $, pour l'année 2024, à La Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour la réalisation de la 34e édition du « Mois de l'histoire des Noirs » prévue en février 2025, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet - CF-SDIS-24-018

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1249125001 - Table ronde.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposé au budget
Tél : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-04

Valérie LAVIGNE
Conseillère budgétaire
Tél : - -
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1244742001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 30 000 $ à Écoscéno afin de lui permettre de poursuivre son rôle d'organisme pivot en mutualisation pour le secteur culturel montréalais / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 30 000 $ à Écoscéno afin de lui permettre de poursuivre son rôle d'organisme pivot en mutualisation pour le secteur culturel montréalais;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-12-06 08:57

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1244742001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 30 000 $ à Écoscéno afin de lui permettre de poursuivre son rôle d'organisme pivot en mutualisation pour le secteur culturel montréalais / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Les changements climatiques sont parmi les enjeux les plus criants et pressants auxquels les villes doivent faire face. Le milieu culturel a un rôle important à jouer dans la lutte contre ceux-ci et la transition écologique. En effet, les processus de création culturelle et les cycles de production sont infinis, basés sur la nouveauté et génèrent systématiquement un volume de nouveaux déchets: saisons de théâtre dont la programmation de plusieurs pièces nécessitent des décors uniques; tournage de séries télé, cinémas ou publicité qui créent des décors qui ne servent qu'une fois; expositions dans les musées basées sur des scénographies exclusives. On estime actuellement à 98% les matériaux scénographiques enfouis; les matériaux mixtes ne pouvant être recyclés (ex.: bois, colle, clous, styromousse, etc.).
Dans le cadre de consultations menées en 2020 par Culture Montréal, le milieu culturel a manifesté son ouverture et s'est dit prêt à poser des gestes concrets en cohérence avec la transition écologique. Du même souffle, les organisations culturelles affirmaient leur besoin d'être accompagnées dans cette démarche qui implique des connaissances et des transformations qui dépassent leurs modus operandi habituels.

Écoscéno est un organisme d'économie sociale et d'économie circulaire incorporé en 2019. Sa mission est d'*accompagner la communauté artistique dans la transition socioécologique en réduisant l'impact environnemental de la production culturelle.* L'OBNL outille et accompagne les artisans, travailleurs culturels et institutions afin de positionner la culture comme un acteur clé de la relance verte. Il agit comme levier de développement durable auprès d'organisations culturelles. Écoscéno offre actuellement 3 services qui s'articulent autour de 3 axes d'intervention en économie circulaire:

1. Accompagnements en écoconception
2. Formations en écoconception et écoresponsabilité
3. Réemploi: Plateforme de réemploi des matériaux et équipements par la récupération et la vente auprès des entreprises et institutions culturelles et créatives

Depuis ses débuts, Écoscéno travaille étroitement et en complémentarité avec différents acteurs des milieux culturels, de ceux issus de l'écosystème de l'économie circulaire et de la mutualisation. Par exemple, il est partenaire du Conseil québécois des événements écoresponsables, Synergie Montréal, Synergie Québec, Jean Duceppe, École nationale de théâtre, TNM, The Center for sustainable practices in the arts, Quebec Drama Federation, Conseil québécois du théâtre, Architecture sans frontières, etc.

Il est proposé d'octroyer un soutien financier ponctuel pour qu'Écoscéno puisse poursuivre son travail en mutualisation. Écoscéno étant unique dans le paysage montréalais, cette aide lui permettra d'accompagner efficacement le milieu culturel qui a besoin de son expertise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CE22 2031 - 14 décembre 2023 - Accorder à Écoscéno une aide d'urgence ponctuelle totale de 88 000 $ soit 25 000$ pour la mise à jour de son plan d'affaires pour la restructuration et la relance de son pôle d'activité de réemploi et 63 000$ pour une aide au loyer et maintenir les autres activités de l'organisme.
- CE21 0107 - 20 janvier 2021 - Accorder à Écoscéno un soutien financier de 100 000 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC\Ville EDCM (2018-2021) pour la réalisation de son plan d'action 2020-2021 visant à consolider ses activités et à diminuer l'impact du milieu culturel quant aux changements climatiques.

DESCRIPTION

L'OBNL a déposé un projet à la ville de Montréal afin de poursuivre son rôle d'organisme pivot en mutualisation et acteur clé de la relance verte dans un contexte spécifique où les cycles de production sont infinis et génèrent systématiquement de nouveaux déchets (ex.: saisons de théâtre, programmation muséale, production télévisuelle, etc.). Il accompagne et outille les acteurs du domaine culturel et agit comme levier de développement durable pour leurs organisations. Ainsi, le milieu scénographique génère d'importants déchets qui, à 98%, se retrouvent à l'enfouissement puisqu'il s'agit de matériaux mixtes qui ne peuvent être recyclés. Son projet consiste notamment à :

· Une veille de projets de mutualisation du secteur culturel montréalais;

· La mise en place d'un groupe de codéveloppement ayant une cellule montréalaise;

· Assurer le lien entre différents secteurs en facilitant le développement de leurs projets de mutualisation

JUSTIFICATION

Des résultats probants:

- Depuis octobre 2019, 208 tonnes de matériaux remis en circulation
- Formations et accompagnement d'organismes en écoconception et écoresponsabilité

Un leadership affirmé:
Depuis ses débuts, Écoscéno a affirmé son leadership à la grandeur du Canada et auprès de joueurs clés internationaux comme *Julia's Bicycle,* référence britannique mondiale en terme de diagnostic et diminution des GESe pour la culture. L'OBNL travaille étroitement et en complémentarité avec différents acteurs des milieux culturels, de l'économie circulaire et de la mutualisation.

Ce leadership se manifeste entre autres par la consolidation et le développement d'une entreprise d'économie circulaire et sociale qui répond à de nombreux plans et à la vision de la Ville de Montréal :

- **Vision 2030** et l'orientation stratégique visant à accélérer la transition écologique, à viser une économie verte, inclusive et diversifiée et à tendre à un avenir zéro déchet.
- **Plan Climat** qui souhaite stimuler et consolider l'économie circulaire par la création de réseaux entre les entreprises, les commerces et les organismes communautaires.
- **Plan directeur de gestion des matières résiduelles** axé sur la mobilisation des parties prenantes en vue d'analyser les modes de gestions existantes et/ou innovant et soutenir des projets de recherche afin de mieux valoriser les matières résiduelles.
- **Stratégie de développement économique et au Plan de relance 2021** pour accroître le nombre d'entreprises en économie circulaire et sociale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière sera de 30 000$.
Cette dépense est assumée à 100% par la Ville centre.

Voici les contributions financières qui ont été octroyées dans les 4 dernières années à Écoscéno:

	2021	2022	2023	2024
CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL	25 000 $	32 000 $	74 500 $	32 644 $
SERVICE DE LA CULTURE DE MONTRÉAL	90 000 $	89 200 $		4 800 $
TOTAL	**115 000 $**	**121 200 $**	**74 500 $**	**37 444 $**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
En référence à la grille en pièce jointe, l'aide ponctuelle prévue pour Écoscéno permettra de poursuivre son rôle d'organisme pivot en mutualisation et de répondre notamment à ces actions de Montréal 2030:
- action 1 : Réduire de 55 % les émissions de GESe sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

- action 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

- action 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

- action 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

- action 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À terme, les activités d'Écoscéno auront contribué à diminuer l'impact environnemental du

milieu culturel montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'entente : novembre 2024

- 1er versement : décembre 2024
- Dépôt de la reddition de compte et dernier versement : juillet 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse DUMOUCHEL
Conseillère en planification

Tél : 438 880-5126
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-29

Marie-Odile MELANÇON
chef(fe) de division - soutien developpement culturel

Tél : 514 815-5536
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Elsa MARSOT
directeur(-trice)-developpement culturel
Tél :
Approuvé le : 2024-12-04

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-12-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1244742001***
Unité administrative responsable : ***Service de la culture***
Projet : *Soutien au développement du rôle d'Écoscéno comme organisme pivot en mutualisation*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 4 & 5 : *"Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité". "Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles".* Les principaux résultats attendus sont de réussir à mobiliser les acteurs du secteur culturel et à faire circuler les bonnes pratiques de diverses disciplines et de réduire les déchets dans les diverses domaines artistiques.

Les principaux bénéfices attendus sont
Réussir à mobiliser les acteurs du secteur culturel et faire circuler les bonnes pratiques de diverses disciplines;
Réduire les déchets liés aux productions des divers domaines artistiques;
Que le secteur culturel de Montréal soit à l'avant-garde des bonnes pratiques de mutualisation dans un contexte de raréfaction des ressources et de transition écologique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Écoscéno**, personne morale, (régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* (L.C. 2009, ch. 23)), dont l'adresse principale est le 5300 Monsabré, Montréal, QC, H1M 2R2, agissant et représentée par Anne-Catherine Lebeau, cofondatrice et directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il(elle) le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 763920675
Numéro d'inscription TVQ : 1226999872

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme de service qui stimule le partage de connaissances et de savoir-faire en mutualisation et en écoresponsabilité auprès de différents secteurs du domaine culturel;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le Service de la culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci--après la date de terminaison**)**, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de trente mille dollars (30 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en 2 versements :

5.2.1 un premier versement au montant de vingt-sept mille dollars (27 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de trois mille dollars (3 000 $) à la remise du bilan complet tel que prévu à l'article 4.5.1;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 juin 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5300 Monsabré, Montréal, QC, H1M 2R2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à Montréal

Le 5e jour de décembre 20 24

ÉCOSCÉNO

Par : _____
Anne-Catherine Lebeau, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

5- Calendrier des livrables et des versements

Livrables	**Dates**	**Versements**
Signature de la convention	Décembre 2024	27 000 $
Bilan final du projet : • Lettre de transmission • Rapport d'encadrement du projet • Bilan financier, pièces justificatives.	Juillet 2025	3 000 $
Total		**30 000 $**

ANNEXE 1

Montréal, le 28 novembre 2024

Écoscéno est un organisme de service du secteur culturel qui stimule le partage de connaissances et de savoir-faire en mutualisation auprès de différents secteurs du domaine culturel.

La capacité d'Écoscéno à mobiliser les acteurs du secteur culturel et à faire circuler les bonnes pratiques auprès de diverses disciplines a été démontrée au cours des cinq dernières années. Écoscéno est un organisme dynamique au leadership féminin audacieux qui orchestre notamment le comité Outils et formation de la Commission culture et transition écologique de Culture Montréal. Nous sommes également actifs dans le développement de la vitalité culturelle dans l'Est de Montréal, partenaire rassembleur du Programme On tourne vert du Bureau du cinéma et de la télévision du Québec et nous sommes honoré.e.s de recevoir cette année l'ordre du fier monde soulignant notre contribution exceptionnelle à la mission de l'Écomusée du fier monde.

Projet :
Soutien au développement de notre rôle d'organisme pivot en mutualisation

Durée :
6 mois : du 6 janvier au 30 juin 2025

Ambitions :

- Que le secteur culturel de Montréal soit à l'avant-garde des bonnes pratiques de mutualisation dans un contexte de raréfaction des ressources et de transition socioécologique
- Que Montréal devienne une métropole circulaire reconnue pour son virage vers une économie durable et résiliente

Objectif :

- Développer et partager des savoir-faire en mutualisation pour encourager la mise en commun des expertises et des ressources

Comment :

- En assurant une veille des projets de mutualisation du secteur culturel sur le territoire incluant, sans s'y restreindre, les projets suivants :
    - Projet de mutualisation d'équipements du Quartier des spectacles
    - Mutualisation des ressources humaines en culture du Centre de services du théâtre Aux Écuries

- En mettant en place la cellule montréalaise d'un groupe de co-développement réunissant les projets à l'échelle provinciale
    - Plateforme de mutualisation du REFRAIN (Regroupement des festivals régionaux indépendants du Québec)
    - Projet de mutualisation d'inventaires des théâtres et musées de la Capitale-Nationale
- En assurant le lien entre différents secteurs et en facilitant le développement de leurs projets de mutualisation, incluant, sans s'y restreindre, les projets suivants :
    - Projet de mutualisation des partenaires On tourne vert du Bureau du cinéma et de la télévision du Québec
    - Projet de mutualisation d'équipement muséal de la communauté de pratique Muséco réunissant notamment :
        - ★ Le Musée des mémoires montréalaises
        - ★ L'écomusée du fier monde
        - ★ Le Musée Mc Cord
        - ★ La Société des Musées du Québec

Nous sollicitons un appui financier de 30 000 $ du Service de la culture de la Ville de Montréal qui sera utilisé pour les investissements suivants :

Soutien au développement du rôle d'organisme pivot en mutualisation
Durée du projet : 6 mois du 6 janvier au 30 juin 2025
Service de la culture Ville de Montréal
Budget V2
Date de mise à jour du budget : 2024-11-28

REVENUS

Revenus		Montant
Subvention du Service de la culture de la Ville de Montréal		$30 000,00
	TOTAL	**$30 000,00**

DÉPENSES

Ressources humaines	Détails	Notes	Montant
Cheffe de projet	Anne-Catherine Lebeau, Directrice générale	3h / semaine	$3 350,00
Chargée de projet	Josiane Fontaine-Zuchowski, consultante externe	Cachet	$10 000,00
Accompagnement technique	Julie-Anne Parenteau-Comfort	4,5 h / semaine	$3 850,00
Administration du projet	Caroline Mercier, Responsable administration et finances	5h / semaine	$4 500,00
Frais de documentation et de recherche	Logiciels, bases de données etc.		$5 000,00
		Sous-total	**$26 700,00**
Ressources matérielles	**Détails**	**Notes**	**Montant**
Frais de plateformes numériques	Airtable	50$/mois x 6 mois	$300,00
		Sous-total	**$300,00**
Contingence	**Détails**	**Notes**	**Montant**
Contingence		10%	$3 000,00
		Sous-total	**$3 000,00**
		TOTAL	**$30 000,00**

Anne-Catherine Lebeau
Cofondatrice et directrice générale Écoscéno

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet. Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant :
Fier partenaire de la Ville de Montréal

Soumettre pour approbation à : visibilite@montreal.ca tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours**

ouvrables avant leur diffusion.

S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, **un minimum de 20 jour ouvrable à l'avance**.

Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet.

Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jour ouvrable à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@montreal.ca

Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la

Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville avant leur impression et leur diffusion à : visibilite@montreal.ca

Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jour ouvrable à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, **un minimum de 20 jour ouvrable** à l'avance.

Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Écoscéno
(l'« *Organisme* »)

RÉSOLUTION 18

IL EST RÉSOLU :

QU'**Anne-Catherine Lebeau** (ci-après la représentante), soit autorisée à représenter seule l'*Organisme* auprès des bailleurs de fonds pour les activités d'Écoscéno ayant trait à l'exercice 24-25 et à faire tout ce qu'elle jugera utile et nécessaire à cette fin.

En conséquence, les administrateurs de l'Organisme apposent leur signature relativement à cette résolution :

ADOPTÉE le 16 septembre 2024



DAVID LAVOIE - Président



Éléna Deleuze, secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1244742001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Objet :	Accorder un soutien financier de 30 000 $ à Écoscéno afin de lui permettre de poursuivre son rôle d'organisme pivot en mutualisation pour le secteur culturel montréalais / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1244742001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-04

Isabel Cristina OLIER
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

CE : 20.009

2024/12/18 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1247956005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 300 000 $ au Carrefour d'innovation bioalimentaire pour le démarrage de ses activités et l'accompagnement d'entreprises bioalimentaires pour la période 2025, 2026 et 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 300 000 $ au Carrefour d'innovation bioalimentaire, pour une période allant de 2025 à 2027, pour le démarrage de ses activités et l'accompagnement d'entreprises du secteur bioalimentaire;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et le Carrefour d'innovation bioalimentaire, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-12-06 09:32

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1247956005**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 300 000 $ au Carrefour d'innovation bioalimentaire pour le démarrage de ses activités et l'accompagnement d'entreprises bioalimentaires pour la période 2025, 2026 et 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

À la suite de l'inauguration du Pôle de l'Est par la Cuisine Collective Hochelaga-Maisonneuve le 12 octobre 2023 et celle du Hall précommercial (HPCI) par le Collège Maisonneuve le 30 octobre 2023, tous deux situés au 5600 Hochelaga, une certaine offre de services destinée aux acteurs de l'écosystème bioalimentaire s'est retrouvée concentrée dans un même édifice. Cette proximité a naturellement mené à un rapprochement entre les organismes porteurs qui se sont regroupés avec PME-MTL Centre-Est afin de développer une offre d'accompagnement plus complète aux acteurs de l'écosystème bioalimentaire.
L'OBNL Carrefour d'innovation en bioalimentaire (CIB), incorporé le 23 février 2024, réunit un conseil d'administration provisoire et est représenté par les trois membres fondateurs :

- Le Collège Maisonneuve
- La Cuisine Collective Hochelaga-Maisonneuve
- PME MTL Centre-Est

Le CIB sollicite la Ville de Montréal pour une aide financière de 300 000 $ sur 3 ans pour le démarrage de ses activités et l'accompagnement d'entreprises bioalimentaires en croissance. Ce sommaire vient répondre à la demande de soutien financier déposée par le CIB et propose l'attribution d'une contribution financière non récurrente totalisant 300 000 $ pour la période 2025, 2026 et 2027.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le CIB se veut un regroupement de partenaires qui associent en synergie des expertises pluridisciplinaires, des ressources matérielles et des espaces, afin de combler le maillon manquant pour la mise à l'échelle et la précommercialisation de lots de produits bioalimentaires novateurs. Le CIB contribuerait à stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation dans une perspective de développement durable, l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'amélioration de l'offre de produits alimentaires de bonne qualité nutritive, la solidarité, l'équité et l'inclusion en permettant la conversion des initiatives

novatrices en solutions viables.
Selon les documents reçus, le CIB proposerait un soutien complet et intégré aux entreprises du secteur, leur offrant les moyens de développer des produits de haute qualité, de réduire leurs coûts opérationnels et d'augmenter leur compétitivité sur le marché.
La proposition de valeurs mise de l'avant par le demandeur :

- Capacité de connexion et de maillages pour des parcours adaptés aux entreprises clientes pour accroître leur viabilité, leur pérennité et leur autonomie
- Mutualisation des espaces, des équipements et des ressources
- Mise à l'échelle de la production (production des premiers lots)

L'offre de service du CIB ambitionne de combler le manque d'accès à l'innovation en mettant à disposition des expertises et des réseaux pour soutenir la croissance et l'expansion des entreprises du secteur bioalimentaire, y compris l'agriculture urbaine, les cuisines collectives, la transformation alimentaire, les banques alimentaires et les distributeurs. En mettant l'accent sur l'innovation, le CIB cherche à offrir un soutien complet et intégré via un guichet unique, permettant aux entreprises de développer des produits de haute qualité, de réduire leurs coûts opérationnels et d'augmenter leur compétitivité sur le marché.

La clientèle cible du CIB est constituée principalement de trois segments dans le secteur bioalimentaire :

- Petites et moyennes entreprises (PME)
- Entreprises d'Économie Sociale (EÉS)
- Organismes communautaires œuvrant en sécurité alimentaire

JUSTIFICATION

Le projet a le potentiel d'avoir un impact positif sur l'écosystème bioalimentaire et de :

- Jeter les bases d'un projet potentiellement structurant pour l'Est de Montréal;
- Fédérer certains acteurs de l'écosystème bioalimentaire, qui est fragmenté à l'heure actuelle, autour d'une intervention cohérente basée sur une approche collaborative.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale maximale de 300 000 $ à l'organisme Carrefour d'innovation bioalimentaire. Les crédits requis sont prévus dans le budget de fonctionnement du Service du développement économique (axe rayonnant : faire de MTL chef de file mondial).
La Ville n'a jamais accordé de soutien à l'organisme de ce dossier. Le tableau suivant illustre les versements prévus pour le soutien financier recommandé.

Organisme	Projet	Soutien recommandé 2024	1er versement 2025	2e versement 2026	3e versement 2027	4e versement 2027	Soutien Ville / Global projet
Carrefour d'innovation bioalimentaire	Carrefour d'innovation bioalimentaire	300 000 $	100 000 $	100 000 $	70 000 $	30 000 $	15 %

Le montant de contribution financière demandé représente 15 % du coût total pour les années 2025, 2026 et 2027. Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de

l’aide à l’entreprise (RCG 06-019).

Le présent dossier n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030. Il répond aux priorités :

> 4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l’économie circulaire et sociale, l’achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;
> 16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l’administration municipale, le milieu de l’enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu’avec les acteurs et réseaux de villes à l’international.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet contribuera à la croissance d'entreprises bioalimentaires innovantes ainsi qu'au développement d'organismes actifs en sécurité alimentaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution financière comporte des modalités relatives à la visibilité de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre de l'entente jusqu'en 2027.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fiorella NUNEZ CARPIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles-André MAJOR
Conseiller au développement économique

Tél : 438 368-4248
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-02

Daniel MATHIEU
chef(fe) de division - developpement economique

Tél : 438-400-9712
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique

Tél :
Approuvé le : 2024-12-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2024-12-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *12477956005*

Unité administrative responsable : *Service du développement économique*
Projet : Accorder une contribution financière non récurrente de 300 000 $ au Carrefour d'innovation bioalimentaire pour le démarrage de ses activités et l'accompagnement d'entreprises bioalimentaires pour la période 2025, 2026 et 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.* *16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

- **Le projet contribuera à accélérer la commercialisation des produits locaux et innovants ainsi qu'à consolider le secteur bioalimentaire dans une optique de résilience et de transition écologique.**

16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.

- **Le projet, dont le Collège Maisonneuve (et ses Centres de transfert technologique) est un membre fondateur, contribuera à accompagner des entreprises et des organismes dans le développement de produits innovants.**

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR D'INNOVATION BIOALIMENTAIRE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 6224 rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2S2M2 Canada, agissant et représentée par Mme Sarah Dahmani, directrice adjointe et directrice des communications de PME-MTL Centre-Est, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

NEQ : 1179570891
Numéro d'identification du Québec : 1231444463

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit afin de faciliter l'accès à l'innovation aux entreprises et organisations œuvrant dans le secteur du bioalimentaire afin d'accroître leur compétitivité et leur pérennité, dans une logique d'économie circulaire.;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1er janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple

demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts

et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **TROIS CENT MILLE dollars (300 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025 : une somme maximale de **CENT MILLE dollars (100 000 $)** dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

5.2.2 Pour l'année 2026 : une somme maximale de **CENT MILLE dollars (100 000 $)** trente (30) jours après le dépôt et l'analyse d'un rapport de reddition de compte de l'année 2025 et d'un plan d'action pour l'année 2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027 : une somme maximale de **SOIXANTE-DIX MILLE dollars (70 000 $)** trente (30) jours après le dépôt d'un rapport de reddition de compte de l'année 2026 et d'un plan d'action pour l'année 2027 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour 2028 : une somme maximale de **TRENTE MILLE dollars (30 000 $)** trente (30) jours après le dépôt d'un rapport de reddition de compte final du projet à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention

(ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 décembre 2027**.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6224 rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2S 2M2, et tout avis doit être adressé à l'attention directrice adjointe et directrice des communications de PME-MTL Centre-Est. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 1001, boulevard Robert Bourassa, 28e étage, Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

CARREFOUR D'INNOVATION BIOALIMENTAIRE

Par : _____
Sarah Dahmani, directrice adjointe et directrice des communications, désignée par le conseil d'administration de l'Organisme

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROJET

TITRE DU PROJET

Carrefour d'innovation bioalimentaire

DESCRIPTION DU PROJET

Le CIB se veut un regroupement de partenaires qui associent en synergie des expertises pluridisciplinaires, des ressources matérielles et des espaces, afin de combler le maillon manquant pour la mise à l'échelle et la précommercialisation de lots de produits bioalimentaires novateurs. Le CIB contribuerait à stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation dans une perspective de développement durable, l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'amélioration de l'offre de produits alimentaires de bonne qualité nutritive, la solidarité, l'équité et l'inclusion en permettant la conversion des initiatives novatrices en solutions viables.

Selon les documents reçus, le CIB proposerait un soutien complet et intégré aux entreprises du secteur, leur offrant les moyens de développer des produits de haute qualité, de réduire leurs coûts opérationnels et d'augmenter leur compétitivité sur le marché.
La proposition de valeurs mise de l'avant par le demandeur :

- Capacité de connexion et de maillages pour des parcours adaptés aux entreprises clientes pour accroître leur viabilité, leur pérennité et leur autonomie
- Mutualisation des espaces, des équipements et des ressources
- Mise à l'échelle de la production (production des premiers lots)

L'offre de service du CIB ambitionne de combler le manque d'accès à l'innovation en mettant à disposition des expertises et des réseaux pour soutenir la croissance et l'expansion des entreprises du secteur bioalimentaire, y compris l'agriculture urbaine, les cuisines collectives, la transformation alimentaire, les banques alimentaires et les distributeurs. En mettant l'accent sur l'innovation, le CIB cherche à offrir un soutien complet et intégré via un guichet unique, permettant aux entreprises de développer des produits de haute qualité, de réduire leurs coûts opérationnels et d'augmenter leur compétitivité sur le marché.

La clientèle cible du CIB est constituée principalement de trois segments dans le secteur bioalimentaire :

- Petites et moyennes entreprises (PME)
- Entreprises d'Économie Sociale (EÉS)
- Organismes communautaires œuvrant en sécurité alimentaire

CONDITIONS

L'obtention et le versement de la contribution financière de la Ville, dont fait l'objet la présente Convention, par l'Organisme est conditionnelle à :

- Aux résultats obtenus et au dépôt d'un plan d'action annuel détaillé sujet à approbation par le SDÉ;
- Maintien du financement de la part de DEC et du MESS (sauf en cas de fin de programme).

RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS PRÉVUES

Description de l'action	Échéancier (mois, trimestre ou année)	Activité à réaliser	Résultats attendus	
			Indicateurs	Cibles
Consolider la gouvernance du CIB et ouverture du CA à de nouveaux membres	Janvier à avril 2025	Rencontres stratégiques et recrutement de nouveaux membres du conseil d'administration	Nombre de membres cooptés	2 membres
Réaliser et diffuser l'offre d'emploi pour l'embauche d'une coordination	déc-24	Élaboration de la description de poste et définition des objectifs du mandat	Candidatures valables	Démarrer le processus de recrutement
Embaucher une coordination pour assurer le déploiement des activités	janv-25	Recrutement et soutien lors de l'intégration en poste	Une embauche	Recrutement et intégration
Établir les processus administratifs et financiers	Janvier à avril 2025	Mise en place et optimisation des processus administratifs et financiers	Des processus clairs	Conformité et d'efficacité des processus administratifs et financiers mis en place
Identifier et analyser les besoins en équipements et infrastructures	Janvier à avril 2025	Identifier et analyser les besoins en équipements et infrastructures. Prioriser et valider les équipements nécessaires. Planifier l'acquisition et l'optimisation des infrastructures. Assurer le suivi des besoins identifiés auprès des parties prenantes	Liste des équipements	Obtenir des soumissions pour équipement et mise aux normes des infrastructures
Assurer la promotion et la commercialisation du CIB (démarchage)	Janvier à avril 2025	Développer et mettre en œuvre une stratégie de promotion et de commercialisation pour le CIB. Identifier et cibler des partenaires potentiels et des clients stratégiques. Effectuer des démarches de prospection et de représentation auprès des parties prenantes clés. Participer à des événements et réseaux pour accroître la visibilité du CIB. Évaluer et ajuster les actions de commercialisation en fonction des résultats obtenus.	Plan de communication	Faire connaître le CIB dans l'écosystème

Description de l'action	Échéancier (mois, trimestre ou année)	Activité à réaliser	Résultats attendus	
			Indicateurs	Cibles
Confirmer les besoins en équipements et infrastructure	Janvier à avril 2025			
Évaluer l'expertise technique nécessaire pour soutenir les projets de prototypage	Janvier à avril 2025	Identifier les compétences techniques requises pour les projets de prototypage.	Offrir un accompagnement technique personnalisé aux équipes de projet.	Recruter ou collaborer avec des experts spécialisés
Mettre en place les infrastructures nécessaires	Janvier à juin 2025	Valider les besoins techniques et opérationnels. Élaborer un plan détaillé des infrastructures nécessaires. Obtenir les autorisations réglementaires et permis nécessaires	Mettre en place les infrastructures conformes et fonctionnelles	Démarrer les opérations dans les délais et budgets
Constituer un comité d'attribution de contrats	Janvier à juin 2025	Clarifier les responsabilités et le mandat du comité. Établir les critères d'attribution des contrats	Mettre en place la structure et les processus	Formaliser la création du comité
Procéder à l'acquisition des équipements	An 1 et 2	Identifier et sélectionner les fournisseurs pour les travaux et équipements	Équipements acquis	Au moins 80% des équipements prioritaires acquis dans les délais
Déployer un guichet numérique et des outils promotionnels	An 1	Définir les objectifs et les fonctionnalités clés du guichet numérique. Identifier les besoins techniques et les publics cibles pour les outils promotionnels. Établir un calendrier et un budget pour le déploiement.	Un outil numérique accessible	Concevoir une plateforme numérique adaptée et développer une stratégie multicanale
Commercialiser les activités du CIB	An 1	Finaliser l'opérationnalisation Identifier des clients potentiels et promouvoir les services. Négocier et contractualiser et lancer les projets clients	Nombre de contrats signés et revenus générés	Atteindre les revenus projetés

Description de l'action	Échéancier (mois, trimestre ou année)	Activité à réaliser	Résultats attendus	
			Indicateurs	Cibles
Revue et amélioration des services proposés en fonction des retours des clients et des partenaires.	An 2	Identifier les points forts et les axes d'amélioration. Élaborer des solutions pour répondre aux besoins identifiés. Adapter les services en fonction des priorités. Informer clients et partenaires des changements apportés. Mesurer l'impact des améliorations et ajuster si nécessaire	Taux de satisfaction des entreprises clientes	Taux de satisfaction des clients et partenaires supérieur à 80%
Valider les expertises techniques complémentaires nécessaires pour soutenir les projets	En continu	Évaluer les exigences techniques des projets actuels et futurs. Identifier les compétences sous-représentées dans l'équipe. Prioriser les expertises en fonction des projets et des objectifs stratégiques	Pourcentage des compétences identifiées qui sont disponibles au sein de l'équipe ou via des partenaires	100 % des besoins techniques couverts pour répondre aux besoins de la clientèle
Analyse de marché et des retombées du CIB, élargissement des partenariats	An 2	Identifier les tendances, besoins des entreprises et opportunités dans le secteur bioalimentaire et Identifier les parties prenantes et partenaires potentiels	Pouvoir documenter les impacts économiques et sociaux du CIB sur les organisations et les bénéficiaires	Bonifier l'offre de services (le cas échéant), formalisation de nouveaux partenariats ou accords de collaboration.
Documenter et réaliser des outils transférables auprès d'autres organisations	Ans 2 et 3	Sélectionner les pratiques et outils du CIB pertinents pour d'autres organisations, créer des guides et modèles transférables	Développer un outil transférable	Rendre accessible au moins un outil transférable

BUDGET PRÉVISIONNEL

ÉTATS DES RÉSULTATS	2025		2026		2027
Revenus d'exploitation	123 750 $		233 892 $		463 879 $
Revenus de subvention					
MESS	100 000 $		100 000 $		100 000 $
Fédéral	200 000 $		100 000 $		- $
Ville de Montréal	150 000 $		100 000 $		50 000 $
Mise de fonds					
PME MTL CE	50 000 $		50 000 $		50 000 $
Collège Maisonneuve	100 000 $		- $		- $
CCHM	20 000 $		20 000 $		10 000 $
Total des revenus	**743 750 $**		**603 892 $**		**673 879 $**
Stock de début	- $		- $		- $
Achats d'équipement	200 000 $		- $		100 000 $
Main-d'œuvre directe (MOD)	70 000 $		120 000 $		126 000 $
Retenues à la source	3 600 $		28 800 $		31 120 $
Sous-traitance	- $		- $		- $
Emballage	- $		- $		- $
Transport	- $		- $		- $
Moins: Stock de fin	- $		- $		- $
Coûts des produits vendus (CMV)	**273 600 $**		**148 800 $**		**257 120 $**
Marge bénéficiaire brute	**470 150 $**		**455 092 $**		**416 759 $**
Frais généraux d'administration					
Ressources humaines					
Coordination générale	69 999 $		82 145 $		88 931 $
Retenues à la source	16 800 $		19 715 $		21 344 $
Honoraires professionnels	15 000 $		50 000 $		50 000 $
Salaires administratifs	23 333 $		40 000 $		42 000 $
Loyer et dépenses connexes					
Loyer	29 000 $		99 167 $		102 494 $

Électricité & chauffage	6 000 $		6 000 $		8 400 $
Téléphone & Internet	5 000 $		5 000 $		5 000 $
Taxes foncières	- $		- $		- $
Entretien & Réparations	- $		10 000 $		6 000 $
Assurances	1 500 $		1 500 $		1 500 $
Mises aux normes réglementaires	250 000 $		50 000 $		- $
Équipements de bureau	- $		5 000 $		5 000 $
Équipements informatiques	2 500 $		2 500 $		- $
Entretien et maintenance des équipements	- $		15 000 $		15 000 $
Publicité et autres frais					
Associations & abonnements	400 $		- $		- $
Publicité & Promotion	20 000 $		15 000 $		20 000 $
Frais de représentation	800 $		6 000 $		6 000 $
Frais de bureau	- $		2 400 $		- $
Frais de déplacements	600 $		- $		- $
Taxes et permis	1 500 $		1 500 $		2 000 $
Frais Web					
Hébergement Web	500 $		500 $		500 $
Référencement	1 200 $		3 000 $		3 000 $
Développement Web	5 000 $		2 500 $		2 500 $
Frais bancaires					
Frais bancaires	1 000 $		3 000 $		3 000 $
Amortissement					
Total des FG&A	**450 132 $**		**419 927 $**		**382 669 $**
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS	**20 018 $**		**35 165 $**		**34 090 $**
IMPÔTS (0%)	- $		- $		- $
BÉNÉFICE NET	**20 018 $**		**35 165 $**		**34 090 $**

DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles
Seules sont admissibles les dépenses **directement liées** à la réalisation du projet. Il peut s'agir : ● des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris); ● des coûts de location d'équipement ou de locaux; ● des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable; ● des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels); ● des frais de déplacement; ● d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doivent être détaillés; ● des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus; ● des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus; ● les dépenses liées à l'achat de certains équipements.	● Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet; ● La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme; ● Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville. ● La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser.

SECTION 2 : REDDITION DE COMPTES

Reddition de comptes	Date de dépôt
Rapport de reddition de compte de l'année 2025 et d'un plan d'action pour l'année 2026	Au plus tard le **28 février 2026**
Rapport de reddition de compte de l'année 2026 et d'un plan d'action pour l'année 2027	Au plus tard le **28 février 2027**
Rapport final de reddition de compte	Au plus tard le **29 février 2028**

Les rapports énumérés dans le tableau ci-dessus devront minimalement comprendre les éléments suivants :

1. Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour du tableau Résumé des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisées ainsi que les cibles réelles. L'organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévues n'est pas réalisée ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

Rapports d'étape	Rapport final
●	●

2. Protocole de **visibilité (Rapports d'étape et final)**

L'Organisme s'engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l'annexe 2.

Rapports d'étape	Rapport final
●	●

3. Données et statistiques

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, la Ville pourrait, à l'occasion, demander à l'Organisme :

- d'autres indicateurs en lien avec le Projet.

- de fournir une liste des bénéficiaires du Projet, et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d'évaluation.

L'Organisme s'engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

Rapports d'étape	Rapport final
●	●

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, l'organisme devra fournir à la Ville les indicateurs suivants :

Indicateurs	Cibles
Nombre d'entreprises clientes	2025 : 4 2026 : 9 2027 : 17
Revenus d'exploitation	2025 : 123 750 $ 2026 : 233 892 $ 2027 : 463 879 $

---

4. Aspects budgétaires

L'Organisme s'engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été utilisée.

La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l'utilisation des fonds.

Rapports d'étape	Rapport final
●	●

5. Évaluation du rendement du Projet par l'organisme

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

- L'orientation *Accélérer la transition écologique* et *Stimuler l'innovation et la créativité* du Plan stratégique Montréal 2030;

    - 4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et éco responsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;
    - 16 - Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international;
- L'orientation 4 - Montréal économique Rayonnant du document Actions en développement économique 2023-2025;
    - 4.1 Miser sur le développement d'écosystèmes économiques porteurs pour l'économie montréalaise.

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

Rapports d'étape	Rapport final
●	●

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que le Carrefour d'innovation bioalimentaire (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

NO GDD : 1247956005

BUDGET FONCTIONNEMENT

No d'engagement: DE47956005 *

Imputation de la dépense :

Accorder une contribution financière non récurrente de 300 000 $ au Carrefour d'innovation bioalimentaire pour le démarrage de ses activités et l'accompagnement d'entreprises bioalimentaires pour la période 2025, 2026 et 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet	**2025**	**2026**	**2027**	**Total**
1001.0010000.114172.06501.61900.016491.0000.004676.000000.00000.00000	**100,000.00 $**	**100,000.00 $**	**100,000.00 $**	**300,000.00 $**

* Les engagements seront pris en 2025,2026,2027.

CE : 20.011

2024/12/18 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.001

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1246157007

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Consentir à l'utilisation et à l'enregistrement des marques de commerce « Tempo » et « Tempo Craft Tonic Water & Design » par l'entreprise G&W Distilling Inc.

Il est recommandé de :
Consentir à l'utilisation et à l'enregistrement des marques de commerce « Tempo » et « Tempo Craft Tonic Water & Design » par l'entreprise G&W Distilling Inc.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-12-02 14:37

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246157007**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Consentir à l'utilisation et à l'enregistrement des marques de commerce « Tempo » et « Tempo Craft Tonic Water & Design » par l'entreprise G&W Distilling Inc.

CONTENU

CONTEXTE

En 2017, Espace pour la vie a entrepris des démarches pour protéger le nom et l'identité visuelle de ses événements et institutions en les enregistrant auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Les marques officielles et les marques de commerce sont utilisées sous une forme ou une autre dans les outils de communication, de publicité, de signalisation et dans toutes les opérations de commercialisation. Parmi les marques de commerce déposées il y a le nom d'un spectacle du Planétarium : Tempo, présenté au public en 2014 et 2015.
Une entreprise commerciale, G&W Distilling Inc., demande à la Ville l'autorisation d'utiliser ce terme dans le nom de certains de ses produits ainsi que pour les enregistrer en tant que marques de commerce.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 1362 (9 août 2017) - mandater le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour procéder à l'enregistrement des marques de commerce Espace pour la vie, Biodôme, Insectarium, Jardin botanique, Planétarium et Planétarium Rio Tinto Alcan de Montréal, ainsi que des appellations de plusieurs événements auprès du Registraire des marques de commerce de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, pour un montant de 22 050 $, non taxable (1166157004)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à consentir à l'utilisation des marques de commerce « Tempo » et « Tempo Craft Tonic Water & Design » ainsi qu'à leur enregistrement par un tiers, G&W Distilling Inc.

JUSTIFICATION

L'enregistrement des marques officielles vise notamment à donner les moyens à la Ville de contrer un usage trompeur ou inadéquat par un tiers. Le spectacle Tempo du Planétarium n'est plus présenté au public depuis 2015. Une utilisation inappropriée de la marque à l'avenir ne saurait créer de préjudices à la Ville; par conséquent elle ne peut justifier maintenir l'enregistrement à son nom, en restreindre l'utilisation ni empêcher l'enregistrement de cette marque officielle par une autre entité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

De par sa nature, ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des priorités de la Montréal 2030. La grille d'analyse figure en pièce jointe

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Refuser cette demande exigerait une justification fondée sur des motifs valables que la Ville n'a pas, tel qu'indiqué dans la justification.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Une fois la demande autorisée par le comité exécutif, le Service des affaires juridiques assurera le suivi auprès de l'entreprise demanderesse.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR	Le : 2024-09-23
Lucie ROCHETTE	Cindy LEONG	

agent(e) de marketing

Tél : 514-868-3008
Télécop. : -

chef(fe) de division - communications et marketing (espace pour la vie)

Tél : 438-861-1426
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Olivier HERNANDEZ
Directeur du Planétarium
Tél : 514 872-4531
Approuvé le : 2024-11-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :1246157007
Unité administrative responsable :Service d'Espace pour la vie
Projet : *Consentir à l'utilisation et l'enregistrement de la marque de commerce TEMPO par un tiers*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1246157007

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Consentir à l'utilisation et à l'enregistrement des marques de commerce « Tempo » et « Tempo Craft Tonic Water & Design » par l'entreprise G&W Distilling Inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Ltr to Ville de Montreal for Consent for TEMPO (Appln 1996082) 241121.pdf

Ltr to Ville de Montreal for Consent for TEMPO CRAFT TONIC WATER.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-242-9260

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-28

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-242-9260
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

28 novembre 2024



POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONSENT

Ville de Montreal, owner of the official mark TEMPO filed on June 26, 2018 under No. 925,295, hereby consents under Section 9(2)(a) of the *Trade-marks Act* to the adoption, use and registration of the mark TEMPO (Application No. 1,966,082) by G&W Distilling Inc., in association with the following goods and services:

Class 18: All-purpose carrying bags; backpacks; baggage tags; canvas bags for shopping; key cases; reusable shopping bags; tote bags; wallets and handbags.

Class 24: Banners of textile and plastic; cloth coasters; cloth towels.

Class 29: Candied nuts; flavoured nuts; fruit and vegetable salads; meat; milk; pickles; preserved vegetables in oil; roasted nuts.

Class 30: Candy; chocolate; coffee and tea; coffee based beverages; frozen confectionery; ice cream; non- alcoholic coffee-based beverages; non-alcoholic tea-based beverages; noodle-based prepared meals; noodles; pastries; sugar confectionery.

Class 32: Beer; beer-based beverages; beer-based cocktails; fruit flavoured drinks; non-alcoholic aperitifs; non- alcoholic beer; non-alcoholic cocktail mixes; non-alcoholic cocktails; preparations for making beer; syrups for making beverages; syrups for making non-alcoholic beverages; tonic water.

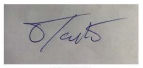
Class 41: Nightclub entertainment services.

Class 43: Bar and cocktail lounge services; bar information services; bar services; bartending services; bistro services; catering for the provision of food and beverages; providing information about bar services; providing information about bartending; providing information in the nature of recipes for drinks; pubs; restaurant services.

By _____
Name:
Title:

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

28 novembre 2024



POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONSENT

Ville de Montreal, owner of the official mark Tempo filed on June 26, 2018 under No. 925,295, hereby consents under Section 9(2)(a) of the *Trade-marks Act* to the adoption, use and registration of the mark TEMPO CRAFT TONIC WATER & Design (Application No. 1,966,083) by G&W Distilling Inc., in association with the following goods and services:

Class 18: All-purpose carrying bags; backpacks; baggage tags; canvas bags for shopping; key cases; reusable shopping bags; tote bags; wallets and handbags.

Class 21: Beverage containers; beverage glassware; beverage stirrers; bottle openers; cups and mugs; decanters; drink coasters; drinking flasks; electric bottle openers; electric corkscrews; glass stoppers; ice buckets; insulating sleeve holder for beverage cups; plastic bottles; travel mugs; tumbler drinking glasses.

Class 24: Banners of textile and plastic; cloth coasters; cloth towels.

Class 25: Aprons; athletic apparel; caps; casual clothing; gloves; Halloween costumes; hats; headbands; hooded sweatshirts; jackets; scarves; shirts; sport jerseys; sweaters; sweatshirts; swimwear; t-shirts; tank tops; toques.

Class 29: Candied nuts; flavoured nuts; fruit and vegetable salads; meat; milk; pickles; preserved vegetables in oil; roasted nuts.

Class 30: Candy; chocolate; coffee and tea; coffee based beverages; frozen confectionery; ice cream; non- alcoholic coffee-based beverages; non-alcoholic tea-based beverages; noodle-based prepared meals; noodles; pastries; sugar confectionery.

Class 32: Beer; beer-based beverages; beer-based cocktails; fruit flavoured drinks; non-alcoholic aperitifs; non- alcoholic beer; non-alcoholic cocktail mixes; non-alcoholic cocktails; preparations for making beer; syrups for making beverages; syrups for making non-alcoholic beverages; tonic water.

Class 33: Alcoholic beverages namely aperitifs, alcoholic bitters, alcoholic cocktails, alcoholic coolers, alcoholic fruit cocktail drinks, alcoholic fruit drinks, alcoholic punch, bitters, gin, vodka, whiskey, wine, wine-based drinks.

Class 41: Nightclub entertainment services.

Class 43: Bar and cocktail lounge services; bar information services; bar services; bartending services; bistro services; catering for the provision of food and beverages; providing information about bar services; providing information about bartending; providing information in the nature of recipes for drinks; pubs; restaurant services.

By _____
Name:
Title:

04

CE : 30.002

2024/12/18 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1249964002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de la recherche et du développement scientifique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Accepter le don de livres de Bertrand Dumont pour la bibliothèque du Jardin botanique de Montréal et autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à Bertrand Dumont d'une valeur totale de 3 985 $

Il est recommandé :

d'accepter de Bertrand Dumont un don de livres pour la bibliothèque du Jardin botanique de Montréal d'une valeur établie par des évaluateurs externes à 3 985 $;
d'autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à Bertrand Dumont au montant de 3 985 $, conformément aux règles fiscales applicables.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-12-05 15:43

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249964002**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de la recherche et du développement scientifique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Accepter le don de livres de Bertrand Dumont pour la bibliothèque du Jardin botanique de Montréal et autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à Bertrand Dumont d'une valeur totale de 3 985 $

CONTENU

CONTEXTE

Le Jardin botanique de Montréal possède le seul centre documentaire francophone de jardins botaniques en Amérique du Nord. Avec des collections de plus de 25 000 livres, 100 documents multimédias, 300 vidéos, 32 000 brochures, 55 000 volumes de périodiques et 500 titres de périodiques courants, la bibliothèque du Jardin botanique de Montréal est l'un des centres documentaires les plus importants du Canada en horticulture, botanique et aménagement paysager. Fondée en 1940, la bibliothèque a comme première mission de répondre aux besoins documentaires actuels et futurs du personnel de recherche, de conservation et d'éducation du Jardin botanique. La bibliothèque est cependant à l'écoute de sa clientèle élargie : les personnes aux études et d'enseignement de tous niveaux, le grand public, les scientifiques, etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0009 - 5 janvier 2022 - Accepter un don de livres et de périodiques de M. Bertrand Dumont pour la bibliothèque du Jardin botanique de Montréal et autoriser l'émission par le Trésorier d'un reçu officiel aux fins d'impôts sur le revenu à M. Bertrand Dumont d'une valeur totale de 898,21 $.
CE23 0230 - 16 février 2022 - Accepter un don d'archives de monsieur Henri Stehlé, botaniste, pour la bibliothèque du Jardin botanique de Montréal / approuver un projet de convention à ces fins / autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à madame Diane Stehlé d'une valeur totale de 9 240,00 $.

DESCRIPTION

Le don qui fait l'objet de ce sommaire provient de M. Bertrand Dumont et a été fait volontairement. Il comporte 137 titres relatifs, surtout, à la permaculture, sujet sur lequel M.

Dumont a publié plusieurs ouvrages. Ces livres seront intégrés à la collection de documents de la bibliothèque du Jardin botanique de Montréal pour consultation et emprunt par le personnel du Jardin botanique de Montréal et sa clientèle élargie. Le don de livres a été reçu le 9 mai 2024. Tous les documents sont en excellents états.

JUSTIFICATION

L'acquisition de ce don constitue une occasion d'enrichir les collections de la bibliothèque du Jardin botanique, notamment sur le sujet de la permaculture. Ce sujet est d'actualité et les documents qui l'évoquent sont appréciés des usagères et des usagers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

M. François Côté, libraire et archiviste, estime la juste valeur marchande actuelle de cette donation à 3 985,00$. Son estimation détaillée figure en pièce jointe. Un reçu pour fins de l'impôt sur le revenu devra être émis à l'attention de M. Bertrand Dumont pour un montant de 3 985,00$.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à la stratégie Montréal 2030, notamment à la priorité 2, "Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision".

La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Roxanne DUFRESNE, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Roxanne DUFRESNE, 3 décembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ariane LELIEVRE MATHIEU
bibliothecaire

Tél : 514-872-1824
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-01

Josee BELLEMARE
Directrice

Tél : 514 941-5355
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice de service - espace pour la vie
Tél : 438 923-4305
Approuvé le : 2024-12-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249964002*
Unité administrative responsable : *Service de l'Espace pour la vie, Jardin Botanique, Division de la recherche et du développement scientifique*
Projet : -

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s.o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Un accès à de l'information gratuite, de qualité et à jour sur les thèmes de l'horticulture urbaine, la gestion des espaces verts et la biodiversité pour les employés et les citoyens de la Ville de Montréal.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s.o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s.o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Annexe A
Informations à obtenir du donateur pour l'émission du reçu aux fins de l'impôt sur le revenu

Dons en nature

L'agence du Revenu du Canada (ARC) pose un certain nombre de conditions aux organismes qui reçoivent des dons en nature et qui émettent des reçus fiscaux. Ces conditions peuvent affecter le montant admissible à inscrire sur le reçu fiscal en retour de leur don. Ces conditions ne s'appliquent pas si le bien donné fait partie de la liste d'exclusion déterminée par l'ARC[1]. Ce formulaire a pour but de recueillir l'information nécessaire afin de s'assurer que les dons en nature rencontrent les critères de l'ARC pour la détermination de la juste valeur marchande (JVM).

Le(s) biens donnée(s) fait (font)-il(s) partie de l'inventaire du donateur? OUI

Si vous avez répondu « oui », veuillez passer à la section **SIGNATURE**

Pour être en mesure de déterminer le montant à inscrire sur le reçu officiel aux fins de l'impôt sur le revenu, le donateur doit répondre à la question suivante :

Quel était le coût original du bien donné à la Ville de Montréal? Ce montant doit être indiqué dans l'espace prévu à cet effet ci-dessous, si l'une des situations suivantes s'applique :

1- Le bien a été acquis par le donateur moins de trois (3) ans avant la date du don;

2- Le bien a été acquis par le donateur moins de dix (10) ans avant la date du don et avec pour principal objectif d'en faire don à la Ville de Montréal;

3- Le bien a été acquis par le donateur d'une personne ayant un lien de dépendance avec lui;

4- Le bien donné a été acquis dans le cadre d'une entente d'abri fiscal.

Si aucun des cas ci-dessous ne s'applique, veuillez inscrire *non applicable* (N/A) ci-dessous :

_____

Si au moins un des cas ci-dessus s'applique, veuillez nous fournir le coût d'acquisition et indiquer le cas applicable :

_____$ Cas applicable : _____ (1, 2,3 ou 4)

Si un des cas ci-dessus s'applique, le montant du reçu officiel aux fins de l'impôt sur le revenu sera égal au moindre du coût pour le donateur et de la juste valeur marchande (sauf si le don est fait à la Ville de Montréal par suite du décès du donateur).

DESCRIPTION DU BIEN DONNÉ

LIVRES HORTICOLES

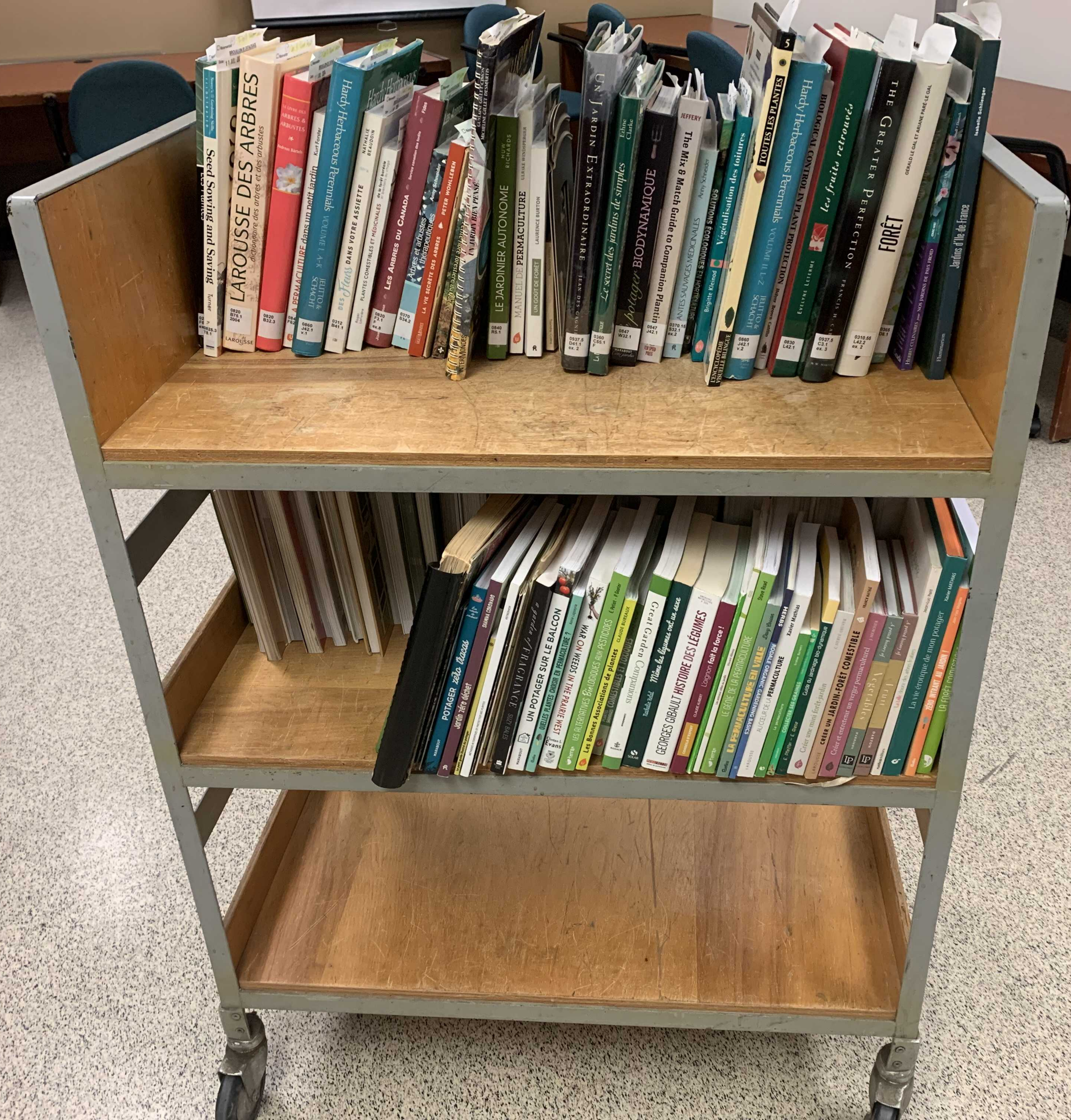
SIGNATURE

BERTRAND DUMONT
Nom (en lettre moulée) du donateur

Signature du donateur

27/11/2024
Date

[1] Voir bulletin d'interprétation IT-110R3 (15)


LAROUSSE DES ARBRES
dictionnaire des arbres et des arbustes
Seed Sowing and Saving
Hardy Herbaceous Perennials
DANS VOTRE ASSIETTE
Les Arbres du Canada
Arbres et arbustes thérapeutiques
LE JARDINIER AUTONOME
MANUEL DE PERMACULTURE
UN GOUT DE FORÊT
UN JARDIN EXTRAORDINAIRE
Le secret des jardins de simples
potager BIODYNAMIQUE
The Mix & Match guide to Companion Plantin
ANTES SAUVAGES MEDICINALES
Végétalisation des toitures
TOUTES LES PLANTES
Hardy Herbaceous Perennials
les fruits retrouvé
THE GREATER PERFECTION
FORÊT
Jardins d'Ile-de-France
POTAGER zéro déchet
Jardin zéro déchet
UN POTAGER SUR LE BALCON
Les Bonnes Associations de plantes
GEORGES GIBAULT HISTOIRE DES LÉGUMES
Mieux les légumes crus ou cuits
LA PERMACULTURE EN VILLE
CRÉER UN JARDIN-FORÊT COMESTIBLE
Créer et entretenir un verger permaculturel
La vie secrète de mon potager
Xavier Mathias

Réservation
BROUILLON DE CATALOGAGE
Don Bertrand Durant

Réservation
Don B. Durant 2024
BROUILLON DE CATALOGAGE

Réservation
Don B. Durant 2024
BROUILLON DE CATALOGAGE
Date : 11 JUIL. 2024
Cote :

UN JARDIN EXTRAORDINAIRE

Quatre-Vents, en Charlevoix, Québec

JEAN DES GAGNIERS

Préfaces par Michel Baridon et Penelope Hobhouse

Le secret des jardins de simples

Ethne Clarke

LA MAISON RUSTIQUE

THE GREATER PERFECTION

The Story of the Gardens at Les Quatre Vents

FRANCIS H. CABOT


Couleurs et parfums du monde
BROUILLON DE CATALOGAGE
Kurt Forster
LA PERMACULTURE dans un petit jardin
Créer un jardin autosuffisant
ULRIKE WINDSPERGER
MANUEL DE PERMACULTURE
Concevoir et cultiver un jardin naturel et autosuffisant
0847.91
W5.1
ULMER
TECHNIQUE ET RÉALISATION
Brigitte Kleinod
Végétalisation des toitures
0900.15
K57.1
ULMER
Steve Read
Démarche, contexte, méthode et ingé
Davy Cosson
LA PERMA CULTURE EN VILLE
C'est possible !
Rustica éditions
Hardy Herbaceous
Isabelle Schlienger
Xavier MATHIAS

	A	B	C	D	E	F
1	**#**	**Title**	**Primary Author**	**Date**	**Publication**	**Prix neuf ou d'occasion**
2	**1**	A Chinese Garden Court: The Astor Court at the Metropolitan Museum of Art	Murck, Alfreda	1980	The Museum of Modern Art, NY (1980)	10,00 $
3	**2**	A color handbook of biological control in plant protection	Helyer, Neil	2003	Portland, Or. : Timber Press, c2003.	20,00 $
4	**3**	A Garden of Fragrance	Bales, Suzanne Frutig	2002	Regan Books (2002), Edition: 1, 167 pages	25,00 $
5	**4**	A Potted History of Fruit: A Kitchen Cornucopia	Darton, Mike	2011	Lyons Pr (2011), 128 pages	15,00 $
6	**5**	A Potted History of Vegetables: A Kitchen Cornucopia	Harrison, Lorraine	2011	Lyons Press (2011), Edition: 1st, 128 pages	15,00 $
7	**6**	Aménagement en jardin des toits et des balcons.	Canada. Ministère de l'ag	1978	Ottawa : Agriculture Canada, 1978.	10,00 $
8	**7**	Arbres et arbrisseaux d'ornement et plantes grimpantes	Macoun, William Tyrrell	1928	Ottawa : Ministère fédéral de l'agriculture, 1928.	10,00 $
9	**8**	Arbres et arbustes fruitiers	Richard, Jean	1999	Broquet Lavoie (1999), 325 pages	30,00 $
10	**9**	**Arbres et arbustes thérapeutiques: Les connaître, les protéger, les utiliser**	Schneider, Anny	2002	Les Éditions de l'Homme (2002), 384 pages	30,00 $
11	**10**	Arbres indigènes du Canada (2e éd.)	Morton, B.R. (Boyd Ruthe	1950	Ottawa : Ministère des ressources et du développement économique, Service forestier	30,00 $
12	**11**	Atget's Gardens: A Selection of Eugene Atget's garden photographs (A Dolphin book)	Adams, William Howard	1979	Doubleday (1979), Edition: First Edition, 120 pages	40,00 $
13	**12**	Au coeur de la permaculture: L histoire d un petit paysan qui avant la migraine à force de marcher sur le tête, la sienne et cell	Mathias, Xavier	2017	Larousse (2017), 320 pages	34,95 $
14	**13**	A-Z Encyclopedia of Garden Plants	Publishing, D.K.	1997	Reader's Digest Association (Canada)	30,00 $
15	**14**	Barrington Court, Somerset	National Trust (Great Brit	1997	London, The National Trust	10,00 $
16	**15**	Compost (Le) Pourquoi? Comment?	Michaud Lili	2016	Les Éditions Multimondes inc. (2016), 246 pages	31,95 $

	A	B	C	D	E	F
17	**16**	Créer et entretenir un verger permaculturel	Mercher, Julien	2022	ULMER (2022), 176 pages	33,95 $
18	**17**	Créer un jardin-forêt comestible	Nathié, Franck	2022	Larousse (2022), Edition: Illustrated, 144 pages	24,75 $
19	**18**	Créer une mini foret-jardin	Hervé-Gruyer, Charles	2022	Ulmer (2022), Edition: Illustrated, 176 pages	33,75 $
20	**19**	Cultiver et soigner les fruitiers	Jullien, Elisabeth	2014	EYROLLES (2014), 496 pages	80,00 $
21	**20**	Culture des herbes aromatiques	Chipman, E. W.	1978	Ottawa : Agriculture Canada, 1978 (impression 1981)	5,00 $
22	**21**	Des fleurs dans votre assiette	Beaudoin, Nathalie	2019	Editions MultiMondes (2019), Edition: 1, 282 pages	19,95 $
23	**22**	Extraordinary Ornamental Edibles: 100 Perennials, Trees, Shrubs and Vines for Canadian Gardens	Lascelle, Mike	2018	Douglas & McIntyre (2018), 288 pages	24,95 $
24	**23**	Faites tourner ! : Les rotations dans mon potager	Leclerc, Blaise	2016	Terre Vivante Editions (2016)	25,00 $
25	**24**	Fleurs sauvages du Québec	Mackenzie, Katherine	1973	[Montréal] : Livres Toundra, [1976], cop. 1973 (Imprimé aux Etats-Unis).	10,00 $
26	**25**	Fleurs Sauvages Du Québec	Lacoursière, Estelle	1998	Les Éditions de l'Homme	20,00 $
27	**26**	Flore d'Europe	Triska, Jan	1977	Gründ - Paris (1977), Edition: 2nd, 298 pages	20,00 $
28	**27**	Florexpo Magazine (vol.2, no 1, février 1989)		1989	Montréal :$bFlorexpo Inc.,$c1988-	5,00 $
29	**28**	Forêt : identifier, cueillir, cuisiner	Ariane Paré-Le Gal	2019	Cardinal (2019)	44,95 $
30	**29**	Forêt comestible & haie fruitière: créer un jardin nourricier multi-étage	Talin, Antoine	2021	ULMER	39,95 $
31	**30**	Fruits retrouvés	Leterme, Evelyne	1999	Editions du Rouergue (1999)	150,00 $
32	**31**	Grains de vie: Le monde merveilleux des graines	Brenckmann, Françoise	1998	ARTHAUD (1998), 162 pages	20,00 $
33	**32**	Great Garden Companions: A Companion-Planting System for a Beautiful, Chemical-Free Vegetable Garden	Cunningham, Sally Jean	2000	Rodale Books (2000), Edition: 41902nd, 256 pages	24,98 $
34	**33**	Guide de la roseraie du Jardin botanique de Montréal	Laberge, Claire	1994	Trécarré	20,00 $

	A	B	C	D	E	F
35	**34**	Guide Du Jardinage Bio-Dynamique	Collectif	2003	TRIADES (2003), 120 pages	32,95 $
36	**35**	Guide nutritionnel des plantes sauvages et cultivées	Couplan, François	2011	Delachaux et Niestlé (2011), 255 pages (épuisé 48,95)	40,00 $
37	**36**	Guide Truffaut du jardin eco-responsable: faites entrer la nature chez vous !		2019	Larousse, [Paris], DL 2019	24,95 $
38	**37**	Hardy Herbaceous Perennials (v.1)	Jelitto, Leo	1990	Timber Press, Incorporated (1990), Edition: 3, 722 pages	25,00 $
39	**38**	Hardy Herbaceous Perennials (v.2)	Jelitto, Leo	1990	Timber Press, Incorporated (1990), Edition: 3, 722 pages	25,00 $
40	**39**	Herbes Culinaires Pour Nos Jardins de Pays Froid (French Edition)	Small, E.	2002	NRC Press (Canada) (2002), 192 pages	25,00 $
41	**40**	Herbs: Organic Gardening Basics Volume 5 (Rodale Organic Gardening Basics)	Organic Gardening Magaz	2001	Rodale Books (2001), 112 pages	15,00 $
42	**41**	Hestercombe Gardens : an illustrated history and guide	White, Philip	1999	Hestercombe Gardens Project, Taunton	10,00 $
43	**42**	Histoire des légumes	Gibault, Georges	2015	Menu fretin, [Chartres], DL 2015 - Neuf 24 E	33,95 $
44	**43**	Jardin zéro déchet : techniques et astuces bios et écolos	Coronado, Shawna	2021	Les Éditions de l'Homme, Montréal, Québec, 2021	26,95 $
45	**44**	Jardins d'Ile-de-France	Schlienger, Isabelle	2002	Flammarion (2002), 200 pages	25,00 $
46	**45**	J'optimise l'espace au potager: Vers une meilleure productivité et plus de diversité	Chauffrey, Joseph	2020	TERRE VIVANTE (2020), Edition: Illustrated, 118 pages	23,95 $
47	**46**	La culture des arbres dans les jardins canadiens	Cole, Trevor J.	1981	Ottawa : Agriculture Canada, ©1981.	10,00 $
48	**47**	La culture écologique	McInnes, James	2004	Broquet (2004), Edition: BROQUET	22,95 $
49	**48**	La forêt comestible - Pour des récoltes abondantes en toute saison	Dekarz, Damien	2020	DE TERRAN (2020), 192 pages	23,95 $
50	**49**	La permaculture dans un petit jardin : Créer un jardin auto-suffisant	Forster, Kurt	2014	Les Editions Eugen Ulmer (2014), 160 pages	39,95 $
51	**50**	La permaculture en pratique : collecter ses graines	Collectif	2019	Marabout (2019), 96 pages	8,95 $

	A	B	C	D	E	F
52	**51**	La permaculture en ville, c'est possible ! (NATURE IN THE CITY) (French Edition)	Cosson, Davy	2017	RUSTICA (2017)	24,95 $
53	**52**	La taille douce des arbres fruitiers (French Edition)	Petit, Jean-Luc	2011	RUSTICA épuisé	25,00 $
54	**53**	La vie érotique de mon potager	Mathias, Xavier	2019	TERRE VIVANTE (2019), 160 pages - neuf 25 E	34,95 $
55	**54**	Larousse des arbres : Dictionnaire des arbres et des arbustes	Brosse, Jacques	2004	Larousse (2004), Edition: Nouvelle, 576 pages	40,00 $
56	**55**	Le compostage domestique :Comment transformer vos déchets organiques en mine d'or pour le jardin	Smeesters, Édith	1993	Greenfield Park :Éditions Versicolores	6,95 $
57	**56**	Le Génie de la permaculture - Démarche, contexte, méthode et ingénierie	Read, Steve	2018	DE TERRAN (2018), 190 pages	36,95 $
58	**57**	Le guide Larousse de la permaculture : Ne combattez pas la nature, imitez-la !	Shein, Christophe	2017	Larousse (2017), 256 pages	25,00 $
59	**58**	Le guide Marabout du carré potager pas à pas	Halsall, Lucy	2012	Marabout (2012), 256 pages	20,00 $
60	**59**	Le jardin naturel : Le jardin potager	Michel, Mère	1990	Guy Saint-Jean (1990), 210 pages	25,00 $
61	**60**	Le jardinier autonome	Richards, Huw, 1999-	2021	[Montréal] : Éditions Multimondes	19,95 $
62	**61**	Le Notre (French Edition)	Jeannel, Bernard	1985	F. Hazan (1985), 133 pages	20,00 $
63	**62**	Le petit guide illustré du potager	Lavallée, Bernard	2023	le Nutritionniste urbain, [Montréal], 2023	15,95 $
64	**63**	Le petit traité Rustica des soins bio aux arbres fruitiers	Petit, Jean-Luc	2014	Rustica éditions (2014), 189 pages	30,00 $
65	**64**	Le Potager	unknown author	2000	Paris, L'Aventurine - Paragon	20,00 $
66	**65**	Le potager biodynamique (Jardin) (French Edition)	Waldin, Monty	2015	MARABOUT (2015), 254 pages	20,00 $
67	**66**	Le potager zéro tracas	Marinette, Guillaume	2018	Marabout, Vanves, 2018	16,95 $
68	**67**	LE SECRET DES JARDINS DE SIMPLES	Clarke, Ethne	1996	FLAMMARION (1996), 146 pages	25,00 $
69	**68**	Le traité Rustica de la permaculture	Bedouet, Linda	2018	RUSTICA (2018), 432 pages	70,95 $
70	**69**	Le traité Rustica des arbres fruitiers	Brochard, Daniel	2016	RUSTICA (2016), Edition: Illustrated, 456 pages	50,00 $

	A	B	C	D	E	F
71	**70**	L'Encyclopédie des fleurs et des jardins : A.-Bel (v.1)	Dumoncel, Maurice	1969	J. Tallandier, [Paris], 1969-1972, ©1969	50,00 $
72	**71**	L'Encyclopédie des fleurs et des jardins : Bel.-Iso (v.2)	Dumoncel, Maurice	1969	J. Tallandier, [Paris], 1969-1972, ©1969	50,00 $
73	**72**	L'Encyclopédie des fleurs et des jardins : Iso.-Z (v.3)	Dumoncel, Maurice	1969	J. Tallandier, [Paris], 1969-1972, ©1969	50,00 $
74	**73**	Les alternatives biologiques aux pesticides - Solutions naturelles au jardin et en agriculture	Petiot, Eric	2020	DE TERRAN (2020), 206 pages	40,95 $
75	**74**	Les animaux utiles au jardin: Guide de lutte biologique (Guide pratique)	Albouy, Vincent	2017	QUAE (2017), 104 pages	29,95 $
76	**75**	Les arbres du Canada (NATUR PRATIQ HC)	Farrar, John Laird	1996	Fides (1996), 502 pages	30,00 $
77	**76**	Les bonnes associations de plantes : Mes alliances réussies : plantes compagnes, purins, paillis, BRF ...	Bureaux, Claude	2011	Editions Eugen Ulmer (2011), Edition: EUGEN ULMER	29,95 $
78	**77**	Les fiches pratiques du permaculteur	Elger, Robert	2019	RUSTICA (2019), 176 pages	38,95 $
79	**78**	Les insectes pollinisateurs, des alliés à protéger : comment mieux les reconnaître pour mieux les protéger	Brisson, Jean Denis	1994	[Québec] : Éditions Versicolores, [1994?]	5,00 $
80	**79**	Les plantes : Comprendre la diversité du monde végétal	Fortin, Jacques	2006	Editions Québec Amérique (2006), 128 pages	15,00 $
81	**80**	Les plantes sauvages du Québec : Comestibles, médicinales et utilitaires	Lavoie Genevieve	2023	BROQUET (2023)	24,95 $
82	**81**	Les semis : comment les réussir chez vous	Hodgson, Larry	1995	[Sainte-Foy] : HortiCom inc. ; [Québec] : Éditions versicolores, cop. 1995 ([Montréal] : Impr. Canada)	10,00 $
83	**82**	liste d'arbres ornementaux pour le canada	Cole, J. Trevor	1980	Ottawa : Agriculture Canada, ©1980.	10,00 $
84	**83**	Livre des arbres & arbustes	Bartels, Andreas	2003	ULMER (2003), 320 pages	20,00 $
85	**84**	L'oignon fait la force !	Aubert, Claude	2020	… et les choux ?	15,00 $
86	**85**	Manual of Cultivated Broad-Leaved Trees and Shrubs, Vol. 3: Pru-Z	Krüssmann, Gerd	1986	Timber Pr (1986)	50,00 $

	A	B	C	D	E	F
87	**86**	Manual of Cultivated Broad-Leaved Trees and Shrubs: 1	Michael Epp	1985	Timber Press, Incorporated (1985), Edition: New Ed, 624 pages	50,00 $
88	**87**	Manual of Cultivated Broad-Leaved Trees and Shrubs: 2	Krüssmann, Gerd	1985	Timber Pr (1985)	50,00 $
89	**88**	Manuel de Permaculture	Windsperger, Ulrike	2017	Ulmer (2017), 160 pages	32,95 $
90	**89**	Même les légumes ont un sexe	Helal, Nathalie	2018	Solar (2018), 208 pages	34,95 $
91	**90**	Méthodes alternatives en protection des plantes	Association nationale des	2018	ASTREDHOR, Institut technique de l'horticulture, Paris, DL 2018 - 10E	13,95 $
92	**91**	Mon grand-père jardinait comme ça	Schall, Serge	2016	Larousse (2016), 64 pages	9,95 $
93	**92**	Notre jardin	Perron, Louis	1954	Ottawa : s.n., 1954	10,00 $
94	**93**	Nouveau jardin aromatique	Du Coffre, Marguerite	1992	Libre Expression (1992)	30,00 $
95	**94**	Nouvelle encyclopédie des Roses anciennes	Joyaux, François	2005	Les Editions Eugen Ulmer (2005), 334 pages	100,00 $
96	**95**	Outils de jardin	Pellerin, Guillaume	1996	Ed. Abbeville, New York	30,00 $
97	**96**	Permaculture	Mikolajski, Andrew	2018	Marabout (2018), 216 pages	26,95 $
98	**97**	Permaculture (La)	Burnett, Graham	2013	Ecosociété (2013)	9,99 $
99	**98**	Petite flore forestière du Québec (French Edition)	Québec. Ministère de l'Én	1990	Gouvernement du Quebec, Ministere de l'energie et des ressources (1990), Edition: 2e éd. rev. et augm	20,00 $
100	**99**	Plant form studies: Design characteristics of plant materials in the cool region	Robinette, Gary O	1980	Environmental Design Press (1980), 261 pages	80,00 $
101	**100**	Plantes comestibles et médicinales de la forêt boréale et bienfaits du chaga	Larivière, Roger	2016	Rouyn-Noranda, Québec : L'ABC de l'édition, [2016]	26,95 $
102	**101**	Plantes compagnes au potager bio (Conseils d'expert)	Lefrançois, Sandra	2010	Terre Vivante Editions (2010)	20,00 $
103	**102**	Plantes sauvages comestibles et toxiques	Kremer, Bruno p.	2015	Ulmer (2015), Edition: Illustrated, 192 pages	20,00 $
104	**103**	Plantes Sauvages Médicinales	Schneider, Anny	1999	Editions de l'Homme (1999), 302 pages	29,95 $
105	**104**	Pour une façade réussie - Guide d'aménagement paysager	Gillet Cimon, Guylaine	1986	Les Editions Horticoles (1986)	20,00 $
106	**105**	Propriétés médicinales des plantes de jardin	Lamarre	2002	FRONTISPICE <007412 (2002)	20,00 $

	A	B	C	D	E	F
107	**106**	Quelles plantes choisir en permaculture ?: Arbres, arbustes et vivaces au potager et au jardin	Lagueyrie, Annie	2019	RUSTICA (2019), 96 pages	28,95 $
108	**107**	Savoir tout faire : Potager et verger	Bureaux, Claude	2010	La Maison Rustique (2010), 415 pages	20,00 $
109	**108**	Seed Sowing and Saving: Step-by-Step Techniques for Collecting and Growing More Than 100 Vegetables, Flowers, and Herbs (Storey's Gardening Skills Illustrated)	Turner, Carole B.	1998	Storey Publishing, LLC (1998), Edition: 1st, 224 pages	25,00 $
110	**109**	Solutions écologiques en horticulture	Collectif	2005	Broquet Inc.	15,00 $
111	**110**	Stourhead Wiltshire: An illustrated souvenir	Dodd, Dudley	1985	National Trust (1985), 24 pages	10,00 $
112	**111**	Taillez tous les arbres fruitiers	Prat, Jean-Yves	2015	RUSTICA (2015), 336 pages	62,95 $
113	**112**	The Complete Book of Plant Propagation	Clarke, Graham	2001	Seven Dials (2001), 256 pages	20,00 $
114	**113**	The Gardens of Le Notre at Versailles	Chaufourier, Jean	2001	Alain de Gourcuff (2001), 130 pages	100,00 $
115	**114**	The Greater Perfection: The Story of the Gardens at Les Quatre Vents	Cabot, Francis H.	2001	Francis H. Cabot (2001), Edition: First Edition, 328 pages	75,00 $
116	**115**	The Green Tapestry	Chatto, Beth	1989	Simon & Schuster (1989), Edition: First Edition, 192 pages	20,00 $
117	**116**	The Illustrated Encyclopedia of Fruits, Vegetables, and Herbs: History, Botany, Cuisine	Santich, Barbara	2017	Chartwell Books (2017), 360 pages	25,99 $
118	**117**	The Mix & Match Guide to Companion Planting: An Easy, Organic Way to Deter Pests, Prevent Disease, Improve Flavor, and Increase Yields in Your Vegetable Garden	Jeffery, Josie	2014	Ten Speed Press (2014), Edition: Spi, 104 pages	20,99 $
119	**118**	The Origins of Fruit and Vegetables	Roberts, Jonathan	2001	Universe (2001), Edition: English Language, 192 pages	20,00 $
120	**119**	The Romantic Garden	Graham, Rose	1988	Penguin Books (1988), 167 pages	15,00 $
121	**120**	The Scented Garden: A Complete Guide to Growing and Using Fragrant Plants	Allardice, Pamela	1992	Angus & Robertson (1992), Edition: First Edition, 208 pages	30,00 $

	A	B	C	D	E	F
122	**121**	The War on Weeds in the Prairie West: An Environmental History	Evans, Clinton L.	2002	University of Calgary Press (2020), 326 pages	29,95 $
123	**122**	Toutes les plantes 102097	Collectif	1992	Gallimard (1992)	15,00 $
124	**123**	Toutes les plantes belles et comestibles	Garbe, Pascal	2021	Ulmer (2021), Edition: Illustrated, 320 pages	49,95 $
125	**124**	Un goût de forêt: Identifier, récolter et régénérer les plantes comestibles du Québec	Burton, Laurence	2022	Les Editions de l'Homme (2022), 304 pages	29,95 $
126	**125**	Un jardin bien pensé	Gillet Cimon, Guylaine	1989	Saint-Nicholas Est,QC : Intermondes, 1989. ENVOI SIGNÉ de l'auteure.	40,00 $
127	**126**	Un jardin dans le nord	Robert, E. Harris 1917-	1978	Ottawa : Agriculture Canada, 1978.	10,00 $
128	**127**	Un Jardin Extraordinaire: Quatre-Vents, En Charlevoix, Quebec	Des Gagniers, Jean	2002	Hortus Press (2002), Edition: First Edition	75,00 $
129	**128**	Un jardin pour les abeilles: 80 plantes pour attirer bourdons, abeilles sauvages et domestiques	Schwarzer, Elke	2019	DELACHAUX (2019), 128 pages	30,95 $
130	**129**	Un potager sur le balcon	Collectif	2017	Marabout (2017), 176 pages	19,95 $
131	**130**	Un potager sur mon balcon	Asseray, Philippe	2016	Larousse (2016), Edition: Illustrated, 144 pages	16,95 $
132	**131**	Végétalisation des toitures	Kleinod, Brigitte	2001	Ulmer (2001), 93 pages	20,00 $
133	**132**	Vie secrète des arbres (La)	Wohlleben Peter	2017	Les Éditions Multimondes inc. (2017), 264 pages	29,95 $
134	**133**	Zéro intrant au jardin ! (Les nouvelles approches du jardin) (French Edition)	Meignen, Jean-Yves	2019	Rustica Éditions (2019), 96 pages	26,95 $
135	**134**	The Color encyclopedia of ornemental Grasses	Darke, Rick	1999	Timber Press	20,00 $
136	**135**	Arbres et arbustes indigènes pour les jardins du Québe	Dumont, Bertrand	2024	Broquet	34,95 $
137	**136**	Comprendre la nature et tirer partie de ses bienfaits	Dumont, Bertrand	2023	Horti Media	27,95 $
138	**137**	Aménager et cultiver en respectant la terre	Dumont, Bertrand	2023	Horti Media	27,95 $
139					TOTAL	**3 985,00 $**
140						
141			Signé :			

Montréal, le 21 septembre 2024

Ariane Lelièvre Mathieu, bibliothécaire
Bibliothèque du Jardin botanique
Recherche et Développement scientifique
Jardin botanique / Espace pour la vie
4101, rue Sherbrooke Est
Montréal, Québec, H1X 2B2

Évaluation monétaire : Don Bertrand Dumont

J'ai apprécié la donation dans vos locaux le 10 de ce mois avec des inventaires fournis par vos services afin de préparer une évaluation indépendante et actuelle de la juste valeur marchande de la donation. Cette donation est présentée au Jardin botanique de Montréal. Je joins copie annotée de l'inventaire.

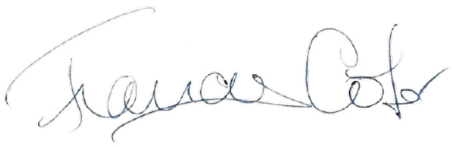
J'ai préparé cette évaluation à votre demande en tant que marchand actif dans la librairie ancienne depuis 1981 ayant les connaissances et les ressources pour évaluer ce type de documents, membre d'associations professionnelles, afin de permettre au Jardin botanique d'acquérir cette collection.

La donation comprend environ 137 titres relatifs, surtout, à la permaculture, sujet sur lequel M. Dumont à publier plusieurs ouvrages. On y trouve aussi des ouvrages sur le jardinage, les jardins, des manuels et des titres sur l'écologie. Il s'agit d'ouvrages assez récents, des années 1970 à aujourd'hui.

La présente évaluation estime la juste valeur marchande en vigueur à la rédaction du rapport. En résumé, selon toutes les données disponibles et mon opinion professionnelle, la juste valeur marchande actuelle de cette donation est de :

Trois-mille-neuf-cent-quatre-vingt-cinq dollars canadiens – (3 985,00 $)

La juste valeur marchande étant ainsi définie :
Le prix le plus élevé, exprimé en espèces, qu'un bien rapporterait sur le marché libre, dans une transaction entre un vendeur et un acheteur consentants qui seraient indépendants l'un de l'autre et qui agiraient en toute connaissance de cause.



C.V.

Je suis membre de l'Association de la librairie ancienne du Canada (ALAC), de la Ligue internationale de la librairie ancienne (LILA), de la Confrérie de la librairie ancienne du Québec (CLAQ), fondateur et directeur du Cercle de bibliophilie In-Quarto, éditeur du domaine Internet Bibliopolis.net. Formation académique en lettres et en histoire ancienne (UQAM, 1975-1978); et en archivistique (Université de Montréal, 1986). Introduction à la reliure à l'atelier de François Ouvrard (1984-1985). Publications dans Reliures et Papiers (Montréal), L'Épuisé (Montréal), Documentation et Bibliothèques (Montréal, ASTED) et dans Arts et Métiers du Livre (Paris). Evaluateur et animateur d'ateliers d'expertise pour diverses sociétés et institutions, dont : le Conseil national d'évaluation des archives (C.N.E.A./N.A.A.B.), Bibliothèque & Archives Canada, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, l'Université du Québec à Montréal, l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'Université Concordia, l'Université Laval, l'Université de Sherbrooke, l'Université Bishop's, l'Université de Moncton (N.B.), la Phonothèque québécoise, le Musée d'art contemporain de Montréal, le Musée des Beaux-Arts de Montréal, le Musée national des Beaux-Arts du Québec, le Musée des Beaux-Arts du Canada, le Musée de la Pointe-à-Callières, le Centre canadien d'architecture, le Musée McCord Stewart et le Musée de la Civilisation.

DESCRIPTION

La donation comprend environ 137 titres relatifs, en particulier, à la permaculture, sujet sur lequel M. Dumont à publier plusieurs ouvrages. On y trouve aussi des ouvrages sur le jardinage, les jardins, des manuels et des titres sur l'écologie. Il s'agit d'ouvrages assez récents, des années 1970 à aujourd'hui. Je joins copie de l'inventaire annoté.

PROPRIETE MATERIELLE ET INTELLECTUELLE

La présente évaluation estime la juste valeur marchande de la propriété matérielle seulement. Elle ne comprend aucune valeur liée à des attributs tels que le droit d'auteur ou les considérations relatives à l'utilisation future.

METHODES D'EVALUATION UTILISEES

J'ai utilisé la méthode de comparaisons des ventes. Plusieurs titres sont toujours disponibles chez l'éditeur, j'ai alors retenu le prix de détail suggéré comme juste valeur marchande. Pour les titres épuisés chez l'éditeur, j'ai consulté des répertoires de ventes publiques dont WorthPoint.com qui compilent les ventes de livres de plusieurs maisons dont celles sur eBay ; et des sites marchands de ventes, sur la plateforme ViaLibri, pour des ouvrages identiques ou similaires.

Pour les livres disponibles, j'ai conservé les prix avec décimales (9,95$, par exemple), tandis que pour les titres épuisés, j'ai donné des prix arrondis (10,00$).

CONTEXTE DU MARCHE

Le marché pour les livres sur la permaculture, le jardinage, et l'écologie est réel. En témoigne de nombreuses rééditions.

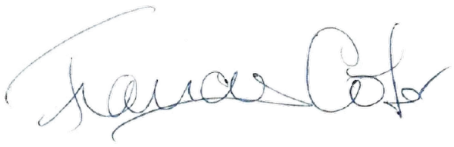
RABAIS POUR L'ACCROISSEMENT DE L'OFFRE

Le rabais pour l'accroissement de l'offre ne s'applique pas. Les titres ont été choisis et retenus par le Jardin botanique pour enrichir leur collection.

ATTESTATION

J'atteste ne pas avoir d'intérêts dans les biens évalués, ne pas avoir précédemment vendu les dits biens, n'être associé d'aucune façon avec M. Bertrand Dumont ou le Jardin botanique de Montréal, n'avoir aucun intérêt financier personnel dans quelque aspect des documents de ce fonds, et que mes honoraires ne dépendent aucunement du montant de l'évaluation.

Salutations cordiales,



PJ – inventaire annoté
(Excel : Cote-Liste_Annoté_Don_Dumont_Bertrand_2024_pour_evaluation

François Côté, libraire

Nouvelle adresse de correspondance : 10415 Grande Allée, Montréal, Québec, Canada. H3L 2M4
Messagerie : 514 820 2324 www.bibliopolis.net/cote cote@bibliopolis.net

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1245399002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Insectarium , Division collection entomologique et recherche
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accepter le don de Phylliidae de la collection Stéphane Le Tirant d'Alexandra Le Tirant pour l'Insectarium de Montréal et autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à Alexandra Le Tirant d'une valeur totale de 53 214,56 $

Il est recommandé :
1- d'accepter d'Alexandra Le Tirant un don de Phylliidae de la collection Stéphane Le Tirant pour l'Insectarium de Montréal d'une valeur totale établie par des évaluateurs externes à 53 214,56 $;

2- d'autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à Alexandra Le Tirant, au montant de 53 214,56 $, conformément aux règles fiscales applicables.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-12-08 18:12

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245399002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Insectarium , Division collection entomologique et recherche
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accepter le don de Phylliidae de la collection Stéphane Le Tirant d'Alexandra Le Tirant pour l'Insectarium de Montréal et autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à Alexandra Le Tirant d'une valeur totale de 53 214,56 $

CONTENU

CONTEXTE

L'Insectarium de Montréal possède une collection scientifique de référence. Les collections scientifiques répondent à des besoins de recherche et, à travers leur conservation, représentent des témoins importants et des banques génétiques de la nature. Ces collections permettent aux spécialistes de l'Insectarium, de la communauté scientifique en général et ultimement au public, de développer une meilleure connaissance de cet important groupe que sont les insectes et de l'impact des changements environnementaux, dont les changements climatiques, sur la nature. Plusieurs modes d'acquisition, tels que le don, le transfert d'un musée à un autre, le legs, l'achat et la collecte en milieu naturel, permettent à l'Insectarium de développer sa collection en fonction d'une politique de développement rigoureuse. La donation de spécimens d'intérêt scientifique représente une opportunité importante pour l'Insectarium, à faible coût.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 (19 août 2024) - Accepter, en vertu de l'article 33 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , le don de spécimens d'insectes de M. Michel Racine pour l'Insectarium de Montréal, d'une valeur de 34 792,37 $.

DESCRIPTION

Le don qui fait l'objet de ce sommaire provient d'Alexandra Le Tirant et est issu de la collection personnelle de Stéphane Le Tirant, conservateur retraité de l'Insectarium. Il comporte 1002 spécimens d'insectes phasmes et phyllies. Ces insectes seront intégrés à la collection scientifique de l'Insectarium de Montréal. La valeur du don est estimée à 53 214,56$.

JUSTIFICATION

Analysé par le responsable de la section collections entomologiques et recherche de l'Insectarium, ce don de spécimens est cohérent avec la politique d'acquisition des collections de l'Insectarium. Il favorisera la mission de recherche scientifique d'Espace pour la vie. Plusieurs de ces insectes seront aussi utilisés pour les expositions destinées au public de l'Insectarium.

Cette donation, de très haute qualité, requerra peu de travail d'intégration à la collection de l'Insectarium, car le montage et l'étiquetage sont faits selon les dernières normes en matière de collection scientifique.

L'Insectarium a pris possession du don le 30 novembre 2024.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les évaluations ont été réalisées selon les critères et le processus de la Politique des collections de l'Insectarium.

La juste valeur marchande du don se situant au dessus de 50 000 $, l'Insectarium a fait appel à trois évaluateurs externes indépendants, conformément a l'encadrement administratif C-RF-SFIN-D-16-002.

Le don du présent dossier a été évalué par trois évaluateurs externes (voir détail en pièces jointes). Les évaluations sont en anglais car les évaluateurs sont américains avec l'expertise requise pour évaluer une collection d'envergure internationale comme celle-ci.

- L'évaluation de l'entomologiste Oliver Keller s'élève à 36 382,50 $ USD (soit 51 039,92 $ CAD selon le taux de change au moment de l'évaluation, le 29 novembre 2024)
- L'évaluation de Edward Gage, du Texas Museum of Entomology s'élève à 40 743,81 $ USD (soit 57 269,50 $ CAD selon le taux de change au moment de l'évaluation, le 2 décembre 2024)
- L'évaluation de Royce Cumming, du American Museum of Natural History, s'élève à 36 521,25 $ USD (soit 51 334,27 $ CAD selon le taux de change au moment de l'évaluation, le 2 décembre 2024)

La valeur moyenne des trois évaluations est donc de 53 214,56 $ CAD. Un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu doit être émis à l'attention d'Alexandra Le Tirant.

MONTRÉAL 2030

Cette acquisition contribue aux orientations de Montréal 2030. Elle contribue notamment aux priorités suivantes:

- 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision
- 20. Accroître l’attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

La grille d'analyse se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'ajout de cette collection fera en en sorte que la collection des phasmes de l'Insectarium sera la plus importante collection de ce groupe dans le monde.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Roxanne DUFRESNE, Service des finances et de l’évaluation foncière

Lecture :

Roxanne DUFRESNE, 5 décembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julia MLYNAREK
entomologiste

Tél : 5142651871
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-06

Maxim LARRIVEE
directeur(-trice) de l'insectarium

Tél : 438 992-4386
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice de service - espace pour la vie
Tél : 438 923-4305

Approuvé le : 2024-12-06

SPECIMEN DONATION ESTIMATION FORM

Name 2024 donation to the Montreal Insectarium

Itemized Appraisal performed by Oliver Keller, PhD, *Keller Entomological Consulting LLC*

Appraisal date: December 2, 2024

NAME: S. Le Tirant	Received By:		Do not write in shaded areas.
ADDRESS: Montreal, QC, Canada	Date: 2024		
Brief description of donation: Phylliidae			
Type of Specimen, Technique, Supply or Procedure	NUMBER	FACTOR	VALUE
1. Number of SPECIMENS UNMOUNTED dry (with collection data)	5	$0.70	$ 3.50
2. Number of SPECIMENS MOUNTED by accepted method for order (otherwise unmounted)			
- PINNED	997	$3.60	$ 3,589.20
- POINT or MINUTEN mounted		$2.80	$ -
- ENVELOPE (Plastic or glassine for Odonata)		$1.40	$ -
- ALCOHOL (small orders, immatures, etc., in 75% alcohol)		$1.40	$ -
- SLIDE (thrips, scales, mites, etc.)		$2.80	$ -
3. Add additional LABELING factors for museum quality labels used with specimens in Line 2.			
- Number of labels for specimens	1002	$2.80	$ 2,805.60
- Number of labeled Envelopes		$1.40	$ -
- Number of labeled VIALS (4 dram preferred)		$2.80	$ -
- Number of labeled Slides		$11.20	$ -
To Lines 1 and 2, add the additional factors which apply.			
4. EXOTIC	1002	$3.60	$ 3,607.20
5. SPREAD (Lepidoptera, Neuroptera, etc.; not desirable for most orders)		$2.80	$ -
6. ACETONE PRESERVED (Odonata only)		$1.40	$ -
7. DISSECTED (e.g. Genitalia, etc.)			
- MICROVIAL or acceptable dry mounting		$5.60	$ -
- SLIDE mounted		$14.00	$ -
8. MATING PAIRS or IN COPULA		$7.00	$ -
9. Number with SIGNIFICANT biological, host or habitat data (barcodes)	78	$14.00	$ 1,092.00
10. Identfied by Authority to GENUS only		$2.80	$ -
11. Identfied by Authority to GENUS and SPECIES		$7.00	$ -
12. HOLOTYPE, LECTOTYPE, or NEOTYPE*	9	$500.00	$ 4,500.00
13. ALLOTYPE		$100.00	$ -
14. PARATYPE	152	$50.00	$ 7,600.00
15. TERTIARY TYPES (topotype, homeotype, metatype, etc.)		$3.00	$ -
16 BULK SAMPLES (e.g. flight traps, light traps) DOMESTIC		$15.00	$ -
17 BULK SAMPLES (e.g. flight traps, light traps) EXOTIC		$30.00	$ -
18 Special taxa (uncommon, extinct, gynandromorph, etc.)*	Listed Separately		$ -
19. Collecting Equipment	Listed Separately		$ 1,855.00
20. Books	Listed Separately		$ 935.00
21. Other*	Listed Separately		
22. SUM of LINES 1 and 2 = TOTAL NUMBER OF SPECIMENS	1002		
23. Sum of Third Column = Estimated Value of Collection			$ 25,987.50
24. ADJUSTMENT (0-40% added or subtracted by curator, depending on condition of material)	40		$ 36,382.50
25. CANADIAN DOLLAR CONVERSION (11/29/2024)			**$ 51,039.92**

This form is a guide to estimate fair market value for arthropod specimens donated to any natural history collection.
The donor may accept or reject the estimate and is responsible for claiming any value.

*** NOTE:** List special items on a separate page with estimated values to be included on this form. Items to list include names of special taxa, cabinets, documented actual market value, fossil specimens, historically important specimens, etc.

COLLECTION EQUIPMENT DONATION ESTIMATION FOR

Metzler 2024 donation to the Montreal Insectarium

Itemized Appraisal performed by Oliver Keller, PhD, *Keller Entomological Consulting LLC*

Appraisal date: December 2, 2024

Item	Number	Factor	
Insect Drawers	53	$	35.00
A taxonomic guide to the stick insects of Singapore	1	$	80.00
A taxonomic guide to the stick insects of Sumatra I	1	$	120.00
A taxonomic guide to the stick insects of Sumatra 2	1	$	150.00
A taxonomic guide to the stick insects of Borneo	1	$	100.00
A taxonomic guide to the stick insects of Borneo II	1	$	100.00
A taxonomic guide to the stick insects of Borneo III	1	$	100.00
Phasmida of China	1	$	65.00
Phasmes du monde	1	$	100.00
A step by step book about stick insects	1	$	10.00
A guid to the stick leaf insects of Singapore	1	$	20.00
Phyllidae Arten	1	$	45.00
Wandelnde Blätter	1	$	35.00
Rearing and studying stick and leaf insects	1	$	10.00

M

Value	
$	1,855.00
$	80.00
$	120.00
$	150.00
$	100.00
$	100.00
$	100.00
$	65.00
$	100.00
$	10.00
$	20.00
$	45.00
$	35.00
$	10.00
$	**2,790.00**



Texas Museum of Entomology, (TME)
Natural History Collections
TME Resources

SPECIMEN DONATION ESTIMATION FORM

Ed Gage, Curator edvgage@gmail.com

P.O. Box 63447, Pipe Creek, TX, 78063
210-365-9149

NAME: Stephane Le Tirant PHYLLIIDAE Collection. In name of Alexandra Le Tirant	Received By: November 7, 2024		Form Revised November,2023
ADDRESS: 44A rue Dubois	Date: December 2, 2024		
Sainte-Therese , QC, J7E 1K1, CA	Do not write in shaded areas		
Type of Specimen, Technique, Supply or Procedure	NUMBER	FACTOR	VALUE
1 Number of SPECIMENS UNMOUNTED dry (with collection data)	5	$0.60	3.00
2 Number of SPECIMENS MOUNTED by accepted method for order			
PINNED	997	$1.20	1,196.40
POINT or MINUTEN		$2.40	
ENVELOPE (plastic or glassine for Odonata)		$1.20	
ALCOHOL (Small orders, immatures, etc., in 75% alcohol)		$1.20	
SLIDE (thrips, scales, mites, etc.)		$2.40	
3 Add additional LABELLING factors for museum quality labels used with line 2 specimens			
Number of labelled Pins	997	$1.20	
Number of labelled Envelopes		$1.20	
Number of labelled 4 dram VIALS		$2.40	
Number of labelled SLIDES		$9.60	
4 EXOTIC		$1.20	
5 SPREAD		$2.40	
6 ACETONE PRESERVED (Odonata only)		$1.20	
7 DISSECTED (e.g. genitalia)			
-MICROVIAL or acceptable mounting		$4.80	
-SLIDE mounted		$12.00	
8 MATING PAIRS or IN COPULA		$6.00	
9 Number with SIGNIFICANT biological, host or habitat data		$1.20	
10 Identified by Authority to Genus only		$2.40	
11 Identified by Authority to Genus and Species		$4.80	
12 HOLOTYPE, LECTOTYPE, or NEOTYYPE		$450.00	
13 ALLOTYPE		$120.00	
14 PARATYPE		$42.00	
15 TERTIARY TYPES (topotype, homeotype, metatype, etc.)		$3.60	
16 BULK SAMPLES (e.g. flight traps, light traps) DOMESTIC		$18.00	
17 BULK SAMPLES (e.g. flight traps, light traps) EXOTIC		$36.00	
18 Special taxa (uncommon, extinct, gynandomorph, high market value, etc.)	Listed separately		
19 Cabinets, Drawers, other Storage Boxes with donation	53 drawers, 5 cabinets 70/250		$ 1,855.00
20 Market value of specimens (92 pages of documentation)	244 M, 550 F and 91 Eggs		$ 32,125.00
21 Other* Collector stamps and pictures	10	$ 25.00	$ 250.00
22 SUM of LINES 1 and 2 = TOTAL NUMBER OF SPECIMENS	1002		
23 Sum of Third Column = Estimated Value of Collection			$ 35,429.40
24 Adjustment (up to 25% added or subtracted by curator, depending on condition of material)	+ 15 %	5,314.41	$ 40,743.81
25. CANADIAN DOLLAR CONVERSION (12/02/2024)			**$ 57,269.50**

This form is a guide to estimate fair market value for an arthropod specimens donation to any natural history collection.
The donor may accept or reject the estimate and is responsible for claiming any value.

***NOTE:** List special items on a separate page with estimated values to be included on this form. Items to list include names of special taxa, cabinets, documented actual market value, fossil specimens, historically important specimens, etc.

PHYLLIIDAE COLLECTION DE STÉPHANE LE TIRANT

(02-12-2024)

Tiroir no.	Subfamily	Tribe	Genus	Species	Female	Unit price	Female Total	Male	Unit price	Male Total	Egg	Unit price	Egg Total	Total $ (USD)	Notes
	Phylliinae	Phylliini	*Chitoniscus*	"Australian Lobiventris"			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Chitoniscus*	*feejeeanus*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Chitoniscus*	*lobipes*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Chitoniscus*	*lobiventris*			$ -			$ -			$ -	$ -	
1	Phylliinae	Phylliini	***Chitoniscus***	***"Suva"(albertkangi)***	1	$ 100,00	$ 100,00			$ -			$ -	$ 100,00	
6	Phylliinae	Phylliini	***Comptaphyllium***	***caudatum***	30	$ 39,00	$1 170,00	5	$ 30,00	$ 150,00			$ -	$ 1 320,00	https://www.exotic-insects.com/en/phasmida/10214-aphaena-murei.html
7	Phylliinae	Phylliini	***Comptaphyllium***	***caudatum***	32	$ 39,00	$1 248,00			$ -			$ -	$ 1 248,00	https://bioquipbugs.com/product/comptaphyllium-caudatum/
8	Phylliinae	Phylliini	***Comptaphyllium***	***riedeli***			$ -	1	$ 60,00	$ 60,00			$ -	$ 60,00	Very rare
	Phylliinae	Phylliini	*Comptaphyllium*	*regina*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Comptaphyllium*	*"Toricelli Gebirge"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Comptaphyllium*	*"Arfak"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Trolicaphyllium***	***brachysoma***	1	$ 70,00	$ 70,00			$ -			$ -	$ 70,00	Very rare
	Phylliinae	Phylliini	*Trolicaphyllium*	*erosum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Trolicaphyllium***	***sarrameaense***	4	$ 50,00	$ 200,00	8	$ 45,00	$ 360,00			$ -	$ 560,00	
	Phylliinae	Nanophylliini	*Nanophyllium*	*NHMUK/Jerri Small*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Nanophylliini	*Nanophyllium*	*"Aru Island"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Nanophylliini	*Nanophyllium*	*daphne*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Nanophylliini	*Nanophyllium*	*adisi*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Nanophylliini	*Nanophyllium*	*hasenpuschi*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Nanophylliini	*Nanophyllium*	*"Misool"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Nanophylliini	*Nanophyllium*	*pygmaeum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Nanophylliini	*Nanophyllium*	*australianum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Nanophyllium***	***rentzi***			$ -	1	$ 120,00	$ 120,00			$ -	$ 120,00	Very rare
3	Phylliinae	Nanophylliini	***Nanophyllium***	***asekiense***	13	$ 40,00	$ 520,00	1	$ 100,00	$ 100,00			$ -	$ 620,00	
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Nanophyllium***	***chitoniscoides***	1	$ 250,00	$ 250,00			$ -			$ -	$ 250,00	https://www.exotic-insects.com/en/phasmida/9088-aphaena-murei.html
3	Phylliinae	Nanophylliini	***Nanophyllium***	***frondosum***	4	$ 40,00	$ 160,00			$ -			$ -	$ 160,00	
3	Phylliinae	Nanophylliini	*Nanophyllium*	*n.sp. ?*	1	$ 100,00	$ 100,00			$ -			$ -	$ 100,00	
	Phylliinae	Nanophylliini	*Nanophyllium*	*suzukii*			$ -			$ -			$ -	$ -	
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Nanophyllium***	***sp.***	2	$ 75,00	$ 150,00			$ -			$ -	$ 150,00	
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Acentetaphyllium***	***brevipenne***	1	$ 400,00	$ 400,00			$ -			$ -	$ 400,00	Very rare
	Phylliinae	Nanophylliini	*Acentetaphyllium*	*"brevipenne like"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Acentetaphyllium***	***stellae***			$ -	1	$ 120,00	$ 120,00			$ -	$ 120,00	Very rare
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Acentetaphyllium***	***larssoni***			$ -	1	$ 120,00	$ 120,00			$ -	$ 120,00	Very rare
	Phylliinae	Nanophylliini	*Acentetaphyllium*	*miyashitai*			$ -			$ -			$ -	$ -	
5	Phylliinae	Phylliini	***Walaphyllium***	***zomproi***	1	$ 100,00	$ 100,00	1	$ 100,00	$ 100,00			$ -	$ 200,00	Rare
5	Phylliinae	Phylliini	***Walaphyllium***	***monteithi***	8	$ 75,00	$ 600,00	4	$ 60,00	$ 240,00	7	$ 5,00	$ 35,00	$ 875,00	
5	Phylliinae	Phylliini	***Walaphyllium***	***lelantos***	1		$ -			$ -			$ -	$ -	Very rare
	Phylliinae	Phylliini	*Rakaphyllium*	*exsectum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
4	Phylliinae	Phylliini	***Rakaphyllium***	***schultzei***	7	$ 150,00	$1 050,00	2	$ 100,00	$ 200,00			$ -	$ 1 250,00	Very rare; https://www.exotic-insects.com/en/phasmida/8766-aphaena-murei.html
	Phylliinae	Phylliini	*Rakaphyllium*	*"Aru Island"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Vaabonbonphyllium*	*rafidahae*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Vaabonbonphyllium*	*groesseri*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Vaabonbonphyllium*	*"Wild fam."*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*yapicum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***athanysus***			$ -			$ -			$ -	$ -	
9	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***celebicum***	18	$ 25,00	$ 450,00	1	$ 20,00	$ 20,00			$ -	$ 470,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*drunganum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*parum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
18	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***rarum***	3	$ 30,00	$ 90,00			$ -			$ -	$ 90,00	
16	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***tibetense***	2	$ 100,00	$ 200,00	1	$ 100,00	$ 100,00	2	$ 5,00	$ 10,00	$ 310,00	
17	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***westwoodii***	14	$ 16,00	$ 224,00	5	$ 16,00	$ 80,00			$ -	$ 304,00	
16	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***yunnanense***	1	$ 45,00	$ 45,00	1	$ 35,00	$ 35,00			$ -	$ 80,00	
10	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***chrisangi***	2	$ 35,00	$ 70,00	8	$ 18,00	$ 144,00	12	$ 5,00	$ 60,00	$ 274,00	
13	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***oyae***	18	$ 22,00	$ 396,00	7	$ 20,00	$ 140,00			$ -	$ 536,00	
14	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***oyae***	17	$ 22,00	$ 374,00	8	$ 20,00	$ 160,00			$ -	$ 534,00	
15	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***oyae***	20	$ 22,00	$ 440,00			$ -			$ -	$ 440,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*wennae*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*daparo*			$ -			$ -			$ -	$ -	
12	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***liyananae***	3	$ 120,00	$ 360,00	1	$ 90,00	$ 90,00	2	$ 5,00	$ 10,00	$ 460,00	1 paratype
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*echidna*			$ -			$ -			$ -	$ -	
16	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***faulkneri***	1	$ 60,00	$ 60,00			$ -			$ -	$ 60,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*animatum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*bankoi*			$ -			$ -			$ -	$ -	
10	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***icarus***	5	$ 30,00	$ 150,00	6	$ 25,00	$ 150,00			$ -	$ 300,00	
11	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***limogesi***	19	$ 37,00	$ 703,00	4	$ 20,00	$ 80,00			$ -	$ 783,00	
16	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*phami*			$ -	1	$ 20,00	$ 20,00			$ -	$ 20,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*bollensi*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*khmer*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*nuichuaense*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***"Stephane large female"***			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*"Bangka Island"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*"Cebu"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*"Zamboanga"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*yakkaso*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Cryptophyllium*	*romeoi*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Pseudomicrophyllium*	*pusillulum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Pseudomicrophyllium*	*"Thierry"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Pseudomicrophyllium***	***geryon***			$ -	1	$ 200,00	$ 200,00			$ -	$ 200,00	Extremely rare
	Phylliinae	Phylliini	*Pseudomicrophyllium??*	*"Palau Island"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Microphyllium***	***haskelli***	1	$ 200,00	$ 200,00			$ -			$ -	$ 200,00	Extremely rare
	Phylliinae	Phylliini	*Microphyllium*	*spinithorax*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Microphyllium*	*"Albert Kang"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
42	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***giganteum***	3	$ 45,00	$ 135,00	5	$ 65,00	$ 325,00	9	$ 5,00	$ 45,00	$ 505,00	Males are very rares
43	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***giganteum***	17	$ 45,00	$ 765,00			$ -			$ -	$ 765,00	Color variations
44	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***giganteum***	15	$ 45,00	$ 675,00			$ -			$ -	$ 675,00	Color variations
39	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***bhaskarai***	16	$ 65,00	$1 040,00	4	$ 18,00	$ 72,00			$ -	$ 1 112,00	20 paratypes
	Phylliinae	Phylliini	*Pulchriphyllium*	*detlefgrosseri*			$ -			$ -			$ -	$ -	
40	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***abdulfatahi***	6	$ 40,00	$ 240,00	7	$ 30,00	$ 210,00			$ -	$ 450,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Pulchriphyllium*	*lambirense*			$ -			$ -			$ -	$ -	
38	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***fredkugani***			$ -	2	$ 25,00	$ 50,00			$ -	$ 50,00	
	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***agnesagamaae***			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***delislei***			$ -			$ -			$ -	$ -	
38	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***delislei? DNA 006***	1		$ -			$ -			$ -	$ -	
38	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***agathyrsus***	1	$ 30,00	$ 30,00	1	$ 30,00	$ 30,00			$ -	$ 60,00	
40	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***bioculatum***	7	$ 40,00	$ 280,00	1	$ 30,00	$ 30,00			$ -	$ 310,00	Color variations; https://bioquipbugs.com/product/pulchriphyllium-bioculatum/
41	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***bioculatum***	15	$ 40,00	$ 600,00	15	$ 30,00	$ 450,00			$ -	$ 1 050,00	Color variations
	Phylliinae	Phylliini	*Pulchriphyllium*	*crurifolium*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Pulchriphyllium*	*scythe*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Pulchriphyllium*	*anangu*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Pulchriphyllium*	*bioculatum "Myanmar"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Pulchriphyllium*	*"Laos"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
46	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***maethoraniae***	5	$ 50,00	$ 250,00	5	$ 40,00	$ 200,00			$ -	$ 450,00	
45	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***heracles***			$ -	16	$ 100,00	########			$ -	$ 1 600,00	16 paratypes
	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***sinense***			$ -			$ -			$ -	$ -	
47	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***pulchrifolium***	8	$ 28,00	$ 224,00	19	$ 18,00	$ 342,00			$ -	$ 566,00	Color variations
48	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***pulchrifolium***	27	$ 28,00	$ 756,00			$ -			$ -	$ 756,00	Color variations
38	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***rimiae***			$ -	4	$ 60,00	$ 240,00			$ -	$ 240,00	Rare
	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***mannani***			$ -	6	$ 26,00	$ 156,00			$ -	$ 156,00	
38	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***shurei***			$ -	2	$ 55,00	$ 110,00			$ -	$ 110,00	Rare
	Phylliinae	Phylliini	*"Phyllium"*	*"novae-britanniae"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*"Phyllium"*	*"Waigeo"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*"Phyllium"*	*longicorne*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*arthurchungi*			$ -			$ -			$ -	$ -	
22	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***gantungense***	31	$ 15,00	$ 465,00	1	$ 15,00	$ 15,00			$ -	$ 480,00	
	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***cummingi***	2	$ 40,00	$ 80,00	2	$ 25,00	$ 50,00			$ -	$ 130,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"T1 from Francis"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***ouellettei***			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***boislardi***			$ -			$ -			$ -	$ -	
19	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***chenqiae***			$ -	3	$ 35,00	$ 105,00			$ -	$ 105,00	Rare
33	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***palawanense***	4	$ 35,00	$ 140,00	2	$ 35,00	$ 70,00			$ -	$ 210,00	Rare
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*bilobatum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*iyadaon*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*woodi*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Bohol Island"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
21	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***fallorum***	2	$ 50,00	$ 100,00	1	$ 45,00	$ 45,00			$ -	$ 145,00	
	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***ratcliffei***			$ -			$ -			$ -	$ -	
24	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***hausleithneri***	15	$ 44,00	$ 660,00	7	$ 16,00	$ 112,00	6	$ 5,00	$ 30,00	$ 802,00	Eggs paratypes
30	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***nisus***	20	$ 22,00	$ 440,00	12	$ 13,00	$ 156,00			$ -	$ 596,00	
19	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***gardabagusi***	5	$ 20,00	$ 100,00	4	$ 15,00	$ 60,00			$ -	$ 160,00	
23	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***gardabagusi***	22	$ 20,00	$ 440,00	3	$ 15,00	$ 45,00			$ -	$ 485,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Sumatra pink coxae"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
32	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***rubrum***	2	$ 20,00	$ 40,00	6	$ 20,00	$ 120,00			$ -	$ 160,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"rubrum sister species"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
25	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***jacobsoni***	10	$ 20,00	$ 200,00	7	$ 15,00	$ 105,00			$ -	$ 305,00	

28	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***mabantai***	7	$ 20,00	$ 140,00			$ -			$ -	$ 140,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*pagasa*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*ayukayukan*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*pop. 3*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***samarense***			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*amorosoi*			$ -			$ -			$ -	$ -	
29	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***mamasaense***	20	$ 45,00	$ 900,00	1	$ 40,00	$ 40,00			$ -	$ 940,00	Color variations
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Rachael, north Sulawesi"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*hennemanni*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Sumatra"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
26	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***letiranti***	15	$ 15,00	$ 225,00	5	$ 14,00	$ 70,00	27	$ 5,00	$ 135,00	$ 430,00	3 paratypes
27	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***letiranti***	17	$ 15,00	$ 255,00	5	$ 14,00	$ 70,00			$ -	$ 325,00	Color variations
34	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***siccifolium***	4	$ 120,00	$ 480,00	1	$ 130,00	$ 130,00			$ -	$ 610,00	Very rare, color variations
	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***"Buru"***			$ -			$ -			$ -	$ -	
33	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***mindorense***	2	$ 50,00	$ 100,00	1	$ 35,00	$ 35,00			$ -	$ 135,00	
33	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***philippinicum***	5	$ 12,00	$ 60,00	1	$ 10,00	$ 10,00			$ -	$ 70,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Panay"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Lubang"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Tigum"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Masungi georeserve"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*chapmanorum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
19	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***bourquei***	1	$ 35,00	$ 35,00			$ -			$ -	$ 35,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Marinduque, philip-like"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
32	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***tobeloense tobeloense***	4	$ 25,00	$ 100,00			$ -			$ -	$ 100,00	
35	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***tobeloense tobeloense***	15	$ 25,00	$ 375,00	3	$ 20,00	$ 60,00			$ -	$ 435,00	
36	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***tobeloense bhaskarai***	13	$ 30,00	$ 390,00	1	$ 19,00	$ 19,00	14	$ 5,00	$ 70,00	$ 479,00	14 paratypes
37	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***tobeloense bhaskarai***	19	$ 30,00	$ 570,00			$ -			$ -	$ 570,00	19 paratypes
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Tydore"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Obi"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*crapulatum*			$ -			$ -			$ -	$ -	
32	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***telnovi***	3	$ 75,00	$ 225,00			$ -			$ -	$ 225,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Buton Is."*			$ -			$ -			$ -	$ -	
19	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***bradleri***			$ -	3	$ 45,00	$ 135,00			$ -	$ 135,00	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Abra-Luzon"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*antonkozlovi*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Mt. Pullol"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*conlei*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Tenggara"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***brossardi***			$ -	1	$ 150,00	$ 150,00			$ -	$ 150,00	1 Paratype
31	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***ortizi***	5	$ 100,00	$ 500,00	6	$ 100,00	$ 600,00			$ -	$ 1 100,00	Paratypes
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*saltonae*			$ -			$ -			$ -	$ -	
20	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***elegans***	6	$ 45,00	$ 270,00	5	$ 45,00	$ 225,00	12	$ 5,00	$ 60,00	$ 555,00	
	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***"Yapen"***			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Lou Island"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"Massau Island"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*"nymph New Ireland"*			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***"heitzmanni"***			$ -			$ -			$ -	$ -	
	Phylliinae	Phylliini	*Phyllium*	*bonifacioi*			$ -			$ -			$ -	$ -	
21	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***ericoriai***	12	$ 20,00	$ 240,00	13	$ 18,00	$ 234,00			$ -	$ 474,00	
					♀			♂			**Egg**				
				TOTAL QUANTITY	**550**			**244**			**91**			**$ 32 125,00**	

***Adjustment (5% added by appraiser on condition of material)**	1 606.25
Total collection value	33 731.25
Collecting equipment and books	2 790.00
Total donation value	36,521.25 $USD
Canadian dollar conversion (02/12/2024)	51,334.27 $CAD

	Évaluation Oliver Keller (USD)	**Évaluation Ed Gage (CAD)**	**Évaluation Royce Cumming (USD)**
	*Oliver Keller est concentré sur la caractérisation de la collection et des spécimens.	*Ed Gage a évalué la collection a partir de la valeur marchande (reçus d'achat du donateur) des spécimens en vérifiant que les spécimens étaient bien montés.	*Royce a évalué la collection à partir de la valeur marchande (reçus d'achat du donateur) et en vérifiant la qualité des spécimens de la Collection de Stéphane Le Tirant.
Number of specimens unmounted	3.50	3.00	-
Number of specimens mounted	3,589.20	1,196.40	-
Labeling	2,805.60	-	-
Exotic	3,607.20	-	-
Significant biological data	1,092.00	-	-
Holotype, lectotype, neotype	4,500.00	-	-
Paratype	7,600.00	-	-
Collecting equipment and books	2,790.00	2,105.00	-
Market value of specimens	-	32,125.00	32,125.00
Adjustment	10,395.00	5,314.41	1,606.25
Total	36,382.50	40,743.81	36,521.25
Conversion to CAD	**51,039.92 ****	**57,269.50*****	**51,334.27*****

** conversion fait le 11/29/2024

***conversaion faite le 12/02/2024

Moyenne	**53,214.56**

*Méthodologie d'évaluation différente mais les deux sont valides:

Montréal

Annexe A
Informations à obtenir du donateur pour l'émission du reçu aux fins de l'impôt sur le revenu

Dons en nature

L'agence du Revenu du Canada (ARC) pose un certain nombre de conditions aux organismes qui reçoivent des dons en nature et qui émettent des reçus fiscaux. Ces conditions peuvent affecter le montant admissible à inscrire sur le reçu fiscal en retour de leur don. Ces conditions ne s'appliquent pas si le bien donné fait partie de la liste d'exclusion déterminée par l'ARC[1]. Ce formulaire a pour but de recueillir l'information nécessaire afin de s'assurer que les dons en nature rencontrent les critères de l'ARC pour la détermination de la juste valeur marchande (JVM).

Le(s) biens donnée(s) fait (font)-il(s) partie de l'inventaire du donateur? _____

Si vous avez répondu « oui », veuillez passer à la section **SIGNATURE**

Pour être en mesure de déterminer le montant à inscrire sur le reçu officiel aux fins de l'impôt sur le revenu, le donateur doit répondre à la question suivante :

Quel était le coût original du bien donné à la Ville de Montréal? Ce montant doit être indiqué dans l'espace prévu à cet effet ci-dessous, si l'une des situations suivantes s'applique :

1- Le bien a été acquis par le donateur moins de trois (3) ans avant la date du don;

2- Le bien a été acquis par le donateur moins de dix (10) ans avant la date du don et avec pour principal objectif d'en faire don à la Ville de Montréal;

3- Le bien a été acquis par le donateur d'une personne ayant un lien de dépendance avec lui;

4- Le bien donné a été acquis dans le cadre d'une entente d'abri fiscal.

Si aucun des cas ci-dessous ne s'applique, veuillez inscrire *non applicable* (N/A) ci-dessous :

_____

Si au moins un des cas ci-dessus s'applique, veuillez nous fournir le coût d'acquisition et indiquer le cas applicable :

_____$ Cas applicable : _____ (1, 2,3 ou 4)

Si un des cas ci-dessus s'applique, le montant du reçu officiel aux fins de l'impôt sur le revenu sera égal au moindre du coût pour le donateur et de la juste valeur marchande (sauf si le don est fait à la Ville de Montréal par suite du décès du donateur).

DESCRIPTION DU BIEN DONNÉ Collection exceptionnelle d'insectes-feuille (Phylliidae)

SIGNATURE

Alexandra Le Tirant
Nom (en lettre moulée) du donateur

Signature du donateur

3 décembre 2024
Date

[1] Voir bulletin d'interprétation IT-110R3 (15)

PHYLLIIDAE COLLECTION DE STÉPHANE LE TIRANT

(18-10-2024)

Tiroir no.	Sous-famille	Tribut	Genre	Espèce	Female	Male	Œufs	Notes
1	Phylliinae	Phylliini	***Chitoniscus***	***"Suva"(albertkangi)***	1			Rare
6	Phylliinae	Phylliini	***Comptaphyllium***	***caudatum***	30	5		
7	Phylliinae	Phylliini	***Comptaphyllium***	***caudatum***	32			
8	Phylliinae	Phylliini	***Comptaphyllium***	***riedeli***		1		très rare
1	Phylliinae	Phylliini	***Trolicaphyllium***	***brachysoma***	1			extrêmement rare
1	Phylliinae	Phylliini	***Trolicaphyllium***	***sarrameaense***	4	8		très rare
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Nanophyllium***	***rentzi***		1		très rare
3	Phylliinae	Nanophylliini	***Nanophyllium***	***asekiense***	13	1		
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Nanophyllium***	***chitoniscoides***	1			extrêmement rare
3	Phylliinae	Nanophylliini	***Nanophyllium***	***frondosum***	4			
3	Phylliinae	Nanophylliini	***Nanophyllium***	***n.sp. ?***	1			
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Nanophyllium***	***sp.***	2			
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Acentetaphyllium***	***brevipenne***	1			extrêmement rare
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Acentetaphyllium***	***stellae***		1		très rare
2	Phylliinae	Nanophylliini	***Acentetaphyllium***	***larssoni***		1		très rare
5	Phylliinae	Phylliini	***Walaphyllium***	***zomproi***	1	1		Rare
5	Phylliinae	Phylliini	***Walaphyllium***	***monteithi***	8	4	7	
5	Phylliinae	Phylliini	***Walaphyllium***	***lelantos***	1			très rare
4	Phylliinae	Phylliini	***Rakaphyllium***	***schultzei***	7	2		très rare
9	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***celebicum***	18	1		
18	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***rarum***	3			Rare
16	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***tibetense***	2	1	2	
17	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***westwoodii***	14	5		
17	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***westwoodii***	1	1		
17	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***westwoodii***		1		
16	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***yunnanense***	2	4		
10	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***chrisangi***	2	8	12	Rare maintenant, presque extirpé perte
13	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***oyae***	18	7		
14	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***oyae***	17	8		
15	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***oyae***	20			
18	**Phylliinae**	**Phylliini**	***Cryptophyllium***	***wennae***		1		Rare

12	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***liyananae***	3	1	2	1 paratype
16	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***faulkneri***	1			Rare
10	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***icarus***	5	7		Paratypes
8	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***icarus***	9			Paratypes
11	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***limogesi***	19	4		Paratypes
16	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***phami***		1		
	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***"Stephane large female"***				
12	Phylliinae	Phylliini	***Cryptophyllium***	***romeoi***	11	1		12 paratypes
1	Phylliinae	Phylliini	***Pseudomicrophyllium***	***geryon***		1		très rare
1	Phylliinae	Phylliini	***Microphyllium***	***haskelli***	1			très rare
42	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***giganteum***	3	5	9	Males sont très rares
43	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***giganteum***	17			variations de couleurs
44	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***giganteum***	15			variations de couleurs
39	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***bhaskarai***	16	4		20 paratypes
40	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***abdulfatahi***	6	7		
38	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***fredkugani***		2		
	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***delislei***	1			Holotype
38	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***delislei***	1			Paratype, DNA no. 6
38	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***agathyrsus***	1	1		
40	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***bioculatum***	7	1		variations de couleurs
41	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***bioculatum***	15	15		variations de couleurs
42	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***bioculatum***	4	2		
46	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***maethoraniae***	5	7		peu commun
45	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***heracles***		16		16 paratypes
15	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***sinense***		1		
47	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***pulchrifolium***	8	19		variations de couleurs
48	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***pulchrifolium***	27			variations de couleurs
38	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***rimiae***		4		
	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***mannani***		6		
38	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***shurei***		2		
22	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***gantungense***	31	1		
19	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***cummingi***	2	3		
	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***ouellettei***	1			Holotype
	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***boislardi***	2			Holotype

19	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***chenqiae***		3		
33	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***palawanense***	4	2		
34	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***woodi***		1		vieux spécimen
21-A	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***fallorum***	2	1		Rare
50	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***ratcliffei***	2			Holotype, paratype
24	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***hausleithneri***	15	7	6	oeufs paratypes
30	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***nisus***	20	13		
23	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***gardabagusi***	22	3		
32	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***rubrum***	2	6		
25	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***jacobsoni***	10	7		
28	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***mabantai***	11	3		
19	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***ayukayukan***		2		Paratypes
49	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***samarense***	5	1		6 paratypes
29	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***mamasaense***	20	1		variations de couleurs, rare
21-A	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***mamasaense***	1	2		
26	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***letiranti***	15	5	27	3 paratypes
27	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***letiranti***	17	5		variations de couleurs
34	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***siccifolium***	4	1		très rare, variations de couleurs
52	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***"Buru"***	2			Adult, nymphe. très rare
33	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***mindorense***	2	1		
33	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***philippinicum***	5	1		
19	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***bourquei***	1			peu commun
32	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***tobeloense tobeloense***	4			
36	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***tobeloense bhaskarai***	13	1	14	14 paratypes
37	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***tobeloense bhaskarai***	19			19 paratypes
21-A	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***crapulatum***	1			7 pattes extrêmement rare
53	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***"Obi"***				
52	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***crapulatum***	2	10		12 paratypes
35	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***crapulatum***	15	3		18 paratypes
32	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***telnovi***	6	4		très rare, première femelle connue
19	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***bradleri***		3		
19	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***brossardi***		1		1 Paratype
31	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***ortizi***	5	6		Holotype, 10 Paratypes
20	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***elegans***	6	5	12	

50	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***"Yapen"***	1			Holotype
to come	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***"heitzmanni"***	2	3		5 paratypes
21	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***ericoriai***	12	13		
19	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***domocelo***	2	1		Paratypes
25	Phylliinae	**Phylliini**	***Phyllium***	***hennemanni***			3	Paratypes
50	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***sp.***		1		holotype
50	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***sp.***		1		holotype, DNA
51	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***sp.***	2			
51	Phylliinae	Phylliini	***Phyllium***	***sp.***		2		
52	Phylliinae	Phylliini	***Pulchriphyllium***	***bioculatum***	2			
53	Phylliinae	Phylliini	***Phylliidae***	***sp.***	7	11		DNA
					♀	♂		
				TOTAL	**611**	**297**	**94**	

Microphyllium haskelli
Cumming, 2017

Chitoniscus albertkangi n.sp.
Cumming,

Pseudomicrophyllium geryon (male) from Lymann collection (very sad small specimen)

Pseudomicrophyllium geryon
(Gray, 1843)

Trolicaphyllium sarrameaense
(Grosser, 2008)

COLLECTION S. Le Tirant 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30

Trolicaphyllium sp. ♂
NEW CALEDONIA:
Mont Do, 19.X.2018
Collection SLT
DNA no. 45

Trolicaphyllium sarrameaense
(Grosser, 2008)

Stephane's collection)

Trolicaphyllium rachysoma
(Sharp, 1898)

PARATYPE

PARATYPE

Phyllium
ayukayukan
Cumming, Le Tirant & al.

Phyllium
bourquei
Cumming & Le Tirant, 2017

Phyllium (Phyllium)
cummingi
Seow-Choen, 2017

Juste piquer. La seule Phyllie de cette forme. Peut-être la femelle de P. cummingi mais probablement une nouvelle espèce.
TRES RARE

TAU DONESIA N. KALIMANTAN

Phyllium (Phyllium)
bradleri
Seow-Choen, 2017

Phyllium (Phyllium)
chenquiae
Seow-Choen, 2017

Phyllium (Phyllium)
brossardi
Cumming, Le Tirant & Teemsma, 2017

PARATYPE ♂

Phyllium
domocelo
Cumming, Le Tirant & al.

Gutallac, Zamboanga del Norte, Mindanao
FEBRUARY 2019

Phyllium sp.
PHILIPPINES:Mindanao,
Gutallac, Zamboanga del
Norte, II.2019
Collection SLT
DNA no. 51

Phyllium sp.
PHILIPPINES:Mindanao,
Gutallac, Zamboanga del
Norte, II.2019
Collection SLT
DNA no. 52

002 Phyllium species?
89mm
Gutallac, Zamboanga del Norte, Mindanao
APRIL 2019

Phyllium sp. ♀
PHILIPPINES:Mindanao,
Gutallac, Zamboanga del
Norte, IV.2019
Collection SLT
DNA no. 62

Phyllium (Phyllium) gantungense
Hennemann, Conle, Gottardo & Bresseel, 2009

26

27

28

- photos déjà faite.
P. ortizi ♀ [2x]

P. ortizi ♀ 2021
MT. KITANGLAD 1P ♂ 1♀
P. ORTIZI ♂ [2x]

PHYLLIUM
ORTIZI N.SP.

PARATYPE ♂

P. ortizi (♂)

Phyllium sp. ♀
PHILIPPINES
Mindanao, Lanao Del Sur,
Wao, II.2019
Collection SLT
DNA no. 35

Kapatagan, Davao del Sur, Mindanao.
SEPTEMBER 2021

Phyllium sp. ♂
PHILIPPINES:Mindanao,
Kapatagan,
IX.2021
Collection SLT
DNA no. 59

PHYLLIUM
ORTIZI
PHILIPPINES
MT. KITANGLAD
2019

L004 Mi : SC : Phyllium species? 53.5mm A-
KIDAPAWAN, SOUTHCOTABATO,
MINDANAO
NOVEMBER 2021



S. KALIMANTAN
Mt. BETAH #68
VII, 2018

PULCHRIPHYLLIUM
DESTISLEI (♯)
PHOTOS SCIENT,
COMPLET

Phyllium fredkugani ♀
S. KALIMANTAN-COll. S. Le Tirant
DNA no. 006



Pulchriphyllium agathyrsus
(Gray, 1843)



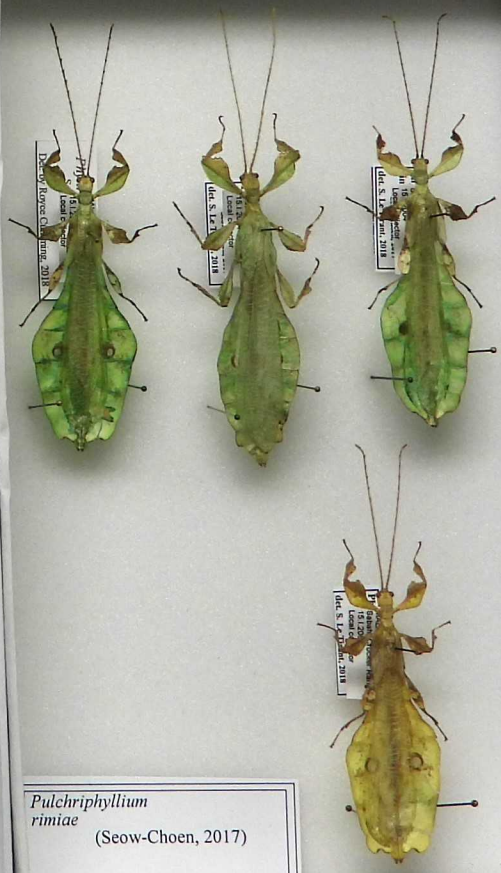
Pulchriphyllium shurei
(Cumming & Le Tirant, 2018)



Pulchriphyllium fredkugani
(Seow-Choen, 2017)



Pulchriphyllium mannani
(Seow-Choen, 2017)

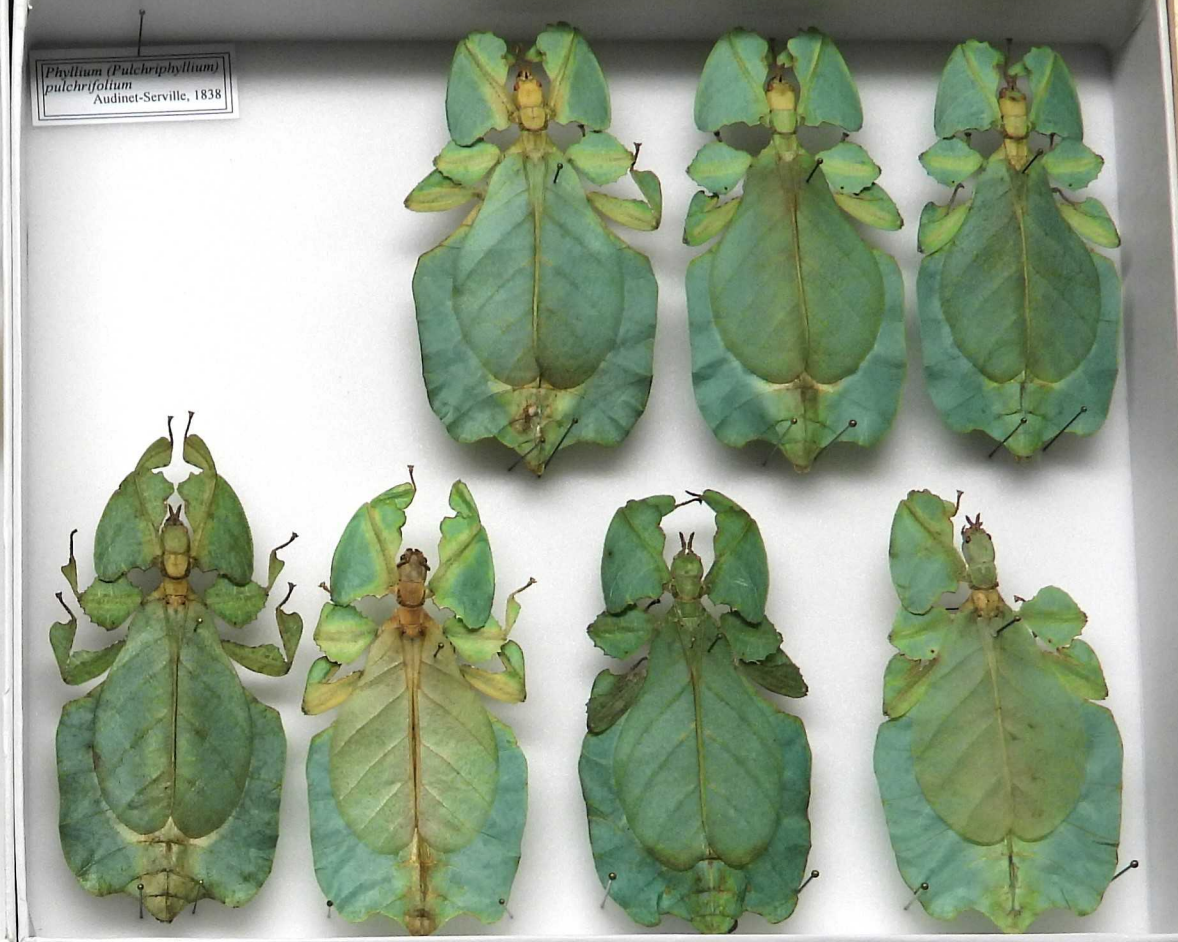


Pulchriphyllium rimiae
(Seow-Choen, 2017)

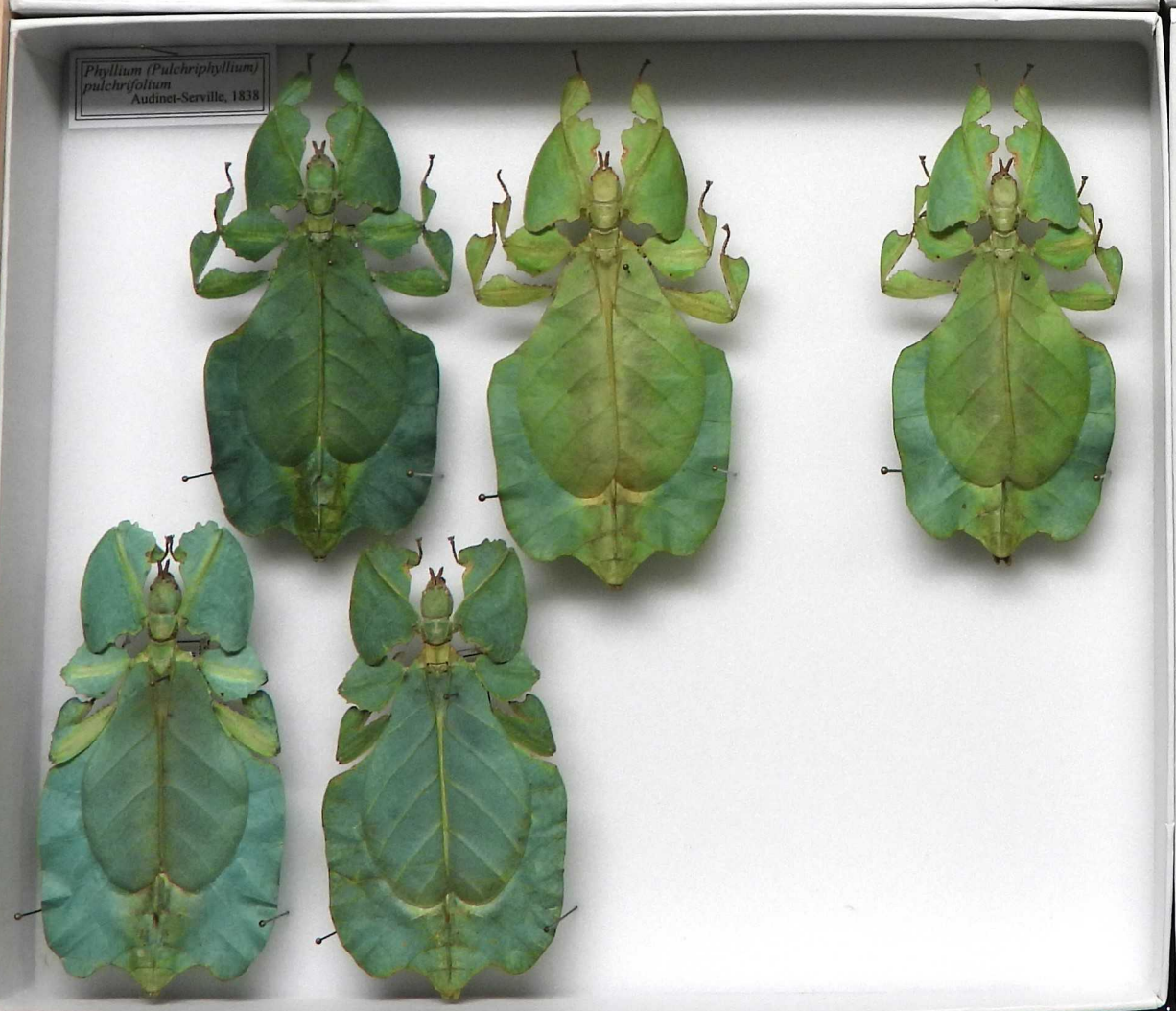
Phyllium (Pulchriphyllium) pulchrifolium
Audinet-Serville, 1838



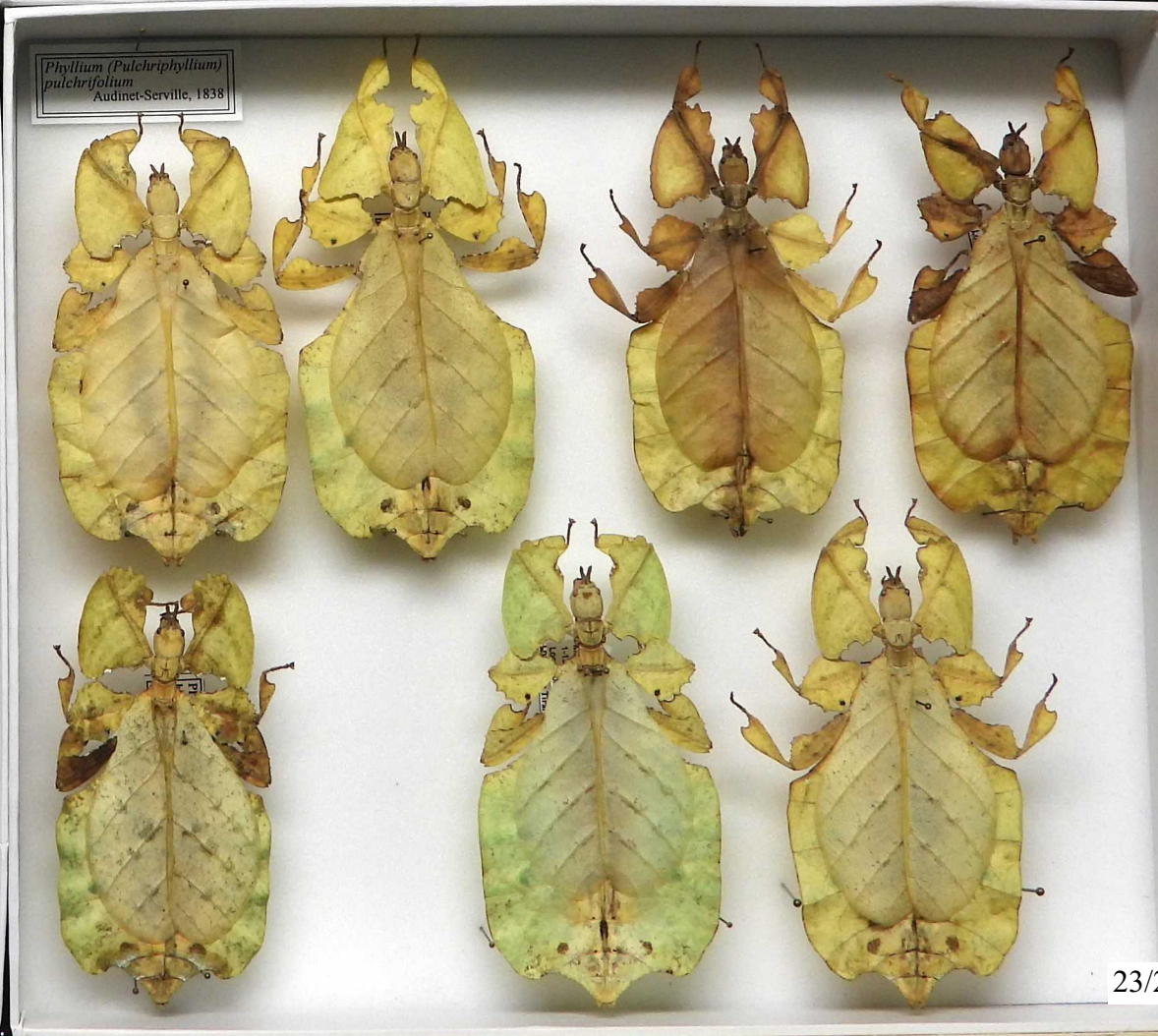
Phyllium (Pulchriphyllium) pulchrifolium
Audinet-Serville, 1838



Phyllium (Pulchriphyllium) pulchrifolium
Audinet-Serville, 1838



Phyllium (Pulchriphyllium) pulchrifolium
Audinet-Serville, 1838



CE : 30.005

2024/12/18 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.006

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1240843008

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Ratifier la dépense de 411,09 $ relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, du 12 au 18 novembre 2024, à Rio de Janeiro (Brésil), dans le cadre du Sommet des maires Urban 20 (U20).

Il est recommandé :

1. de ratifier la dépense de 411,09 $ relative au déplacement de madame Valérie Plante, mairesse de Montréal, du 12 au 18 novembre 2024, à Rio de Janeiro (Brésil), dans le cadre du Sommet des maires Urban 20 (U20);

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-12-04 16:56

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1240843008**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Ratifier la dépense de 411,09 $ relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, du 12 au 18 novembre 2024, à Rio de Janeiro (Brésil), dans le cadre du Sommet des maires Urban 20 (U20).

CONTENU

CONTEXTE

Au cours de cette mission, la mairesse de Montréal a pris part au Sommet des maires Urban 20 (U20), aux côtés de plus de 30 villes du monde. Montréal est la seule ville canadienne au sein de U20, instance qui vise à encourager les membres du G20 à donner aux villes les moyens de répondre aux défis mondiaux, notamment l'inclusion sociale, la lutte contre les changements climatiques et la réforme de la gouvernance mondiale. Le Sommet des maires Urban 20 est coorganisé par C40 Villes et Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU0). Une soixantaine de personnes élues et des personnes représentant les villes et la société civile se sont réunies pour identifier et partager des solutions et définir des priorités visant à rendre nos villes durables, abordables et vivables au bénéfice de la population.

Précisons que, pour la première fois, le Sommet des maires du U20 s'est tenu en amont du Sommet des Leaders du G20, qui a eu lieu les 18 et 19 novembre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Représenter Montréal dans le cadre du Sommet des maires du U20. Montréal est ville membre originelle du Urban 20 et leader reconnu en matière de diplomatie urbaine.

- Représenter Montréal dans le cadre du Comité directeur du C40, qui a eu lieu à l'occasion du Sommet du U20. Rappelons que la mairesse de Montréal est vice-présidente Amérique du Nord au sein du C40.

JUSTIFICATION

Les villes du monde sont confrontées à plusieurs crises importantes, dont l'urgence climatique, la pénurie de logements et la crise des vulnérabilités. Les mairesses et les maires sont en première ligne et savent ce dont leurs villes ont besoin pour relever ces défis. Le Sommet des maires Urban 20 a été l'occasion de faire entendre les besoins des villes aux

membres du G20, mais aussi les solutions qu'elles souhaitent mettre en œuvre pour améliorer la qualité de vie de leur population.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier est prévu à la Division du soutien aux élus du Service du greffe. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Budget de fonctionnement :

Imputer la dépense (estimée) comme suit :

	2024
2101.0010000.100248.01101.53201.010001.0000.000000.00000.00000 Division Soutien aux élus Frais de déplacement et hébergement Non admissible loi 90	411,09 $

Note : les frais de vol et d'hébergement sont pris en charge par le U20.

MONTRÉAL 2030

Engagée dans la lutte contre les changements climatiques et l'atteinte de la carboneutralité, la Ville de Montréal compensera les GES générés lors de ce déplacement en vertu du *Programme d'achat de crédits carbone pour les déplacements aériens des activités municipales* .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Renforcer le positionnement international de Montréal.

- Affirmer le leadership de Montréal en matière d'action climatique et en faveur du logement.
- Contribuer à faire avancer la voix des villes.
- Partager l'expérience de Montréal et identifier les meilleures pratiques.
- Solidifier nos liens avec d'autres grandes villes à travers le monde.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu VICK, Service du greffe
Mary-Ann BRETON, Service du greffe

Lecture :

Mary-Ann BRETON, 3 décembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte MCSWEEN
Responsable du soutien aux élus

Tél : 514245-6838
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-02

Marie-José CENCIG
Chef de division soutien aux élus - direction du greffe (ce)

Tél : 514-772-0121
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
directeur(-trice) de service-greffe et greffier(-iere)
Tél : 514-872-3142
Approuvé le : 2024-12-03

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1240843008**
Unité administrative responsable : *Division du soutien aux personnes élues*
Projet : *S/O*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Contribuer à devenir carboneutre.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : *a.* ***Inclusion*** ● *Respect et protection des droits humains* ● *Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion*	***X***		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

ANNEXE D

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

NOM DE LA PERSONNE ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LE DÉPLACEMENT		FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)	
Nom : PLANTE, Valérie	Sommaire no : 1240843008	Nom :	
Unité d'affaires assumant les frais : Division du soutien aux personnes élues		Numéro de fournisseur :	
Matricule (9 chiffres) : 100108967		Numéro du bon de commande :	
Numéro de fournisseur : **N/A**		ou Numéro d'engagement :	
Lieu(x) du déplacement : Rio de Janeiro (Brésil)			
Date(s) du déplacement : 12 au 18 novembre 2024		*Cochez :*	*Québec :*
Objet du déplacement : Sommet des maires Urban 20			*Hors Québec : X*

DESCRIPTION	PARTIE 1 (À REMPLIR AVANT LE DÉPART) DÉPENSES ESTIMÉES			PARTIE 2 (À REMPLIR AU RETOUR) DÉPENSES RÉELLES		
	Montant payé par la personne qui fera le déplacement	Montant payé par la Ville		Montant payé par la personne qui a fait le déplacement	Montant payé par la Ville	
		Carte d'achat	BC ou SDF		Carte d'achat	BC ou SDF
FRAIS DE TRANSPORT						
Transport en commun						
Bus ou train (classe économique)						
Taxi						
Automobile personnelle *(joindre le formulaire rempli)*						
Transport aérien (payé par U20)	-	-		-	-	
Total des émissions de GES 774,00		44,12			**44,12**	
Quantité crédits carbone nécessaires 1 471						
Conversion en tonnes 1,4706						
FRAIS DE REPAS						
Déplacement en Amérique du Nord (selon indemnités prévus à l'Appendice C du Conseil national mixte)						
Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (selon indemnités prévus à l'Appendice D du Conseil national mixte)				366,97		
FRAIS D'HÉBERGEMENT						
Établissement hôtelier (payé par U20)	-	-		-	-	
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)						
Frais médicaux (ex. : vaccins)						
AUTRES FRAIS						
Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.)						
Faux frais : indemnité pour chaque nuitée dans un hôtel, dont la limite est fixée selon le pays (voir Appendice C ou D). Elle inclut les frais de téléphone, d'internet, de nettoyage de vêtements, etc.						
Frais de représentation *:* selon les dépenses admissibles à la directive «Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation» (joindre le formulaire rempli)						
Sous-total (incluant les taxes)	- $	44,12 $	- $	366,97 $	44,12 $	- $
TOTAL DES FRAIS			**44,12 $**			**411,09 $**

IMPUTATION BUDGÉTAIRE (ESPACE RÉSERVÉ AUX FINANCES)											
Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
											0,00 $
											0,00 $
											0,00 $

Solde à rembourser ou à recevoir de la personne qui a fait le déplacement	**366,97 $**
Dépenses non approuvées à réclamer par la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**
Solde final à rembourser ou à recevoir de la personne qui a fait le déplacement	**366,97 $**

REQUÉRANTE OU REQUÉRANT :		
Nom et titre en lettres moulées : Valérie Plante, mairesse	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT		
REQUÉRANTE OU REQUÉRANT :		
Nom et titre en lettres moulées : **PAR RÉSOLUTION CE24**	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT À INTERNATIONAL SEULEMENT		
RESPONSABLE NIVEAU 2	**N/A**	
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :
RESPONSABLE NIVEAU 3	**N/A**	
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL		
RESPONSABLE :		
Nom et titre en lettres moulées : Brigitte McSween	Signature :	Date :

ANNEXE D

PARTIE 3

DÉPENSES RÉELLES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : PLANTE, Valérie						**Matricule : 100108967**					
Mois	**Jour**	Transport	Émissions GES *	Inscription	Repas	Hébergement	Faux frais	Stationnement	Frais de représentation	Divers	**TOTAL**
11	12		44,12 $								44,12 $
11	13				68,22 $						68,22 $
11	14				114,32 $						114,32 $
11	15				46,01 $						46,01 $
11	16				46,22 $						46,22 $
11	17				92,20 $						92,20 $
11	18										- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
		- $	**44,12 $**	**- $**	**366,97 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**411,09 $**

** Le remboursement pour compenser les émissions de GES se fait globalement, à la fin de chaque année.*

Note 1 : les frais de vol et d'hérgement sont assumés par le U20

Montants des indemnités applicables pour les repas (référence : Appendice C ou D du Conseil national mixte)	
Référence : Rio de Janeiro	
Petit-déjeuner :	97,50 Réal (BRL) (x1 petit-déj)
Déjeuner :	190,50 Réal (BRL) (x3 lunchs)
Dîner :	282,00 Réal (BRL) (x3 soupers)

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.007

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1240843009

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Ratifier la dépense de 246,56 $ relative au déplacement de la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, du 25 au 26 novembre 2024, à Québec, pour participer à la Table Québec-municipalités (TQM).

Il est recommandé :

1. de ratifier la dépense de 246,56 $ relative au déplacement de madame Valérie Plante, mairesse de Montréal, du 25 au 26 novembre 2024, à Québec, pour participer à la Table Québec-municipalités (TQM);

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-12-04 16:56

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1240843009**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Ratifier la dépense de 246,56 $ relative au déplacement de la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, du 25 au 26 novembre 2024, à Québec, pour participer à la Table Québec-municipalités (TQM).

CONTENU

CONTEXTE

La ministre des Affaires municipales, Mme Andrée Laforest, a convoqué une Table Québec-municipalités (TQM), le 26 novembre 2024 à Québec. La TQM est un mécanisme de concertation et de partenariat. Elle constitue le lieu privilégié où les personnes représentant le gouvernement et le milieu municipal discutent des dossiers concernant la place, le rôle, les responsabilités et l'administration des municipalités.
La TQM se compose des partenaires suivants :
- ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH);
- Fédération québécoise des municipalités (FQM);
- Union des municipalités du Québec (UMQ);
- Ville de Montréal;
- Ville de Québec.

Les partenaires sont appelés à jouer divers rôles au sein de la TQM. La ministre assure la liaison continue entre le milieu municipal et le gouvernement sur les différents dossiers et enjeux qui concernent les municipalités. Elle consulte les personnes représentant le milieu municipal et discute avec elles des règlements, des lois, des politiques et des programmes gouvernementaux qui les concernent. Les partenaires municipaux, de leur côté, exposent à la ministre, leurs vues et leurs recommandations dans divers dossiers. Ils rencontrent aussi les ministres responsables des questions concernant le transport, l'environnement, la sécurité publique, le développement régional, etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 0622 - 24 avril 2023 - Autoriser la dépense estimée à 277,66 $ relative au déplacement de Mme Dominique Ollivier, présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal, afin de participer à une rencontre de la table Québec-municipalités qui se tiendra à Québec le 25 avril 2023.

DESCRIPTION

Ce sommaire vise à ratifier la dépense relative au déplacement de la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, du 25 au 26 novembre 2024, à Québec, pour participer à la TQM. Précisons que la mairesse a profité de son passage à Québec pour participer à la rencontre

préparatoire avec l'Union des municipalités du Québec et une autre avec le maire de Québec.

JUSTIFICATION

La présence de la Ville de Montréal à la Table Québec-municipalités permet, par son implication active, de jouer un rôle de première importance.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier est prévu à la Division du soutien aux personnes élues du Service du greffe.
Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Budget de fonctionnement :
Imputer la dépense comme suit :

	2024
2101.0010000.100248.01101.53201.010001.0000.000000.00000.00000 Division Soutien aux élus Frais de déplacement et hébergement Non admissible loi 90	246,56 $

MONTRÉAL 2030

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

- d'exercer un leadership accru au sein du monde municipal;
- de démontrer notre solidarité avec le monde municipal;
- de travailler à l'avancement de nombreux dossiers communs avec la TQM, dont le transport, l'environnement, la sécurité publique, le développement régional, etc.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu VICK, Service du greffe
Mary-Ann BRETON, Service du greffe

Lecture :

Mary-Ann BRETON, 3 décembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte MCSWEEN
Responsable du soutien aux élus

Tél : 514245-6838
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-28

Marie-José CENCIG
Chef de division soutien aux élus - direction du greffe (ce)

Tél : 514-772-0121
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
directeur(-trice) de service-greffe et greffier(-iere)
Tél : 514-872-3142
Approuvé le : 2024-12-03

ANNEXE D

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

NOM DE LA PERSONNE ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LE DÉPLACEMENT		FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)	
Nom : Valérie Plante	Sommaire no : 1240843009	Nom :	
Unité d'affaires assumant les frais : Division du soutien aux personnes élues		Numéro de fournisseur :	
Matricule (9 chiffres) : 100108967		Numéro du bon de commande :	
Numéro de fournisseur : **N/A**		ou Numéro d'engagement :	
Lieu(x) du déplacement : Québec, Québec			
Date(s) du déplacement : 25 au 26 novembre 2024		*Cochez :*	*Québec :* X
Objet du déplacement : Table Québec-municipalités (TQM)			*Hors Québec :*

DESCRIPTION	PARTIE 1 (À REMPLIR AVANT LE DÉPART) – DÉPENSES ESTIMÉES			PARTIE 2 (À REMPLIR AU RETOUR) – DÉPENSES RÉELLES		
	Montant payé par la personne qui fera le déplacement	Montant payé par la Ville		Montant payé par la personne qui a fait le déplacement	Montant payé par la Ville	
		Carte d'achat	BC ou SDF		Carte d'achat	BC ou SDF
FRAIS DE TRANSPORT						
Transport en commun						
Bus ou train (classe économique)						
Taxi						
Automobile personnelle *(joindre le formulaire rempli)*						
Transport aérien						
Total des émissions de GES		-			-	
Quantité crédits carbone nécessaires -						
Conversion en tonnes *0,0000*						
FRAIS DE REPAS						
Déplacement en Amérique du Nord (selon indemnités prévus à l'Appendice C du Conseil national mixte)						
Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (selon indemnités prévus à l'Appendice D du Conseil national mixte)						
FRAIS D'HÉBERGEMENT						
Établissement hôtelier ou logements commerciaux					246,56	
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)						
Frais médicaux (ex. : vaccins)						
AUTRES FRAIS						
Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.)						
Faux frais : indemnité pour chaque nuitée dans un hôtel, dont la limite est fixée selon le pays (voir Appendice C ou D). Elle inclut les frais de téléphone, d'internet, de nettoyage de vêtements, etc.	-					
Frais de représentation : selon les dépenses admissibles à la directive «Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation» (joindre le formulaire rempli)						
Sous-total (incluant les taxes)	- $	- $	- $	- $	246,56 $	- $
TOTAL DES FRAIS			**- $**			**246,56 $**

IMPUTATION BUDGÉTAIRE (ESPACE RÉSERVÉ AUX FINANCES)											
Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
											0,00 $
											0,00 $
											0,00 $

Solde à rembourser ou à recevoir de la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**
Dépenses non approuvées à réclamer par la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**
Solde final à rembourser ou à recevoir de la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**

REQUÉRANTE OU REQUÉRANT : Nom et titre en lettres moulées : Valérie Plante	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT		
REQUÉRANTE OU REQUÉRANT : Nom et titre en lettres moulées : **PAR RÉSOLUTION CE24**	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT À INTERNATIONAL SEULEMENT		
RESPONSABLE NIVEAU 2 Nom et titre en lettres moulées :	**N/A** Signature :	Date :
RESPONSABLE NIVEAU 3 Nom et titre en lettres moulées :	**N/A** Signature :	Date :

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL		
RESPONSABLE : Nom et titre en lettres moulées : Brigitte McSween	Signature :	Date :

ANNEXE D

PARTIE 3

DÉPENSES RÉELLES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : Valérie Plante						**Matricule : 100108967**					
Mois	**Jour**	Transport	Émissions GES *	Inscription	Repas	Hébergement	Faux frais	Stationnement	Frais de représentation	Divers	**TOTAL**
11	25										- $
11	26					246,56 $					246,56 $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
		- $	**- $**	**- $**	**- $**	**246,56 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**246,56 $**

** Le remboursement pour compenser les émissions de GES se fait globalement, à la fin de chaque année.*

Montants des indemnités applicables pour les repas (référence : Appendice C ou D du Conseil national mixte)	
Petit-déjeuner :	27,95 $
Déjeuner :	27,00 $
Dîner :	56,85 $
Faux frais :	17,30 $

CE : 30.008

2024/12/18 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.009

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1243574012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction des services administratifs , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Modifier le budget de la Ville, pour l'année 2025, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), volet budget de fonctionnement, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Saint-Léonard, de l'aide financière de 484 500 $ provenant du ministère de la Sécurité publique, dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 »

Il est recommandé :
Modifier le budget de la Ville, pour l'année 2025, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), volet budget de fonctionnement, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Saint-Léonard, de l'aide financière de 484 500 $ provenant du ministère de la Sécurité publique, dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 »

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-12-03 16:19

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 2 décembre 2024	Résolution: CA24 13 0299

DEMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF, EN CONFORMITÉ AVEC L'ARTICLE 144 DE LA CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, MÉTROPOLE DU QUÉBEC, DE MODIFIER LE BUDGET DE LA VILLE, VOLET BUDGET DE FONCTIONNEMENT, POUR L'ANNÉE 2025, AFIN DE TENIR COMPTE DE LA RÉCEPTION, PAR L'ARRONDISSEMENT, DE L'AIDE FINANCIÈRE DE 484 500 $ PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DANS LE CADRE DU PROGRAMME « SOUTIEN À LA CRÉATION ET À LA CONSOLIDATION D'ESPACES JEUNESSE MONTRÉALAIS 2022-2026 ».

Il est proposé par Suzanne De Larochellière

appuyé par Arij El Korbi

et résolu :

De demander au comité exécutif, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de modifier le budget de la Ville, volet budget de fonctionnement, pour l'année 2025, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, de l'aide financière de 484 500 $ provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

30.06 1243574012

Guylaine CHAMPOUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 3 décembre 2024

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1243574012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction des services administratifs , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Modifier le budget de la Ville, pour l'année 2025, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), volet budget de fonctionnement, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Saint-Léonard, de l'aide financière de 484 500 $ provenant du ministère de la Sécurité publique, dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 »

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Sophie BERGERON
Conseillère en analyse et gestion de la

conformité réglementaire

514-328-8500 poste 8249

Tél :

Télécop. : -

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.009

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1243574012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction des services administratifs , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de modifier le budget de la Ville, volet budget de fonctionnement, pour l'année 2025, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, de l'aide financière de 484 500 $ provenant du ministère de la Sécurité publique, dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 ».

IL EST RECOMMANDÉ :
De demander au comité exécutif, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de modifier le budget de la Ville, volet budget de fonctionnement, pour l'année 2025, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, de l'aide financière de 484 500 $ provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 ».

Signé par Steve BEAUDOIN **Le** 2024-11-22 08:03

Signataire : Steve BEAUDOIN

_____

Directeur d'arrondissement
Saint-Léonard , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243574012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction des services administratifs , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de modifier le budget de la Ville, volet budget de fonctionnement, pour l'année 2025, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, de l'aide financière de 484 500 $ provenant du ministère de la Sécurité publique, dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 ».

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Saint-Léonard a déposé, au ministère de la Sécurité publique, une demande pour obtenir une aide financière dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 ».
Le 20 novembre 2024, une entente a été signée avec le ministre de la Sécurité publique confirmant l'attribution d'une aide financière maximale de 484 500 $ à l'arrondissement de Saint-Léonard pour réaliser son projet « Animation, jeunesse, actions à Saint-Léonard » pour la période du 1er septembre 2024 au 31 août 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution numéro CA23 13 0287 en date du 4 décembre 2023 (1238717030) – Autoriser le dépôt du projet « Animation, jeunesse, actions à Saint-Léonard », version 2, pour l'année 2023-2024 et ce dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » du ministère de la Sécurité publique.

DESCRIPTION

L'arrondissement de Saint-Léonard demande au comité exécutif d'augmenter l'enveloppe budgétaire 2025 de l'arrondissement, des revenus et des dépenses de 484 500 $, soit l'équivalent de la subvention reçue du ministère de la Sécurité publique.

JUSTIFICATION

Ce sommaire décisionnel est nécessaire afin de poursuivre la réalisation du projet « Animation, jeunesse, actions à Saint-Léonard » version 2, dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'augmentation de la base budgétaire 2025 des revenus et dépenses de 484 500 $ est détaillée dans l'intervention de la Direction des services administratifs. Ce budget est prévu être utilisé durant l'année financière 2025. La période pourra être étendue s'il y a entente avec le ministère.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise à se conformer à l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Saint-Léonard , Direction des services administratifs (Brigitte LALIBERTÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane LAVALLÉE
Conseiller en gestion des ressources financières C/E -
Arrondissement de Saint-Léonard.

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-21

Marie-Christine JALBERT-GERVAIS
C/D DRFMI

Tél :	328-8500 (8464)	**Tél :**	514-328-8500
Télécop. :	514-328-8406	**Télécop. :**	

ENTENTE DE SUBVENTION

(Ci-après désignée l'« Entente »)

CONCERNANT LE

SOUTIEN À LA CRÉATION ET À LA CONSOLIDATION D'ESPACES JEUNESSE MONTRÉALAIS

DANS LE CADRE DU COMITÉ STRATÉGIQUE EN SÉCURITÉ URBAINE DE MONTRÉAL

INTERVENUE ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD, personne morale de droit public légalement constituée ayant son principal établissement au 8400, boulevard Lacordaire, Montréal (Québec) H1R 3B1 ici représentée par monsieur Steve Beaudoin, directeur d'arrondissement, dûment autorisé à signer la présente entente;

(ci-après appelé l' « ARRONDISSEMENT »)

ET

Le **MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,** pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par monsieur Jérôme Gagnon, sous-ministre associé, dûment autorisé aux fins des présentes;

(ci-après appelé le « MINISTRE »)

L'« ARRONDISSEMENT » et le « MINISTRE » sont ci-après appelés « Parties » ou individuellement « Partie »;

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le MINISTRE a la responsabilité de mettre en place, conjointement avec la Ville de Montréal, le Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a investi 8 M$ sur quatre ans afin de bonifier l'offre de services aux jeunes montréalais, de favoriser l'aménagement des lieux qui leur sont destinés et, ultimement, expérimenter des pratiques et des modèles d'organisations de services inédits;

ATTENDU QUE le soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse a notamment pour objectif d'offrir aux jeunes montréalais une plus grande variété et quantité d'activités ainsi qu'à mettre à leur disposition des infrastructures pour les accueillir. Il est également visé de permettre aux organismes d'être en mesure de développer les initiatives, les services et les interventions dont requièrent les milieux montréalais déterminés comme prioritaires;

ATTENDU QUE l'ARRONDISSEMENT souhaite réaliser un projet dont les actions poursuivent les objectifs d'augmenter le sentiment de sécurité et de réduire le risque que des événements violents se produisent;

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

SECTION I – DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes mentionnés à la présente entente en font partie intégrante.

En cas de conflit entre le préambule ou une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

SECTION II – OBJET DE L'ENTENTE

2. OBJET

Cette entente vise à établir les conditions et les modalités liées au versement d'une subvention annuelle à l'ARRONDISSEMENT, par le MINISTRE pour la réalisation du projet comme décrit à l'annexe A, pouvant atteindre un maximum de 484 500 $ pour la période du 1er septembre 2024 au 31 août 2025.

SECTION III – ENGAGEMENTS DES PARTIES

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 L'ARRONDISSEMENT s'engage à :

a) utiliser la subvention octroyée aux seules fins de la réalisation du projet et selon les dépenses admissibles prévues à l'annexe B, étant convenu que la subvention octroyée ne couvre que les coûts réels des dépenses admissibles pour la période du 1er septembre 2024 au 31 août 2025;

b) respecter les lois, les règlements, les décrets, les arrêtés ministériels et les normes applicables;

c) transmettre au MINISTRE, à sa demande pour des fins de vérification, les pièces justificatives, les factures, les reçus ainsi que les comptes, les registres et les renseignements concernant les dépenses admissibles mentionnées à l'annexe B de la présente entente;

d) conserver, à des fins de vérification par le MINISTRE ou par toute personne ou tout organisme dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, tous les documents liés à la subvention octroyée pendant une période de cinq ans suivant la fin de la présente entente ou de sa résiliation;

e) rembourser, au MINISTRE, à la fin de la présente entente ou lors de sa résiliation, tout montant non utilisé de la subvention octroyée, à moins que les Parties en conviennent autrement;

f) rembourser immédiatement, au MINISTRE, tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;

g) respecter l'esprit, les objectifs et les orientations de la présente entente pour toute entente secondaire conclue avec une tierce partie pour la réalisation du projet;

h) fournir au MINISTRE les données nécessaires à la reddition de comptes, les rapports, la planification annuelle et tous les documents exigibles conformément à l'annexe B;

i) fournir au MINISTRE, sur demande, tout autre document ou renseignement pertinent relatif à l'utilisation de la subvention;

j) se conformer à toute exigence raisonnable que le MINISTRE pourrait formuler, en conformité avec la présente entente, notamment lors de rencontres de suivi qu'il pourrait demander ou autrement.

3.2 En considération des engagements assumés par l'ARRONDISSEMENT, le MINISTRE s'engage à lui verser une subvention maximale prévue à l'article 2, pour financer les dépenses admissibles pour le projet pour la période de l'entente, sous réserve des dispositions de la Section V et selon les modalités suivantes :

a) dans les 60 jours suivant la signature de la présente entente par les deux parties, 100 % du montant maximum prévu à l'article 2 de la présente entente sera versé.

SECTION IV – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

4. CONFLITS D'INTÉRÊTS

L'ARRONDISSEMENT doit éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt et celui du MINISTRE. Si une telle situation se présente ou est susceptible de se présenter, l'ARRONDISSEMENT doit immédiatement en informer le MINISTRE qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant à l'ARRONDISSEMENT comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la présente entente.

Le présent article ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir sur l'interprétation ou l'application de la présente entente.

5. CONFIDENTIALITÉ

L'ARRONDISSEMENT s'engage à ce que ni lui ni aucun de ses employés ne divulgue, sans y être dûment autorisé par le MINISTRE, les données, les analyses ou les résultats inclus dans les rapports réalisés en vertu de la présente entente ou quoi que ce soit dont il aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution de la présente entente.

6. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

L'ARRONDISSEMENT s'engage à indiquer clairement, dans toutes les activités de communication, les publications, les annonces publicitaires et les communiqués liés à la présente entente, qu'une subvention du gouvernement du Québec a été versée.

Il s'engage également à faire parvenir au MINISTRE une copie du matériel de communication produit, avant la diffusion, pour approbation de l'identification de ce qui précède et de l'identification visuelle du gouvernement du Québec (logo) à l'adresse suivante : prevention.criminalite@msp.gouv.qc.ca.

7. PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE ET DROITS D'AUTEUR

7.1 Propriétés matérielles

Les travaux réalisés par l'ARRONDISSEMENT en vertu de la présente entente, y compris tous les accessoires qui seront remis au MINISTRE, deviendront sa propriété entière et exclusive et il pourra en disposer à son gré.

7.2 Droits d'auteur

L'ARRONDISSEMENT accorde au MINISTRE une licence non commerciale, non exclusive et irrévocable, sous-licenciable à tout ministère ou organisme du gouvernement du Québec, lui permettant de reproduire, d'adapter, de publier, de communiquer au public par quelque moyen que ce soit, de traduire, d'exécuter ou de représenter en public les travaux et documents à être réalisés en vertu de la présente entente, à des fins didactiques, de diffusion ou pour toutes fins jugées utiles par le MINISTRE, sauf commerciales.

Cette licence est accordée sans limites territoriales et sans limites de temps.

L'ARRONDISSEMENT conserve tous ses droits d'auteur sur les résultats qui découleront de ses activités dans la réalisation du projet, sur ses processus d'analyse, de réflexion, de réalisation, de démarches, de méthodologies, de concepts, d'outils, de canevas ainsi que dans l'ensemble de son savoir-faire utilisé dans le développement ou la réalisation des biens livrables.

Toute considération pour la licence de droits d'auteur consentie en vertu de la présente entente est incluse dans la subvention accordée par le MINISTRE et prévue à l'article 2.

L'ARRONDISSEMENT garantit au MINISTRE qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente entente et, notamment, d'accorder la licence de droits d'auteur prévue au présent article et se porte garant envers le MINISTRE contre tout recours, réclamation, demande, poursuite et autre procédure pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

L'ARRONDISSEMENT s'engage à prendre fait et cause et à indemniser le MINISTRE de tout recours, réclamation, demande, poursuite et autre procédure pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

8. SUSPENSION

Le MINISTRE se réserve le droit de suspendre le versement à l'ARRONDISSEMENT de la subvention prévue dans le cas où l'ARRONDISSEMENT ne réalise pas l'un ou l'autre de ses engagements ou de ses obligations prévues à la présente entente.

9. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'une entente écrite entre les Parties.

10. RÉSILIATION

Le MINISTRE et l'ARRONDISSEMENT se réservent le droit de résilier la présente entente, si l'autre partie fait défaut de remplir l'une ou l'autre des conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente.

Pour ce faire, le MINISTRE ou l'ARRONDISSEMENT notifie un avis écrit de résiliation à l'autre partie énonçant le motif de résiliation. La partie qui recevra un tel avis devra remédier au défaut énoncé dans le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi cette entente sera automatiquement résiliée, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai.

L'ARRONDISSEMENT aura alors droit aux dépenses admissibles liées au projet, conformément à la présente entente, jusqu'à la date de la résiliation de l'entente, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

Le fait qu'une des parties n'exerce pas son droit à la résiliation ne doit pas être interprété comme une renonciation à son exercice.

11. VÉRIFICATION ET DIVULGATION

Les demandes de paiement découlant de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le MINISTRE ou par tout autre personne ou organisme dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés.

Le MINISTRE peut, à sa discrétion et à ses frais, nommer des vérificateurs indépendants afin d'examiner l'utilisation par l'ARRONDISSEMENT du financement qui lui est accordé en vertu de la présente entente, et doit donner un avis écrit à l'ARRONDISSEMENT de la nomination de tels vérificateurs au moins 30 jours avant le début de la vérification.

Le MINISTRE peut, à sa discrétion, acheminer à ce dernier une copie de la présente entente, des suivis administratifs et financiers et des autres documents soumis par l'ARRONDISSEMENT.

12. DURÉE DE L'ENTENTE

Malgré la date de signature par les deux parties, la présente entente entre en vigueur le 1er septembre 2024 et se termine au dépôt du bilan annuel par l'ARRONDISSEMENT selon les modalités prévues à l'annexe B.

Toute clause qui, par sa nature, devrait continuer de s'appliquer, incluant notamment la conservation des documents et la confidentialité, demeure en vigueur malgré la fin de la présente entente ou sa résiliation.

SECTION V – ENGAGEMENTS FINANCIERS

13. PAIEMENT PAR LE MINISTRE – Sous réserve de l'accomplissement par l'ARRONDISSEMENT des obligations imposées en vertu de cette entente et de l'approbation des crédits conformément à la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, c. A-6.001), le MINISTRE s'engage à verser à l'ARRONDISSEMENT sa contribution conformément à l'article 3.2 de la présente entente.

14. CRÉDITS DISPONIBLES - Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant

de cet engagement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, c. A-6.001).

SECTION VI – DISPOSITIONS FINALES

15. RESPONSABILITÉ

L'ARRONDISSEMENT s'engage, d'une part, à assumer seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de l'objet de la présente entente et, d'autre part, à tenir indemne et prendre faits et cause pour le MINISTRE, ses représentants et le gouvernement, advenant toute réclamation pouvant en découler et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de la réalisation de l'objet de la présente entente.

16. FORCE MAJEURE

Les Parties ne peuvent être considérées en défaut dans l'exécution de leurs obligations lorsque telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. Aux fins de la présente, la partie qui se trouve dans cette situation doit en aviser l'autre partie dans les plus brefs délais. La force majeure se définit comme toute cause indépendante de la volonté de l'une ou l'autre des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement prévoir et contre laquelle elles n'ont pu se protéger incluant, mais sans s'y limiter, tout cas fortuit, grève, arrêt partiel ou complet de travail, cyberattaque, incendie, émeute, intervention par les autorités civiles ou militaires, acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et fait de guerre (déclarée ou non) ainsi que l'intervention imprévisible dans le projet de tout tiers, si l'intervention avait pour effet direct et inévitable d'empêcher une partie de remplir ses obligations.

17. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE

Les Parties sont assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1). Par conséquent, la présente entente pourrait faire l'objet d'une demande d'accès à l'information.

Sous réserve des dispositions de la présente entente, les Parties s'engagent à ne pas divulguer sans y être autorisées, à quiconque qui n'y soit autorisé, toute information confidentielle fournie ou obtenue dans le cadre de cette entente ou faisant l'objet de cette entente.

18. ÉCHANGE D'INFORMATIONS ET COMMUNICATION

Aux fins d'application de cette entente, les Parties désignent pour les représenter, la personne suivante (ci-après appelée le « représentant ») :

POUR L'ARRONDISSEMENT :	**POUR LE MINISTRE :**
Monsieur Steve Beaudoin Directeur d'arrondissement Ville de Montréal – Arrondissement de Saint-Léonard 8400, boulevard Lacordaire Montréal (Québec) H1R 3B1 steve.beaudoin@montreal.ca	Madame Julie Simard, directrice Direction des programmes Sous-ministériat de la coordination et de la lutte contre la criminalité Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier 7e étage, Tour du Saint-Laurent Québec (Québec) G1V 2L2 julie.simard09@msp.gouv.qc.ca

Les communications ainsi que les documents concernant l'objet de cette entente ou découlant de son application doivent être transmis aux Parties par l'intermédiaire de ce ou ces représentants. Si un remplaçant devient nécessaire, la partie qui effectue ce changement en avise l'autre partie dans les plus brefs délais.

Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les Parties, doit être donné par écrit et être transmis par un moyen permettant de prouver la réception à un moment précis.

Tout changement d'adresse de l'une ou l'autre des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie dans les plus brefs délais.

19. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Si un différend survient dans le cours de l'exécution de l'Entente ou sur son interprétation, les Parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à chercher une solution à l'amiable à ce différend

et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans ce règlement.

20. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Toute entente verbale non reproduite aux présentes est réputée être nulle et sans effet. Toute modification à cette entente, le cas échéant, doit faire l'objet d'une nouvelle entente écrite et signée par les Parties. Cette entente fait alors partie intégrante de l'Entente. L'Entente, ses annexes, si nécessaire, ainsi que toute modification dûment agréée constituent l'entente complète entre les Parties et lient celles-ci.

21. CESSION

Les obligations et les droits contenus à la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit de l'autre partie. Le fait que l'ARRONDISSEMENT fasse appel à la collaboration de ses partenaires pour la réalisation de cette entente ne constitue pas une cession de droit.

SIGNATURE DE L'ENTENTE

En foi de quoi, les Parties, dûment représentées, ont signé cette Entente :

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD

Steve Beaudoin Signature numérique de Steve Beaudoin Date : 2024.11.20 09:37:39 -05'00' signé le : 2024-11-20

Monsieur Steve Beaudoin
Directeur d'arrondissement

date

MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

signé le : 2024-11-20

Monsieur Jérôme Gagnon
Sous-ministre associé
Sous-ministériat de la coordination
et de la lutte contre la criminalité

date

ANNEXE A

SOUTIEN À LA CRÉATION ET À LA CONSOLIDATION D'ESPACES JEUNESSE MONTRÉALAIS

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD

RÉSUMÉ DU PROJET

Le projet vise à faciliter l'accès à des espaces d'activités intérieurs, équipés et accessibles et à développer une programmation d'activités intérieures et extérieures pour les jeunes de Saint-Léonard. Ces activités seront assurées par les partenaires du milieu et seront déployées dans les espaces de la bibliothèque, du Centre Leonardo Da Vinci, de la Léo-Van, de la Zone jeunesse au pavillon Giuseppe-Garibaldi et dans les autres endroits ponctuellement identifiés par le comité de coordination.

Le projet vise également à soutenir un projet social et d'employabilité intitulé « Brigade de neige », visant à créer des opportunités de dialogue intergénérationnel entre les jeunes et les personnes aînées, via des opérations de déneigement, de ramassage de feuilles et de collecte de déchets.

TERRITOIRE VISÉ

Arrondissement de Saint-Léonard.

CARACTÉRISTIQUES DES JEUNES CIBLÉS

Les jeunes de l'arrondissement de Saint-Léonard.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Augmentation de l'accessibilité des jeunes à des espaces d'activités équipés et accessibles
- Augmentation du nombre d'activités intérieures et extérieures pour les jeunes
- Amélioration du référencement des jeunes vers les ressources du milieu
- Réalisation d'interventions à la bibliothèque de Saint-Léonard
- Amélioration de la cohabitation et des relations intergénérationnelles

ACTIVITÉS FINANCÉES

L'aide financière inclut l'ensemble des activités du projet.

ANNEXE B

REDDITION DE COMPTES

L'ARRONDISSEMENT s'engage à fournir, au MINISTRE, un bilan couvrant l'ensemble des activités réalisées dans le cadre de l'entente, au plus tard deux mois après la fin de l'exercice financier visé par l'entente, à partir du canevas transmis par le ministère de la Sécurité publique.

À cet effet, l'ARRONDISSEMENT devra produire et transmettre au MINISTRE :

- ❑ un bilan faisant état des actions;
- ❑ un budget détaillant l'utilisation de la subvention octroyée;
- ❑ toute pièce justificative ou tout registre, livre comptable ou renseignement permettant de justifier l'utilisation de la subvention.

Les dépenses admissibles sont :

- toutes dépenses ne faisant pas partie des dépenses non admissibles ci-dessous.

Les dépenses non admissibles sont :

- les bonis;
- les coûts d'entretien ou de réparation de véhicules;
- les dépenses courantes de fonctionnement de l'ARRONDISSEMENT;
- les dépenses engagées avant la prise d'effet de l'entente de subvention;
- les frais de déplacement ou d'utilisation du véhicule de l'ARRONDISSEMENT à des fins personnelles;
- les amendes et les frais juridiques relativement à des poursuites judiciaires civiles ou en lien avec des infractions pénales ou criminelles, incluant les dommages payables en vertu d'un jugement;
- les dons monétaires et les prêts d'argent;
- les dépenses visant à combler un déficit accumulé;
- les dépenses ayant d'autres fins que celles directement liées au projet.

Saint-Léonard Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1243574012 — Modification budget 2025 - PROVENANCE SUBVENTION

Nature du dossier: Autres

Financement: Budget de fonctionnement

La somme de 484 500 $ obtenu par le Ministère de la sécurité publique servira à réaliser différents projets dans le cadre du programme "Soutien à la création et à la contribution d'espaces jeunesse montréalais 2202-2026" version 2. La somme de 484 500$ est prévu être utilisé entièrement en 2025. Aussi, l'imputation des dépenses prévues indiquée à titre informatif. Les dépenses réelles pourront différer si elles respectent l'entente. **Afin de pouvoir utiliser ces crédits, un sommaire décisionnel est requis afin de modifier notre dotation en augmentant l'enveloppe budgétaire 2025 des revenus et des dépenses.**

1) Virement budgétaire requis par le SERVICE DES FINANCES (suite à la résolution du CE)

Provenance:	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	$
	2432	0010000	305103	05803	46370	016990	0000	004603	000000	00000	00000	**484 500,00 $**

Imputation :	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	$
	2432	0010000	305122	05803	61900	016491	0000	004603	000000	00000	00000	**484 500,00 $**

2) Transfert du Revenu (au Réel) par l'arrondissement

	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	Nettes (crédits)
Enciassement - divers	2432	0000000	000000	00000	11232	000000	0000	**000000**	000000	00000	00000	484 500,00 $
Subvention BF	2432	0010000	305103	05803	46370	016990	0000	**004603**	000000	00000	00000	(484 500,00) $

3) Imputation des dépenses prévues

Imputations :	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	Nettes (crédits)
Locaiton de salles	2432	0010000	305122	05803	**55202**	000000	0000	**004603**	000000	00000	00000	193 800,00 $
Services techniques divers	2432	0010000	305122	05803	**54590**	000000	0000	**004603**	000000	00000	00000	
Achat de fournitures diverses	2432	0010000	305122	05803	**56590**	000000	0000	**004603**	000000	00000	00000	96 900,00 $
Contributions financières	2432	0010000	305122	05803	**61900**	016491	0000	**004603**	000000	00000	00000	193 800,00 $

Total = **484 500,00 $**

D.A. 2025: N/A

Engagement de gestion: N/A

Répartion dépenses totales prévues:	**Avant taxes**	**Taxes incluses**	**Nettes (crédits)**
2025	470 690,11 $	512 154,40 $	484 500,00 $
2026			
2027		- $	- $
TOTAL	**470 690,11 $**	**512 154,40 $**	**484 500,00 $**

Saint-Léonard
Montréal

Renseignements sur les dépenses prévues 2025*

Poste budgétaire	Codification	Taxable	2025 Avant taxes	2025 Taxes incluses	2025 Net
Achat d'équipement pour les activités jeunesse	2432.0010000.305122.05803.57402.000000.0000.004603	O	92 296,70 $	106 118,13 $	96 900,00 $
Location d'espaces	2432.0010000.305122.05803.55202.000000.0000.004603	O	184 593,40 $	212 236,27 $	193 800,00 $
Contributions financières - organismes communautaires	2432.0010000.305122.05803.61900.016491.0000.004603	N	193 800,00 $	193 800,00 $	193 800,00 $
			470 690,11 $	**512 154,40 $**	**484 500,00 $**

*Note: Montants prévisionnels par item. La répartition finale pourrait être différente.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Saint-Léonard , Direction des services administratifs

Dossier # : 1243574012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction des services administratifs , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Objet :	Demander au comité exécutif, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de modifier le budget de la Ville, volet budget de fonctionnement, pour l'année 2025, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, de l'aide financière de 484 500 $ provenant du ministère de la Sécurité publique, dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AF_1243574012 Demande CE modif budget 25 - Espaces jeunesse Sub QC.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Brigitte LALIBERTÉ
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-328-8500, poste 8473

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-21

Marie-Christine JALBERT-GERVAIS
Cheffe de division DRFMI
Tél : 514-328-8500
Division : Saint-Léonard , Direction des services administratifs

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.010

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1245412009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le remboursement des dépenses au montant de 513 370,06 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Lachine, pour les travaux de XO Construction inc. à la Vieille Brasserie de Lachine (CA 19 0304) et de Carrelage de Montréal inc. au Centre communautaire Saint-Pierre, dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale / Retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

Il est recommandé:
- d'autoriser le remboursement de dépenses au montant total de 513 370,06 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Lachine, pour les travaux de XO Construction inc. à la Vieille Brasserie de Lachine (CA 19 0304) et de Carrelage de Montréal inc. au Centre communautaire Saint-Pierre, dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale;

- de retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-12-09 14:02

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 2 décembre 2024	Résolution: CA24 19 0333

Accepter le remboursement de dépenses de 513 370,06$ (taxes incluses) à l'arrondissement de Lachine pour les contrats des travaux de XO Construction Inc. à la Vieille Brasserie de Lachine (CA 19 0304) et de Carrelage de Montréal Inc. au Centre communautaire Saint-Pierre dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale, et retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

Il est proposé par Younes Boukala

appuyé par Vicki Grondin

Il est recommandé au comité exécutif :

- d'autoriser le remboursement de dépenses d'un montant de 513 370,06$ (taxes incluses) à l'arrondissement de Lachine pour les contrats des travaux de XO Construction Inc. à la Vieille Brasserie (CA 19 0304) et de Carrelage de Montréal Inc. au Centre communautaire Saint-Pierre (BC : 1647801) dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale;

- de retourner le montant équivalent au remboursement au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

30.06 1245412009

Fredy Enrique ALZATE POSADA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 décembre 2024

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1245412009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le remboursement des dépenses au montant de 513 370,06 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Lachine, pour les travaux de XO Construction inc. à la Vieille Brasserie de Lachine (CA 19 0304) et de Carrelage de Montréal inc. au Centre communautaire Saint-Pierre, dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale / Retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jolie CHIZUNGU
secretaire de direction

- -

Tél :

Télécop. : -

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.010

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1245412009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accepter le remboursement de dépenses de 513 370,06$ (taxes incluses) à l'arrondissement de Lachine pour les contrats des travaux de XO Construction Inc. à la Vieille Brasserie de Lachine (CA 19 0304) et de Carrelage de Montréal Inc. au Centre communautaire Saint-Pierre dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale, et retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

Il est recommandé au comité exécutif :
- d'autoriser le remboursement de dépenses d'un montant de 513 370,06$ (taxes incluses) à l'arrondissement de Lachine pour les contrats des travaux de XO Construction Inc. à la Vieille Brasserie (CA 19 0304) et de Carrelage de Montréal Inc. au Centre communautaire Saint-Pierre (BC : 1647801) dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale;

- de retourner le montant équivalent au remboursement au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Andre HAMEL **Le** 2024-12-02 13:27

Signataire : Andre HAMEL

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245412009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accepter le remboursement de dépenses de 513 370,06$ (taxes incluses) à l'arrondissement de Lachine pour les contrats des travaux de XO Construction Inc. à la Vieille Brasserie de Lachine (CA 19 0304) et de Carrelage de Montréal Inc. au Centre communautaire Saint-Pierre dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale, et retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) de la Ville de Montréal gère le Programme de protection des immeubles de compétence locale (PPICL - 66033). Ce programme vise à réduire le déficit d'investissement immobilier et à améliorer la qualité des immeubles municipaux au bénéfice de la population montréalaise.

L'arrondissement de Lachine a soumis une demande de remboursement de dépenses en 2024 au PPICL de l'ordre de 513 370,06$ (taxes incluses) pour les travaux de remplacement de portes et fenêtres et sur la terrasse réalisés à la Vieille Brasserie, située au 2801, boulevard Saint-Joseph, Lachine (495 904,66$ taxes incluses) et pour les travaux de réfection du plancher au Centre communautaire Saint-Pierre situé au 69 avenue Saint-Pierre, Lachine (17 465,40$ taxes incluses).

Le SGPI a confirmé le 5 novembre 2024 que ces dépenses étaient acceptées. Le présent sommaire a pour objet de permettre le transfert du montant par les responsables du PPICL (SGPI) à l'arrondissement de Lachine.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2023-12-04 - CA23 19 0304 (1238278003)
Octroi d'un contrat à XO Construction Inc, plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de remplacement de portes et fenêtres ainsi que des travaux divers sur la terrasse de la Vieille Brasserie à l'arrondissement de Lachine, au montant de 473 064,64 $, taxes incluses, et autorisation d'une dépense totale de 591 330,80 $, taxes incluses (contrat : 473 064,64 $ + contingences : 94 612,93 $ + incidences : 23 653,23 $) – Appel d'offres public numéro LAC-PUB-2315 - Trois (3) soumissionnaires

BC 1647801 (2024-03-19)
Remplacement du tapis qui se trouve dans le centre de deux pièces au sous-sol du Centre communautaire Saint-Pierre par des tuiles de céramique à plancher au 69 avenue Saint-

Pierre selon la soumission S23-204 CDM

DESCRIPTION

L'arrondissement de Lachine a réalisé des travaux aux bâtiments municipaux de la Vieille Brasserie et du Centre communautaire Saint-Pierre en 2024.

Les travaux de remplacement de portes et fenêtres et à la terrasse de la Vieille Brasserie ont été finalisés le 11 octobre 2024.

Les travaux de réfection du plancher au Centre communautaire Saint-Pierre (pose de tuiles de céramique pour permettre aux locataires d'exercer leurs activités dans un cadre agréable, sécuritaire et propice), réalisés selon la soumission S23-204 CDM (bon de commande 1647801), ont été réalisés en avril 2024.

JUSTIFICATION

Ce remboursement de dépenses du PPICL permettra à l'arrondissement de poursuivre le maintien de ces actifs au bénéfice des citoyens.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de 513 370,06$ taxes incluses, soit 468 775,29$ (net de ristourne de taxes), sera financé par le Programme de protection des immeubles de compétence locale du SGPI en 2024.
Le remboursement de dépenses par le SGPI à l'arrondissement de Lachine sera effectué en 2024 après l'approbation du sommaire décisionnel par le conseil d'arrondissement et le comité exécutif de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le remboursement des dépenses est prévu en 2024 par le SGPI, après approbation par le comité exécutif lors de la séance du 11 décembre 2024.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains (Thi Mai Ha NGUYEN)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LACHANCE
conseiller(-ere) en planification

Tél : 514 588-4910
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-02

Ann TREMBLAY
Directrice

Tél : 438 354-5196
Télécop. :

Montréal

Transmission de document par courriel

Bon de commande 1647801

DESTINATAIRE

Consulter la Politique d'approvisionnement et le Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal sur Internet à: www.ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

Organisme : **CARRELAGES DE MONTREAL LTEE**

À l'attention de :

Télécopieur :

Courriel : **info@carrelagesdemontreal.com**

EXPÉDITEUR

Organisme : **Ville de Montreal**

Envoyé par : **NAWEL HASSIBA BEDDOUD**

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel : **NAWELHASSIBA.BEDDOUD@MONTREAL.CA**

Nombre de pages transmises incluant la page couverture : **2**
Si l'envoi n'est pas complet, veuillez aviser l'expéditeur aussitôt que possible au numéro ci-dessus.

AVERTISSEMENT CONCERNANT LA CONFIDENTIALITÉ

Ce document est strictement réservé à l'usage de l'individu ou de l'entité à qui il s'adresse.
Si vous n'êtes pas le destinataire projeté, soyez avisé que la dissémination, la destruction ou la copie de cette communication est strictement prohibée. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez s'il vous plaît nous téléphoner immédiatement et détruire le document entier.

Merci.

Montréal

BON DE COMMANDE

1647801
Ce numéro doit apparaître sur toutes les factures
ou documents relatifs à ce bon de commande

Fournisseur NO : 273255	Adresse de livraison	Adresse de facturation
CARRELAGES DE MONTREAL LTEE **334 BOUL GUIMOND** **LONGUEUIL,QC,J4G 1R1** **Canada**	**3838-ARR LAC-CENTRE TECHNIQUE** **2200 RUE SAINT-ANTOINE** **MONTREAL, QC H8S 1V6** **Canada** **Livré à : CHAPUT, SYLVAIN (--)**	**Ville de Montréal** **FACTURES UNIQUEMENT: facture@montreal.ca** **Questions/suivi: comptesapayer@montreal.ca**

Dernière date approbation	Termes	F.A.B.	Condition de transport	Référence au contrat
19-MAR-2024	**Net 30 jours**	**Destination**	**Paye ou inclus**	

Conditions générales

La Ville de Montréal étant assujettie à la Charte de la langue française, le fournisseur doit s'assurer que ses dispositions sont suivies et respectées.

N°	Description	Date livraison	Quantité	Unité	Prix unitaire	Taxes	Montant
1	**Remplacement du tapis qui se trouve dans le centre de deux pièces au sous-sol du centre communautaire Saint-Pierre par des tuiles de céramique à plancher au 69 av. Saint-Pierre selon la soumission S23-204 CDM** **Important: Merci de bien vouloir respecter les exigences de facturation Ville de Montréal svp:** **- Sur votre facture, veuillez mettre le numéro du bon de commande de cette année (2024)** **- Transmettre chaque facture en format PDF, une seule facture par PDF** **- Ajouter les pièces justificatives à la facture dans le même PDF que la facture** **- Acheminer vos factures et notes de crédit à : facture@montreal.ca** **Merci!**	**Requise : 18-MAR-2024**			**14,181.00**	**Oui**	**14,181.00**

Acheteur		Devise	**Total**
NAWEL HASSIBA BEDDOUD	**Téléphone : --** **Télécopieur : --**	**CAD**	**14,181.00**

Certificat du trésorier
Le numéro du bon de commande atteste que des crédits sont disponibles pour couvrir le coût des travaux ou articles énumérés ci-dessus.

Conditions
- Tout paiement d'intérêt ou de frais d'administration sera refusé par la Ville.
- Toute facture différente des prix de la présente commande sera refusée.
- Toute facture sans référence à ce numéro de commande sera retournée.

Taxes
Les prix et le total indiqués n'incluent pas la T.P.S. et la T.V.Q..
Le fournisseur devra les indiquer distinctement sur sa facture, si applicables.

Montréal

BON DE COMMANDE

1630162
Ce numéro doit apparaître sur toutes les factures
ou documents relatifs à ce bon de commande

Fournisseur NO : 518594	Adresse de livraison	Adresse de facturation
XO CONSTRUCTION INC. **380 BOUL DAGENAIS EST** **LAVAL,QC,H7M 5H4** **Canada**	**3838-ARR LAC-CENTRE TECHNIQUE** **2200 RUE SAINT-ANTOINE** **LACHINE, QC H8S 1V6** **Canada** **Livré à : DE AZEVEDO GOMES TRZAN, ANARA (--)**	**Ville de Montréal** **FACTURES UNIQUEMENT: facture@montreal.ca** **Questions/suivi: comptesapayer@montreal.ca**

Dernière date approbation	Termes	F.A.B.	Condition de transport	Référence au contrat
09-DÉC-2023	**Net 30 jours**	**Destination**	**Paye ou inclus**	

Conditions générales

Information(s) supplémentaire(s)

Numéro de résolution ou de décision : CA23 19 304
Numéro de transaction en référence : 1238278003

La Ville de Montréal étant assujettie à la Charte de la langue française, le fournisseur doit s'assurer que ses dispositions sont suivies et respectées.

N°	Description	Date livraison	Quantité	Unité	Prix unitaire	Taxes	Montant
1	**GDD 1238278003/Réso. CA23 19 304 - Travaux de remplacement de portes et fenêtres ainsi que des travaux divers sur la terrasse de la Vieille Brasserie à l'arrondissement de Lachine – Appel d'offres public numéro LAC-PUB-2315 - TRAVAUX**				**411,450.00**	**Oui**	**411,450.00**
2	**GDD 1238278003/Réso. CA23 19 304 - Travaux de remplacement de portes et fenêtres ainsi que des travaux divers sur la terrasse de la Vieille Brasserie à l'arrondissement de Lachine – Appel d'offres public numéro LAC-PUB-2315 - CONTINGENCES**				**82,290.00**	**Oui**	**82,290.00**

Acheteur		Devise	**Total**
NAWEL HASSIBA BEDDOUD	**Téléphone : --** **Télécopieur : --**	**CAD**	**493,740.00**

Certificat du trésorier
Le numéro du bon de commande atteste que des crédits sont disponibles pour couvrir le coût des travaux ou articles énumérés ci-dessus.

Conditions
- Tout paiement d'intérêt ou de frais d'administration sera refusé par la Ville.
- Toute facture différente des prix de la présente commande sera refusée.
- Toute facture sans référence à ce numéro de commande sera retournée.

Taxes
Les prix et le total indiqués n'incluent pas la T.P.S. et la T.V.Q..
Le fournisseur devra les indiquer distinctement sur sa facture, si applicables.

COPIE

FACTURE

CARRELAGES DE MONTRÉAL
334, boul. Guimond
Longueuil (QC) J4G 1R1
Tél. : (450)463-3337
RBQ : 8282-9292-46

Date : 19-06-2024
Facture : FAV0006432

Client : 371	**Projet : 0837**
Ville de Montréal, Arrondissement Lachine 2200, rue St-Antoine Montréal, Québec H8S 1V6 Canada **Contact :** Mohamed-Saddek Benharoun **Courriel :** mohamedsaddek.benharoun@montreal.ca **Bon de commande :** 1647801	**Chantier :** Centre communautaire Saint-Pierre 69, av. Saint-Pierre Lachine, Québec H8R 1P1 **Progressive :** 01 **Période du :** 01-06-2024 **au** 30-06-2024

Contrat initial (incluant option si applicable) :	14,181.00$	
Avis de changement :	1,009.61$	
Contrat total :	15,190.61$	
Travaux faits à ce jour (incluant les changements approuvés) :		15,190.61$
Moins les travaux autorisés précédemment :		0.00$
Total de cette demande avant la retenue :		15,190.61$

Conditions :
Net 30 jours

Sous-Total		15,190.61$
Retenue		0.00$
Sous-Total		15,190.61$
TPS : (853417939RT0001)	5%	759.53$
TVQ (1090112305TQ0001)	9.975%	1,515.26$
Total		**17,465.40$**

Somme de Réel				
Centre responsabilité	**Projet Investi**	**Projet Simon**	**Document**	**Description ligne**
800350 - PTI - Lachine	**42517 - Programme de réfecti**	198104 - 3204 - Travaux de remplacement de portes et fenêtres à la Vieille Brasserie	**1630162 - Bon commande standard**	GDD 1238278003/Réso. CA23 19 304 - Travaux de remplacement de portes et fenêtres ai
			2462 - Facture Standard	GDD 1238278003/Réso. CA23 19 304 - Travaux de remplacement de portes et fenêtres ai
			2497 - Facture Standard	GDD 1238278003/Réso. CA23 19 304 - Travaux de remplacement de portes et fenêtres ai
			2517 - Facture Standard	GDD 1238278003/Réso. CA23 19 304 - Travaux de remplacement de portes et fenêtres ai
			2567 - Facture Standard	GDD 1238278003/Réso. CA23 19 304 - Travaux de remplacement de portes et fenêtres ai
			2596 - Facture Standard	GDD 1238278003/Réso. CA23 19 304 - Travaux de remplacement de portes et fenêtres ai
				GDD 1238278003/Réso. CA23 19 304 - Travaux de remplacement de portes et fenêtres ai
	Total 42517 - Programme de réfection de bâtiments sportifs et communautaires			
Total 800350 - PTI - Lachine				
Total général				

Total
0
78625,14
97911,34
199586,49
38836,94
20855,98
17011,16
452827,05
452827,05
452827,05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains

Dossier # : 1245412009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Objet :	Accepter le remboursement de dépenses de 513 370,06$ (taxes incluses) à l'arrondissement de Lachine pour les contrats des travaux de XO Construction Inc. à la Vieille Brasserie de Lachine (CA 19 0304) et de Carrelage de Montréal Inc. au Centre communautaire Saint-Pierre dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale, et retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Avis favorable

Transférer le financement de 513 370.06$ (taxes incluses) ou 468 775.29$ net de ristournes du Programme de protection des immeubles de compétence locale (PPICL - 66033) dans le cadre des contrats de travaux de remplacement de portes et fenêtres et sur la terrasse réalisés à la Vieille Brasserie, située au 2801, boulevard Saint-Joseph, Lachine 495 904,66$ (taxes incluses) ou 452 827.05 net de ristournes et des travaux de réfection du plancher au Centre communautaire Saint-Pierre situé au 69 avenue Saint-Pierre, Lachine 17 465,40$ (taxes incluses) ou 15 948.24$ net de ristournes et de retourner la somme au budget PDI.

Les projets ont été financés à 100% par l'Arrondissement.

L'arrondissement procédera donc à des écritures comptables afin de corriger le financement des dépenses.

Le détail du partage du financement se retrouve dans le fichier joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1245412009 - Travaux Veille Brasserie et 69 St-Pierre.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-12-02

Thi Mai Ha NGUYEN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 438-837-1878

Sincheng PHOU
Cheffe de division des ressources financières et matérielles
Tél : 438-951-7422
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245412009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Objet :	Accepter le remboursement de dépenses de 513 370,06$ (taxes incluses) à l'arrondissement de Lachine pour les contrats des travaux de XO Construction Inc. à la Vieille Brasserie de Lachine (CA 19 0304) et de Carrelage de Montréal Inc. au Centre communautaire Saint-Pierre dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale, et retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1245412009 - Travaux Centre communautaire Saint-Pierre.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-02

Sonia RODI
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.011

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1245412010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le remboursement des dépenses au montant de 152 330,44 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Lachine, pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par Groupe Marchand Architecture & Design inc., pour la démarche des Quartiers inclusifs et résilients / Retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

Il est recommandé:

- d'autoriser le remboursement des dépenses au montant de 152 330,44 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Lachine, pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par Groupe Marchand Architecture & Design inc., pour la démarche des Quartiers inclusifs et résilients;

- de retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-12-10 09:34

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du lundi 9 décembre 2024	Résolution: CA24 19 0345

Autoriser le virement des crédits pour le remboursement des dépenses de 139 098 $ (net de taxes) pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC., par le Service de l'urbanisme et de la mobilité à l'arrondissement de Lachine dans le cadre de la démarche des Quartiers inclusifs et résilients, et retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

Il est proposé par Micheline Rouleau

appuyé par Michèle Flannery

Il est recommandé au comité exécutif :

- d'autoriser le virement des crédits pour le remboursement de dépenses de 139 098 $ (net de taxes) pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC., par le Service de l'urbanisme et de la mobilité à l'arrondissement de Lachine dans le cadre de la démarche des Quartiers inclusifs et résilients;

- de retourner le montant équivalent au remboursement au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

30.01 1245412010

Fredy Enrique ALZATE POSADA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 décembre 2024

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1245412010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le remboursement des dépenses au montant de 152 330,44 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Lachine, pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par Groupe Marchand Architecture & Design inc., pour la démarche des Quartiers inclusifs et résilients / Retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jolie CHIZUNGU
Analyste de dossiers

- -

Tél :
Télécop. : -

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.011

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1245412010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le virement des crédits pour le remboursement des dépenses de 139 098 $ (net de taxes) pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC., par le Service de l'urbanisme et de la mobilité à l'arrondissement de Lachine dans le cadre de la démarche des Quartiers inclusifs et résilients, et retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

Il est recommandé au comité exécutif :
- d'accepter le remboursement de dépenses de 139 098$ (net de taxes) pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC., par le Service de l'urbanisme et de la mobilité à l'arrondissement de Lachine dans le cadre de la démarche des Quartiers inclusifs et résilients;

- de retourner le montant équivalent au remboursement au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Andre HAMEL **Le** 2024-12-06 15:31

Signataire : Andre HAMEL

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245412010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le virement des crédits pour le remboursement des dépenses de 139 098 $ (net de taxes) pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC., par le Service de l'urbanisme et de la mobilité à l'arrondissement de Lachine dans le cadre de la démarche des Quartiers inclusifs et résilients, et retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

CONTENU

CONTEXTE

Le quartier Saint-Pierre de Lachine fait partie des trois projets-pilotes de la démarche des Quartiers résilients et inclusifs (QIR) de la Ville de Montréal. Cette approche vise entre autres à accélérer les investissements municipaux en vue d'accroître l'équité territoriale. Dans cette optique, l'arrondissement de Lachine, en collaboration avec le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) de la Ville de Montréal qui porte la démarche QIR, ont participé activement à l'identification de pistes de financement et de réattribution budgétaire permettant d'investir rapidement dans le quartier.

L'un des moyens identifié consiste à utiliser le PDI 2024 (40183 Secteurs stratégiques) du SUM, rendu disponible pour les QIR, pour rembourser des dépenses locales réalisées dans Saint-Pierre au cours de 2024, et qui s'inscrivent dans la stratégie d'intervention QIR.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2024-03-18 - CM 24 0268 (1248804001)
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 600 000 $, pour l'année 2024, à trois différents organismes, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour les Quartiers inclusifs et résilients (QIR) / Approuver les trois projets de convention à cet effet - CF-SDIS-24-003

2022-10-25 - CM22 1233 (1228516003)
Accorder un contrat de services professionnels à l'équipe formée par les firmes Les architectes FABG inc., Bouthillette Parizeau inc., et Petropoulos Bomis & associés inc., pour la mise aux normes de l'aréna St-Louis (0609) (Lot 1) de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et accorder un contrat de services professionnels à l'équipe formée par les firmes Groupe Marchand Architecture & Design inc., Les Services EXP inc. et Petropoulos Bomis & associés inc. pour la mise aux normes de l'aréna Martin Lapointe (3130) (Lot 2) de l'arrondissement Lachine : LOT 1 pour un montant de 1 708 946,43 $ taxes incluses (contrat : 1 375 963,31 $ + contingences 206 394,50 $ + 126 588,62 $ incidences) et LOT 2 pour un

montant de 2 503 122,79 $ taxes incluses (contrat: 2 015 396,78 $ + contingences 302 309,52 $ + 185 416,50 $ incidences) - Appel d'offres public (22-19299) - (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

La demande de réattribution budgétaire touche la dépense d'arrondissement suivante, réalisée en 2024 dans le quartier Saint-Pierre : 139 098$ (net de taxes) pour la mise à niveau de l'aréna Martin-Lapointe par le Groupe Marchand Architecture et Design Inc.

JUSTIFICATION

Ce transfert est stratégique et essentiel, car il permettra de dégager une marge financière pour l'arrondissement de Lachine dans le but d'accélérer les actions prioritaires identifiées dans le cadre du QIR, dont le réaménagement du Centre Fernand-Laplaine et du parc Kirkland.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de 139 098 $ (net de taxes) sera remboursé via le PDI 2024 du SUM (40183 Secteurs stratégiques).
Cette dépense sera financée par le règlement d'emprunt 21-024 interventions secteurs stratégiques CM21 0601.

Le virement des crédits autorisés sera effectué en 2024 après l'approbation du sommaire décisionnel par le conseil d'arrondissement et le comité exécutif de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le remboursement des dépenses est prévu en 2024, après approbation par le comité exécutif lors de la séance du 18 décembre 2024.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Certification de fonds :
Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains (Mostafa OHARB)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2024-12-06
Isabelle LACHANCE conseiller(-ere) en planification		Ann TREMBLAY Directrice	
Tél : **Télécop. :**	514 588-4910	**Tél :** **Télécop. :**	438 354-5196

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains

Dossier # : 1245412010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Objet :	Autoriser le virement des crédits pour le remboursement des dépenses de 139 098 $ (net de taxes) pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC., par le Service de l'urbanisme et de la mobilité à l'arrondissement de Lachine dans le cadre de la démarche des Quartiers inclusifs et résilients, et retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Avis favorable

Transférer le financement de 139 098$ (net de taxes) pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par Groupe Marchand Architecture & Design Inc. par le Service de l'urbanisme et de la mobilité à l'arrondissement de Lachine dans le cadre de la démarche des Quartiers inclusifs et résilients, et retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

Information financière
Le montant à reclasser est de 139 098$

Provenance
6410.1019794.800350.07141.54301.000000.0000.192950.014010.22025.00000

Imputation
La clef comptable sera définie dans l'intervention du Service des finances

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mostafa OHARB
Conseiller en ressources financières

Tél : 514-639-2156

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-06

Sincheng PHOU
Cheffe de division ressources financières et matérielles
Tél : 438-871-7422

Division : Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245412010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des services administratifs et des projets urbains , Direction
Objet :	Autoriser le virement des crédits pour le remboursement des dépenses de 139 098 $ (net de taxes) pour la mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe par GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC., par le Service de l'urbanisme et de la mobilité à l'arrondissement de Lachine dans le cadre de la démarche des Quartiers inclusifs et résilients, et retourner le montant équivalent au programme décennal d'investissement des bâtiments de l'arrondissement de Lachine

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds 1245412010.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-06

Julie MOTA
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.012

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1249203010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Daa Qualité de vie , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 272 328 $ en provenance du Service de la culture vers l'arrondissement Outremont en 2025 pour la réalisation de la programmation culturelle 2024-2025 de la Corporation du Théâtre Outremont

Il est recommandé:

d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 272 328 $ vers l'arrondissement Outremont en 2025 pour la réalisation de la programmation culturelle 2024-2025 de la Corporation du Théâtre Outremont, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-07-10 15:51

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Outremont
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 3 juillet 2024	Résolution: CA24 16 0161

Renouvellement de l'entente avec le Théâtre Outremont - Accorder un soutien financier de 426 703 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2024-2025 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 272 328 $ à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière / Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

ATTENDU les motifs indiqués au sommaire décisionnel portant le numéro 1249203010;

Il est proposé par Caroline Braun

appuyé par Marie Potvin

D'ACCORDER un soutien financier de 426 703 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2024-2025, sous réserve de l'approbation du Comité exécutif, d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 272 328 $ à l'arrondissement Outremont ;

D'APPROUVER le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière ;

DE DEMANDER au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*, métropole du Québec, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière ;

D'AUTORISER le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention pour et au nom de l'arrondissement, à la suite de la décision du comité exécutif ;

D'IMPUTER cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 63,82 % par le Service de la culture de la ville, pour un montant de 272 328 $ et à 36,18 % par l'arrondissement d'Outremont, pour un montant de 154 375 $.

VOTE

Votent en faveur:	Laurent Desbois, Marie Potvin, Caroline Braun, Mindy Pollak
Votent contre:	Aucun

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

20.04 1249203010

Laurent DESBOIS
_____
Maire d'arrondissement

Julie DESJARDINS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 juillet 2024

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1249203010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Daa Qualité de vie , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 272 328 $ en provenance du Service de la culture vers l'arrondissement Outremont en 2025 pour la réalisation de la programmation culturelle 2024-2025 de la Corporation du Théâtre Outremont

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guerda PHILISTIN
Secrétaire-recherchise

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.012

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1249203010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Daa Qualité de vie , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 426 703 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2024-2025 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 272 328 $ à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière/ Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

ATTENDU les motifs indiqués au sommaire décisionnel portant le numéro 1249203010;

Il est recommandé au conseil d'arrondissement :

D'ACCORDER un soutien financier de 426 703 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2024-2025, sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 272 328 $ à l'arrondissement Outremont;

D'APPROUVER le projet convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière;

DE DEMANDER au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière;

D'AUTORISER le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention au nom de l'arrondissement, suite à la décision du comité exécutif;

D'IMPUTER cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 63,82 % par le Service de la culture de la ville, pour un montant de 272 328 $ et à 36,18 % par l'arrondissement d'Outremont, pour un montant de 154 375 $.

Il est recommandé au comité exécutif:

D'AUTORISER un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 272 328 $ vers l'arrondissement Outremont en 2025;

Signé par Anne-Marie POITRAS **Le** 2024-06-27 15:33

Signataire : Anne-Marie POITRAS

_____

Directrice - Direction d'arrondissement adjointe - Qualité de vie
Outremont , Daa Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249203010**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Daa Qualité de vie , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 426 703 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2024-2025 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 272 328 $ à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière/ Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

CONTENU

CONTEXTE

Le Théâtre Outremont est un lieu de diffusion culturelle qui offre une programmation professionnelle variée en arts de la scène et en cinéma. Fermé à la fin des années 1980, le théâtre fut racheté en 1994 par la municipalité d'Outremont qui l'a rénové et rouvert au public en 2001 en accordant la gestion de la programmation à l'équipe Spectra. Suite au retrait de Spectra en 2010, la Corporation du Théâtre Outremont s'est formée et assure depuis la programmation du Théâtre. Le 1er janvier 2015, le Théâtre Outremont est devenu un équipement métropolitain relevant de la Ville centre. Depuis, divers soutiens ont été accordés à l'organisme de façon conjointe entre l'arrondissement d'Outremont et le Service de la culture afin de permettre la réalisation d'une programmation locale et métropolitaine. Afin de poursuivre ce soutien à l'organisme, l'arrondissement d'Outremont, en collaboration avec le Service de la culture, souhaite octroyer une contribution financière de 426 703 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour qu'elle réalise sa mission de diffusion culturelle, plus spécifiquement la réalisation d'une programmation culturelle en 2024-2025 au Théâtre Outremont, bénéficiant aux citoyens de l'arrondissement ainsi qu'à l'ensemble des Montréalais. Ce soutien de comprend un montant de 154 375 $ provenant du budget de l'arrondissement d'Outremont et 272 328 $ provenant du budget du Service de la culture. L'arrondissement d'Outremont, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, demande au Service de la culture de prendre en charge la gestion et

l’application de la convention de contribution financière, objet de ce sommaire décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 1106 :Autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 266 988 $ vers l'arrondissement d’Outremont en 2024, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.
CA23 16 0173: Renouvellement de l'entente avec le Théâtre Outremont - Accorder un soutien financier de 418 336 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2023-2024 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 266 988 $ à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal* , métropole du Québec, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière / Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière / Autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

CA22 16 0171: Renouvellement de l'entente avec le Théâtre Outremont - Accorder un soutien financier de 410 133 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2022-2023 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 261 753 $ à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière / Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

CE22 1101: Autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 261 753 $ vers l'arrondissement d’Outremont en 2023, pour la réalisation de la programmation culturelle 2022-2023 de la Corporation du Théâtre Outremont.

CA21 16 0277: Accorder un soutien financier de 402 091 $ taxes incluses à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2021-2022 et approuver la convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 256 621 $/ Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière / Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

CA19 160201 Autoriser le versement d'une contribution financière de 6 000 $, à même le surplus libre de l'arrondissement, à la Corporation du Théâtre Outremont pour la présentation du spectacle gratuit « Solstice » présenté dans le cadre de la « Fête de la musique », événement organisé par Vision Diversité en partenariat avec la Corporation du Théâtre Outremont et qui se tiendra au parc Saint-Viateur, à la place Marcelle-Ferron et au Théâtre Outremont, le vendredi 21 juin de 9 h à 23 h

CA19 160054 Autoriser l'affectation d'une somme de 137 000 $, à même le budget de fonctionnement, pour le financement de la programmation culturelle locale au Théâtre Outremont et transférer ce montant au Service de la culture de la Ville de Montréal

CE19 1936 - 11 décembre 2019 - Accorder une contribution non récurrente de 35 000 $ à la Corporation du Théâtre Outremont en 2019 pour la poursuite de son plan de positionnement

de la programmation du Théâtre Outremont / Approuver la convention à cet effet

CM 18 1500 - 17 décembre 2018 - Résilier l'entente actuelle se terminant le 31 décembre 2018 et accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation d'une programmation culturelle au Théâtre Outremont en 2018, 2019, 2020 et 2021, pour une somme maximale de 1 517 670 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un virement budgétaire de 143 832,88 $ (net de ristourne) par année pour les années 2019, 2020 et 2021 en provenance de l'arrondissement Outremont vers le budget du Service de la culture.

CE18 1206 - 4 juillet 2018 - Autoriser une dépense de 28 000 $ net des ristournes pour le projet de Participation des aînés aux activités culturelles du Théâtre Outremont dans le cadre du programme Montréal amie des aînés et accessibilité universelle - Montréal 2018 -2020 / Autoriser un virement de crédit à cet effet.

CE18 1153 - 27 juin 2018 - Approuver un projet de convention afin d'accorder un soutien financier de 150 000 $ à la Corporation du Théâtre Outremont en 2018 pour le soutien à son Plan de relance 2018-2021 / Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la Culture à cet effet.

CM18 0236 - 19 février 2018 - Accorder un contrat de gré à gré à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation d'une programmation culturelle au Théâtre Outremont en 2017-2018, pour une somme maximale de 505 890 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire en provenance de l'arrondissement d'Outremont au montant de 143 832,88 $.

CM17 0050 - 23 janvier 2017 - Approuver un projet d'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville et la Corporation du Théâtre Outremont (CM15 0173) afin d'accorder un soutien financier ponctuel et exceptionnel de 200 000 $ en 2017 / Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses imprévues d'administration vers le Service de la Culture à cet effet.

CM15 0173 - 24 février 2015 - Approuver un projet de protocole d'entente entre la Ville de Montréal et la Corporation du Théâtre Outremont, d'une durée de 3 ans, pour la réalisation d'une programmation culturelle au Théâtre Outremont pour un soutien financier totalisant 1 320 000 $ dont 50 000 $ déjà versé à titre d'avance (CE15 0065); 390 000 $ versé en 2015, 440 000 $ en 2016 et 440 000$ en 2017 / Autoriser un budget de revenu additionnel de 30 300 $ provenant de la location d'un espace au rez-de-chaussée du théâtre pour un Café restaurant (6813623 Canada Inc.)

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour objet d'autoriser le versement d'une contribution financière totale de 426 703 $ à la Corporation du Théâtre Outremont, comprenant un montant de 154 375 $ provenant du budget de l'arrondissement d'Outremont et 272 328 $ provenant du budget du Service de la culture, et à autoriser la signature d'une convention établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière.
Il vise également à proposer au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière suite à la signature.

Le soutien financier proposé permettra à l'organisme de poursuivre ses activités, soit la réalisation d'une programmation culturelle de proximité et métropolitaine pour la saison 2024-2025. Grâce à ce soutien, la Corporation du Théâtre Outremont souhaite :

- maintenir une programmation pluridisciplinaire de grande qualité permettant une expérience artistique de haut niveau pour tous les types de publics (famille, scolaire,

aînés, etc);
- de positionner le Théâtre au sein du milieu culturel, en développant une programmation en chanson francophone et musique populaire, incluant le jazz;
- de faire rayonner les artistes de langue française et valoriser le patrimoine et les oeuvres francophones;
- d'intégrer la diversité dans tous les aspects de la programmation et contribuer à la visibilité des artistes de tous horizons dans la programmation.

JUSTIFICATION

Le Théâtre Outremont est une institution phare de l'histoire culturelle au Québec, il a été classé bien culturel par le ministre de la Culture au sens de la Loi sur les biens culturels (RLRQ, c.B-4), le 28 juin 1994. En raison de son caractère patrimonial, de sa classe et de son voisinage, le Théâtre Outremont est aussi un lieu tout désigné pour attirer quelques-uns parmi des dizaines de festivals de théâtre, de musique, de littérature et de cinéma qui reviennent chaque année, attirant une clientèle férue de propositions artistiques de pointe. Avec ses équipements de projection cinématographique qui ont bénéficié d'une mise à niveau numérique en 2015, Le Théâtre Outremont se positionne favorablement pour accueillir non seulement des festivals de cinéma mais aussi des premières de films ou pour diffuser en direct ou en court différé les spectacles vivants en provenance des grandes villes du monde. Le Théâtre Outremont joue également un rôle local important, en développant une programmation de proximité, principalement auprès des publics famille et scolaire. De plus, le Théâtre participe au développement du plan culturel de l'arrondissement, et souhaite, en collaboration avec l'arrondissement, étendre ses activités hors-les-murs, qui permettront d'animer l'avenue Bernard.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Versement d'une contribution financière totale de 426 703 $ comprenant un montant de 154 375 $ provenant du budget de l'arrondissement d'Outremont et 272 328 $ provenant du budget du Service de la culture. La contribution financière a été indexée de 2 %.

	2023-2024	2024-2025
Arrondissement Outremont	151 348 $	154 375 $
Service de la culture	266 988 $	272 328 $
Total	418 336 $	426 703 $

La dépense est prévue à même les budgets de fonctionnement de l'arrondissement et du Service de la Culture (voir l'intervention de la Direction des services administratifs du greffe et relations avec les citoyens sur les aspects financiers).

Cette contribution financière sera versée selon les termes établis à la convention à être conclue entre la Corporation du théâtre Outremont et l'arrondissement d'Outremont, selon les versements suivants qui seront dédiés à la réalisation de la programmation 2024-2025:

- une somme maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $), le 30 janvier 2025;
- une somme maximale de cent soixante-seize mille sept cent trois dollars (176 703 $), le 15 avril 2025;

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, plus précisément des engagements pour

la démocratie et la participation citoyenne, l'accès et l'inclusion de même que la créativité et l'innovation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation d'une programmation culturelle métropolitaine et de proximité au Théâtre Outremont bénéficiera à l'ensemble des Montréalais. En favorisant la participation des Montréalais à la vie culturelle, le théâtre contribue également à dynamiser une artère commerciale (l'avenue Bernard) et en faire une destination. Le soutien au Théâtre Outremont s'inscrit dans l'un des fondements de la Politique de développement culturel de la Ville 2017-2022 qui consiste à favoriser les interventions pour mettre en place des quartiers culturels durables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme fera état de la participation de l'Arrondissement et de la Ville conformément aux obligations contenues dans le protocole de visibilité en annexe de la convention de contribution financière.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

3 juillet 2024: présentation au Conseil d'arrondissement
juillet 2024: préparation d'un addenda au dossier pour présentation au comité exécutif
29 juillet 2024: date de ficelage pour le comité exécutif
7 aout 2024 : présentation du dossier au comité exécutif pour autoriser le virement du Service de la culture en même temps que le GDD 1248488006 proposant l'acceptation de l'article 85 par la ville Centre
Janvier 2025: premier versement
15 avril 2025: deuxième versement
30 juin 2025: fin de l'entente

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Certification de fonds :
Outremont , Daa Gestion du territoire_du patrimoine et des services administratifs (Kalina RYKOWSKA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie BOILY
Secrétaire de direction

Tél : (514) 838-4748
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-06-13

Anne-Marie POITRAS
Directrice - Direction d'arrondissement adjointe - Qualité de vie

Tél : 514 495-6270
Télécop. : 514 495-7411

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Anne-Marie POITRAS
Directrice - Direction d'arrondissement adjointe - Qualité de vie
Tél : 514 495-6270
Approuvé le : 2024-06-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : Sommaire décisionnel no *1249203010*

Unité administrative responsable : *Direction adjointe Qualité de vie*
Projet : *Renouvellement de l'entente avec le Théâtre Outremont 2024-2025*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 9.Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Favoriser une meilleure représentativité de la diversité montréalaise dans la programmation. Soutenir de nombreux artistes, créateurs et travailleurs culturels. Contribuer au soutien d'espaces de création et de diffusion polyvalents. Favoriser la participation du milieu culturel au développement de la métropole.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 543, chemin de la Côte-Saint-Catherine à Outremont, province de Québec, H2V 4R2, agissant et représentée par monsieur Laurent Desbois, Maire de l'arrondissement d'Outremont, et Me Julie Desjardins, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu de la résolution du conseil d'arrondissement portant le numéro CA24 _____ adoptée le 3 juillet 2024;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DU THÉÂTRE OUTREMONT,** personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 1248 avenue Bernard Ouest, Montréal, Québec, H2V 2V6, agissant et représentée aux présentes par Philippe Sureau, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS: 85163 9054 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1215530783

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme diffuseur culturel et réalise une programmation culturelle au Théâtre Outremont;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Arrondissement Outremont

ARTICLE 3

OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la

« **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil

municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quatre cent vingt six mille sept cent trois dollars (426 703 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) le 30 janvier 2025;

- un deuxième versement au montant de cent soixante-seize mille sept cent trois dollars (176 703 $), le 15 avril 2025;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également

remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 30 juin 2025.
Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au au 1248 avenue Bernard Ouest, Montréal, Québec, H2V 2V6,, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 543, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, Québec, H2V 4R2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Laurent Desbois, maire de l'arrondissement

Par : _____
Me Julie Desjardins, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CORPORATION DU THÉÂTRE OUTREMONT

Par : _____
Philippe Sureau, président

Cette Convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de l'arrondissement Outremont de la Ville de Montréal, le3e jour de juillet 2024 (Résolution (CA……).

ANNEXE 1

PROJET

Programmation 2024-2025 en pièce jointe

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet. Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les

bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant :
Fier partenaire de la Ville de Montréal

Soumettre pour approbation à : visibilite@montreal.ca tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables avant** leur diffusion.

S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet.

Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@montreal.ca

Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville avant leur impression et leur diffusion à : visibilite@montreal.ca

Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet

effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, **un minimum de 20 jours ouvrables** à l'avance.

Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

THEÂTRE OUTREMONT | PROGRAMMATION SAISON 2024-2025 (Au 1er juin 2024)

ARTISTE	SALLE	DATES	INFOS SUP 1	INFOS SUP 2
CHANSON & MUSIQUE				
Alphonse Bissaillon	GS	Jeudi 12 septembre	Gagnant Prix Mouffe 2024	Spectacle de la rentrée
Louise Bessette	GS	Vendredi 4 octobre 2024	Un bonheur d'occasion/Hommage à François Dompierre	
Daniel Lavoie	GS	Mercredi 16 octobre 2024	19H	Mise en vente 21 février 24
Mélissa Bédard	GS	Jeudi 7 novembre 2024	Première montréalaise	Mise en vente en avril
Mônica Freire	GS	Vendredi 15 novembre 2024	Rentrée montréalaise (formule à cinq)	Dans le cadre de Coup de coeur Francophone
Rufus Wainwright	GS	Dimanche 1er décembre 2024	Folkocracy	Annonce 18 juin / mise en vente 21 juin
Emilie Claire Barlow	GS	Jeudi 5 décembre 2024	Show de Noel avec Quatuor à cordes	Mise en vente en mars-avril
Ensemble En direct de l'univers	GS	Samedi 21 décembre 2024	Concert de Noel	Mise en vente en mars-avril
François Bourassa Quartet/JazzLab Orchestra	GS	Samedi 15 février 2025	25 ans de Effendi	
Damien Robitaille	GS	Jeudi 20 février (+opt. 21 fevrier)	Première montréalaise	Nouvel album à l'automne
Dakhabraka	GS	Samedi 15 mars 2025	D'Ukraine	
Vladimir Kornéev	GS	Vendredi 21 mars 2025	La vie en Piaf	
Marc Hervieux	GS	Dimanche 30 mars 2025	16h	
Tindersticks	GS	Mardi 1 et mercredi 2 avril 2025	D'Angleterre	
Héritières	GS	Mercredi 9 avril 2025		
Marie Carmen	GS	Samedi 12 avril 2025		
Martha Wainwright	GS	Vendredi 25 avril (+ opt sam 26)	Rentrée montréalaise	
Sol en chanson	GS	Samedi 10 mai 2025		
Marie-Josée Lord	GS	Samedi 17 mai 2025	16h	
Ute Lemper	GS	Mardi 20 mai 2025	Des USA	Rendez vous with Marlene
L'Orchestre d'hommes orchestre	GS	Vendredi 23 mai 2025	Joue à Tom Waits (20ième anniversaire)	

ARTISTE	SALLE	DATES	INFOS SUP 1	INFOS SUP 2
SÉRIE ARCHIFOLK				
Myriam Gendron	PO	Mercredi 2 octobre 2024	19h	
Héron	PO	Mercredi 6 novembre 2024	19h	
Sara Danielle	PO	Mercredi 15 janvier 2025	19h	
Arielle Soucy	PO	Mercredi 5 février 2025	19h	
Geneviève Racette	PO	Mercredi 12 mars 2025	19h	Rentrée montréalaise

ARTISTE	SALLE	DATES	INFOS SUP 1	INFOS SUP 2
SÉRIE JAZZ & BOURDONNEMENTS				
Razalaz	PO	Jeudi 3 octobre 2024	CAM en tournée	
Henri Herbert	PO	Jeudi 17 octobre 2024	Des USA	
Kate Wyatt Quartet	PO	Jeudi 21 novembre 2024	CAM en tournée	
Benjamin Deschamps	PO	Jeudi 19 décembre	CAM en tournée	
Hugo Blouin	PO	Jeudi 23 janvier 2025		
Blanche Baillargeon	PO	Jeudi 20 mars 2025		
Allison Au	PO	Jeudi 10 avril 2025 (+opt 9 avril)	Bourdonnement Jazz	
Ruche intergénérationnelle	PO	Jeudi 1er mai 2025 (+ opt 30 avril)	Bourdonnement Jazz	
Daniel Mille	PO	Mercredi 21 et jeudi 22 mai 2025	Bourdonnement Jazz	

ARTISTE	SALLE	DATES	INFOS SUP 1	INFOS SUP 2
SÉRIE MARDIS MÉTISSÉS				
Bianca Rocha	PO	Mardi 26 novembre 2024	Cohorte MUZ 2024	
Banitsa	PO	Mardi 14 janvier 2025	Cohorte MUZ 2024	
Charles Cantin	PO	Mardi 18 mars 2025		
Donald Dogbo	PO	Mardi 27 mai 2025		
Papish	PO	Mardi 10 juin 2025	Cohorte MUZ 2024	

ARTISTE	SALLE	DATES	INFOS SUP 1	INFOS SUP 2
DANSE				
Danse Lhasa Danse	GS	Samedi 12 octobre 2024	Mise en vente en mars 24	CCF
Tutu	GS	Jeudi 17 avril 2025	De France	
Le Sacre de Lila	GS	Mardi 29 avril 2025	19h	CAM en tournée / Prix CALQ meilleure oeuvre en danse 2023

ARTISTE	SALLE	DATES	INFOS SUP 1	INFOS SUP 2
THEATRE & ARTS DE LA PAROLE				
Femme fleuve	GS	Mercredi 25 septembre 2024	Co diffusion FIL	
Genèse d'une révolution sans mort ni sacrifice	GS	Jeudi 26 septembre 2024	Co diffusion FIL	
Arsenic mon amour	GS	Vendredi 27 septembre 2024	Co diffusion FIL	
De ta force de vivre	GS	Vendredi 25 octobre (+ opt sam 26)	Fille de personne/Manufacture	mev en mars 24
La rébellion du minuscule	GS	Mardi 29 octobre 2024	Co diffusion Casteliers	
Pendant que les champs brûlent	GS	Mercredi 13 novembre 2024		
Lau	GS-P	Vendredi 24 janvier	Sur scène / jauge de 80	
Les Garçons et Guillaume à table	GS	Jeudi 6, vendredi 7 février (+opt 8)	De Belgique	
Maman est un mythe	PO	Mercredi 19 février 2025	CAM en tournée	19h
Merci d'être venus	GS	Mercredi 26 et jeudi 27 mars	Le Complexe	
Arleen Thibault	GS	Dimanche 27 avril	Fille de laitier	16h
Aux grands mauc, les grands discours	GS	Samedi 10 mai 2025	16h	
Amélie Prévost	PO	Vendredi 30 mai	Kamikaze du vendredi	

ARTISTE	SALLE	DATES	INFOS SUP 1	INFOS SUP 2
HUMOUR & VARIÉTÉS				
Sinem Kara	PO	Vendredi 11 octobre 2024		
Suzie Bouchard	PO	Vendredi 8 novembre 2024	Mise en vente en mars 2024	
Rosalie Vaillancourt	GS	Samedi 30 novembre 2024	Mise en vente autour du 9 avril	
Neev	GS	Samedi 14 décembre 2024	Mise en vente le 27 mars 2024	
Antoni Rémillard	PO	Vendredi 17 janvier 2025		
Louise Latraverse	GS	Samedi 18 janvier 2025	Mise en vente 27 mars 2024	16h
Guillaume Pineault	GS	Samedi 29 mars 2025	Mise en vente septembre 2024	
Katherine Levac	GS	Vendredi 16 mai 2025		
Louis T	GS	Jeudi 29 mai 2025		
Léa Stréliski	PO	Vendredi 20 juin 2025		

ARTISTE	SALLE	DATES	INFOS SUP 1	INFOS SUP 2
FAMILLE				
Survie du vivant	GS	Dimanche 22 sept. 2024	11h	dans le cadre du FIL - Coussins Croissants
La nuit du caribou	GS	Dimanche 6 oct. 2024	11h	Coussins Croissants
Les Âneries	GS	Dimanche 3 nov. 2025	11h	Coussins Croissants
Clémentine - Une histoire (vraie)	GS	Dimanche 17 nov. 2024	11h et 13h30	Cie de Vancouver - Coussins Croissants
Glob	GS	Dimanche 29 nov. 2025	19h	Coussins Croissants
TOQAQ MECIMI PUWIHT Delphine rêve toujours	GS	Dimanche 26 janv. 2025	11h	CAM en tournée - Coussins Croissants
Alice de l'autre côté	GS	Dimanche 2 févr. 2025	11h	Coussins Croissants
176 pas	GS	Dimanche 23 févr. 2025	11h	Coussins Croissants
G'zaagiin maleńki – je te promets une forêt	GS	Dimanche 2025-03-23	9h30 et 11h	Coussins Croissants
Parole d'eau	GS	Dimanche 6 avr. 2025	11h	Coussins Croissants
Mon conte de feu – À vélo entre les bombes qui tomben	GS	Dimanche 2025-05-04	11h	Co-dif Castelier - Coussins Croissants
Quelqu'un t'aime Monsieur Hatch	GS	Dimanche 2025-06-01	11h	Coussins Croissants

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Outremont , Daa Gestion du territoire_du patrimoine et des services administratifs

Dossier # : 1249203010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Daa Qualité de vie , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Accorder un soutien financier de 426 703 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2024-2025 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 272 328 $ à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière/ Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1249203010- Aspects financiers - Théâtre 2024.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kalina RYKOWSKA
Cheffe de section des ressources financières
Tél : 514-838-4797

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-06-26

Julie DESJARDINS
Cheffe de division
Tél : 438-227-8308
Division : Outremont , Daa Gestion du territoire_du patrimoine et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249203010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Daa Qualité de vie , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Accorder un soutien financier de 426 703 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2024-2025 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 272 328 $ à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière/ Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1249203010.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-06-18

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-3752
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Division Brennan

CE : 30.013

2024/12/18 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.014

2024/12/18 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.015

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1249298006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, C. c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une subvention de 267 400 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « Agent-es pivot »

Il est recommandé:

1. de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, C. c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une subvention de 267 400 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « Agent-es pivot »;

2. d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-12-16 16:17

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 décembre 2024	Résolution: CA24 14 0355

Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une subvention de 267 400 $ pour l'année financière 2025, provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « Agent-es pivot ».

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. de recommander au comité exécutif de modifier le budget 2024 de la Ville de Montréal, conformément à l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la subvention de 267 400 $ provenant du ministère de la Sécurité publique du gouvernement du Québec, concernant le Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesses montréalais pour le projet « agent-es pivot »;
2. d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 2024 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension en conséquence de la réception de cette somme.

Adopté à l'unanimité.

30.10 1249298006

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 4 décembre 2024

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1249298006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, C. c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une subvention de 267 400 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « Agent-es pivot »

CONTENU

CONTEXTE

Par sa résolution CA24 14 0355, adoptée à sa séance du 3 décembre 2024, le conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, recommande au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, conformément à l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte d'une subvention de 267 400 $, reçue par l'arrondissement, provenant du ministère de la Sécurité publique du gouvernement du Québec concernant le Programme de soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesses montréalais dans le cadre du projet « Agent-es pivot ».
La Direction du budget et de la planification financière et fiscale est favorable à cette demande de modification budgétaire, tel que précisé dans l'intervention financière.

Par cette résolution CA24 14 0355, il est recommandé d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 2024 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de cette somme de 267 400 $.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle GAUTHIER
secretaire- recherchiste

438-826-4769
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.015

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1249298006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une subvention de 267 400 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « Agent-es pivot ».

Il est recommandé au comité exécutif :

I. de modifier le budget 2024 de la Ville de Montréal, conformément à l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, M é tropole du Qu é bec* (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la subvention de 267 400 $ provenant du ministère de la Sécurité publique du gouvernement du Québec concernant le Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesses montréalais pour le projet « agent-es pivot »;
II. d'augmenter le budget de 2024 de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension en conséquence de la réception de cette somme.

Signé par Nathalie VAILLANCOURT **Le** 2024-11-20 14:53

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249298006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une subvention de 267 400 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « Agent-es pivot ».

CONTENU

CONTEXTE

La Stratégie jeunesse en prévention de la criminalité de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSP), conforme aux recommandations émises par le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) à l'arrondissement, est identifiée comme étant prioritaire. En octobre 2024, l'arrondissement de VSP apprenait, à la suite d'une demande déposée en bonne et due forme au Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais du ministère de la Sécurité publique, l'obtention d'un financement de 267 400 $ pour le projet « agent-es pivot » pour 2024-2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 140347 – 1235059002 – 5 décembre 2023 - Prendre acte de la reconduction de l'aide financière du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « Agent-es pivot », s'engager à respecter les conditions de ce Programme et désigner la personne responsable de la demande d'aide financière.
CA23 140309 – 1238380002 – 7 novembre 2023 - Prendre acte de la reconduction de l'aide financière du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « Agent-es pivot », s'engager à respecter les conditions de ce Programme et désigner la personne responsable de la demande d'aide financière.

CA22 140287 - 1229070011 - 4 octobre 2022 - Accorder une contribution financière de 267 400 $ au Centre socioéducatif Lasallien, pour l'année 2022-2023, dans le cadre du projet « intervenant-es pivot » soutenu financièrement par le ministère de la Sécurité publique et approuver le projet de convention à cette fin.

CA22 140222 - 1228380005 - 14 juillet 2022 - Prendre acte du dépôt d'une demande d'aide

financière au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « intervenant-es pivot », s'engager à respecter les conditions du Programme et désigner la personne responsable de la demande d'aide financière.

DESCRIPTION

Ce dossier vise à demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, afin de tenir compte de la subvention octroyée de 267 400 $, à l'arrondissement VSP pour l'année financière 2024 provenant du ministère de la sécurité publique du gouvernement du Québec.

JUSTIFICATION

Lettre de renouvellement de l'entente de financement entre le ministère de la Sécurité publique et l'arrondissement VSP concernant le Programme de soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'augmentation du budget de 2024 de revenus et de dépenses de 267 400 $ est détaillée dans l'intervention de la Direction des services administratifs de l'arrondissement VSP.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise à se conformer à l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexandre CHARRON, Service des finances et de l'évaluation foncière
Jennifer MASMELA DURAN, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : ----------
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-06

Steve THELLEND
Chef de division, ressources financières, matérielles et informationnelles

Tél : ----------
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Annette DUPRÉ
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Tél : 514-872-1415
Approuvé le : 2024-11-20

Québec

Gouvernement du Québec
Le ministre de la Sécurité publique
Le ministre responsable de la région de l'Estrie

PAR COURRIEL

Québec, le 9 octobre 2024

Madame Nadine Medawar
Directrice
Culture, sports, loisirs et développement social
Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, bureau 200
Montréal (Québec) H3N 1M3

Objet : Demande de financement – Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais

Madame la Directrice,

J'ai le plaisir de vous annoncer l'octroi d'une subvention de 267 400 $ à votre organisation à la suite de l'acceptation de votre demande de financement 2024-2025 présentée au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026.

L'enveloppe budgétaire associée à ce soutien vise à offrir aux jeunes montréalais une plus grande variété et quantité d'activités ainsi qu'à mettre à leur disposition des infrastructures pour les accueillir. Il est également souhaité que les organismes soient en mesure de développer les initiatives, les services et les interventions identifiées par les milieux montréalais déterminés comme étant prioritaires. Les paramètres de votre projet répondent à ces objectifs et, en ce sens, le ministère de la Sécurité publique est heureux de poursuivre la collaboration avec votre organisation.

Un protocole d'entente suivra afin de préciser les obligations des parties ainsi que les modalités de versement de l'aide financière accordée.

… 2

Tour des Laurentides, 5e étage
2525, boulevard Laurier
Québec (Québec) G1V 2L2
Téléphone : 418 643-2112
Télécopieur : 418 646-6168

Si vous avez des questions concernant les informations qui précèdent ou sur tout autre aspect de ce dossier, je vous invite à communiquer, par courriel, avec l'équipe de la prévention de la criminalité, à prevention.criminalite@msp.gouv.qc.ca.

Veuillez agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,



François Bonnardel

c. c. Madame Francesca Discenza, conseillère en développement communautaire

N/Réf. : 2024-12800

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1249298006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une subvention de 267 400 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « Agent-es pivot ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1249298006_augmentation budget 267 400$_agent pivot.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-26

Steve THELLEND
Chef de division RFM

Tél : 514-346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1249298006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, d'une subvention de 267 400 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais pour le projet « Agent-es pivot ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier 1249298006 Aug. Rev. Dép.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA
Agent de recherche
Tél : 4385053171

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-19

David MARCAURELLE
Conseiller en planification budgétaire
Tél : 514-872-4529
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.016

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1248109003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le remboursement des dépenses au montant 876 104,30 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Montréal-Nord, pour la réfection de la toiture de l'aréna Rolland, dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale (maintien d'actifs)

Il est recommandé :

1. d'autoriser le remboursement des dépenses au montant 876 104,30 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Montréal-Nord, pour la réfection de la toiture de l'aréna Rolland, dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale (maintien d'actifs);

2. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-12-11 09:47

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal-Nord
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 2 décembre 2024	Résolution: CA24 10 317

Modifier le financement du projet de la réfection de la toiture de l'aréna Rolland afin de tenir compte du financement obtenu dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale (maintien d'actifs) du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).

Il est proposé par Mme Chantal Rossi

appuyé par M. Jean Marc Poirier

Et résolu :

QUE soit modifié le financement du projet de la réfection de la toiture de l'aréna Rolland afin de tenir compte du financement d'un montant de 800 000$ obtenu dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale (maintien d'actifs) du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI);

ET QUE ces dépenses soient imputées conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1248109003

Christine BLACK
_____
Mairesse d'arrondissement

Marc-Aurele APLOGAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 décembre 2024

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1248109003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le remboursement des dépenses au montant 876 104,30 $, taxes incluses, à l'arrondissement de Montréal-Nord, pour la réfection de la toiture de l'aréna Rolland, dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale (maintien d'actifs)

CONTENU

CONTEXTE

Sur recommandation du Service des finances, le présent dossier doit être soumis au comité exécutif du 18 décembre 2024. En effet, le virement doit se faire en 2024.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mélanie BEAUDRY, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc-Aurele APLOGAN
secretaire d'arrondissement

514-328-4000

Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248109003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Objet :	Modifier le financement du projet de la réfection de la toiture de l'aréna Rolland afin de tenir compte du financement obtenu dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale (maintien d'actifs) du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



GDD 1248109003 - Travaux aréna Rolland.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière

Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Sonia RODI
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.016

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1248109003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Adjuger à LK industries inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 1 700 480,25 $, taxes incluses, un contrat pour la réfection de la toiture de l'aréna Rolland et autoriser une dépense de 306 086 $, taxes incluses, pour les contingences, une dépense de 70 000 $, taxes incluses, pour les incidences, pour une dépense totale de 2 076 566,25 $, taxes incluses. Appel d'offres 1147 / 6 soumissionnaires

QUE soit adjugé à LK industries inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 1 700 480,25 $, taxes incluses, le contrat 1147 pour la réfection de la toiture de l'aréna Rolland;
QUE soit autorisée une dépense de 306 086 $, taxes incluses, pour les contingences;

QUE soit autorisée une dépense de 70 000 $, taxes incluses, pour les incidences;

QUE soit autorisée une dépense totale de 2 076 566,25 $, taxes incluses;

ET QUE ces dépenses soient imputées conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Tonia DI GUGLIELMO **Le** 2024-06-28 13:09

Signataire : Tonia DI GUGLIELMO

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248109003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Adjuger à LK industries inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 1 700 480,25 $, taxes incluses, un contrat pour la réfection de la toiture de l'aréna Rolland et autoriser une dépense de 306 086 $, taxes incluses, pour les contingences, une dépense de 70 000 $, taxes incluses, pour les incidences, pour une dépense totale de 2 076 566,25 $, taxes incluses. Appel d'offres 1147 / 6 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme de mise à niveau et d'amélioration et maintien d'actif, l'arrondissement de Montréal-Nord veut procéder à la réfection de la toiture de la toiture de l'aréna Rolland, situer au 12000 boulevard Rolland, Montréal-Nord, Qc. , H1G 3W1. Le présent sommaire décisionnel a pour but d'adjuger un contrat pour la réalisation de ces travaux.
Le processus d'appel d'offres public s'est déroulé du 22 mai au 26 juin 2024 pour une durée totale de trente-cinq (35) jours. Sur les sept (7) preneurs du cahier des charges, dont la liste complète se trouve en pièce jointe, six (6) ont déposé une soumission et un (1) s'est désisté.

Quatre (4) addenda ont été émis du 28 mai au 13 juin inclusivement, l'émission du dernier addenda a été fait dix (10) jours avant l'ouverture publique des soumissions. Ces addenda avaient pour but de clarifier certaines informations, répondre aux questions des soumissionnaires et d'ajouter des informations aux plans et devis.

La publication de ces addendas a prolongé sur la date de dépôt des soumissions de sept (7) jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1631404 - Adjuger à Cimaise inc. au montant maximum de 178 657,50$ taxes incluses, pour des services professionnels en architecture et ingénierie, contrat 1138

DESCRIPTION

La réfection de la toiture de l'aréna Rolland représente notamment :

- Réfection de deux bassins de toiture : 2320 mètres carré;

- Travaux en mécanique pour la gestion des eaux de pluies, règlement 20-030 ;

Des contingences de 18% sont prévues au contrat pour faire face aux imprévus de chantier.

Il est à noter que la surveillance partielle des travaux sera assurée par Cimaise inc. architecture, et une surveillance totale d'un laboratoire spécialisé sera assurée durant les travaux.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Montréal Nord ne possède pas les ressources pour réaliser les travaux de cette envergure.
Tel que mentionné dans la lettre de recommandation des professionnels en pièce jointe, ils affirment avoir procédé à l'analyse des soumissions reçues le 26 juin 2024. Leur analyse démontre que LK industries inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Nous recommandons l'octroi du contrat à LK industries inc.

Les prix des six (6) soumissions reçues sont divergents, mais la moyenne des soumissions conformes à seulement 17% plus basse d'écart avec l'estimation des professionnels.
Par contre l'écart entre la plus base soumission et le budget alloué (2.3M$) au projet au PDI est 9,7% plus basse. Pour ces raisons, l'octroi du contrat à LK industries inc. est recommandé.

Les six (6) soumissions reçues ont été analysées, six (6) soumissions sont conformes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses incidentes au montant total de 2 076 566,25 $ taxes incluses comprennent les dépenses supplémentaires possibles liées à un laboratoire de surveillance spécialisé durant les travaux.

SOUMISSIONS CONFORMES	**COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES (INCIDENCES)** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
LK industries inc.	1 700 480,25$	n/a	1 700 480,25$
Les couvertures St-Léonard	1 722 325,50$	n/a	1 722 325,50$
Pentagone	1 746 470,25$	n/a	1 746 470,25$
Les Toitures Léon Inc.	1 976 995,13$	n/a	1 976 995,13$
Perreault	1 877 426,78$	n/a	1 877 426,78$
Couverture Montréal-Nord Ltée	2 172 998,76$	n/a	2 172 998,76$
Dernière estimation réalisée par CGA	**$**	**n/a**	
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($) VOICI LA FORMULE : total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions			1 866 116,11$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) VOICI LA FORMULE : [(coût moyen des soumissions conformes – la plus basse)/la plus basse) x 100]			**9.7%**

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) VOICI LA FORMULE : (la plus haute conforme – la plus basse conforme)	**472 518,50$**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus haute conforme – la plus basse conforme)/la plus basse) x 100]	**28%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation)	**-552 075,75$**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100]	**-24%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse – la plus basse)	**21 845,25$**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100]	**1.3%**

La dépense totale pour la réalisation du projet est de 2 076 566,25 $ taxes incluses taxes incluses, et se répartit de la façon suivante :
- 1 700 480,25 taxes incluses contrat de réfection ;
- 306 086,00 $ taxes incluses pour les contingences ;
- 70 000 $ taxes incluses pour les incidences (laboratoire)

La dépense sera financée de la façon suivante ;

Un montant de 1 685 651.25$ taxes incluses par les règlements d'emprunt "RGCA22-10-0005 et RGCA24-10-0005 - programme de protection des bâtiments administratifs,sportifs et culturels", prévus au programme décennal d'immobilisation de l'arrondissement;

L'autre montant, soit 390 915,00$ taxes incluses, par le surplus de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Nil

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux de réfection doivent avoir lieux le plus rapidement possible en période estivale pour s’assurer que les travaux soient réalisés avant la période hivernale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En temps et lieu, des communications seront faites auprès des employés et divers intervenants les dates importantes et interventions liées à l’avancement des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L’échéancier de réalisation du mandat est détaillé selon les phases ci-dessous :

PHASES PROJETÉES	**DATES**

Adjudication du contrat (CA)	CA juillet 2024
Début des travaux	Août 2024
Fin des travaux - prise de possession	Fin octobre 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Plus bas soumissionnaire est conforme.
Le procès-verbal donnant la liste des soumissionnaires est en pièce jointe.
La recommandation des professionnels responsables d'analyser les soumissions reçues est en pièce jointe.
Des clauses pour la prévention de la fraude et de manœuvres dolosives sont incluses au Règlement de gestion contractuelle de cette soumission.
Le présent appel d'offres respecte le Règlement de gestion contractuelle.
La compagnie et ses administrateurs ne sont pas inscrits comme des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement de gestion contractuel.
La vérification de la validité des licences des entrepreneurs a été effectuée auprès de la Régie du bâtiment et de la RENA.

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

L'adjudicataire est le plus bas soumissionnaire conforme soit: LK industries inc.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction des services administratifs (Daniel ROBERT)

Validation du processus d'approvisionnement :
Montréal-Nord , Direction des services administratifs (Hassen EL-HOCINE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles THIVIERGE
Architecte

Tél : 514.328.4000 p.4226

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-06-26

Alex LALLIER-CARBONNEAU
Chef de division études techniques

Tél : 514.328.4000

Télécop. : 514.328.5556 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alex LALLIER-CARBONNEAU
Chef de division études techniques
Tél :
Approuvé le : 2024-06-27

cimaise

ESTIMATION

PROJET Nom du Projet: Réfection de toiture aréna Rolland
Description: Réfection complète et rétention d'eau au toît

CLIENT Client: Charles Thivierge Architecte Arrondissement Montréal-Nord
N/REF No projet 1147
V/REF 24302

TYPE Uniformat
NIVEAU Niveau 3

ÉTAPE 100%
CLASSE Classe D
DATE Date 2024-05-16

GROUPE D'ÉLÉMENTS-NIVEAU 1-4			ÉLÉMENTS 1 Option 1 Quantité	Sous-total 1	Sous-total 2	COÛT Sous-total	Total
A	**INFRASTRUCTURE**			**-**			**-**
A10	FONDATIONS			-		-	
B	**SUPERSTRUCTURE ET ENVELOPPE**			**1 384 720,00**			**1 384 720**
B20	ENVELOPPE			66 060,00		66 060	
B2010	Murs extérieurs			66 060,00		66 060	
B201024	ISOLATION: polyuréthane giclé (1,80$ / po / pi ca)		78,00		3 510	3 510	
B201025	OSSATURE: barres en Z avec bris thermique		78,00		3 900	3 900	
B201029	PAREMENT: revêtement crépis		78,00		42 900	42 900	
B201054	MAÇONNERIE: Rejointoiement brique d'argile		70,00		15 750	15 750	
B30	TOITURE			1 318 660,00		1 318 660	
B3010	Couverture			1 299 660,00		1 299 660	
B301001	Revêtement de toiture		2 316,00		1 181 160	1 181 160	
B301004	Solins et garnitures		280,00		42 000	42 000	
B301028	Parapet au toit		350,00		52 500	52 500	
B301031	Muret avec solin intramural		64,00		9 600	9 600	
B301032	Solin intramural		64,00		14 400	14 400	
B3020	Ouvertures de toit			19 000,00		19 000	
B302002	Échelle & garde corps		2,00		19 000	19 000	
C201022	Escalier extérieur en béton et mur de soutènement (15 c-m)						
D	**SERVICES**			**99 500,00**			**99 500**
D20	PLOMBERIE			120 000,00		70 000	
D2040	Réseau de drainage pluvial			70 000,00		70 000	
D204001	démolition drainage existant		1,00		10 000	10 000	
D204002	Drains de toit		8,00		40 000	40 000	
D204003	Isolation drainage		1,00		10 000	10 000	
D204099	Retrait & réinstallation de la toîle réflechissante		1,00		10 000	10 000	
D30	CHAUFFAGE, VENTILATION ET CONDITIONNEMENT D'AIR			26 500,00		26 500	
D3040	Travaux équipement mécanique			26 500,00		26 500	
D304001	Enlevement, réinstallaton & remise en service		1,00		25 000	25 000	
D304002	Relocalisation des tuyax de gaz		1,00		1 500	1 500	
D50	ÉLECTRICITÉ			3 000,00		3 000	
D5010	Services et distribution électrique			3 000,00		3 000	
D501001	caméra		2,00		2 000	2 000	
D501099	Tasser fils caméra et autre équipement:		1,00		1 000	1 000	
COÛT DIRECT POUR LA CONSTRUCTION					**1 484 220**		**1 484 220**
Z20	**Frais généraux, administration et profits**	**20,00%**			296 844	296 844	
Z2010	Frais généraux	12,0%			178 106	178 106	
Z2020	Administration et profit	8,0%			118 738	118 738	
COÛT DU PROJET avant taxes					**1 781 064**		**1 781 064**
Z50	**Taxes**	**14,975%**			266 714	266 714	
Z3010	TPS	5,0%			89 053	89 053	
Z3020	TVQ	9,975%			177 661	177 661	
COÛT DU PROJET avant conditions de mise en œuvre					**2 047 778**		**2 047 778**
Z30	**Conditions de mise en œuvre**	**10,0%**			204 778	204 778	
Z3020	Conditions de chantier	10,0%			204 778	204 778	
COÛT DU PROJET					**2 252 556**		**2 252 556**

L'estimation de la valeur des travaux vise exclusivement à fournir au client une indication générale et approximative. Elle ne constitue pas une indication formelle et n'est pas nécessairement représentative des coûts réels du projet ni de la valeur des soumissions des entrepreneurs. Il est possible que la valeur réelle des travaux s'éloigne significativement de cette estimation, notamment pour des motifs de surchauffe du marché.

Montréal

Appel d'offres Exécution de travaux	
No SEAO:	# 1850780
No Appel d'offres:	1147

FORMULAIRE DE SOUMISSION
CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

Publié le:			Ouverture prévue le :			À :
Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour	
2024	5	22	2024	6	26	Secrétaire de l'arrondissement , 4243 , Rue de Charleroi, Montréal-Nord (Québec H1H 5R5, avant 11h

Titre de l'Appel d'offres

Addenda # 2 Réfection de la toiture Aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Nom du projet:
(Si différent du titre de l'appel d'offres)

Adresse de l'Ouvrage:		Montant	
12000 Boul. Rolland, Mtl-Nord,Qc. H1G 3W1		Montant total avant taxes :	1 479 000,00 $
Numéro de l'Ouvrage:		Taxe sur les produits et services 5 % :	73 950,00 $
Numéro de mandat:		Taxe de vente du Québec 9,975 % :	147 530,25 $
Numéro de Contrat:		**Montant total avec taxes:**	**1 700 480,25 $**

L.K. INDUSTRIES INC.

Identification du Soumissionnaire (nom de l'entreprise)

1146714994	Si établissement hors Québec et non inscrit au REQ
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :	cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): L. K. Industries Inc.

Nom du Soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

5100, rue Ambroise-Lafortune, Boisbriand, Québec, J7H 1S6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du Cahier des charges et, si tel est le cas, des Addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du Cahier des charges, l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Michel LeBlanc	Président, Ingénieur, M. ing.	
Nom du signataire (en lettres majuscules) :	Titre ou fonction du signataire(en lettres majuscules)	
Signature	26 juin 2024 Date	Téléphone : 450-437-4118 Courriel : mleblanc@lktoitures.com

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres peut entraîner le rejet de la soumission.

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Reporter ici les montants établis dans la section C du bordereau de soumission			MONTANT avant taxes
Chapitre	No	**Nom des chapitres (spécialités)**	
Chapitre	00	Conditions générales	242 000,00 $
Chapitre	01	Conditions générales complémentaires	14 000,00 $
Chapitre	02	Conditions existantes	67 000,00 $
Chapitre	04	Maçonnerie	27 500,00 $
Chapitre	05	Métaux	19 800,00 $
Chapitre	06	Bois, plastiques et composites	57 000,00 $
Chapitre	07	Isolation et étanchéité	879 800,00 $
Chapitre	09	Finition	0,00 $
Chapitre	15	Mécanique	164 400,00 $
Chapitre	16	Électricité	7 500,00 $

PRIX FORFAITAIRE CHAPITRES CI-DESSUS		**TOTAL**
Total de tous les chapitres ci-dessus (avant taxes)	(1)	**1 479 000,00 $**

MONTANT POUR ITEMS À PRIX UNITAIRES		**TOTAL**
Total de tous les items à prix unitaires de la Section C (avant taxes)	(2)	**0,00 $**

MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION			**GRAND TOTAL**
Montant total (avant taxes), case (1) + (2)		(3)	**1 479 000,00 $**
Reporter le montant de la case (3) à la Section A - Sommaire du formulaire de soumission			

Titre de l'appel d'offres:	No SEAO:	1850780

Addenda#2 Réfection de la toiture de l'Aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Addenda# 2_Section C - Bordereau de soumission

Chapitre 00 — Conditions générales **Conditions générales**	**MONTANT**
Cautionnement et assurances	50 000,00 $
Frais généraux de Chantier incluant l'administration et profit	192 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 00 — Conditions générales **(montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)**	**242 000,00 $**

Chapitre 01 — Conditions générales complémentaires **DESCRIPTION**	**MONTANT**
Installations de chantier	5 000,00 $
Protection des usagers et du publics	9 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 01 **(montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)**	**14 000,00 $**

Chapitre 02 - Conditions existantes **DESCRIPTION**	**MONTANT**
02 41 20 - Démolition et ragréage	67 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 02 **(montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)**	**67 000,00 $**

Chapitre 04 - Maçonnerie **DESCRIPTION**	**MONTANT**
04 03 07- Réparation et rejointement de la maçonnerie	23 000,00 $
04 04 99- Maçonnerie- travaux de petite envergure	4 500,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 04 **(montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)**	**27 500,00 $**

Addenda# 2_Section C - Bordereau de soumission

Chapitre 05— Métaux DESCRIPTION	MONTANT
05 50 00 - Ouvrages métalliques	4 800,00 $
05 51 11 Équipements d'accès et protections	15 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 05 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**19 800,00 $**

Chapitre 06 — Bois, Plastiques et composites DESCRIPTION	MONTANT
06 08 99 - Charpenterie- travaux de petite envergure	57 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 06 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**57 000,00 $**

Chapitre 07 — Isolation et étanchéité DESCRIPTION	MONTANT
07 21 16 - Isolation en matelas	4 500,00 $
07 24 00- Systèmes d'isolation des façades avec enduit	37 000,00 $
07 56 30- Couverture à membrane de bitume à froid avec gravier	814 800,00 $
07 62 00- Solins et accessoires en tôle	22 000,00 $
07 92 00- Produits d'étanchéité pour joints	1 500,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 07 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**879 800,00 $**

Chapitre 09 - Finition DESCRIPTION	MONTANT
09 91 25 - Peinturage de surfaces en métal	0,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 09 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**0,00 $**

Chapitre 15 — Mécanique DESCRIPTION	MONTANT
Plomberie : Démolition du drainage existant	3 500,00 $
Plomberie : Distribution drain de toit	59 000,00 $
Plomberie : Isolation drainage	19 000,00 $
Plomberie: Enlèvement et réinstallation tuyauterie déshumidificateur au toit	54 000,00 $
Plomberie: Relocalisation des tuyaux de gaz	3 900,00 $
Ventilation : Enlèvement, réinstallation et remise en service unités au toit	25 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 15 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**164 400,00 $**

Chapitre 16 — Électricité DESCRIPTION	MONTANT
Électricité : Débranchement	1 900,00 $
Électricité : Rebranchement	5 600,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 16 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**7 500,00 $**

2. Liste des sous-traitants

Montréal

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES **DIVISION DES ÉTUDES TECHNIQUES** 11 211 AVENUE HÉBERT MONTRÉAL-NORD (QUÉBEC) H1H 3X5	CONTRAT #1147	Réfection de la toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

2. Sous-Traitants

Nom du sous-contractant	NEQ du sous-contractant	LICENCE RBQ (1)	Adresse du sous-contractant	Montant du sous-contrat	Date du sous-contrat (Année-Mois-Jour)
Construction BAO 2016 Inc.	1171482970	5718-1422-01	7875, Avenue Marco-Polo, Montréal, Qc. H1E 1N8	17,000.00 $	à déterminer
Les Constructions Tremco Inc.	1173669780	8312-3349-20	50, Rue Marius-Warnet, #101, Blainville, Qc. J7C 5P9	27,000.00 $	à déterminer
Construction V.M.K. Inc.	1149433154	8260-8589-18	959, Place du Vert, Mascouche, Qc. J7L 0B2	75,000.00 $	à déterminer
MD-PRO Ventillation Inc.	1173493058	5757-5326-01	136, Rue Beaupré, Ste-Thérèse, Qc. J7E 4S7	40,000.00 $	à déterminer
Plomberie Noël Fredette Inc.	1176799899	3090-5590-67	225, Chemin St-François-Xavier, Delson, Qc. J5B 1X8	135,000.00 $	à déterminer

(1) Joindre une copie de la licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5718-1422-01 Numéro de validation : 1-2207182075

ÉMISE LE : 2016-04-13

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 avril

TITULAIRE DE LA LICENCE

Construction BAO 2016 inc.
7875 avenue Marco-Polo
Montréal QC
Canada H1E 1N8

RÉPONDANTS

Albert Bao

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.3	Bâtiments de tout genre

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5	Excavation et terrassement
2.7	Travaux d'emplacement
3.2	Petits ouvrages de béton
4.2	Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées
17.2	Intercommunication téléphonie et surveillance

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5718-1422-01 Numéro de validation : 1-2207182075

ÉMISE LE : 2016-04-13

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 avril

TITULAIRE DE LA LICENCE

Construction BAO 2016 inc.
7875 avenue Marco-Polo
Montréal QC
Canada H1E 1N8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

—— 14 sous-catégorie(s) autorisée(s). ——

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

Régie du bâtiment Québec

Loi sur le bâtiment (RLRQ, c. B-1.1)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8312-3349-20 — **Numéro de validation : 1-6275280814**

ÉMISE LE : 2004-10-12

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 15 octobre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Constructions Tremco inc.
50 rue Marius-Warnet Bureau 101
Blainville QC
Canada J7C 5P9

RÉPONDANTS

François Veilleux
Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Guillaume Careau
Exécution de travaux de construction

---------- 2 répondant(s) autorisé(s). ----------

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

4.1 Structures de maçonnerie

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

5.2 Ouvrages métalliques
6.2 Travaux de bois et plastique
7 Isolation étanchéite couvertures et revêtement extérieur
8 Portes et fenêtres
9 Travaux de finition
11.2 Équipements et produits spéciaux

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8312-3349-20 Numéro de validation : 1-6275280814

ÉMISE LE : 2004-10-12

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 15 octobre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Constructions Tremco inc.
50 rue Marius-Warnet Bureau 101
Blainville QC
Canada J7C 5P9

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

12 Armoires et comptoirs usines
-------- 10 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Marilyn Simoneau

Administration, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8260-8589-18 Numéro de validation : 1-6042170360

ÉMISE LE : 2000-10-10

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 25 octobre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Construction V.M.K. Inc.
959 place du Vert
Mascouche QC
Canada J7L 0B2

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5	Excavation et terrassement
2.7	Travaux d'emplacement
3.2	Petits ouvrages de béton
4.2	Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées
17.2	Intercommunication téléphonie et surveillance

-------- 13 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Mohamed Diomandé

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5757-5326-01 **Numéro de validation : 1-4606821488**

ÉMISE LE : 2018-08-13

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

MD-Pro Ventilation inc.
136 rue Beaupré
Sainte-Thérèse QC
Canada J7E 4S7

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

15.10 Réfrigération
15.7 Ventilation résidentielle
15.8 Ventilation
15.9 Petits systèmes de réfrigération

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement
3.2 Petits ouvrages de béton
4.2 Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2 Ouvrages métalliques

Régie du bâtiment du Québec

Président Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5757-5326-01 Numéro de validation : 1-4606821488

ÉMISE LE : 2018-08-13

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

MD-Pro Ventilation inc.
136 rue Beaupré
Sainte-Thérèse QC
Canada J7E 4S7

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées
17.2	Intercommunication téléphonie et surveillance

-------- 19 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

Régie du bâtiment Québec

CMMTQ

Loi sur le bâtiment (RLRQ, c. B-1.1)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976 ou auprès de la CMMTQ au 1 800 465-2668.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 3090-5590-67 — **Numéro de validation : 1-6653907028**

DATE DE DÉLIVRANCE DE LA LICENCE : 1993-08-11

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 10 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

Plomberie Noël Fredette inc.
225 chemin Saint-François-Xavier
Delson QC
Canada J5B 1X8

RÉPONDANTS

Alex N. Fredette

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Edith Guay

Administration

---------- 2 répondant(s) autorisé(s). ----------

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter ou faire exécuter des travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Entrepreneur général (annexe I)

1.1.1	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe I
1.1.2	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe II
1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre

Entrepreneur spécialisé (annexe II)

15.1	Systèmes de chauffage à air pulsé
15.2	Systèmes de brûleurs au gaz naturel
15.3	Systèmes de brûleurs à l'huile
15.4	Systèmes de chauffage hydronique
15.5	Plomberie

Entrepreneur spécialisé (annexe III)

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976 ou auprès de la CMMTQ au 1 800 465-2668.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 3090-5590-67 — **Numéro de validation : 1-6653907028**

DATE DE DÉLIVRANCE DE LA LICENCE : 1993-08-11

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 10 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

Plomberie Noël Fredette inc.
225 chemin Saint-François-Xavier
Delson QC
Canada J5B 1X8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter ou faire exécuter des travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

2.5	Excavation et terrassement
2.7	Travaux d'emplacement
3.2	Petits ouvrages de béton
4.2	Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées
17.2	Intercommunication téléphonie et surveillance

-------- 22 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire (Caroline Hardy)

Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec

Président — Secrétaire

6.2 ANNEXE B: CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

ANNEXE B

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

7910388-24-39	1147
(numéro de cautionnement)	*(numéro d'appel d'offres Ville)*
20 juin 2024	1850780
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

LES PARTIES :

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE ,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au

2020, boul. Robert-Bourassa, bureau 100, Montréal (QC) H3A 2A5 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

Roger Beauchemin, Mandataire , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

VILLE DE MONTRÉAL,

(ci-après appelée la "**Ville**")

le 26 juin 2024 , par
(date)

L. K. Industries Inc. ,
(nom de l'entreprise soumissionnaire)

1146714994 , ayant un établissement au
(# NEQ)

5100, Ambroise-Lafortune, Boisbriand (QC) J7H 1S6 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

Michel LeBlanc, Président, Ingénieur, M.ing. , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")

dûment autorisé(e), pour

Réfection de la toiture de l'Aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord.
(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

En cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire,** pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services, la **Caution** s'oblige à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes.

La **Caution** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les **90** jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

La **Caution** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

LETTRE D'ENGAGEMENT

À la suite à l'octroi du contrat, la **Caution** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes, et
- Un cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes.

En cas de défaut de la **Caution,** de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Caution** sera solidairement responsable avec l'**Adjudicataire** de tous les dommages subis par la Ville.

Montréal

Cautionnement No.: 7910388-24-39

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à Brossard (ville),

le 20 juin 2024 (date)

Michel LeBlanc (Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**), (Signature)

Président, Ingénieur, M.ing.

Sabrina Deland (Nom du **témoin** du **Soumissionnaire**), (Signature)

Adjointe aux ventes

Roger Beauchemin, Mandataire (Nom du représentant autorisé de la **Caution**), (Signature)

Gabrielle Whelan (Nom du **témoin** de la **Caution**), (Signature)

Sceau de la **Caution** :
(facultatif)

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Le 28 mai 2024

Objet : ADDENDA NO 1
Information complémentaire

APPEL D'OFFRES # 1147

Réfection de la toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Nombre de pages incluant celle-ci : **2 pages**

AUX SOUMISSIONNAIRES

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

1. **Petit rappel :** L'ouverture des soumissions est pour le **19 juin 2024 à onze heures (11h),** à la Mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord.

2. Des précisions ont été apportées. Veuillez considérer les informations ci-dessous dans la préparation de votre offre.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Hassen Elhocine

Hassen El-Hocine, Agent d'approvisionnement II

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Addenda no 1
Appel d'offres publiques
no 1147

Le 30 mai 2024

Objet : ADDENDA NO 2
Remplacement du formulaire de soumission (Excel et PDF).

APPEL D'OFFRES PUBLIQUES NO 1147

Réfection de la toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Nombre de pages incluant celle-ci : **5 pages**

AUX SOUMISSIONNAIRES

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

1. **Veuillez remplacer le formulaire de soumission publié le 22 mai 2024 par celui-ci-joint en PDF et en version Excel**
2. **Petit rappel :**
   - ✓ L'ouverture des soumissions est pour le **19 juin 2024 à onze heures (11h),** à la Mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord.
   - ✓ La visite pour ce mandat est obligatoire :

   La date limite pour prendre rendez-vous est le **03 juin 2024 à 12h**, à l'adresse courriel suivante : appelsdoffres.mtlnord@ville.montreal.qc.ca

   Les visites auront lieu le 04 et 05 juin 2024, selon l'horaire suivant : 9h, 10h, 11h et 13h ,14h, 15h

3. Des précisions ont été apportées. Veuillez considérer les informations ci-dessous dans la préparation de votre offre.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Hassen Elhocine

Hassen El-Hocine, Agent d'approvisionnement II

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Le 06 juin 2024

Objet : ADDENDA NO 3
Questions et réponses.

APPEL D'OFFRES PUBLIQUES NO 1147

Réfection de la toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Nombre de pages incluant celle-ci : **3 pages**

AUX SOUMISSIONNAIRES

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

1. **Petit rappel :**
   - ✓ L'ouverture des soumissions est pour le **19 juin 2024 à onze heures (11h),** à la Mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord.

2. Des précisions ont été apportées. Veuillez considérer les informations ci-dessous dans la préparation de votre offre.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Hassen Elhocine

Hassen El-Hocine, Agent d'approvisionnement II

cimaise

ADDENDA A-01

Architecture

Projet : **Réfection toiture, Aréna Rolland**
Ville de Montréal - Arrondissement Montréal-Nord
Propriétaire/Réf. : 11 47
N/Réf. : 24302

Date : Le 4 juin 2024

À TOUS LES SOUMISSIONNAIRES : Les informations qui suivent complètent (ou remplacent, selon le cas) les documents du dossier d'appel d'offres.

Le présent addenda fait partie intégrante des documents contractuels, en fonction desquels il doit être interprété et avec lesquels il doit être coordonné. Le coût de tout ce qui y est mentionné s'ajoute au prix du contrat. Les révisions qui suivent remplacent l'information contenue dans les dessins et le devis descriptif, dans la mesure indiquée, et s'y incorporent.

DEVIS

1. SECTION 05 59 11, ÉQUIPEMENTS D'ACCÈS ET PROTECTION

1. PARTIE 2, Article 2, Garde-corps autoportant compact
    1. Modifier le point 2.2.1 comme suit :

        Système de garde-corps autoportant COMPACT de Delta Prévention **ou équivalent approuvé**.

2. PARTIE 2, Article 3, Échelle préfabriquée en aluminium
    1. Modifier le point 3.1.1 comme suit :

        Montants : continus et excédant le parapet de **915 mm**.

    2. Modifier le point 3.1.2 comme suit :

        Support : fixation murale dans les éléments **de maçonnerie existante**

    3. Modifier le point 3.4.1 comme suit :

        Échelle KATT 7002 Escabeau de Skyline group **ou équivalent approuvé**

4000, rue St-Ambroise, bur. 395, Montréal (QC) H4C 2C7 Tél. : 514.272.8125
36, rue Wellington Nord, bur. 300, Sherbrooke (QC) J1H 5B7 Tél. : 819.563.4500
www.cimaise.com

PLANS

1. FEUILLE A601, METAUX OUVRES – ECHELLES D'ACCES

1. DESSIN 2, Coupe | Échelle d'accès 01
    1. Modifier les notes pour convenir avec la description au devis :
        1. Garde-corps en tubulaire ~~d'acier~~ **d'aluminium** 51mm
        2. Échelon ~~en tige d'acier 19mm dia.~~ **Préfabriqué en aluminium antidérapant** @ 305mm c/c
        3. Cadre de l'échelle : ~~tubulaire en d'acier~~
        4. Plaque d'ancrage en ~~acier~~ **aluminium** 6mm soudée au tubulaire verticale et boulonnée à chaque plaque d'ancrage
        5. Plaque d'~~acier~~ **aluminium** 10x75x915 boulonnée à l'échelle et fixée au mur de bloc de béton
    2. Ajouter la note suivante :
        1. **Prévoir un intercalaire en PVC entre les éléments métalliques et la maçonnerie.**

Fin de l'addenda

CIMAISE

Jean-François Brosseau, architecte

p. j.

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Le 13 juin 2024

Objet : ADDENDA NO 4
Questions et réponses.

APPEL D'OFFRES PUBLIQUES NO 1147

Réfection de la toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Nombre de pages incluant celle-ci : **4 pages**

AUX SOUMISSIONNAIRES

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

1. **Petit rappel :**
   - ✓ L'ouverture des soumissions prévue est pour le **19 juin 2024 à onze heures (11h),** a été reportée au **26 juin 2024 à 11h**, à la Mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord.

2. Des précisions ont été apportées. Veuillez considérer les informations ci-dessous dans la préparation de votre offre.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Hassen El-Hocine

Hassen El-Hocine, Agent d'approvisionnement II

LK TOITURES

RÉSOLUTION

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL d'une assemblée des administrateurs de L.K. Industries Inc.

Tenue le mercredi 26 juin 2024

IL EST PROPOSÉ, SECONDÉ ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

Michel LeBlanc, Président

Chantal Lamothe, Contrôleur

À faire et à signer pour et au nom de la Compagnie, tout document concernant le projet

1147 / SEAO 1850780 | ARÉNA ROLLAND – MTL-NORD
12000 Boulevard Rolland, Montréal-Nord, Québec, H1G 3W1
Réfection de la toiture

Ainsi qu'à signer tous contrats, toutes modifications ou extensions, tous changements ou autres documents qui pourraient être nécessaires.

ADOPTÉ UNANIMEMENT

Ce 26 juin 2024

Michel LeBlanc, ing. M. ing.
Secrétaire-trésorier

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

L. K. INDUSTRIE INC.
5100, RUE AMBROISE-LAFORTUNE
BOISBRIAND (QUEBEC) J7H 1S6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1146714994

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 124130-BCZB-1172268
Date et heure de délivrance de l'attestation : 23 avril 2024 à 9 h 18 min 48 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 juillet 2024

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Certificat d'attestation

Loi sur la publicité légale des entreprises (RLRQ, chapitre P-44.1)

J'atteste que l'entreprise portant le nom

L.K. INDUSTRIES INC.

- est immatriculée au registre des entreprises depuis le 17 avril 1997.
- n'est pas en défaut de déposer une déclaration de mise à jour annuelle.
- n'est pas en défaut de se conformer à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 73.
- n'a pas transmis au Registraire une déclaration, un avis ou un jugement indiquant qu'elle est en voie de liquidation ou de dissolution.
- n'est pas radiée au registre des entreprises

Numéro de certification : 968784316

Le numéro de certification ci-dessus vous permet de consulter en tout temps ce document certifié à l'aide du service en ligne Vérifier un numéro de certification du Registraire des entreprises.

Fait le 24 août 2023 pour le numéro d'entreprise du Québec 1146714994.

Yves Lepine
Registraire des entreprises

Registraire des entreprises Québec

Régie du bâtiment Québec

Loi sur le bâtiment (L.R.Q, c. B-1.1)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Michel Leblanc

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8103-3979-07 — Numéro de validation : 1-5997486

ÉMISE LE : 1997-06-19

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 30 juillet

TITULAIRE DE LA LICENCE

L.K. Industries Inc.
5100 RUE AMBROISE-LAFORTUNE
Boisbriand QC
Canada J7H 1S6

Voir section Autre(s) nom(s)

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

4.1 Structures de maçonnerie
6.1 Charpentes de bois
10 Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7 Ventilation résidentielle

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

5.2 Ouvrages métalliques
6.2 Travaux de bois et plastique
7 Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8 Portes et fenêtres
9 Travaux de finition
11.2 Équipements et produits spéciaux
12 Armoires et comptoirs usinés

-------- 13 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8103-3979-07 Numéro de validation : 1-5997486

ÉMISE LE : 1997-06-19

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 30 juillet

TITULAIRE DE LA LICENCE

L.K. Industries Inc.
5100 RUE AMBROISE-LAFORTUNE
Boisbriand QC
Canada J7H 1S6

Voir section Autre(s) nom(s)

AUTRE(S) NOM(S)

LK TOITURES

Régie du bâtiment du Québec

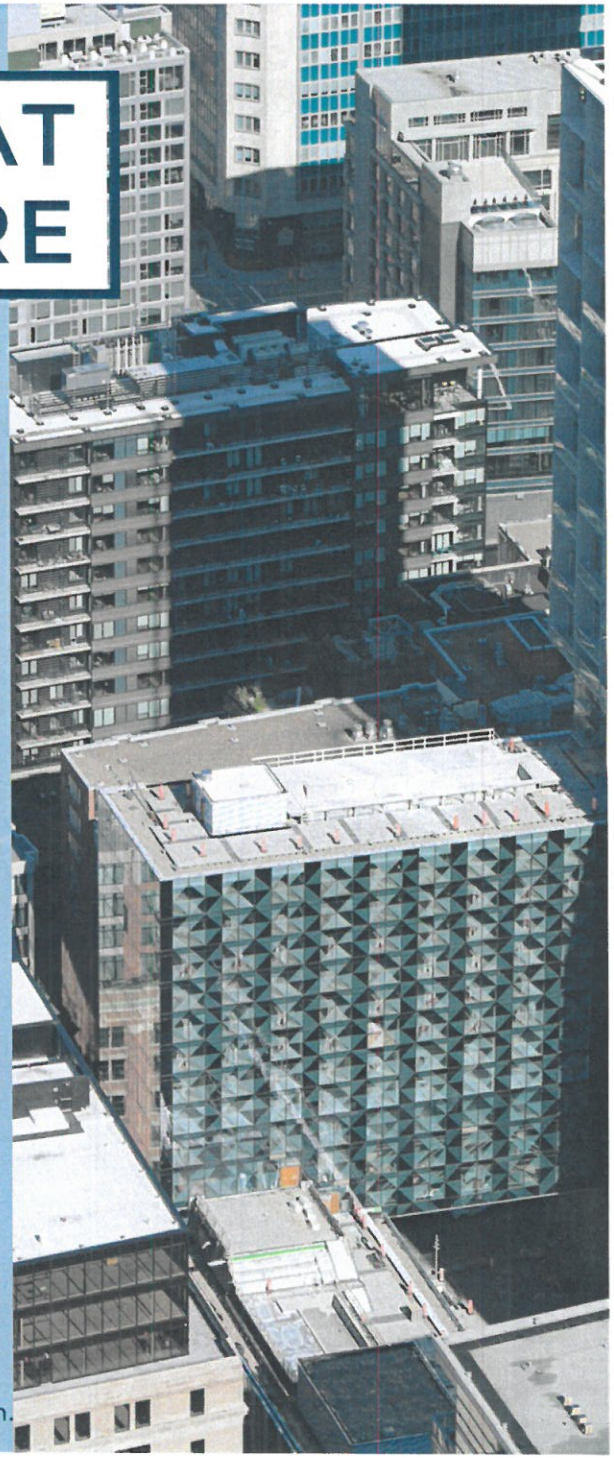
Président

Secrétaire

ASSOCIATION DES
MAÎTRES COUVREURS
DU QUÉBEC

**ENSEMBLE,
ON ATTEINT DES SOMMETS!**

CERTIFICAT DE MEMBRE



Ceci atteste que

LK INDUSTRIES INC

est un membre actif accrédité en règle pour l'année se terminant de 31 octobre 2024.

Numéro de membre : **1051**

Isabelle Morissette
Président du Conseil d'administration

MARC SAVARD
Directeur général

Ce certificat de membre demeure la propriété de l'AMCQ et, sur demande, doit être retourné à l'Association.

CRCA | ACEC
CANADIAN ROOFING CONTRACTORS ASSOCIATION | ASSOCIATION CANADIENNE DES ENTREPRENEURS EN COUVERTURE

Certificat de membre

Association canadienne des entrepreneurs en couverture
ACEC

Ceci atteste que

LK TOITURES

est un Membre Actif en règle
pour l'année se terminant en

Décembre

2024

Lindsay Pochynuk, Président

Jim Facette, Directeur général

OCTAVE ASSURANCES

SOLAR UNIQUARTIER
2000 rue de L'Éclipse, suite 420
Brossard (Québec) J4Z 0S2
Téléphone : 450 656 0008

CERTIFICAT D'ASSURANCE

Le présent certificat ne modifie, n'étend ou n'altère d'aucune manière la garantie établie dans le(s) contrat(s) énuméré(s) ci-dessous. Il n'en représente que le résumé à titre d'information sans conférer de droit au détenteur ; il est entendu que les droits et obligations des parties sont régis par le ou les contrats d'assurance. Dans la mesure où il y a une divergence entre la police et tout certificat d'assurance délivré à cet égard, les conditions de la police s'appliqueront.

Nom et adresse de l'assuré	Nom et adresse du détenteur du certificat
L.K. INDUSTRIES INC. 5100, Ambroise-Lafortune Boisbriand (Québec) J7H 1S6	

Garanties	Police #	Assureur	Période d'assurance J-M-A	Détails	Limites	Franchise
Responsabilité Civile Générale *Réclamation présentée* *Dommages matériels* *Blessures corporelles* *Produits et opérations complétées* *Responsabilité automobile des non-propriétaires*	SUM-CGL-07525-010	Insurers as per Strategic Underwriting Managers Insurance	01/04/2024 Au 01/04/2025	Par sinistre Par période	5 000 000 $ 5 000 000 $	10 000 $
Responsabilité civile générale excédentaire	20301-24-1	Trisura	01/04/2024 Au 01/04/2025	Par sinistre Par période	5 000 000 $ 5 000 000 $	NA
Assurance chantier globale	SOV79471800-30290	La Souveraine, Compagnie d'assurance générale	15/07/2023 Au 15/07/2025	Par chantier	750 000$	5 000 $
Assurance équipement d'entrepreneur *« Tous risques » ou formule étendue sur tous les équipements d'entrepreneur, sur le site, appartenant à, loué ou utilisé par l'assuré ou pour lequel il est responsable*	SOV79471800-30290	La Souveraine, Compagnie d'assurance générale	15/07/2023 Au 15/07/2025	Équipement par sinistre	824 000$	2 500$
Assurance automobile *Tous les véhicules appartenant à l'assuré*	675-0840	Intact Assurance	05/05/2024 Au 05/05/2025	Chapitre A	2 000 000$	NA

Projet	Description des opérations
Travaux de toiture	Toutes les opérations d'installation, de réparation ou de construction faites par l'assuré incluant les travaux de pose de membrane par thermosoudage.

Roger Beauchemin
Courtier en assurance de dommages des entreprises

Date : **20 juin 2024**

6.8 ANNEXE H: LETTRE D'INTENTION D'ASSURER UN SOUMISSIONNAIRE

Montréal

ANNEXE H

Date : 20 juin 2024

Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

COURTIER: Octave Assurances Inc	
Adresse postale : 2000 Rue de l'Éclipse, Suite 420, Brossard, QC, J4Z 2S2	
Téléphone : 450-656-0008	Courriel : certificats@octaveassurances.com

ASSUREUR 1 : SUM Insurance	
Adresse postale : 1001, boul. De Maisonneuve O, bur. 900, Montréal, QC, H3A 3C8	
Téléphone : 514-845-7861	Courriel : serge.melanson@suminsurance.ca

ASSUREUR 2 : **(si applicable)**	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSUREUR 3 : **(si applicable)**	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSURÉ: L. K. Industries Inc.	
Adresse postale : 5100, Ambroise-Lafortune, Boisbriand (QC) J7H 1S6	
Téléphone : 450-437-4118	Courriel :

Numéro d'appel d'offres : 1147
Titre de l'appel d'offres : Réfection toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

---

Nous désirons confirmer par la présente que nous Octave Assurances Inc (nom du courtier),

sommes en mesure de fournir à notre client, L. K. Industries Inc. (nom de l'entrepreneur),

toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances du cahier des clauses administratives générales et des spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serons en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :

Montréal

A) Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie ($)		
	ASSUREUR 1	**ASSUREUR 2** (si applicable)	**ASSUREUR 3** (si applicable)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	5 M $ / sinistre		
Montant global risque produits après travaux (PAT)	5 M $ / période		
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	5 M $ / sinistre		
Montant global général (autre que le risque PAT)	5 M $ / période		
Umbrella (si applicable)	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période

B) Assurance chantier formule étendue

Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier formule étendue au montant de la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences, tel que décrit et selon les termes de l'annexe **J**, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour la durée de la validité de la soumission indiquée au cahier des charges et ce, à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres, en autant que ce dernier soit toujours notre client.

Par : Mylène Daigneault, courtière en assurance de dommages

(Nom du représentant autorisé du courtier d'assurances)

Signer ID: UHNMKKSQ8

(Signature du représentant du courtier d'assurances)

CNESST

Le 21 juin 2024

Direction régionale des Laurentides
3e étage
275, rue Latour
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 0J7
Tél. : 450 431-4020 ou 1 800 565-2234

Monsieur Michel Leblanc
L.K. Industries inc.
5100, rue Ambroise-Lafortune
Boisbriand (Québec) J7H 1S6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1146714994

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 21 juin 2024, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 24 février 2022

L.K. INDUSTRIES INC.
A/S MONSIEUR MICHEL LEBLANC
5100, RUE AMBROISE-LAFORTUNE
BOISBRIAND (QC) J7H 1S6

N° de décision : 2022-DAMP-1178
N° de client : 3000331757

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

ÉLASTEK LAVAL
LES SCELLANTS ÉLASTEK
LK MAÇONNERIE
LK ROOFING

L.K. INDUSTRIES INC.
LK INDUSTRIES
LK RÉSIDENCES
LK TOITURES

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. L.K. INDUSTRIES INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **23 février 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

6.16 ANNEXE S: CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ANNEXE S

CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du Soumissionnaire, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

☐ (1) le Soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec

☐ (2) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec

☐ (3) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le Soumissionnaire a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre à la Ville, dans le délai et dans la forme exigés par celle-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*

- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le Soumissionnaire doit, dans le délai exigé par la Ville, lui remettre un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

☑ (4) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le Soumissionnaire respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

☑ je déclare que le Soumissionnaire détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l'« analyse de la situation linguistique »;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois; je déclare également que le Soumissionnaire s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le Soumissionnaire n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Soumissionnaire a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature du représentant

Nom du représentant Michel LeBlanc,
Président, Ingénieur, M. ing.

Date le 26 juin 2024

Office québécois
de la langue
française

Québec

Certificat de francisation

Le présent certificat atteste que dans l'entreprise

L.K. Industries inc.

N° 4671 4994

la langue française possède le statut prévu
par la Charte de la langue française et ses règlements.

Délivré à Montréal, le 20 février 2015

Le président-directeur général,

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

English
Nous jo

⚠ **Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système.**

Liste des commandes

Numéro: 1147
Numéro de référence: 1850780
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Réfection de la toiture de l'Aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord
Organisation: Ville de Montréal - Arrondissement Montréal-Nord.

7 résultats **Résultats 1 à 7**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

LES COUVERTURES ST-LÉONARD INC. 11,365 - 55ième Avenue Montréal QC CAN H1E2R2 www.toiture.com	Non diffusé	Équipe De l'estimation Téléphone: 5146481118 Courriel: estimation@toiture.com	0 2024-05-22 13:25	64857 - Addenda#3 questions et réponses Devis 2024-06-06 à 14:04 - Téléchargement 65115 - Addenda#2 Remplacement du formulaire de soumission Devis 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement 65241 - Information complémentaire Devis 2024-05-28 à 10:56 - Téléchargement 20000943 - Addena#4 Mécanique Devis 2024-06-13 à 15:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
TOITURES LEON INC. 364 rue Saint-Paul Repentigny QC CAN J5Z4H9 http://www.toituresleon.com	Non diffusé	Fred Bouchard Téléphone: 4505821254 Courriel: fredbouchard@toituresleon.com	0 2024-05-22 16:12	64857 - Addenda#3 questions et réponses Devis 2024-06-06 à 14:04 - Téléchargement 65115 - Addenda#2 Remplacement du formulaire de soumission Devis 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement 65241 - Information complémentaire Devis

				2024-05-28 à 10:56 - Téléchargement 20000943 - Addena#4 Mécanique Devis 2024-06-13 à 15:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
COUVERTURE MONTRÉAL-NORD LTÉE 8200 rue Lafrenaie Montréal QC CAN H1P2A9 www.couverturemontrealnord.com	Publique	Pamela Fideli Téléphone: 5143248300 Courriel: pfideli@couverturemontrealnord.com	0 2024-05-23 08:15	64857 - Addenda#3 questions et réponses Devis 2024-06-06 à 14:04 - Téléchargement 65115 - Addenda#2 Remplacement du formulaire de soumission Devis 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement 65241 - Information complémentaire Devis 2024-05-28 à 10:56 - Téléchargement 20000943 - Addena#4 Mécanique Devis 2024-06-13 à 15:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Toiture Perreault Inc. 340, rue Legault Blainville QC CAN J7C3V8 https://www.toitureperreault.com	Non diffusé	Marcel Bernier Téléphone: 5147997856 Courriel: info@toitureperreault.com	0 2024-05-22 14:07	64857 - Addenda#3 questions et réponses Devis 2024-06-06 à 14:03 - Téléchargement 65115 - Addenda#2 Remplacement du formulaire de soumission Devis 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement 65241 - Information complémentaire Devis 2024-05-28 à 10:56 - Téléchargement 20000943 - Addena#4 Mécanique Devis 2024-06-13 à 15:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal QC CAN H1K4L2 http://modulec.ca	Non diffusé	Luc Claveau Téléphone: 5143540609 Courriel: claveaul@prov.acq.org	0 2024-05-22 09:35	64857 - Addenda#3 questions et réponses Devis 2024-06-06 à 14:03 - Téléchargement 65115 - Addenda#2 Remplacement du formulaire de soumission Devis 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement 65241 - Information complémentaire

				Devis 2024-05-28 à 10:56 - Téléchargement 20000943 - Addena#4 Mécanique Devis 2024-06-13 à 15:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Groupe Pentagone 20 550, chemin de la Côte-Nord Mirabel QC CAN J7J2B7 http://www.groupepentagone.com	Non diffusé	Yvan Boucher Téléphone: 4504307900 Courriel: yboucher@groupepentagone.com	0 2024-05-23 14:06	64857 - Addenda#3 questions et réponses Devis 2024-06-06 à 14:04 - Téléchargement 65115 - Addenda#2 Remplacement du formulaire de soumission Devis 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement 65241 - Information complémentaire Devis 2024-05-28 à 10:56 - Téléchargement 20000943 - Addena#4 Mécanique Devis 2024-06-13 à 15:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LK Toitures 5100 Ambroise-Lafortune Boisbriand QC CAN J7H1S6 www.lktoitures.com	Non diffusé	Sabrina Deland Téléphone: 4504374118 Courriel: sdeland@lktoitures.com	0 2024-05-22 12:04	64857 - Addenda#3 questions et réponses Devis 2024-06-06 à 14:04 - Téléchargement 65115 - Addenda#2 Remplacement du formulaire de soumission Devis 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-30 à 13:01 - Téléchargement 65241 - Information complémentaire Devis 2024-05-28 à 10:56 - Téléchargement 20000943 - Addena#4 Mécanique Devis 2024-06-13 à 15:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Le 27 juin 2024

TRANSMIS PAR COURRIEL

Monsieur Charles Thivierge
Ville de Montréal - Arrondissement Montréal-Nord
11 211 Avenue Hébert
Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5

V/Réf : 11 47
N/Réf. : 24302

Objet : Résultats de l'ouverture des soumissions
Réfection toiture – Aréna Rolland

Monsieur,

À la suite de l'ouverture des soumissions du mercredi 26 juin 2024 à 11 h 00, concernant le projet cité en rubrique, nous vous transmettons nos commentaires. Six entrepreneurs généraux ont déposé une soumission : voir en annexe les résultats de l'ouverture.

Il nous a été demandé de mettre en évidence la soumission du plus bas soumissionnaire conforme, selon les experts légaux de l'arrondissement Montréal-Nord.

La soumission de l'entreprise « L.K. INDUSTRIES INC. » au montant de 1 700 480.25 $ avec taxes est la plus basse.

Analyse et commentaires | Budget

L'estimation budgétaire en date du 16 mai 2024 était de 2 047 778 $ *(avec taxes)*. La moyenne de soumissions reçues est de 1 890 045.28 $ (avec taxes), soit **7.7%** inférieur à l'estimation.

La plus basse soumission conforme est plus basse de **16.95 %** à l'estimation budgétaire. Suivant l'analyse du bordereau de soumission, le projet semble avoir été bien compris et on ne remarque pas d'élément particulier qui pourrait nuire à la réalisation du projet. Néanmoins, il faudrait valider si l'entrepreneur à inclus le retrait de la toile à l'intérieur de l'aréna dans ses conditions générales. On pourrait expliquer une partie de la différence avec les nuances suivantes :

- Dans le contexte actuel, où 3 soumissionnaires ont déposé des offres assez similaires à une vingtaine de milliers de dollars de différence l'un de l'autre, cela démontre le jeu de la concurrence. Présentement, le marché est redevenu plus compétitif.
- Dans notre estimation, au niveau des montants de la toiture, nous avions mis un prix un petit peu plus élevé que le marché en prévision du fait que l'entrepreneur pourrait être réticent à l'utilisation de l'apprêt à froid pour l'adhésion des membranes et du gravier de lest.

Lorsque vous aurez choisi l'entrepreneur pour réaliser les travaux, il serait bon de lui transmettre dans les meilleurs délais une lettre d'intention afin qu'il puisse rapidement prendre entente avec ses sous-traitants.

Pour notre part, nous demeurons à votre entière disposition pour la continuité de ce dossier et dans l'attente de vos directives, veuillez agréer, Monsieur Thivierge, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

CIMAISE

Jean-François Brosseau, Architecte

p. j. Procès-verbal d'ouverture publique des soumissions + Formulaire de soumission

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Québec) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

PROCÈS-VERBAL D'OUVERTURE PUBLIQUE DES SOUMISSIONS

APPEL D'OFFRES: N⁰ 1147

Objet : **Réfection de la toiture de l'Aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord**

Date de l'émission des documents : **le 06 mai 2024**
Date et heure de fermeture de l'appel d'offre : **le 19 juin 2024 à 11 h 00**
Date et heure d'ouverture des soumissions : **le 26 juin 2024 à 11 h 00**

PERSONNES RESPONSABLES PRÉSENTES À L'OUVERTURE :

1. Anne-Sophie Bergeron	Fonction : Secrétaire-recherchiste Greffe et archives - DSA
2. Hassen El-Hocine	Fonction : Agent d'approvisionnement II Ressources financières et matérielles - DSA
3. Marc-Aurèle Aplogan	Fonction : Secrétaire d'arrondissement Greffe et archives - DSA

Procès-verbal d'ouverture

#	Nom et signature de la personne présente à l'ouverture	Nom de la compagnie	Prix de la soumission
1.		couvreur St-Léonard	2 172 998,76 $
2.	Yan Bouchard	Pentagone	1746 470,25 $
3.	Khalid BOUGHEJSA	2K Toitures	1700 480,25 $
4.	MICHEL PAIEMENT	LES COUVERTURE ST-LEONARD	1 722 325,50 $
5.	Les Toitures Léon inc	—	1976 995,13 $
6.	Perreault	—	1877 426,78 $
7.			
8.			
9.			
10.			

Fait à Montréal, arrondissement de Montréal-Nord, ce 26 juin 2024.

SIGNÉ PAR : 1) (s)	Anne Sophie Bergeron Secrétaire-recherchiste Greffe et archives - DSA	Anne-Sophie Bergeron
2) (s)	Hassen El-Hocine Agent d'approvisionnement II Ressources financières et matérielles - DSA	
3) (s)	Marc-Aurèle Aplogan Secrétaire d'arrondissement Greffe et archives - DSA	

Montréal-Nord
Montréal

APPEL D'OFFRES: 1147

Réfection de la toiture de l'aréna Rolland

DATE DE FERMETURE : 26 juin 2024 à 11 h

NO	DATE RÉCEPTION	NOM DU SOUMISSIONNAIRE	REÇUE PAR
1	9H33 26/06/2024	Les Toitures León Inc.	
2	26/04/2024 10H10	Toitures LK	
3	26/06/2024 10H25	Groupe Pentagone	
4	26/06/2024 10:34	Couvertures St-Léonard.	
5	26/06/2024 10:37	Perreault	
6	26/06/2024 10:53	Couverture Montréal-Nord	
7			
8			
9			
10			

Montréal	Appel d'offres Exécution de travaux	
	No SEAO:	# 1850780
	No Appel d'offres:	1147

FORMULAIRE DE SOUMISSION
CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

Publié le:			Ouverture prévue le :			À :
Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour	
2024	5	22	2024	6	26	Secrétaire de l'arrondissement , 4243 , Rue de Charleroi, Montréal-Nord (Québec H1H 5R5, avant 11h

Titre de l'Appel d'offres

Addenda # 2 Réfection de la toiture Aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Nom du projet:
(Si différent du titre de l'appel d'offres)

Adresse de l'Ouvrage:			Montant
12000 Boul. Rolland, Mtl-Nord,Qc. H1G 3W1		Montant total avant taxes :	1 479 000,00 $
Numéro de l'Ouvrage:		Taxe sur les produits et services 5 % :	73 950,00 $
Numéro de mandat:		Taxe de vente du Québec 9,975 % :	147 530,25 $
Numéro de Contrat:		**Montant total avec taxes:**	**1 700 480,25 $**

L.K. INDUSTRIES INC.

Identification du Soumissionnaire (nom de l'entreprise)

1146714994	Si établissement hors Québec et non inscrit au REQ
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :	cocher içi ☐

Je (Nous), soussigné(s): L. K. Industries Inc.

Nom du Soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

5100, rue Ambroise-Lafortune, Boisbriand, Québec, J7H 1S6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du Cahier des charges et, si tel est le cas, des Addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du Cahier des charges, l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Michel LeBlanc	Président, Ingénieur, M. ing.	
Nom du signataire (en lettres majuscules) :	Titre ou fonction du signataire(en lettres majuscules)	
Signature	26 juin 2024 Date	Téléphone : 450-437-4118 Courriel : mleblanc@lktoitures.com

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres peut entraîner le rejet de la soumission.

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Reporter ici les montants établis dans la section C du bordereau de soumission			MONTANT avant taxes
Chapitre	No	**Nom des chapitres (spécialités)**	
Chapitre	00	Conditions générales	242 000,00 $
Chapitre	01	Conditions générales complémentaires	14 000,00 $
Chapitre	02	Conditions existantes	67 000,00 $
Chapitre	04	Maçonnerie	27 500,00 $
Chapitre	05	Métaux	19 800,00 $
Chapitre	06	Bois, plastiques et composites	57 000,00 $
Chapitre	07	Isolation et étanchéité	879 800,00 $
Chapitre	09	Finition	0,00 $
Chapitre	15	Mécanique	164 400,00 $
Chapitre	16	Électricité	7 500,00 $

PRIX FORFAITAIRE CHAPITRES CI-DESSUS		**TOTAL**
Total de tous les chapitres ci-dessus (avant taxes)	(1)	**1 479 000,00 $**

MONTANT POUR ITEMS À PRIX UNITAIRES		**TOTAL**
Total de tous les items à prix unitaires de la Section C (avant taxes)	(2)	**0,00 $**

MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION			**GRAND TOTAL**
Montant total (avant taxes), case (1) + (2)		(3)	**1 479 000,00 $**
Reporter le montant de la case (3) à la Section A - Sommaire du formulaire de soumission			

Titre de l'appel d'offres:	No SEAO:	1850780

Addenda#2 Réfection de la toiture de l'Aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Addenda# 2_Section C - Bordereau de soumission

Chapitre 00 — Conditions générales **Conditions générales**	**MONTANT**
Cautionnement et assurances	50 000,00 $
Frais généraux de Chantier incluant l'administration et profit	192 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 00 — Conditions générales **(montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)**	**242 000,00 $**

Chapitre 01 — Conditions générales complémentaires **DESCRIPTION**	**MONTANT**
Installations de chantier	5 000,00 $
Protection des usagers et du publics	9 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 01 **(montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)**	**14 000,00 $**

Chapitre 02 - Conditions existantes **DESCRIPTION**	**MONTANT**
02 41 20 - Démolition et ragréage	67 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 02 **(montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)**	**67 000,00 $**

Chapitre 04 - Maçonnerie **DESCRIPTION**	**MONTANT**
04 03 07- Réparation et rejointement de la maçonnerie	23 000,00 $
04 04 99- Maçonnerie- travaux de petite envergure	4 500,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 04 **(montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)**	**27 500,00 $**

Addenda# 2_Section C - Bordereau de soumission

Chapitre 05— Métaux DESCRIPTION	MONTANT
05 50 00 - Ouvrages métalliques	4 800,00 $
05 51 11 Équipements d'accès et protections	15 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 05 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**19 800,00 $**

Chapitre 06 — Bois, Plastiques et composites DESCRIPTION	MONTANT
06 08 99 - Charpenterie- travaux de petite envergure	57 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 06 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**57 000,00 $**

Chapitre 07 — Isolation et étanchéité DESCRIPTION	MONTANT
07 21 16 - Isolation en matelas	4 500,00 $
07 24 00- Systèmes d'isolation des façades avec enduit	37 000,00 $
07 56 30- Couverture à membrane de bitume à froid avec gravier	814 800,00 $
07 62 00- Solins et accessoires en tôle	22 000,00 $
07 92 00- Produits d'étanchéité pour joints	1 500,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 07 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**879 800,00 $**

Chapitre 09 - Finition DESCRIPTION	MONTANT
09 91 25 - Peinturage de surfaces en métal	0,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 09 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**0,00 $**

Chapitre 15 — Mécanique DESCRIPTION	MONTANT
Plomberie : Démolition du drainage existant	3 500,00 $
Plomberie : Distribution drain de toit	59 000,00 $
Plomberie : Isolation drainage	19 000,00 $
Plomberie: Enlèvement et réinstallation tuyauterie déshumidificateur au toit	54 000,00 $
Plomberie: Relocalisation des tuyaux de gaz	3 900,00 $
Ventilation : Enlèvement, réinstallation et remise en service unités au toit	25 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 15 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**164 400,00 $**

Chapitre 16 — Électricité DESCRIPTION	MONTANT
Électricité : Débranchement	1 900,00 $
Électricité : Rebranchement	5 600,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 16 (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**7 500,00 $**

2. Liste des sous-traitants

Montréal

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES **DIVISION DES ÉTUDES TECHNIQUES** 11 211 AVENUE HÉBERT MONTRÉAL-NORD (QUÉBEC) H1H 3X5	CONTRAT #1147	Réfection de la toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

2. Sous-Traitants

Nom du sous-contractant	NEQ du sous-contractant	LICENCE RBQ (1)	Adresse du sous-contractant	Montant du sous-contrat	Date du sous-contrat (Année-Mois-Jour)
Construction BAO 2016 Inc.	1171482970	5718-1422-01	7875, Avenue Marco-Polo, Montréal, Qc. H1E 1N8	17,000.00 $	à déterminer
Les Constructions Tremco Inc.	1173669780	8312-3349-20	50, Rue Marius-Warnet, #101, Blainville, Qc. J7C 5P9	27,000.00 $	à déterminer
Construction V.M.K. Inc.	1149433154	8260-8589-18	959, Place du Vert, Mascouche, Qc. J7L 0B2	75,000.00 $	à déterminer
MD-PRO Ventillation Inc.	1173493058	5757-5326-01	136, Rue Beaupré, Ste-Thérèse, Qc. J7E 4S7	40,000.00 $	à déterminer
Plomberie Noël Fredette Inc.	1176799899	3090-5590-67	225, Chemin St-François-Xavier, Delson, Qc. J5B 1X8	135,000.00 $	à déterminer

(1) Joindre une copie de la licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5718-1422-01 Numéro de validation : 1-2207182075

ÉMISE LE : 2016-04-13

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 avril

TITULAIRE DE LA LICENCE

Construction BAO 2016 inc.
7875 avenue Marco-Polo
Montréal QC
Canada H1E 1N8

RÉPONDANTS

Albert Bao

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.3	Bâtiments de tout genre

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5	Excavation et terrassement
2.7	Travaux d'emplacement
3.2	Petits ouvrages de béton
4.2	Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées
17.2	Intercommunication téléphonie et surveillance

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5718-1422-01 Numéro de validation : 1-2207182075

ÉMISE LE : 2016-04-13

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 avril

TITULAIRE DE LA LICENCE

Construction BAO 2016 inc.
7875 avenue Marco-Polo
Montréal QC
Canada H1E 1N8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

—— 14 sous-catégorie(s) autorisée(s). ——

Régie du bâtiment du Québec

Président Secrétaire

Régie du bâtiment Québec

Loi sur le bâtiment (RLRQ, c. B-1.1)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8312-3349-20 — **Numéro de validation : 1-6275280814**

ÉMISE LE : 2004-10-12

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 15 octobre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Constructions Tremco inc.
50 rue Marius-Warnet Bureau 101
Blainville QC
Canada J7C 5P9

RÉPONDANTS

François Veilleux

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Guillaume Careau

Exécution de travaux de construction

--------- 2 répondant(s) autorisé(s). ---------

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

4.1 Structures de maçonnerie

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

5.2 Ouvrages métalliques
6.2 Travaux de bois et plastique
7 Isolation étanchéite couvertures et revêtement extérieur
8 Portes et fenêtres
9 Travaux de finition
11.2 Équipements et produits spéciaux

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8312-3349-20 Numéro de validation : 1-6275280814

ÉMISE LE : 2004-10-12

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 15 octobre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Constructions Tremco inc.
50 rue Marius-Warnet Bureau 101
Blainville QC
Canada J7C 5P9

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

12 Armoires et comptoirs usines
-------- 10 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Marilyn Simoneau

Administration, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8260-8589-18 Numéro de validation : 1-6042170360

ÉMISE LE : 2000-10-10

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 25 octobre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Construction V.M.K. Inc.
959 place du Vert
Mascouche QC
Canada J7L 0B2

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5	Excavation et terrassement
2.7	Travaux d'emplacement
3.2	Petits ouvrages de béton
4.2	Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées
17.2	Intercommunication téléphonie et surveillance

-------- 13 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Mohamed Diomandé

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5757-5326-01 **Numéro de validation : 1-4606821488**

ÉMISE LE : 2018-08-13

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

MD-Pro Ventilation inc.
136 rue Beaupré
Sainte-Thérèse QC
Canada J7E 4S7

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

15.10 Réfrigération
15.7 Ventilation résidentielle
15.8 Ventilation
15.9 Petits systèmes de réfrigération

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement
3.2 Petits ouvrages de béton
4.2 Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2 Ouvrages métalliques

Régie du bâtiment du Québec

Président Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5757-5326-01 Numéro de validation : 1-4606821488

ÉMISE LE : 2018-08-13

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

MD-Pro Ventilation inc.
136 rue Beaupré
Sainte-Thérèse QC
Canada J7E 4S7

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées
17.2	Intercommunication téléphonie et surveillance

-------- 19 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

Régie du bâtiment Québec

CMMTQ

Loi sur le bâtiment (RLRQ, c. B-1.1)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976 ou auprès de la CMMTQ au 1 800 465-2668.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 3090-5590-67 — **Numéro de validation : 1-6653907028**

DATE DE DÉLIVRANCE DE LA LICENCE : 1993-08-11

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 10 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

Plomberie Noël Fredette inc.
225 chemin Saint-François-Xavier
Delson QC
Canada J5B 1X8

RÉPONDANTS

Alex N. Fredette

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Edith Guay

Administration

---------- 2 répondant(s) autorisé(s). ----------

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter ou faire exécuter des travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Entrepreneur général (annexe I)

1.1.1	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe I
1.1.2	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe II
1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre

Entrepreneur spécialisé (annexe II)

15.1	Systèmes de chauffage à air pulsé
15.2	Systèmes de brûleurs au gaz naturel
15.3	Systèmes de brûleurs à l'huile
15.4	Systèmes de chauffage hydronique
15.5	Plomberie

Entrepreneur spécialisé (annexe III)

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire (Caroline Hardy)

Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976 ou auprès de la CMMTQ au 1 800 465-2668.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 3090-5590-67 — **Numéro de validation : 1-6653907028**

DATE DE DÉLIVRANCE DE LA LICENCE : 1993-08-11

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 10 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

Plomberie Noël Fredette inc.
225 chemin Saint-François-Xavier
Delson QC
Canada J5B 1X8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter ou faire exécuter des travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

2.5	Excavation et terrassement
2.7	Travaux d'emplacement
3.2	Petits ouvrages de béton
4.2	Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées
17.2	Intercommunication téléphonie et surveillance

-------- 22 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire (Caroline Hardy)

Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec

Président — Secrétaire

6.2 ANNEXE B: CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

ANNEXE B

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

7910388-24-39	1147
(numéro de cautionnement)	*(numéro d'appel d'offres Ville)*
20 juin 2024	1850780
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

LES PARTIES :

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE ,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au

2020, boul. Robert-Bourassa, bureau 100, Montréal (QC) H3A 2A5 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

Roger Beauchemin, Mandataire , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

VILLE DE MONTRÉAL,

(ci-après appelée la "**Ville**")

le 26 juin 2024 , par
(date)

L. K. Industries Inc. ,
(nom de l'entreprise soumissionnaire)

1146714994 , ayant un établissement au
(# NEQ)

5100, Ambroise-Lafortune, Boisbriand (QC) J7H 1S6 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

Michel LeBlanc, Président, Ingénieur, M.ing. , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")

dûment autorisé(e), pour

Réfection de la toiture de l'Aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord.
(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

En cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire,** pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services, la **Caution** s'oblige à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes.

La **Caution** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les **90** jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

La **Caution** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

LETTRE D'ENGAGEMENT

À la suite à l'octroi du contrat, la **Caution** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes, et
- Un cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes.

En cas de défaut de la **Caution,** de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Caution** sera solidairement responsable avec l'**Adjudicataire** de tous les dommages subis par la Ville.

Montréal

Cautionnement No.: 7910388-24-39

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à Brossard (ville),

le 20 juin 2024 (date)

Michel LeBlanc (Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**), (Signature)

Président, Ingénieur, M.ing.

Sabrina Deland (Nom du **témoin** du **Soumissionnaire**), (Signature)

Adjointe aux ventes

Roger Beauchemin, Mandataire (Nom du représentant autorisé de la **Caution**), (Signature)

Gabrielle Whelan (Nom du **témoin** de la **Caution**), (Signature)

Sceau de la **Caution** :
(facultatif)

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Le 28 mai 2024

Objet : ADDENDA NO 1
Information complémentaire

APPEL D'OFFRES # 1147

Réfection de la toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Nombre de pages incluant celle-ci : **2 pages**

AUX SOUMISSIONNAIRES

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

1. **Petit rappel :** L'ouverture des soumissions est pour le **19 juin 2024 à onze heures (11h),** à la Mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord.

2. Des précisions ont été apportées. Veuillez considérer les informations ci-dessous dans la préparation de votre offre.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Hassen Elhocine

Hassen El-Hocine, Agent d'approvisionnement II

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Addenda no 1
Appel d'offres publiques
no 1147

Le 30 mai 2024

Objet : ADDENDA NO 2
Remplacement du formulaire de soumission (Excel et PDF).

APPEL D'OFFRES PUBLIQUES NO 1147

Réfection de la toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Nombre de pages incluant celle-ci : **5 pages**

AUX SOUMISSIONNAIRES

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

1. **Veuillez remplacer le formulaire de soumission publié le 22 mai 2024 par celui-ci-joint en PDF et en version Excel**
2. **Petit rappel :**
   - ✓ L'ouverture des soumissions est pour le **19 juin 2024 à onze heures (11h),** à la Mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord.
   - ✓ La visite pour ce mandat est obligatoire :

   La date limite pour prendre rendez-vous est le **03 juin 2024 à 12h**, à l'adresse courriel suivante : appelsdoffres.mtlnord@ville.montreal.qc.ca

   Les visites auront lieu le 04 et 05 juin 2024, selon l'horaire suivant : 9h, 10h, 11h et 13h ,14h, 15h

3. Des précisions ont été apportées. Veuillez considérer les informations ci-dessous dans la préparation de votre offre.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Hassen Elhocine

Hassen El-Hocine, Agent d'approvisionnement II

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Le 06 juin 2024

Objet : ADDENDA NO 3
Questions et réponses.

APPEL D'OFFRES PUBLIQUES NO 1147

Réfection de la toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Nombre de pages incluant celle-ci : **3 pages**

AUX SOUMISSIONNAIRES

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

1. **Petit rappel :**
   - ✓ L'ouverture des soumissions est pour le **19 juin 2024 à onze heures (11h),** à la Mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord.

2. Des précisions ont été apportées. Veuillez considérer les informations ci-dessous dans la préparation de votre offre.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Hassen Elhocine

Hassen El-Hocine, Agent d'approvisionnement II

cimaise

ADDENDA A-01

Architecture

Projet : **Réfection toiture, Aréna Rolland**
Ville de Montréal - Arrondissement Montréal-Nord
Propriétaire/Réf. : 11 47
N/Réf. : 24302

Date : Le 4 juin 2024

À TOUS LES SOUMISSIONNAIRES : Les informations qui suivent complètent (ou remplacent, selon le cas) les documents du dossier d'appel d'offres.

Le présent addenda fait partie intégrante des documents contractuels, en fonction desquels il doit être interprété et avec lesquels il doit être coordonné. Le coût de tout ce qui y est mentionné s'ajoute au prix du contrat. Les révisions qui suivent remplacent l'information contenue dans les dessins et le devis descriptif, dans la mesure indiquée, et s'y incorporent.

DEVIS

1. SECTION 05 59 11, ÉQUIPEMENTS D'ACCÈS ET PROTECTION

1. PARTIE 2, Article 2, Garde-corps autoportant compact
    1. Modifier le point 2.2.1 comme suit :

        Système de garde-corps autoportant COMPACT de Delta Prévention **ou équivalent approuvé**.

2. PARTIE 2, Article 3, Échelle préfabriquée en aluminium
    1. Modifier le point 3.1.1 comme suit :

        Montants : continus et excédant le parapet de **915 mm**.

    2. Modifier le point 3.1.2 comme suit :

        Support : fixation murale dans les éléments **de maçonnerie existante**

    3. Modifier le point 3.4.1 comme suit :

        Échelle KATT 7002 Escabeau de Skyline group **ou équivalent approuvé**

4000, rue St-Ambroise, bur. 395, Montréal (QC) H4C 2C7 Tél. : 514.272.8125
36, rue Wellington Nord, bur. 300, Sherbrooke (QC) J1H 5B7 Tél. : 819.563.4500
www.cimaise.com

PLANS

1. FEUILLE A601, METAUX OUVRES – ECHELLES D'ACCES

1. DESSIN 2, Coupe | Échelle d'accès 01
    1. Modifier les notes pour convenir avec la description au devis :
        1. Garde-corps en tubulaire ~~d'acier~~ **d'aluminium** 51mm
        2. Échelon ~~en tige d'acier 19mm dia.~~ **Préfabriqué en aluminium antidérapant** @ 305mm c/c
        3. Cadre de l'échelle : ~~tubulaire en d'acier~~
        4. Plaque d'ancrage en ~~acier~~ **aluminium** 6mm soudée au tubulaire verticale et boulonnée à chaque plaque d'ancrage
        5. Plaque d'~~acier~~ **aluminium** 10x75x915 boulonnée à l'échelle et fixée au mur de bloc de béton
    2. Ajouter la note suivante :
        1. **Prévoir un intercalaire en PVC entre les éléments métalliques et la maçonnerie.**

Fin de l'addenda

CIMAISE

Jean-François Brosseau, architecte

p. j.

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Le 13 juin 2024

Objet : ADDENDA NO 4
Questions et réponses.

APPEL D'OFFRES PUBLIQUES NO 1147

Réfection de la toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

Nombre de pages incluant celle-ci : **4 pages**

AUX SOUMISSIONNAIRES

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

1. **Petit rappel :**
   - ✓ L'ouverture des soumissions prévue est pour le **19 juin 2024 à onze heures (11h),** a été reportée au **26 juin 2024 à 11h**, à la Mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord.

2. Des précisions ont été apportées. Veuillez considérer les informations ci-dessous dans la préparation de votre offre.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Hassen El-Hocine

Hassen El-Hocine, Agent d'approvisionnement II

LK TOITURES

RÉSOLUTION

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL d'une assemblée des administrateurs de L.K. Industries Inc.

Tenue le mercredi 26 juin 2024

IL EST PROPOSÉ, SECONDÉ ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

Michel LeBlanc, Président

Chantal Lamothe, Contrôleur

À faire et à signer pour et au nom de la Compagnie, tout document concernant le projet

1147 / SEAO 1850780 | ARÉNA ROLLAND – MTL-NORD
12000 Boulevard Rolland, Montréal-Nord, Québec, H1G 3W1
Réfection de la toiture

Ainsi qu'à signer tous contrats, toutes modifications ou extensions, tous changements ou autres documents qui pourraient être nécessaires.

ADOPTÉ UNANIMEMENT

Ce 26 juin 2024

Michel LeBlanc, ing. M. ing.
Secrétaire-trésorier

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

L. K. INDUSTRIE INC.
5100, RUE AMBROISE-LAFORTUNE
BOISBRIAND (QUEBEC) J7H 1S6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1146714994

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 124130-BCZB-1172268
Date et heure de délivrance de l'attestation : 23 avril 2024 à 9 h 18 min 48 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 juillet 2024

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Certificat d'attestation

Loi sur la publicité légale des entreprises (RLRQ, chapitre P-44.1)

J'atteste que l'entreprise portant le nom

L.K. INDUSTRIES INC.

- est immatriculée au registre des entreprises depuis le 17 avril 1997.
- n'est pas en défaut de déposer une déclaration de mise à jour annuelle.
- n'est pas en défaut de se conformer à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 73.
- n'a pas transmis au Registraire une déclaration, un avis ou un jugement indiquant qu'elle est en voie de liquidation ou de dissolution.
- n'est pas radiée au registre des entreprises

Numéro de certification : 968784316

Le numéro de certification ci-dessus vous permet de consulter en tout temps ce document certifié à l'aide du service en ligne Vérifier un numéro de certification du Registraire des entreprises.

Fait le 24 août 2023 pour le numéro d'entreprise du Québec 1146714994.

Yves Lepine
Registraire des entreprises

Registraire des entreprises Québec

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Michel Leblanc

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8103-3979-07 — Numéro de validation : 1-5997486

ÉMISE LE : 1997-06-19

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 30 juillet

TITULAIRE DE LA LICENCE

L.K. Industries Inc.
5100 RUE AMBROISE-LAFORTUNE
Boisbriand QC
Canada J7H 1S6

Voir section Autre(s) nom(s)

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

4.1 Structures de maçonnerie
6.1 Charpentes de bois
10 Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7 Ventilation résidentielle

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

5.2 Ouvrages métalliques
6.2 Travaux de bois et plastique
7 Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8 Portes et fenêtres
9 Travaux de finition
11.2 Équipements et produits spéciaux
12 Armoires et comptoirs usinés

-------- 13 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8103-3979-07 Numéro de validation : 1-5997486

ÉMISE LE : 1997-06-19

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 30 juillet

TITULAIRE DE LA LICENCE

L.K. Industries Inc.
5100 RUE AMBROISE-LAFORTUNE
Boisbriand QC
Canada J7H 1S6

Voir section Autre(s) nom(s)

AUTRE(S) NOM(S)

LK TOITURES

Régie du bâtiment du Québec

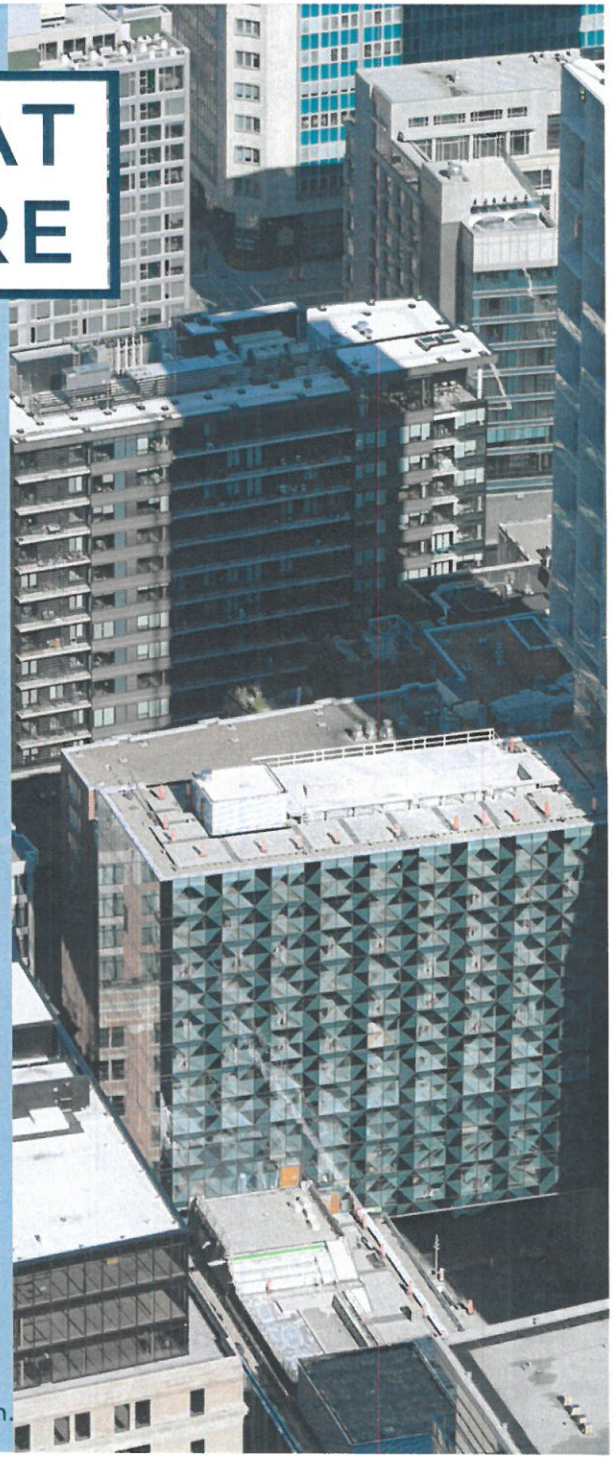
Président

Secrétaire

ASSOCIATION DES
MAÎTRES COUVREURS
DU QUÉBEC

**ENSEMBLE,
ON ATTEINT DES SOMMETS!**

CERTIFICAT DE MEMBRE



Ceci atteste que

LK INDUSTRIES INC

est un membre actif accrédité en règle pour
l'année se terminant de 31 octobre 2024.

Numéro de membre : **1051**

Isabelle Morissette
Président du Conseil d'administration

MARC SAVARD
Directeur général

Ce certificat de membre demeure la propriété de l'AMCQ et, sur demande, doit être retourné à l'Association.

CRCA | ACEC
CANADIAN ROOFING CONTRACTORS ASSOCIATION | ASSOCIATION CANADIENNE DES ENTREPRENEURS EN COUVERTURE

Certificat de membre

Association canadienne des entrepreneurs en couverture
ACEC

Ceci atteste que

LK TOITURES

est un Membre Actif en règle
pour l'année se terminant en

Décembre

2024

Lindsay Pochynuk, Président

Jim Facette, Directeur général

OCTAVE ASSURANCES

SOLAR UNIQUARTIER
2000 rue de L'Éclipse, suite 420
Brossard (Québec) J4Z 0S2
Téléphone : 450 656 0008

CERTIFICAT D'ASSURANCE

Le présent certificat ne modifie, n'étend ou n'altère d'aucune manière la garantie établie dans le(s) contrat(s) énuméré(s) ci-dessous. Il n'en représente que le résumé à titre d'information sans conférer de droit au détenteur ; il est entendu que les droits et obligations des parties sont régis par le ou les contrats d'assurance. Dans la mesure où il y a une divergence entre la police et tout certificat d'assurance délivré à cet égard, les conditions de la police s'appliqueront.

Nom et adresse de l'assuré	Nom et adresse du détenteur du certificat
L.K. INDUSTRIES INC. 5100, Ambroise-Lafortune Boisbriand (Québec) J7H 1S6	

Garanties	Police #	Assureur	Période d'assurance J-M-A	Détails	Limites	Franchise
Responsabilité Civile Générale *Réclamation présentée* *Dommages matériels* *Blessures corporelles* *Produits et opérations complétées* *Responsabilité automobile des non-propriétaires*	SUM-CGL-07525-010	Insurers as per Strategic Underwriting Managers Insurance	01/04/2024 Au 01/04/2025	Par sinistre Par période	5 000 000 $ 5 000 000 $	10 000 $
Responsabilité civile générale excédentaire	20301-24-1	Trisura	01/04/2024 Au 01/04/2025	Par sinistre Par période	5 000 000 $ 5 000 000 $	NA
Assurance chantier globale	SOV79471800-30290	La Souveraine, Compagnie d'assurance générale	15/07/2023 Au 15/07/2025	Par chantier	750 000$	5 000 $
Assurance équipement d'entrepreneur *« Tous risques » ou formule étendue sur tous les équipements d'entrepreneur, sur le site, appartenant à, loué ou utilisé par l'assuré ou pour lequel il est responsable*	SOV79471800-30290	La Souveraine, Compagnie d'assurance générale	15/07/2023 Au 15/07/2025	Équipement par sinistre	824 000$	2 500$
Assurance automobile *Tous les véhicules appartenant à l'assuré*	675-0840	Intact Assurance	05/05/2024 Au 05/05/2025	Chapitre A	2 000 000$	NA

Projet	Description des opérations
Travaux de toiture	Toutes les opérations d'installation, de réparation ou de construction faites par l'assuré incluant les travaux de pose de membrane par thermosoudage.

Roger Beauchemin
Courtier en assurance de dommages des entreprises

Date : **20 juin 2024**

6.8 ANNEXE H: LETTRE D'INTENTION D'ASSURER UN SOUMISSIONNAIRE

Montréal

ANNEXE H

Date : 20 juin 2024

Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

COURTIER: Octave Assurances Inc	
Adresse postale : 2000 Rue de l'Éclipse, Suite 420, Brossard, QC, J4Z 2S2	
Téléphone : 450-656-0008	Courriel : certificats@octaveassurances.com

ASSUREUR 1 : SUM Insurance	
Adresse postale : 1001, boul. De Maisonneuve O, bur. 900, Montréal, QC, H3A 3C8	
Téléphone : 514-845-7861	Courriel : serge.melanson@suminsurance.ca

ASSUREUR 2 : **(si applicable)**	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSUREUR 3 : **(si applicable)**	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSURÉ: L. K. Industries Inc.	
Adresse postale : 5100, Ambroise-Lafortune, Boisbriand (QC) J7H 1S6	
Téléphone : 450-437-4118	Courriel :

Numéro d'appel d'offres : 1147
Titre de l'appel d'offres : Réfection toiture de l'aréna Rolland située à l'arrondissement de Montréal-Nord

---

Nous désirons confirmer par la présente que nous Octave Assurances Inc (nom du courtier),

sommes en mesure de fournir à notre client, L. K. Industries Inc. (nom de l'entrepreneur),

toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances du cahier des clauses administratives générales et des spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serons en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :

Montréal

A) Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie ($)		
	ASSUREUR 1	**ASSUREUR 2** (si applicable)	**ASSUREUR 3** (si applicable)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	5 M $ / sinistre		
Montant global risque produits après travaux (PAT)	5 M $ / période		
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	5 M $ / sinistre		
Montant global général (autre que le risque PAT)	5 M $ / période		
Umbrella (si applicable)	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période

B) Assurance chantier formule étendue

Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier formule étendue au montant de la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences, tel que décrit et selon les termes de l'annexe **J**, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour la durée de la validité de la soumission indiquée au cahier des charges et ce, à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres, en autant que ce dernier soit toujours notre client.

Par : Mylène Daigneault, courtière en assurance de dommages

(Nom du représentant autorisé du courtier d'assurances)

Signer ID: UHNMKKSQ8

(Signature du représentant du courtier d'assurances)

CNESST

Le 21 juin 2024

Direction régionale des Laurentides
3e étage
275, rue Latour
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 0J7
Tél. : 450 431-4020 ou 1 800 565-2234

Monsieur Michel Leblanc
L.K. Industries inc.
5100, rue Ambroise-Lafortune
Boisbriand (Québec) J7H 1S6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1146714994

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 21 juin 2024, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 24 février 2022

L.K. INDUSTRIES INC.
A/S MONSIEUR MICHEL LEBLANC
5100, RUE AMBROISE-LAFORTUNE
BOISBRIAND (QC) J7H 1S6

N° de décision : 2022-DAMP-1178
N° de client : 3000331757

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

ÉLASTEK LAVAL
LES SCELLANTS ÉLASTEK
LK MAÇONNERIE
LK ROOFING

L.K. INDUSTRIES INC.
LK INDUSTRIES
LK RÉSIDENCES
LK TOITURES

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. L.K. INDUSTRIES INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **23 février 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

6.16 ANNEXE S: CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ANNEXE S

CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du Soumissionnaire, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

☐ (1) le Soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec

☐ (2) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec

☐ (3) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le Soumissionnaire a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre à la Ville, dans le délai et dans la forme exigés par celle-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*

- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le Soumissionnaire doit, dans le délai exigé par la Ville, lui remettre un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

☑ (4) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le Soumissionnaire respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

☑ je déclare que le Soumissionnaire détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l'« analyse de la situation linguistique »;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois; je déclare également que le Soumissionnaire s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le Soumissionnaire n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Soumissionnaire a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature du représentant

Nom du représentant Michel LeBlanc,
Président, Ingénieur, M. ing.

Date le 26 juin 2024

Office québécois
de la langue
française

Québec

Certificat de francisation

Le présent certificat atteste que dans l'entreprise

L.K. Industries inc.

N° 4671 4994

la langue française possède le statut prévu
par la Charte de la langue française et ses règlements.

Délivré à Montréal, le 20 février 2015

Le président-directeur général,

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Montréal-Nord , Direction des services administratifs

Dossier # : 1248109003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Objet :	Adjuger à LK industries inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 1 700 480,25 $, taxes incluses, un contrat pour la réfection de la toiture de l'aréna Rolland et autoriser une dépense de 306 086 $, taxes incluses, pour les contingences, une dépense de 70 000 $, taxes incluses, pour les incidences, pour une dépense totale de 2 076 566,25 $, taxes incluses. Appel d'offres 1147 / 6 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1248109003 certificat de fonds .xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel ROBERT
conseiller en ressources financières et matérielles
Tél : 514-328-4000

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-06-27

Martine CARDIN
Chef de division - ressources financières

Tél : 514-328-4000
Division : Montréal-Nord , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Montréal-Nord , Direction des services administratifs

Dossier # : 1248109003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Objet :	Adjuger à LK industries inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 1 700 480,25 $, taxes incluses, un contrat pour la réfection de la toiture de l'aréna Rolland et autoriser une dépense de 306 086 $, taxes incluses, pour les contingences, une dépense de 70 000 $, taxes incluses, pour les incidences, pour une dépense totale de 2 076 566,25 $, taxes incluses. Appel d'offres 1147 / 6 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Tableau des interventions_1147_1248109003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hassen EL-HOCINE
Agent d'approvisionnement II

Tél : 514 328-4000 poste 4195

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-06-27

Martine CARDIN
Chef de division des ressources financières et matérielles
Tél : 514-328-4000#4045
Division : Montréal-Nord , Direction des services administratifs

CE : 30.017

2024/12/18 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1248994015

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool du Bain Mathieu et des permis de réunion de Musique Moonshine et d'Exposé Noir dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent

Il est recommandé :

- d'approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool de l'organisme Bain Mathieu, enregistrée au numéro 1145977584, de 3 h à 8 h le 1er mars 2025 dans le cadre de l'événement Luminarium qu'il organisera;

- d'approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis de réunion de l'organisme Musique Moonshine, enregistré au numéro 1175061721, de 3 h à 6 h, le 16 février 2025 dans le cadre des événements qu'il organisera au Bain Mathieu situé au 2915 rue Ontario Est à Montréal;

- d'approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis de réunion de l'organisme Exposé Noir, enregistré au numéro 1173510497, de 3 h à 8 h, le 2 mars 2025 dans le cadre de l'événement qu'il organisera au Belvédère du Vieux-Port de Montréal au 2 rue de la Commune O à Montréal.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-12-10 10:20

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248994015**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool du Bain Mathieu et des permis de réunion de Musique Moonshine et d'Exposé Noir dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent

CONTENU

CONTEXTE

La nuit et ses activités représentent un potentiel important pour le développement du territoire. La vie nocturne est un sujet complexe, transversal et multidisciplinaire qui implique de nombreux enjeux, notamment en matière de réglementation et de cohabitation. Dans le cadre la Politique de la vie nocturne, la Ville de Montréal permet à ses partenaires culturels et économiques d'étendre les heures d'opérations de leur permis d'alcool lorsque certaines conditions sont rencontrées.

L'adoption de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16), le 21 septembre 2017, a introduit des dispositions qui permettent à la Ville d'autoriser l'exploitation des activités commerciales comprenant la vente d'alcool à des heures différentes que celles prévues à la Loi sur les permis d'alcool, dans la mesure où celle-ci se fait dans le cadre d'un événement culturel, social, sportif ou touristique reconnu, et qui se conforme à la réglementation municipale, notamment celle relative à la paix et l'ordre et celle relative à la sécurité publique. Afin de permettre cette prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool, la Ville de Montréal doit par ailleurs juger que celle-ci n'est pas contraire à l'intérêt public ou à la sécurité publique ou susceptible de nuire à la tranquillité publique.

Il n'appartient pas à la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) d'autoriser ce prolongement, mais à la Ville de faire toutes les vérifications qui s'imposent et d'adopter une résolution du conseil municipal l'autorisant.

À cet effet, à la suite des demandes formulées par les organismes Musique Moonshine, Bain Mathieu et Exposé Noir, la Direction de la mise en valeur des pôles économiques du Service du développement économique et la Division Communications et relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie ont œuvré à présenter et faire valider aux intervenants municipaux compétents leurs événements incluant une prolongation des heures d'exploitation de leurs permis de réunion.

Les démarches de validation permettent de confirmer que les propositions ne semblent pas contraires à l'intérêt public ou à la sécurité publique ou encore susceptibles de nuire à la tranquillité publique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 1265 - 18 novembre 2024
Approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool d'Espace ESC ltée le 30 novembre 2024, des permis de réunion d'Octov le 8 décembre 2024 et de Récolte locale Montréal (Homegrown Harvest) le 28 décembre 2024, dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent

CM24 1155 - 22 octobre 2024
Approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool de Vino Disco le 2 novembre 2024 jusqu'à 8 h dans le cadre de l'événement « Halloween 2024 » et du permis de réunion de l'organisme Le Livart le 16 novembre jusqu'à 6 h dans le cadre des célébrations de leur 8e anniversaire

CM24 0895 - 19 août 2024
Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool du Mtelus, de la SAT Société des arts technologiques, d'établissements des Sociétés de développement commercial du Quartier Latin et du Village et du permis de réunion de l'organisme Exposé Noir dans le cadre des événements décrits dans le présent dossier décisionnel

CM24 0544 - 14 mai 2024
Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans 24 établissements commerciaux membres de la Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent dans le cadre de l'événement « La Main la nuit! » qui se déroulera dans la nuit du 15 au 16 juin 2024

CM24 0308 - 19 mars 2024
Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis de réunion des organismes Moonshine et Octov dans le cadre de leurs événements qui se tiendront respectivement du 30 au 31 mars et du 12 au 13 avril 2024 aux Entrepôts Dominion

CM24 0175 - 19 février 2024
Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans 23 établissements commerciaux membres de la Société de développement commercial du Quartier latin, 12 établissements commerciaux membres de la Société de développement commercial du Village, 20 établissements commerciaux membres de la Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent, 14 établissements commerciaux membres de la Société de développement commercial de la Plaza Saint-Hubert et de MTelus et SAT Société des arts technologiques dans le cadre des activités de la « Nuit Blanche à Montréal » qui se dérouleront dans la nuit du 2 au 3 mars 2024

CM24 0086 - 23 janvier 2024
Approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis de réunion de l'organisme Octov le 3 février 2024, de 3 h à 7 h, dans le cadre de l'événement qu'il organisera aux Entrepôts Dominion situés au 3970, rue Saint-Ambroise à Montréal

DESCRIPTION

Il s'agit, par le présent sommaire, en conformité avec l'article 61.1 de la Loi sur les permis d'alcool (chapitre P-9.1), telle qu'amendée par la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16), d'autoriser la prolongation des heures d'exploitation des :

- permis de réunion de l'organisme Musique Moonshine, enregistré au numéro 1175061721, de 3 h à 6 h, le 16 février 2025 dans le cadre des

événements qu'il organisera au Bain Mathieu situé au 2915 rue Ontario E à Montréal;
- permis d'alcool de l'organisme Bain Mathieu, enregistrée au numéro 1145977584, de 3 h à 8 h le 1er mars 2025 dans le cadre de l'événement Luminarium qu'il organisera;
- permis de réunion de l'organisme Exposé Noir, enregistré au numéro 1173510497, de 3 h à 8 h, le 2 mars 2025 dans le cadre de l'événement qu'il organisera au Belvédère du Vieux-Port de Montréal au 2 rue de la Commune O à Montréal.

Ces projets incluent à la fois des éléments de programmation et des éléments de mitigation importants.

Dans le cadre des présentes propositions, les promoteurs et leurs partenaires prévoient des mesures de mitigation pertinentes pour favoriser la cohabitation, la santé et la sécurité. Ainsi, ils s'assureront de :

- mettre en place une signalisation à l'intérieur et à l'extérieur du lieu de l'événement afin de sensibiliser les participants aux enjeux des nuisances sonores vis-à-vis des résidents à proximité;
- la présence d'agents de sécurité en tout temps afin d'assurer la fouille, le respect des capacités liées au permis de réunion et le respect des règlements;
- la présence d'une escouade d'agents d'accueil et de médiation en tout temps pour assurer le bon déroulement de la soirée et une cohabitation harmonieuse entre les clientèles venues pour l'occasion;
- la présence d'une équipe médicale et du Groupe de recherche en intervention psychosociale (GRIP) sur les lieux pendant toute la durée de l'événement;
- la mise en place d'une campagne de communication auprès des riverains pour les aviser de l'événement et leur donner la possibilité de contacter les organisateurs en tout temps pendant l'événement.

Ces projets s'inscrivent dans une perspective de dynamisation des activités économiques nocturnes. Ils s'inscrivent pleinement dans le cadre des travaux de la Politique de la vie économique nocturne.

L'arrondissement de Ville-Marie est chargé des relations avec les promoteurs et les intervenants compétents afin d'assurer que ces événements ne soient pas contraires à l'intérêt public ou à la sécurité publique ou encore ne sont pas susceptibles de nuire à la tranquillité publique. À ce titre, 3 lettres de validation de ce processus, signée par le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie, sont jointes à ce dossier décisionnel.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal a procédé à des dérogations similaires par le passé. En effet, depuis 2018 et à de nombreuses reprises, le Conseil municipal a adopté des résolutions permettant à plusieurs établissements de prolonger leurs heures d'exploitations.

Ces projets s'inscrivent pleinement dans le cadre de la Politique de la vie économique nocturne. À ce titre, le Service du développement économique suit attentivement le processus d'approbation et de mise en place des événements dirigé par l'arrondissement de Ville-Marie.

Ces projets s'inscrivent dans une perspective de dynamisation des activités économiques

nocturnes. Ils permettront aussi d'alimenter en données et en observations les équipes chargées de mettre en oeuvre la politique de la vie économique nocturne.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'approbation du projet de règlement n'engendre aucun coût supplémentaire dans le budget du Service de développement économique. Il est à préciser que la prolongation des heures d'exploitation des débits d'alcool est susceptible de nécessiter des interventions policières et, possiblement, d'engendrer des coûts inhérents. Cependant, l'historique des dérogations accordées dans le cadre d'autres événements de ce type ne démontre aucune hausse significative d'interventions du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Préalablement à l'événement, celui-ci pourrait cependant choisir d'inspecter l'établissement demandant la prolongation de ses heures d'ouverture.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités 15, 16 et 20 de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces projets permettent à la Ville de Montréal, au Service du développement économique ainsi qu'à l'arrondissement de Ville-Marie de confirmer les mesures développées dans le cadre de la Politique de vie économique nocturne.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

15 février 2025 : tenue de l'événement de Musique Moonshine.

- 28 février 2025 : tenue de l'événement du Bain Mathieu.
- 1er mars 2025 : tenue de l'événement d'Exposé Noir.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Andree-Anne OUELLET JARJOUR, Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-12-06
Thomas PELTIER Commissaire au développement économique - Partenariats stratégiques	Patrick KILFOIL Conseilleur économique
Tél : 438-827-5715 **Télécop. :**	**Tél :** 514-868-7889 **Télécop. :** 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**
Steves BOUSSIKI SOM chef(fe) de division - developpement economique **Tél :** **Approuvé le :** 2024-12-09	Dieudonné ELLA-OYONO directeur(-trice) de service - developpement economique **Tél :** - - **Approuvé le :** 2024-12-09

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248994015*
Unité administrative responsable : *Service du développement économique*
Projet : *Prolongation des heures légales de vente d'alcool avec consommation*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.* *16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.* *20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire :* les propositions offrent à la fois une belle visibilité à un établissement culturel reconnu et d'autres part des opportunités à nos artistes et travailleurs de participer à la définition de notre *Politique de la vie économique nocturne*. *16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international :* propositions de projets de prolongation des heures légales de vente d'alcool avec			

consommation sur place dans le but de parfaire et de définir la Politique de la vie économique nocturne de la Ville de Montréal.

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole : ce type d'événement, qui inclue une prolongation des heures légales de vente d'alcool avec consommation sur place, amène un avantage concurrentiel de notre ville par rapport à d'autres villes au niveau national et international.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Ville-Marie
Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Bureau du directeur de l'arrondissement
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Le 6 décembre 2024

Ville de Montréal
Service du développement économique
700, rue de la Gauchetière
Montréal, (Québec) H3B 4L1

Objet : Dérogation aux heures d'exploitation dans le cadre de l'événement LUMINARIUM qui se déroulera au Bain Mathieu (2915 Rue Ontario E, Montréal, QC H2K 1X7) – dans la nuit du 28 février 2025

Madame, Monsieur,

À l'occasion de la Nuit Blanche de Montréal, le Bain Mathieu propose l'événement LUMINARIUM, à caractère culturel visant à promouvoir la scène techno-transe ainsi que les artistes spécialisés dans l'art numérique (mapping vidéo, artistes laser, installations interactives). Cette soirée met en lumière les synergies entre la musique électronique et les arts visuels, en créant une expérience immersive unique pour les participants. L'objectif est d'offrir une soirée de promotion aux artistes locaux, tout en célébrant l'effervescence créative qui caractérise la Nuit Blanche, un événement phare de la culture montréalaise.

De manière exceptionnelle, le Bain Mathieu demande une dérogation visant à étendre les heures d'exploitation du permis d'alcool jusqu'à **10 h du matin** dans la nuit du 28 février 2025.

Suivant les vérifications avec les partenaires locaux, dont le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et Urgence Santé, l'arrondissement de Ville-Marie est favorable à une dérogation aux heures d'exploitation pour l'événement LUMINARIUM se tenant au Bain Mathieu (2915 Rue Ontario E, Montréal, QC H2K 1X7).

Il est important de noter que le SPVM devra approuver la programmation d'artistes au moins 30 jours avant la date de l'événement. L'Arrondissement pourra retirer son appui si le SPVM ne donne pas son approbation à la programmation proposée. Des ajustements à la programmation pourront être suggérés par le Bain Mathieu le cas échéant.

Nous espérons le tout à votre satisfaction et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Marc Labelle, M.A.P.
Directeur de l'arrondissement

c.c. Mélissa Lapierre-Grano, Cheffe de division, communications et relations avec la communauté
Thomas Peltier, Commissaire au développement économique - Partenariats stratégiques

Ville-Marie
Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Bureau du directeur de l'arrondissement
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Le 6 décembre 2024

Ville de Montréal
Service du développement économique
700, rue de la Gauchetière
Montréal, (Québec) H3B 4L1

Objet : Dérogation aux heures d'exploitation dans le cadre de l'événement Nuit Blanche de Montréal 2025 qui se déroulera au Belvédère du Vieux Port de Montréal (2 rue De la Commune O, 2e étage, Montréal, Québec H2Y 4B2) – dans la nuit du 1er mars 2025

Madame, Monsieur,

À l'occasion de la Nuit Blanche de Montréal, l'OBNL Exposé Noir organise un événement culturel mettant en valeur des artistes locaux et internationaux de musique électronique/expérimentale avec une piste de danse et un espace galerie. Le lieu investi est au Belvédère du Vieux Port de Montréal et la portion nocturne de l'événement se déroule dans la nuit du 1er mars 2025.

De manière exceptionnelle, Exposé Noir demande une dérogation visant à étendre les heures d'exploitation du permis d'alcool jusqu'à **8 h du matin** dans la nuit du 1er mars 2025.

Suivant les vérifications avec les partenaires locaux, dont le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et Urgence Santé, l'arrondissement de Ville-Marie est favorable à une dérogation aux heures d'exploitation pour l'événement se tenant au Belvédère du Vieux Port de Montréal (2 rue De la Commune O, 2e étage, Montréal, Québec H2Y 4B2).

Il est important de noter que le SPVM devra approuver la programmation d'artistes au moins 30 jours avant la date de l'événement. L'Arrondissement pourra retirer son appui si le SPVM ne donne pas son approbation à la programmation proposée. Des ajustements à la programmation pourront être suggérés par Exposé Noir le cas échéant.

Nous espérons le tout à votre satisfaction et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Marc Labelle, M.A.P.
Directeur de l'arrondissement

c.c. Mélissa Lapierre-Grano, Cheffe de division, communications et relations avec la communauté
Thomas Peltier, Commissaire au développement économique - Partenariats stratégiques

Ville-Marie
Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Bureau du directeur de l'arrondissement
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Le 6 décembre 2024

Ville de Montréal
Service du développement économique
700, rue de la Gauchetière
Montréal, (Québec) H3B 4L1

Objet : Dérogation aux heures d'exploitation dans le cadre de l'événement du collectif d'artistes Moonshine qui se déroulera au Bain Mathieu (2915 Rue Ontario E, Montréal, QC H2K 1X7) – dans la nuit du 15 février 2025

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de sa mission, le collectif d'artistes Moonshine organise une quinzaine d'évènements nocturnes par an à Montréal combinant musique (DJs, musiciens et chanteurs), danse et arts visuels, en mettant en lumière les cultures et communautés de la diaspora afro-québécoise.

De manière exceptionnelle, Moonshine, avec l'engagement du Bain Mathieu, demande une dérogation visant à étendre les heures d'exploitation du permis d'alcool jusqu'à **6 h du matin** dans la nuit du 15 février 2025.

Suivant les vérifications avec les partenaires locaux, dont le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et Urgence Santé, l'arrondissement de Ville-Marie est favorable à une dérogation aux heures d'exploitation pour l'événement de Moonshine se tenant au Bain Mathieu (2915 Rue Ontario E, Montréal, QC H2K 1X7).

Il est important de noter que le SPVM devra approuver la programmation d'artistes au moins 30 jours avant la date de l'événement. L'Arrondissement pourra retirer son appui si le SPVM ne donne pas son approbation à la programmation proposée. Des ajustements à la programmation pourront être suggérés par Moonshine le cas échéant.

Nous espérons le tout à votre satisfaction et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Marc Labelle, M.A.P.
Directeur de l'arrondissement

c.c. Mélissa Lapierre-Grano, Cheffe de division, communications et relations avec la communauté
Thomas Peltier, Commissaire au développement économique - Partenariats stratégiques

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.002

2024/12/18
09:00

Dossier # : 1248845007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement PIIA-2022-55-3 de la Ville de Kirkland.

Il est recommandé :

1. d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement PIIA-2022-55-3, adopté le 4 novembre 2024 par le conseil municipal de la Ville de Kirkland;

2. d'autoriser le greffier à délivrer un certificat de conformité à l'égard du règlement et à transmettre une copie certifiée conforme du certificat à la Ville de Kirkland.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-12-03 14:44

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248845007**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement PIIA-2022-55-3 de la Ville de Kirkland.

CONTENU

CONTEXTE

Le 6 novembre 2024, la Ville de Montréal a reçu, pour examen de conformité, le règlement PIIA-2022-55-3 transmis par la Ville de Kirkland et adopté le 4 novembre 2024. Le règlement PIIA-2022-55-3 a pour but de modifier le règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de la Ville de Kirkland (PIIA-2022-55) afin d'ajouter des critères applicables aux nouveaux bâtiments résidentiels de la zone 164R.

Le règlement vise des dispositions du document complémentaire (DC) du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma).

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) et au règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC, doit faire l'objet d'un examen de conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC un règlement dont l'objet est visé par une disposition du DC, ce qui s'applique au règlement PIIA-2022-55-3.

Puisque le règlement concerne une ville liée, c'est le comité exécutif qui procède à l'examen et à l'approbation en vertu des dispositions du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'aménagement et d'urbanisme (RCG 15-084).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 255 - 2024-11-04 - Conseil municipal de la Ville de Kirkland - Adoption du règlement PIIA-2022-55-3.

- CG15 0575 - 2015-09-24 - Adoption du règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal - sommaire décisionnel 1156938001.
- CG15 0055 - 2015-01-29 - Adoption du règlement RCG 14-029 relatif au Schéma d'aménagement et de développement - sommaire décisionnel 1140219001.

DESCRIPTION

Le règlement PIIA-2022-55-3 vient modifier le règlement sur les PIIA de la Ville de Kirkland (PIIA-2022-55) afin d'ajouter, aux critères déjà existants, des critères généraux applicables uniquement à un nouveau bâtiment résidentiel, des critères spécifiques applicables à tous projets assujettis à un PIIA dans les zones 164R, 165R et UM-102 et, par l'insertion d'une nouvelle section, des critères applicables à un nouveau bâtiment résidentiel dans la zone 164R.

Les nouveaux critères d'application générale pour un nouveau bâtiment ont trait à l'emplacement des garages et des aires de stationnement, à la fenestration et à la présence de balcons et de toits-terrasses à un étage supérieur.

Les nouveaux critères pour les zones 164R, 165R et UM-102 concernent l'harmonisation des ouvertures avec le bâtiment.

Les critères spécifiques pour un nouveau bâtiment résidentiel dans la zone 164R portent sur :

- le cadre bâti (la composition architecturale d'ensemble);
- l'orientation et l'implantation des bâtiments;
- le front bâti et le rythme, la volumétrie et le gabarit (le traitement architectural d'une façade);
- les matériaux de revêtement des murs et des toitures;
- les aires de stationnement.

JUSTIFICATION

Analyse de la conformité
Une partie de la zone 164R est indiquée sur la carte 5 - Îlots de chaleur du Schéma et est donc visée par la disposition 4.2.2 (Dispositions particulières pour un îlot de chaleur) du DC du Schéma.

Le règlement PIIA-2022-55-3 prescrit, pour la zone 164R, deux critères relatifs à la lutte contre les îlots de chaleur, soit :

- La dimension et la forme de l'aire de stationnement maximisent la présence de zones perméables;
- Le pourtour des aires de stationnement fait l'objet d'un traitement paysager généreux.

Ces nouveaux critères contribuent ainsi à minimiser l'empreinte des aires de stationnement dans la zone 164R, ce qui favorise le respect de la disposition 4.2.2 (Dispositions particulières pour un îlot de chaleur) du DC du Schéma.

Selon les termes du règlement RCG 15-073, les autres modifications introduites par le règlement PIIA-2022-55-3 n'ont pas à faire l'objet d'un examen de conformité au Schéma.

Conclusion
Le règlement PIIA-2022-55-3 est conforme au Schéma et à son DC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il concerne une obligation prévue à la LAU relativement à la conformité de la réglementation d'urbanisme au Schéma. Le dossier n'a pas pour objet d'évaluer l'opportunité de la valeur stratégique de la modification réglementaire à l'égard des priorités du Plan stratégique Montréal 2030, des engagements de réduction des gaz à effet de serre (GES) en lien avec le Plan climat ou des engagements en matière d'inclusion et de l'équité en matière d'ADS+.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Délivrance par le greffier d'un certificat de conformité à l'égard du règlement;

- Transmission par le greffier du certificat de conformité à la municipalité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annelise CARLE
Agente de recherche

Tél : 438- 871-7936

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-26

Caroline LÉPINE
chef(fe) de division - planification urbaine

Tél : 438-225-5242

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Karim CHAREF
chef(fe) de division - amenagement et projets urbains
Tél : - -
Approuvé le : 2024-12-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-12-03

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :1248845007
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division de la planification urbaine*
Projet : *S/O*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S/O*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S/O*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

KIRKLAND

Ville de Kirkland
17200, boulevard Hymus
Kirkland (Québec) H9J 3Y8
Téléphone : 514-694-4100 ✧✧ Télécopieur : 514-630-2721
www.ville.kirkland.qc.ca

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

SÉANCE ORDINAIRE du conseil municipal de la Ville de Kirkland, tenue à l'hôtel de ville, 17200, boulevard Hymus, Kirkland (QC) H9J 3Y8, le **LUNDI 4 NOVEMBRE 2024 à 20 H**

SONT PRÉSENTS :

Son Honneur la Maire suppléante, Nancy Kokinasidis, qui préside la séance, et

Les conseillers(ères) : Michael Brown
Luciano Piciacchia
Domenico Zito
Stephen Bouchard
Paul Dufort
Karen Cliffe

formant quorum.

SONT ABSENTS :

Le maire : Michel Gibson
Le conseiller : John Morson

_____

RÉSOLUTION CM24 255
RÈGLEMENT NO PIIA-2022-55-3 INTITULÉ : RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NO PIIA-2022-55 SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE AFIN D'AJOUTER DES CRITÈRES APPLICABLES AUX NOUVEAUX BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS DE LA ZONE 164R

CONSIDÉRANT QUE, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), avis de motion du présent règlement a été donné et que le projet de règlement a été déposé à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 7 octobre 2024;

CONSIDÉRANT QUE ce projet de règlement n'a fait l'objet d'aucune représentation de la part des personnes intéressées lors de la consultation publique tenue à cet égard le 22 octobre 2024 à 17h30;

CONSIDÉRANT QUE des copies du règlement no PIIA-2022-55-3 ont été mises à la disposition du public sur le site Internet de la Ville;

CONSIDÉRANT l'ensemble du sommaire décisionnel no SD-2024-2296;

Il est

Proposé par le Conseiller S. Bouchard
Appuyé par le Conseiller L. Piciacchia

Et résolu :

EXTRACT FROM MINUTES

REGULAR SITTING of the Municipal Council of the Town of Kirkland, held at the Town Hall, 17200 Hymus Boulevard, Kirkland (QC) H9J 3Y8, on **MONDAY, NOVEMBER 4, 2024 at 8 P.M.**

ARE PRESENT :

Her Worship the Acting Mayor, Nancy Kokinasidis, presiding, and

Councillors : Michael Brown
Luciano Piciacchia
Domenico Zito
Stephen Bouchard
Paul Dufort
Karen Cliffe

forming quorum.

ARE ABSENT :

Mayor : Michel Gibson
Councillor : John Morson

_____

RESOLUTION CM24 255
BY-LAW NO. SPAIP-2022-55-3 ENTITLED : BY-LAW AMENDING BY-LAW NO. SPAIP-2022-55 ON SITE PLANNING AND ARCHITECTURAL INTEGRATION PROGRAMS IN ORDER TO ADD CRITERIA APPLICABLE TO NEW RESIDENTIAL BUILDINGS IN ZONE 164R

CONSIDERING THAT, pursuant to section 356 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, c. C-19), notice of motion of this by-law was given and a draft of this by-law was filed at the regular sitting of the Municipal Council held on October 7, 2024;

CONSIDERING THAT this draft by-law was not the subject of any representation by interested persons during the public consultation held on October 22, 2024 at 5:30 p.m.;

CONSIDERING THAT copies of By-law No. SPAIP-2022-55-3 were made available to the public on the Town's website;

CONSIDERING the overall content of Summary Report No. SD-2024-2296;

It is

Moved by Councillor S. Bouchard
Seconded by Councillor L. Piciacchia

And resolved :

D'ADOPTER le Règlement no PIIA-2022-55-3 intitulé : *Règlement modifiant le règlement no PIIA-2022-55 sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale afin d'ajouter des critères applicables aux nouveaux bâtiments résidentiels de la Zone 164R;*

QU'il soit promulgué selon la loi.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

TO ADOPT By-law No. SPAIP-2022-55-3 entitled : *By-law amending by-law No. SPAIP-2022-55 on site planning and architectural integration programs in order to add criteria applicable to new residential buildings in Zone 164R;*

THAT it be promulgated according to law.

CARRIED UNANIMOUSLY

Vraie copie certifiée / Certified true copy



Greffière
Town Clerk

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE KIRKLAND

RÈGLEMENT NO: PIIA-2022-55-3

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NO PIIA-2022-55 SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE AFIN D'AJOUTER DES CRITÈRES APPLICABLES AUX NOUVEAUX BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS DE LA ZONE 164R

PROCÉDURE D'ADOPTION

Avis de motion :	7 octobre 2024
Adoption – Projet :	7 octobre 2024
Publication :	11 octobre 2024
Consultation publique :	22 octobre 2024
Adoption du règlement :	4 novembre 2024
Publication :	À déterminer
Entrée en vigueur :	À déterminer

CONSIDÉRANT que conformément à l'article 145.15 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1);

CONSIDÉRANT que conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), avis de motion du présent règlement a été donné et que dépôt et adoption ont été faits à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 7 octobre 2024;

CONSIDÉRANT que des copies du présent projet de règlement ont été mises à la disposition du public;

CONSIDÉRANT que le préambule fait partie intégrante du présent règlement;

LE CONSEIL MUNICIPAL ORDONNE ET STATUE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Le premier alinéa de l'article 31 de la Section 3.3 est modifié de façon à ce qu'il se lise comme suit :

« 31. En ce qui a trait à la construction d'un nouveau bâtiment résidentiel principal, la conformité aux objectifs énoncés à la section 3.1 sera évaluée selon les critères suivants : […] »

ARTICLE 2

L'article 31 de la Section 3.3 est modifié par l'ajout, après le paragraphe 13), des paragraphes 14), 15) et 16), de façon à ce qu'ils se lisent comme suit :

« 14) L'implantation des bâtiments préconise l'emplacement du garage et des aires de stationnement du même côté pour chaque bâtiment afin d'éviter les garages et aires de stationnement adjacents entre deux bâtiments;

15) Les murs intègrent une fenestration afin d'éviter les murs aveugles;

16) La conception des bâtiments de deux étages ou moins favorise une structure soignée évitant la présence d'un balcon ou d'un toit terrasse à l'étage supérieur; »

ARTICLE 3

L'article 41 de la Section 5.2 est modifié par l'ajout, après le paragraphe 14), des paragraphes 15) et 16), de façon à ce qu'ils se lisent comme suit :

« 15) Les ouvertures s'harmonisent entre elles et respectent le style architectural du bâtiment par leur forme, leur taille et leur symétrie;

16) Les ouvertures occupent un pourcentage équilibré du bâtiment similaire à celui des bâtiments avoisinants; »

ARTICLE 4

Le chapitre 5 est modifié par l'insertion, après la Section 5.9, de la Section 5.10**,** de façon à ce qu'elle se lise comme suit :

« **Section 5.10 Critères supplémentaires applicables à la zone 164R**

48.1 En ce qui a trait aux bâtiments résidentiels unifamiliaux détachés de la zone 164R, la conformité aux objectifs énoncés aux sections 3.1 et 5.1 sera également évaluée selon les critères suivants :

1) Cadre bâti :

1.1. La conception favorise une architecture qui se démarque par sa qualité supérieure et une diversité dans les modèles des bâtiments tout en privilégiant une architecture cohérente qui s'agence entre les bâtiments avoisinants. Le bâtiment reflète la spécificité et l'unicité du cadre bâti du projet Village Lacey Green (zones 164R, 165R et UM-102);

1.2. Les bâtiments s'inspirent d'un style contemporain qui se caractérise par des composantes plus traditionnelles associées à des composantes plus modernes. Le mélange de ces composantes confère un équilibre entre tradition et innovation. Le mélange d'autres styles architecturaux et la combinaison d'éléments discordants sont à éviter;

2) Orientation et implantation :

2.1 L'implantation des bâtiments respecte l'orientation du lot et celle des bâtiments adjacents et les bâtiments sont alignés les uns par rapport aux autres;

2.2 La façade avant du bâtiment est orientée en direction de la voie publique;

2.3 L'orientation de la façade avant principale du bâtiment des lots de coin s'aligne avec celle des bâtiments adjacents;

3) Front bâti et rythme :

3.1. La largeur de la façade avant principale du bâtiment est proportionnelle à celle des bâtiments avoisinants;

3.2. Les façades des bâtiments visibles de la voie publique ont une composition attrayante qui est assurée par une matérialité plus texturée, une maçonnerie dominante qui inclut des appareillages de brique ou de pierre, une fenestration généreuse, un jeu de volumes ainsi que l'intégration d'éléments architecturaux;

3.3. Les façades et la modulation des volumes des bâtiments créent un rythme équilibré et dynamique dans le paysage de la rue et évite un effet de masse et une redondance entre les bâtiments;

4) Volumétrie et gabarit :

4.1. La volumétrie du bâtiment forme un ensemble cohérent et proportionné;

4.2. Le bâtiment s'inspire des caractéristiques du cadre bâti des bâtiments avoisinants du projet Village Lacey Green (zone 164R) au niveau de la volumétrie et des gabarits présents contribuant à la continuité architecturale des bâtiments entre eux;

4.3. L'entrée principale du bâtiment est mise en valeur;

4.4. Les garages doubles sont formés de deux volumes dont l'un est légèrement en avancé par rapport à l'autre;

5) Matérialité des murs :

5.1. L'utilisation de matériaux nobles, chaleureux, naturels et durables qui s'agencent avec le style contemporain, tels que la brique, la pierre et le bois, est favorisée;

5.2. Les types et couleurs des différents matériaux à privilégier sont les suivants :

- Trois types de matériaux excluant ceux de la fenestration, des portes et des autres éléments architecturaux. Chaque modèle de maçonnerie est comptabilisé dans le calcul;

- Trois couleurs de teintes naturelles, pâles, chaudes, riches et profondes de rouge, brun, beige et gris pour les matériaux de parement extérieur du bâtiment, incluant la toiture, la fenestration et les portes;

- Des combinaisons harmonieuses des types, des couleurs et des textures de matériaux des revêtements des murs extérieurs, des toitures, des ouvertures ainsi que des autres éléments architecturaux pour le bâtiment lui-même, en tenant compte des bâtiments avoisinants;

5.3. Le revêtement extérieur de la façade avant du bâtiment conçu de briques ou de pierres véritables se prolonge sur les murs latéraux et s'harmonise avec les bâtiments avoisinants;

6) Matérialité des toitures :

6.1. Le choix du revêtement de la toiture s'agence avec le bâtiment lui-même et celui des bâtiments avoisinants tant au niveau du type que de la couleur. Les tons de brun, de gris ou de nuance de noir sont à privilégier;

6.2. Les pentes des toitures s'harmonisent avec celles des bâtiments avoisinants;

7) Aire de stationnement véhiculaire :

7.1. La dimension et la forme de l'aire de stationnement maximisent la présence de zones perméables;

7.2. La largeur de l'aire de stationnement s'harmonise avec la largeur des portes de garage et évite la présence d'une allée piétonnière distincte aménagée depuis la voie publique jusqu'à l'entrée principale du bâtiment;

7.3. Le pourtour des aires de stationnement fait l'objet d'un traitement paysager généreux; »

ARTICLE 5

Le titre de la Section 5.8 est modifié de façon à ce qu'il se lise comme suit :

« **Section 5.8 Critères relatifs à l'éclairage privé pour la zone UM-102** »

ARTICLE 6

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

(Michel Gibson)
Maire

(Annie Riendeau)
Greffière

CE : 60.001

2024/12/18 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS